



SEVENTH NATIONAL ASSEMBLY

PARLIAMENTARY

DEBATES

(HANSARD)

FIRST SESSION

MONDAY 13 JUNE 2022

CONTENTS

PAPERS LAID

MOTION

BILLS (*Public*) –

The Supplementary Appropriation (2021-2022) Bill 2022

The Appropriation (2022-2023) Bill 2022

ADJOURNMENT

THE CABINET

(Formed by Hon. Pravind Kumar Jugnauth)

Hon. Pravind Kumar Jugnauth	Prime Minister, Minister of Defence, Home Affairs and External Communications, Minister for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity
Hon. Louis Steven Obeegadoo	Deputy Prime Minister, Minister of Housing and Land Use Planning, Minister of Tourism
Hon. Mrs Leela Devi Dookun-Luchoomun, GCSK	Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology
Dr. the Hon. Mohammad Anwar Husnoo	Vice-Prime Minister, Minister of Local Government and Disaster Risk Management
Hon. Alan Ganoo	Minister of Land Transport and Light Rail, Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade
Dr. the Hon. Renganaden Padayachy	Minister of Finance, Economic Planning and Development
Hon. Mrs Fazila Jeewa-Daureeawoo, GCSK	Minister of Social Integration, Social Security and National Solidarity
Hon. Soomilduth Bholah	Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives
Hon. Kavydass Ramano	Minister of Environment, Solid Waste

	Management and Climate Change
Hon. Mahen Kumar Seeruttun	Minister of Financial Services and Good Governance
Hon. Georges Pierre Lesjongard	Minister of Energy and Public Utilities
Hon. Maneesh Gobin	Attorney General, Minister of Agro-Industry and Food Security
Hon. Jean Christophe Stephan Toussaint	Minister of Youth Empowerment, Sports and Recreation
Hon. Mahendranuth Sharma Hurreeram	Minister of National Infrastructure and Community Development
Hon. Darsanand Balgobin	Minister of Information Technology, Communication and Innovation
Hon. Soodesh Satkam Callichurn	Minister of Labour, Human Resource Development and Training, Minister of Commerce and Consumer Protection
Dr. the Hon. Kailesh Kumar Singh Jagutpal	Minister of Health and Wellness
Hon. Sudheer Maudhoo	Minister of Blue Economy, Marine Resources, Fisheries and Shipping
Hon. Mrs Kalpana Devi Koonjoo-Shah	Minister of Gender Equality and Family Welfare
Hon. Avinash Teeluck	Minister of Arts and Cultural Heritage

Hon. Teeruthraj Hurdoyal

Minister of Public Service, Administrative
and Institutional Reforms

PRINCIPAL OFFICERS AND OFFICIALS

Mr Speaker	Hon. Sooroojdev Phokeer, GCSK, GOSK
Deputy Speaker	Hon. Mohammad Zahid Nazurally
Deputy Chairperson of Committees	Hon. Sanjit Kumar Nuckcheddy
Clerk of the National Assembly	Lotun, Mrs Bibi Safeena
Adviser	Dowlutta, Mr Ram Ranjit
Deputy Clerk	Ramchurn, Ms Urmeelah Devi
Clerk Assistant	Gopall, Mr Navin
Clerk Assistant	Seetul, Ms Darshinee
Hansard Editor	Jankee, Mrs Chitra
Parliamentary Librarian and Information Officer	Jeewoonarain, Ms Prittydevi
Serjeant-at-Arms	Bundhoo, Mr Anirood

MAURITIUS

Seventh National Assembly

FIRST SESSION

Debate No. 11 of 2022

Sitting of Monday 13 June 2022

The Assembly met in the Assembly House, Port Louis, at 11.00 a.m.

The National Anthem was played

(Mr Speaker in the Chair)

PAPERS LAID

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, the Papers have been laid on the Table.

A. Prime Minister's Office

Ministry of Defence, Home Affairs and External Communications

Ministry for Rodrigues, Outer Islands and Territorial Integrity

The Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the National Human Rights Commission for the year ending 30 June 2019. (In Original)

B. Ministry of Land Transport and Light Rail

Ministry of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade

The Road Traffic (Crop Season) Regulations 2022. (Government Notice No. 110 of 2022)

C. Ministry of Finance, Economic Planning and Development

The Registration Duty (Home Ownership Scheme) Regulations 2022. (Government Notice No. 111 of 2022)

D. Ministry of Health and Wellness

(a) The Report of the Director of Audit on the Financial Statements of the National COVID-19 Vaccination Programme Fund for the period 30 December 2020 to 30 June 2021. (In Original)

(b) The Consolidated COVID-19 (Amendment No. 10) Regulations 2022. (Government Notice No. 109 of 2022)

Mr Speaker: Please be seated!

MOTION

SUSPENSION OF S. O. 10(2)

The Prime Minister: Mr Speaker, Sir, I beg to move that all the business on today's Order Paper be exempted from the provisions of paragraph (2) of Standing Order 10.

The Deputy Prime Minister seconded.

Question put and agreed to.

PUBLIC BILLS

Third Reading

On motion made and seconded, the Supplementary Appropriation (2021-2022) Bill (No. VIII of 2022) was read a third time and passed.

Second Reading

THE APPROPRIATION (2022-2023) BILL 2022

(NO. IX OF 2022)

Order read for resuming adjourned debate on the Second Reading of the Appropriation (2022-2023) Bill 2022 (No. IX of 2022).

Question again proposed.

Mr Speaker: Hon. Leader of the Opposition!

(11.02 a.m.)

The Leader of the Opposition (Mr X. L. Duval): M. le président, je dédie mon discours ce matin à tous ces frères et sœurs qui ne mangent plus à leur faim, à tous les Mauriciens qui s'attendaient à une baisse du prix de l'essence, à tous les chômeurs, surtout ceux et celles qui ont disparu des statistiques officielles, à toutes les familles qui ont attendu en vain et qui ont cru dans la promesse du MSM concernant les 12,000 logements sociaux, mais aussi à toutes nos institutions qui ne sont plus indépendantes, à tous ceux et celles qui souffrent quotidiennement de la dictature du gouvernement. Mais aussi, M. le président, à toutes les victimes de tortures policières, surtout ceux innocents qui ont vu leur carrière et leurs vies brisées à jamais.

M. le président, on est habitué depuis quelque temps à des discours du budget qui sont des discours de relations publiques et ne reflètent plus la réalité, ni sociale ni économique. Mais je crois que ce discours-là a un record en termes des faussetés qui ont été dites, de non-dits, d'exagération et de désinformation, M. le président, qui ne fait pas honneur à notre démocratie.

Faussetés, M. le président ! Au chapitre des faussetés, le gouvernement a annoncé quelques jours avant le budget que la caisse était vide - quelques jours avant. C'était évidemment faux ! Commençons par bien sûr, les fonds spéciaux. À la page 503, l'annexe C du budget, M. le président, démontre clairement qu'il y a R 36 milliards dans les *Special Funds*, bien plus que ce qui a été prévu l'année dernière. Et l'année dernière, dans mon discours sur le budget, j'avais dit ceci, M. le président: "*I am willing to bet that in June 2022 Special Funds will not be Rs20 billion as projected, but, in fact, Rs40 billion.*" C'est plus ou moins ce qui s'est passé, M. le président, parce que ce qui se passe, c'est clair, tout le monde le voit aujourd'hui ; c'est que le gouvernement construit un trésor de guerre, un *war chest* qu'il veut garder absolument pour les prochaines élections pour pouvoir manipuler les Mauriciens et pouvoir, bien sûr, influencer les électeurs.

Et je le dis, aujourd'hui, M. le président, qu'au lieu de R 16 milliards prévues dans les fonds spéciaux à la fin de la prochaine année financière, juin 2023, nous aurons encore une fois environ R 30 milliards qui seront servies, resservies comme sur un plateau aux électeurs mauriciens, M. le président. Mais cet argent, M. le président, provient entièrement des R 158 milliards que le gouvernement a pris sur ces deux dernières années de la Banque de Maurice. Bien sûr, R 158 milliards, hormis tout ce qui a été gaspillé à droite et à gauche. J'ai déjà fait état ici-même dans la Chambre de R 75 milliards gaspillées sur *Betamax*, sur la *BAI*, sur le *Safe City*, sur le stade Côte d'Or, etc., etc., M. le président.

Mais cette année aussi, en termes de faussetés, nous avons toute la confusion concernant le vrai déficit budgétaire. On ne sait plus aujourd'hui quelle est de la dette publique et quel est le déficit budgétaire. Mais si on recalcule, on prend la peine de recalculer, on verra que le déficit budgétaire, M. le président, sera de 7.3% et non pas de 4% pour l'année prochaine, que le vrai pourcentage de la dette publique sera de 84% et non de 78%, surtout si on doute de la capacité du gouvernement, effectivement, de vendre des actifs de la *MauBank* et de la *NIC*.

Mais, M. le président, en dehors des pourcentages qui sont souvent trompeurs avec l'inflation, nous pouvons dire avec certitude que depuis 2014, la dette publique est sortie d'environ R 238 milliards pour arriver à R 436 milliards, c'est-à-dire presque - il manque 2 milliards - R 200 milliards d'augmentations pendant le règne de ce présent gouvernement.

Maintenant, la grande question qui reste : que fera Moody's dans tout cela ? Parce que nous allons expliquer pourquoi la notation de Moody's est tellement importante pour le pays. Quelle sera la réaction de Moody's ? Est-ce qu'elle va se dire en fin de compte que voilà, M. Padayachy a annoncé qu'effectivement maintenant nous sommes à 74% de dette publique, etc. ? Est-ce que cela suffit ou pas ? Le grand problème, M. le président, que nous ferons face avec Moody's, c'est que la réduction de dette publique s'il y a eu, et s'il y en aura, sera grandement et peut-être exclusivement due au fait que la Banque de Maurice a donné de l'argent au gouvernement. Quand la Banque de Maurice a donné de l'argent au gouvernement, M. le président, elle a imprimé de l'argent. Elle a pris de l'argent des fonds spéciaux, ces *Special Reserves*. Pourquoi on appelle cela *Special Reserves* de la Banque de Maurice et non pas simplement *Reserves* parce que, justement, ce sont des réserves artificielles qui n'ont pas été réalisées. Et donc, pour donner cet argent artificiel de la Banque de Maurice au gouvernement, la Banque de Maurice, M. le président, a imprimé de l'argent.

Et donc, quand Moody's va regarder l'énormité des sommes d'argent imprimées par la Banque de Maurice et données au gouvernement, M. le président, c'est ça où le bât va blesser et c'est ça justement qui pourrait enclencher un *downgrading*, une baisse de la notation de Moody's. Nous sommes, M. le président, à Baa2. Nous étions à Baa1 sous mon mandat en 2012 ; nous sommes aujourd'hui à Baa2. Si nous réduisons à Baa3, automatiquement toutes les banques mauriciennes seront classées en dessous de cela, c'est-à-dire dans le *junk status*. Qu'est-ce que c'est le *junk status* ? En français, on pourrait dire que c'est la catégorie de déchets. Nous sommes, M. le président, un centre régional financier d'importance et nous aurons toutes nos banques, toutes les notations de dettes de nos banques seront dans la catégorie de déchets, et ça, c'est très fort possible avant la fin de cette année-ci.

M. le président, j'avais dit faussetés et j'avais aussi dit non-dits. Non-dits, M. le président, surtout concernant ces R 22 milliards de ventes de compagnies de l'État qui ne paraissent ni dans l'annexe, ni dans le discours budgétaire alors qu'on parle d'achat de deux *camions de saleté* au paragraphe 216. Le ministre des Finances n'a-t-il pas un moment pour nous dire qu'il va vendre pour R 22 milliards, qu'il essayera de vendre pour R 22 milliards des actifs de la compagnie? Et on apprend - je ne sais pas si c'est le cas - que c'est la

National Insurance Company et la *MauBank*, deux canards boiteux. Qui va acheter ces deux compagnies pour R 22 milliards, sauf peut-être qu'on va les vendre, comme on a vendu *Air Mauritius*, à la *Mauritius Investment Corporation*. Encore une fois, l'argent imprimé de la Banque de Maurice qui va servir à renflouer les caisses de l'État à travers la *MIC* et la vente de la *NIC* et de la *MauBank*.

M. le président, exagérations. Au chapitre des exagérations, voilà le paragraphe 208 qui dit que toutes les voitures électriques seront *duty free* sans jamais mentionner que toutes les voitures 100% électriques étaient déjà 100% *duty free*. Comment est-ce qu'on peut annoncer cela ? Tout le monde *tap latab* ! Alors que quand on regarde, on réalise que toutes les voitures 100% électriques étaient déjà *duty free*. Mais on vient de se foutre de nous dans cette Chambre, M. le président ! Manque de respect à la Chambre, M. le président !

Maintenant, désinformation. Au chapitre de la désinformation, allons voir au paragraphe 15, le ministre des Finances répète *ad nauseam* que 32% du PIB ont été utilisés pour soutenir le Covid. Et on a vu nous-mêmes combien d'argent il reste dans les *Special Funds* ! Mais même ça, il dit 32%. Quand on calcule, M. le président, le *Wage Assistance Scheme*, des subventions spéciales, etc., etc., les aides aux grosses entreprises, on ne dépasse pas la moitié, c'est-à-dire 16% du PIB. Venir encore une fois, M. le président, avec une désinformation, faire croire à tout le monde qu'on a dépensé, qu'on a le record mondial des dépenses Covid, 32%, c'est absolument faux. Donc, quand on écoute ce budget-là, on a l'impression, M. le président, qu'on a passé deux heures à nous embêter, à nous dire des faussetés.

Maintenant, allons voir la vraie situation des revenus de l'État. Nous avons ce trésor de guerre de R 36 milliards, M. le président ; nous avons les 22 milliards de la vente d'actifs ; 58 milliards. Mais ce n'est pas tout, parce qu'il y a aussi l'inflation ; l'inflation qui est l'ennemi numéro un des salariés, l'ennemi numéro un des pensionnaires, et le grand ami du ministre des Finances, M. le président. L'inflation est le grand ami du ministre des Finances parce que l'inflation gonfle artificiellement les recettes de l'État ; la dépréciation de la roupie gonfle artificiellement toute la TVA qui est appliquée à la douane, par exemple, à l'entrée du pays. Donc l'inflation, le grand ami du ministre des Finances, le grand ennemi de la population.

C'est l'inflation, M. le président, qui gonfle énormément les recettes avec, bien sûr, un petit peu de croissance, et nous voyons, donc, que les recettes augmentent énormément, et

bien sûr, les dotations budgétaires aussi augmentent. Et là, je parlerai, M. le président, du *money illusion*, parce que le *money illusion*, je me rends compte, affecte aussi bien les ministres que la population. Prenons le cas du budget du ministère de la Santé, M. le président, qui passe de R 13.1 milliards à R 14.7 milliards, tout le monde *tap latib* du côté du gouvernement, c'est-à-dire 1.6 milliards, 12% d'augmentation. Mais en vérité, M. le président, avec la dépréciation de la roupie et aussi avec l'inflation qui est déjà à 11% officiellement, qui sera 15% avant la fin de l'année sans aucun doute, en fin de compte, le ministre de la Santé aura moins d'argent pour acheter du Molnupiravir à des prix exagérés qu'il n'avait l'année dernière. Il aura moins d'argent. So, *the purchasing power* du ministère de la Santé a effectivement été réduit, mais *money illusion*, il se dit qu'on a reçu 1.2 milliards en plus, c'est sûrement qu'il aura à faire plus. Mais en fin de compte, M. le président, il fera moins avec la dotation budgétaire qu'il a reçue en addition.

Et c'est la même chose qui affecte la population. On leur dit qu'ils vont recevoir R 1,000. Ils se disent R 1,000 aujourd'hui, mais en fin de compte, dès qu'ils vont aller au supermarché, ils verront qu'ils sont tout aussi pauvres qu'avant. Il y a eu très peu d'amélioration.

M. le président, je parlerai d'un budget trop peu, trop tard. Trop peu, M. le président, concernant les mesures sociales. Nous avons demandé, au sein de l'opposition, que tous les pensionnaires, les veuves, les handicapés, ceux qui ont plus de 60 ans, que tout le monde reçoive R 2,000 d'augmentation. Ces R 2,000, ce n'est pas une augmentation réelle. C'est simplement une compensation pour la perte du pouvoir d'achat qu'ils ont eue, c'est tout. C'est-à-dire qu'aujourd'hui, les veuves, tous ces gens qui ont R 9,000, en fin de compte, ils ont R 7,000 parce qu'ils ont perdu R 2,000 de pouvoir d'achat. On leur a demandé donc de rétablir dans ce qu'ils étaient auparavant.

Mais, M. le président, le gouvernement ne nous a écoutés qu'à moitié. À partir de 65 ans, il y a effectivement un rétablissement du pouvoir d'achat à R 2,000. Mais pour les 131,000 personnes qui représentent des vieux de 60 à 64 ans, les veuves, les handicapés, tous ces gens-là, M. le président, ils ne recevront que la moitié de ce qu'ils ont perdu en termes de pouvoir d'achat. Donc, M. le président, ils sont effectivement plus pauvres sous ce gouvernement. Le gouvernement reconnaît que toutes ces catégories de gens ne méritent pas d'avoir leur pouvoir d'achat rétabli, et ils seront effectivement plus pauvres qu'auparavant.

Donc, malgré le fait que nous avons tout cet argent, malgré le fait qu'on peut facilement calculer que nous avons près de R 80 milliards à la disposition du gouvernement, les fonds spéciaux, la vente d'actifs de 22 milliards, les taxes additionnelles, l'inflation qui ramène plus d'argent, tout cela va ramener au moins R 80-81 milliards, M. le président, le gouvernement n'a pas pu trouver quelques sommes d'argent pour compenser tous ces gens, les 131,000 personnes qui ne verront leurs pensions augmenter que de R 1,000 au lieu de R 2,000 qui seraient nécessaires pour compenser leur perte de pouvoir d'achat.

M. le président, trop peu, trop tard, parce que cela fait des mois que nous demandons au gouvernement d'agir contre la dépréciation de la roupie ; parce que la dépréciation de la roupie, c'est ça qui est le grand mal, le grand problème du pays ; parce que c'est la dépréciation de la roupie qui amène cette forte inflation en plus d'autres problèmes internationaux aussi, mais c'est la dépréciation de la roupie qui amène ce fort taux d'inflation, M. le président. Nous avons demandé et redemandé, j'ai même posé une *PNQ* ici il y a quelques semaines. Suite à cette *PNQ*, il y a eu un effort fait de la Banque de Maurice. Mais ce qu'on voit aujourd'hui, depuis quelques jours, la roupie a recommencé sa dépréciation. Et M. le président, cela va redémarrer de plus belle l'inflation, qui va, comme je le dis, pour moi, il n'y a aucun doute que l'inflation sera près de 15% à la fin de cette année. Aucun doute dessus, M. le président. La forte dépréciation de la roupie, M. le président, c'est 40% depuis les élections de 2014, 40%, dont la moitié après Covid, mais on reviendra dessus dans un instant.

M. le président, j'ai touché un petit peu sur la pension, mais je dirais ceci, M. le président, que je suis content que l'augmentation de la pension a été incluse dans le manifeste de 2014, qui avait été écrit par le PMSD et le MSM. Il faut le dire ! J'ai même les noms, si vous voulez, des gens qui ont écrit ce manifeste-là, si vous avez quelques doutes, surtout ceux qui n'étaient pas là, dont la plupart. Donc, M. le président, je suis content que c'est sur l'insistance, la pression de l'opposition que nous avons eu au moins ces R 2,000 d'augmentation pour ceux plus de 65 ans, M. le président. Nous avons aussi demandé une augmentation de salaire minimum parce qu'il est vrai que R 11,075 ne peut pas suffire à un chef de famille, à un père ou mère de famille ; cela ne peut pas suffire, M. le président.

Nous avons, en réponse, une augmentation de salaire de R 1,000, un genre de *monthly income allowance*. On ne sait pas jusqu'à quand ce sera là ! Mais ce qu'on sait en tout cas, c'est que ce n'est pas du tout suffisant pour compenser l'inflation. R 1,000, M. le président, c'est quoi ? Deux cigarettes Matinée par jour ? C'est quatre boîtes de lait *Farmland* ! Même

pas, parce qu'on va parler des augmentations tout à l'heure. Quatre boîtes de lait *Farmland* sur un mois ! C'est tout ce que ça donne, M. le président.

Donc, la population va vite réaliser qu'on est en train de l'embêter ! Surtout qu'on a maintenu, alors que tous les pays baissent la taxe sur l'essence, nous, non seulement nous maintenons, mais chaque fois qu'il y a une augmentation de l'essence, M. le président, les taxes augmentent. Aujourd'hui, la TVA seulement, plus tous les autres taxes, est de R 10. Quelque temps de cela, la TVA sur l'essence était de R 6. Donc, l'augmentation du prix de l'essence à l'achat amène en même temps une augmentation de taxe sur l'essence qui est le contraire de ce que tous les gouvernements font à travers le monde, M. le président. Avoir un véhicule aujourd'hui, M. le président, c'est une vraie souffrance. C'est une vraie souffrance d'avoir un véhicule pour tous ces Mauriciens. Combien de voitures il y a ? 200,000 quelque chose plus des motocyclettes, etc., etc. C'est une vraie souffrance ! Aller à la station d'essence, c'est pénible, M. le président. Avoir à payer cette forte somme d'argent sachant que la moitié de cet argent part au gouvernement comme taxe, c'est dur à avaler, M. le président. Et nous avons demandé une baisse du prix de l'essence, ça n'a pas été accordé. Et maintenant, il y a aussi ces fameuses subventions de R 1.5 milliards sur 300 produits. Il n'y a pas eu mot dans le budget concernant ce qui adviendra de ces subventions, sauf qu'on comprend aujourd'hui que ces subventions vont disparaître.

L'honorable Dr. Padayachy n'a pas d'argent supposément pour maintenir ces subventions sur ces 300 produits - pourtant qu'il a lui-même introduit - qui coûtent probablement environ R 1.5 milliards dans l'année. En retirant ces subventions-là dans les semaines qui viennent, M. le président, je prends quelques exemples, le lait *Farmland* va sortir de R 206 et sera vendu à R 285. 1 kg d'huile *Rani*, on me dit, sortira de R 56 à R 110 le litre. Un paquet de margarine de R 65 à R 130, M. le président. Tout ceci va représenter pour une famille de quatre personnes - facile à calculer - juste sur ces produits-là, environ R 1,300 par mois additionnelles. Maintenant, je ne parle pas de l'avalanche des autres prix qui sont en train de s'écraser sur la population ; le poulet, la viande, les produits laitiers, tout ça, M. le président. Donc, il est facile de dire, de calculer que la famille moyenne va être *short* d'environ R 3,000, M. le président, juste concernant les emplettes qu'il faut faire à la fin du mois pour lesquelles le gouvernement offre R 1,000, M. le président. Apparemment, maintenant, ces subventions-là vont être remplacées par une importation directe de la *STC*. Dans le passé, ça a été une vraie catastrophe, l'importation par la *STC*.

Je me rappelle, mon prédécesseur, quand il était ministre du Commerce - je ne sais pas en quelle année, je crois que c'était en 1995 - avait acheté des tonnes de *Basmati*, M. le président. Quand je l'ai remplacé, j'ai eu à donner ces tonnes de *Basmati* à tous les *homes*, etc., à travers le pays. Personne ne voulait de notre riz qui s'est détérioré dans les *stores* de la *STC*. Aujourd'hui, on nous propose du *Basmati*, encore une fois *smatch*, qui est vendu à R 332 5 kg. Mais si vous allez dans les supermarchés, M. le président, vous avez déjà à meilleur marché - je ne vais pas faire de publicité - il y a d'autres, *Kitchen King* R 260, *Everest* R 269 pour les mêmes 5 kg. Donc, quel est le but pour la *STC* d'importer du *Basmati* plus cher que ce qu'on ne trouve dans les supermarchés ? Quel est le but ? On ne comprend pas. On ne comprend pas quel est le but. Peut-être qu'il y a un but caché que je ne comprends pas parce que surtout, il ne faut pas oublier que la *STC* n'a aucune chaîne de distribution pour ces produits-là et que le grand problème va être encore une fois un gros gaspillage d'argent du contribuable.

M. le président, je passe maintenant rapidement sur l'économie et je constate qu'il n'y a aucun état des lieux dans le budget concernant l'état de l'économie. Très peu de mesures pour soutenir les secteurs dans ce moment difficile. M. le président, d'ailleurs, depuis 2014, je dois dire que le mythe du MSM comme étant le moteur de la croissance a été totalement brisé. En 2019, avant le Covid-19, la croissance, M. le président, - et le ministre des Finances n'était nul autre que l'honorable Pravind Jugnauth - était de seulement 3% pour toute l'année 2019, M. le président. C'était la croissance la plus faible pour les 15 années précédentes ; ça c'était en 2019 avant la crise. Donc le mythe MSM, moteur de la croissance, est complètement détruit.

M. le président, je parle maintenant de l'agriculture, surtout le sucre qui a été franchement un désastre. Allons prendre le secteur sucrier. Le gouvernement a laissé, au fil des années, s'empirer les choses ; s'empirer, s'empirer et s'empirer même ; toujours trop peu, trop tard. En 2014, quand le MSM prend la barre, quand le gouvernement prend la barre, Maurice pouvait produire 400,000 tonnes de sucre. Aujourd'hui, on ne pourra pas faire plus de 250,000 tonnes de sucre. 150,000 tonnes de sucre de moins dans un secteur clé pour l'économie. Plus de 10,000 hectares de terrains perdus dans ces années-là, M. le président. Maintenant, le pire, notre rendement, M. le président, par hectare. C'est très important parce qu'à l'époque, Maurice était le pays phare, le leader en termes de rendement d'innovation dans l'industrie sucrière. Aujourd'hui, le rendement est de 63 tonnes par hectare, M. le président. Comparez cela à la Tanzanie, la Tanzanie à côté de nous, 100 tonnes par hectare.

Et le Swaziland - qui a changé de nom - maintenant 116 tonnes par hectare, presque le double, M. le président, de la petite île Maurice. 43 tonnes de cannes de plus par hectare que Maurice. On ne s'étonne pas donc que le nombre de planteurs pendant ces années-là est réduit de 15,000 à 10,000. À ce taux-là, M. le président, les petits planteurs à Maurice sont une espèce en voie de disparition. Voilà donc la vérité sur la politique agricole ; désastre total sur la politique sucre du gouvernement. Et maintenant, on vient nous proposer, promettre monts et merveilles concernant l'autosuffisance alimentaire, etc., M. le président. Ce ne sont que des effets d'annonce.

Le tourisme, M. le président, c'est un secteur économique que je connais bien. Déjà, on avait vu en 2019 une baisse des arrivées. C'était inédit ça, jamais on avait eu une baisse des arrivées, sauf en période de crise. Il n'y avait pas de crise. Pourquoi donc cette baisse importante des arrivées en 2019 ? Quelles étaient les vraies raisons ? Aucune étude n'a été faite par le gouvernement. Pour l'année en cours, M. le président, on nous avait promis 650,000 touristes jusqu'à juin 2022. Nous aurons probablement 100,000 touristes de moins. C'est beaucoup, 100,000 touristes de moins ! Mais la performance, M. le président, des pays à vocation touristique, comment est-ce que c'est calculé ? C'est calculé, M. le président, en prenant en compte ce que la situation était avant le Covid-19, c'est-à-dire en 2019. C'est ça qu'on appelle le *recovery rate*, c'est-à-dire quels sont les chiffres des arrivées touristiques aujourd'hui comparé à ce que c'était en 2019. Et là, bien sûr, on réalise où nous sommes vraiment, M. le président, dans quelle mauvaise situation nous sommes. Je suis très content pour les Maldives parce qu'en mai 2022, M. le président, les Maldives ont reçu 21% plus de touristes qu'ils n'avaient reçus en mai 2019. Donc, leur *recovery rate* est de 121%. À Maurice, on nous dit parce qu'on a ouvert tardivement. Mais en fin de compte, c'était quand même 10 mois de cela, en septembre - non pas en octobre, mais en septembre - qu'on avait commencé l'ouverture du pays.

Donc, M. le président, notre *recovery rate* à Maurice varie ; premier trois mois, je crois que c'était de 53%. Là, quelquefois, ça arrive à 70%, un petit peu plus, M. le président, bien, bien moins que même les Seychelles et certainement bien moins que les Maldives, et il faudra nous expliquer pourquoi. Cessez de trouver des excuses ! Mettez-vous à la tâche ! Nous avons vu, en tout cas le *Consolidated Fund*, que le chiffre pour le marketing était dérisoire, qui a caché d'autres sommes ailleurs, M. le président. Mais il y a un problème avec le marketing, il y a un problème avec la destination, il y a un problème avec la propreté, le manque de *night life*, la cherté du billet, l'accès aérien. Tout ça ce sont des sources de

problèmes potentiels qu'il faut pouvoir régler. Nous sommes en droit de demander au gouvernement un peu de professionnalisme s'il vous plait, et ce n'est pas les R 200 qu'on va donner à chaque visiteur qui va faire une grande différence. Je vois mal quelqu'un payer un billet et des vacances à Maurice pour R 200,000 par personne et il viendrait à Maurice parce que voilà, je vais avoir R 200 de plus. C'est ridicule, M. le président.

M. le président, je parlerai rapidement aussi de l'industrie pharmaceutique parce que c'est important. L'année dernière, vous avez annoncé le développement d'une industrie pharmaceutique à Maurice. Personne n'y a cru vraiment parce qu'aucune entreprise renommée ne s'installera à Maurice, parce que nous avons un ministère de la Santé *cow-boy* et un ministre *cocorico*. Personne, M. le président, ne va s'installer. Nous n'avons pas la réputation. Nous n'avons pas la crédibilité. Nous n'avons pas la transparence ; les capacités techniques de contrôle. Nous n'avons pas tout ça pour avoir une *world class* industrie pharmaceutique, M. le président.

Nous n'aurons que des farceurs qui seront là pour abuser des subsides et des subventions gouvernementales. Mais par contre, je vois qu'au paragraphe 260 du budget, nous prévoyons maintenant une présence 24/7 de gynécologues, de pédiatres, d'anesthésistes dans les hôpitaux régionaux. Mais je me félicite, M. le président, d'avoir soulevé toutes ces questions-là lors de mes *PNQs* dans le passé.

Par contre, M. le président, aucune mesure annoncée pour mettre un frein à la corruption systémique au ministère de la Santé ! Nous avons vu ces cas, la population reste choquée par ces cas et surtout l'inaction du gouvernement concernant ces cas de Molnupiravir, Pack & Blister. Il y a toute une liste ; je prendrais cent ans pour lire la liste. Comment, M. le président, peut-on faire confiance à un ministère qui n'a pas hésité à fausser le nombre de morts dus au Covid? Nous savons tous qu'en 2021, il y avait plus de 2,000 morts dues au Covid et le ministère a toujours faussé ce chiffre en ne déclarant que la moitié.

M. le président, j'avais touché tout à l'heure, concernant la dépréciation de la roupie avant que je ne vienne au chômage. La dépréciation de la roupie, M. le président, comme je l'ai dit, va continuer de plus belle et l'effet sur le tissu social sera dramatique. On nous présente cela comme inévitable mais, M. le président, la population doit bien comprendre que la dépréciation de la roupie représente l'appauvrissement de la population. La valeur de la roupie baisse, ce sont les familles qui s'appauvrissent, M. le président. 40%, comme je l'ai dit, depuis 2014. Mais ce n'est pas inévitable ! Pourquoi est-ce qu'on nous dit à Maurice que

c'est inévitable? Allons juste voir la roupie seychelloise ; allons juste voir la rufiyaa maldivienne.

Les deux monnaies, M. le président, ont retrouvé leur valeur pré-Covid ; pour les Seychelles, pour les Maldives. Là-bas, les gouvernements, malgré tout cela, ont pu rétablir la valeur de leur monnaie après Covid. À Maurice, on est à 20% minimum moins concernant la valeur de la roupie qu'avant le Covid. 40% depuis 2014 et 20% depuis Covid, M. le président, alors que les Seychelles et les Maldives ont eu des gouvernements différents sans doute, des ministres du Tourisme différents, des résultats différents, et leur monnaie est remontée à la valeur avant Covid. Et dans ce budget, ce qui est encore plus choquant, c'est qu'il n'y a rien, rien, rien pour empêcher la dépréciation de la roupie. Rien ! Elle va continuer, continuer, continuer. Il n'y a pas une seule réforme des problèmes structurels. Tout à l'heure, on parlera rapidement de la Banque mondiale, des recommandations. D'ailleurs, M. le président, aucun des budgets MSM n'a traité des vrais problèmes du pays.

Concernant le chômage, M. le président, il y a un rapport qui est sorti le 18 mai par *Statistics Mauritius* qui dit clairement qu'en fin 2021, le pays avait perdu 33,500 emplois comparé à un an précédent, malgré qu'à un an précédent, on était en plein Covid. Décembre 2021, 33,500 emplois en moins que décembre 2020, et si on prend les chiffres depuis 2014, c'est 46,000 emplois de perdu.

C'est ça la situation. On peut essayer de cacher le nombre de chômeurs par chômeurs qui veulent travailler, chômeurs qui ne veulent pas trop travailler, et si on ajoute les chômeurs qui veulent travailler et les chômeurs qui ne veulent pas trop travailler mais quand même sont disposés de travailler, c'est comme ça que *Statistics Mauritius* maintenant définit les chômeurs. En décembre 2020, pendant le Covid, nous sommes arrivés, M. le président, à ces presque 100,000 chômeurs que le ministre des Finances dit ne jamais avoir atteint. Nous sommes arrivés, d'après les chiffres officiels même.

M. le président, il y a quelque chose aussi qui choque dans ce budget-là, parce qu'il y a quelque chose qui m'ennuie, c'est la provision qu'on a mise pour la vente de terrains à travers Maurice maintenant. Officialiser, généraliser une pratique qui se faisait. Autrefois, on avait toujours le droit d'aller vers le Premier ministre exceptionnellement et lui demander le droit de vendre un terrain à des étrangers qui ne sont pas dans les *IRS*, les *PDS*, etc. Mais aujourd'hui, on vient généraliser cette pratique-là et pour suivre un peu les recommandations de la Banque mondiale, ce que tout le monde sait, pour avoir un développement durable, il

faut des lois, il faut des critères, il faut un *level playing field* et il faut, M. le président, des *rules-based*. Et là, on ne sait pas quel critère le Premier ministre va prendre en considération quand il va décider quel Mauricien qui aura le droit de vendre à quel étranger, sous quelle condition, dans son comité qu'il va faire, et on sait déjà que le Premier ministre est peut-être chef des comités, mais le grand comité, le *High-Level Committee* sur le Covid, apparemment il n'y avait jamais de procès-verbal. On ne saura jamais, officiellement en tout cas, ce qui s'est passé. Mais ce comité qui va être fait dans les bureaux du Premier ministre, c'est une aberration, parce que cela va à l'encontre de tout ce que nous avons appris sur comment fonctionne un État de droit. Un État de droit ne fonctionne pas par le bon vouloir du Premier ministre. Et quels seront les critères ? Est-ce qu'il va voir, là, c'est mon copain, je vais lui donner l'autorisation de vendre à un étranger ; celui-là, je ne l'aime pas trop, il m'a critiqué la semaine dernière, celui-là je vais le bloquer ? Mais ce n'est pas comme ça qu'on dirige un pays, M. le président. Et bien sûr, là, il y aura toutes sortes d'accusations de favoritisme et de corruption. Ce n'est pas, M. le président, une pratique qui va faire honneur au pays.

Maintenant, je vais parler, M. le président, de la situation économique, des remèdes peut-être proposés par la Banque mondiale, proposés par le FMI qui ont été royalement ignorés par le gouvernement, parce que et la Banque mondiale et le FMI parlent de pertes soutenues de compétitivité des exportations mauriciennes. Qu'est-ce que cela veut dire, M. le président ? La perte de compétitivité, c'est extrêmement grave. Cela veut dire que pour un produit, soit le prix est trop fort, soit la qualité est plus mauvaise que ce que l'on peut retrouver ailleurs. Mais c'est grave ! Si les produits mauriciens sont trop chers ou de mauvaise qualité comparé à nos compétiteurs, c'est extrêmement grave pour le pays. On a parlé du sucre tout à l'heure où nous avons vu, en fin de compte, qu'en termes de production et de prix en tout cas, le sucre mauricien ne peut pas faire compétition à la Tanzanie, au Swaziland, entre autres. Et là, on se serait attendu, M. le président, à ce que le gouvernement vienne avec des mesures parce que c'est cette perte de compétitivité qui oblige, entre autres, les dépréciations de la roupie. Parce que personne ne va acheter notre sucre, personne ne va acheter nos produits textiles sinon en achetant à travers une roupie dépréciée.

Donc, M. le président, la faible productivité de la main-d'œuvre mauricienne qui doit prendre le travail plus au sérieux, la faible productivité du capital aussi avec plus de techniques innovantes, une maîtrise insuffisante des dernières technologies, les services publics défaillants, tout cela, M. le président, aurait dû avoir fait l'objet d'une présentation de mesures dans ce budget.

Nous nous rappelons le nombre de personnes qui sont morts du Covid à l'hôpital *ENT*. Pourquoi est-ce qu'ils sont morts du Covid à l'hôpital *ENT* ? Grandement parce que les infirmiers, les docteurs là-bas, n'avaient pas été suffisamment formés pour pouvoir soigner ces gens. Donc, il y a, M. le président, de grands problèmes de défaillance du service public *across the board*, tous les ministères concernés.

Là, on a parlé du nettoyage du pays. J'avais pris des photos l'autre fois d'environ une quinzaine de personnes qui sont venues dans mon chemin pour nettoyer. Je présume, M. le président, qu'ils sont du *Mauri-Facilities*. Ils n'avaient pas d'uniformes et ils sont venus avec des faucilles, M. le président. 15 personnes avec des faucilles ! Et là, on va prendre 2,000 personnes sans prendre des équipements. On a un service public extrêmement défaillant, M. le président. Et pourtant, on sait aussi que la formation est tellement importante et les ressources humaines sont les vraies ressources de l'île Maurice.

Concernant l'éducation, M. le président, je vais dire ceci ; que je suis choqué de n'avoir rien entendu concernant les écoles privées secondaires. Il y a eu tout un débat. Il y a jusqu'à présent tout un débat à Maurice concernant l'avenir même de ces écoles privées secondaires qui dépendent du *grant-in-aid* du gouvernement. La situation est grave. Il y a un manque aigu de financement. Il y a aussi la méchanceté du ministère, M. le président. Et ces écoles suffoquent et sont condamnées à une mort lente. Nous parlons des écoles confessionnelles catholiques, des écoles hindoues, des écoles musulmanes et des autres écoles privées qui ont une grande histoire, qui ont beaucoup fait pour le pays.

Aujourd'hui, M. le président, quand on serre leur budget, qu'est-ce qu'on fait ? On les force à sombrer dans la médiocrité. C'est ce qui se passe, M. le président. Nous forçons les écoles secondaires privées à sombrer dans la médiocrité. Il est urgent que quelque chose puisse se faire. Urgent, M. le président !

M. le président, pour terminer, concernant les taxes municipales, en 2012, j'avais eu le plaisir et l'honneur avec le Parti travailliste de retirer toutes les taxes municipales locatives. Cela nous a coûté à l'époque R 130 millions. On avait retiré toutes les taxes municipales locatives, que ce soit pour les business, que ce soit pour les familles. En 2019, l'Alliance Nationale, encore une fois avec le Parti travailliste, nous avons proposé d'éliminer entièrement les *municipal rates* pour les familles. On va voir, dans la pratique, ce que le gouvernement va faire. Mais c'est une promesse qui a été faite en 2019 et qui a deux ans de retard malgré les milliards qui dorment dans le *Special Fund*.

Et maintenant, M. le président, ces municipalités vont être presque entièrement dépendantes du bon vouloir du gouvernement et des allocations du gouvernement. Qu'est-ce qui va garantir un partage équitable aux cinq municipalités, alors que l'on sait qu'il y a des élections qui sont supposées venir en tout cas ? Qu'est-ce qui va garantir cela ? Il n'y a rien qui a été dit ! Mais il faudrait, M. le président, une nouvelle loi qui comprend aussi un calcul des barèmes de compensation pour la perte de ces *municipal rates*, parce que cela représente une somme importante pour les municipalités. Il aurait fallu, bien sûr, maintenant que le gouvernement a presque totalement mainmise sur le financement des municipalités, une loi pour l'indépendance des mairies mais aussi, M. le président, très important, des mesures pour arrêter le gaspillage, pour encourager l'efficacité, pour amener le *value for money* et aussi pour la transparence.

M. le président, concernant la corruption, alors que nous sommes tous témoins d'une corruption généralisée même dans les institutions sacrées, même le FMI parle de problème de gouvernance à la Banque de Maurice, pas un mot dans le budget concernant la lutte contre la corruption. Pas un mot dans le budget, M. le président. Cela ne nous fait pas honneur.

Pareil, M. le président, pour les cas de torture, pas un mot alors que cela a dominé les débats, alors que cela fait 14 jours déjà depuis la première publication par M. Laurette, des vidéos. 14 jours déjà depuis la publication des vidéos ! Nous attendons, en tout cas nous, du côté de la Plateforme de l'Espoir, cette fameuse commission d'enquête. Pas un mot, donc, rien ! Quelques personnes ont été interpellées, mais la grosse majorité est toujours là, surtout, M. le président, ceux qui savaient pertinemment bien ce qui s'est passé et qui ont participé à un *cover-up*. Donc, nous attendons, M. le président, une grande commission d'enquête présidée par un ancien chef juge qui mettrait de l'ordre une fois pour toutes dans tout cela, et recommande bien sûr cette nouvelle loi, le *Police Evidence and Justice Bill*, parce qu'il faut mettre beaucoup d'ordre dans les stations de police.

Et moi, je répète que c'est une pratique répandue dans les stations de police à l'île Maurice. Répandue ! Et aucune déclaration formelle du Premier ministre pendant ces 14 jours ! Qu'est-ce qui va se passer de tous ces innocents qui ont été condamnés, torturés, ils ont admis, et aujourd'hui ils ont été condamnés ? Tous ces gens qui ont eu leur carrière brisée, qui vivent dans la peur constante, M. le président. C'est un fléau grave et national. On a besoin, M. le président, de s'y attarder et de s'y attaquer, parce que plus jamais on ne pourra tolérer ce genre de pratique à Maurice. En tout cas, je crois que je parle au nom de

l'opposition pour dire que nous n'allons pas baisser les bras, M. le président, tant que justice ne sera pas faite.

Les élections municipales, M. le président ; je demande les élections municipales au plus vite. Ces masques sanitaires-là sont en fin de compte pas des masques sanitaires mais des masques politiques pour empêcher la population de s'exprimer, pour étouffer la voix de la population. Tous les pays ou presque ont retiré les restrictions à l'extérieur au moins; certains ont gardé les restrictions à l'intérieur des établissements, des bâtiments. À Maurice, M. le président, nous réclamons immédiatement la levée de toutes les restrictions; masques, rassemblements, etc., tout au moins à l'extérieur et bien sûr aussi, autant que possible, à l'intérieur.

M. le président, donc, nous attendons les élections municipales de plain-pied. Ceux qui sont déçus du faible effort du gouvernement pour compenser la perte du pouvoir d'achat pourront s'exprimer. Ceux qui sont contre la torture pourront s'exprimer. Ceux qui sont contre toutes ces pratiques mafieuses que nous voyons tous les jours pourront s'exprimer, M. le président. Et ceux qui vont vouloir aussi, M. le président, sanctionner le gouvernement pour avoir tant retardé ces élections pourront s'exprimer. C'est ça, M. le président, la démocratie.

En conclusion, M. le président, le gouvernement a pris longtemps pour réagir à l'avalanche des augmentations de prix pour finalement donner très peu en relation avec ces énormes moyens qu'ils avaient grâce à cette énorme somme d'argent qu'ils ont pris de la Banque de Maurice et qui reste toujours dans les caisses de l'État. Trop peu, trop tard mais, M. le président, je dirai ceci : la crise internationale ne fait que commencer. Il y a deux semaines de cela, M. Jamie Dimon, qui est le patron de la grande banque JPMorgan, *warned of a coming hurricane for the world ; an economic hurricane*. Le prix de l'essence, l'inflation record, la récession qui arrive à grands pas. Ces mesures qui ont été annoncées par le gouvernement sont nettement inférieures aux attentes; nettement insuffisantes pour faire face non seulement à la situation aujourd'hui mais aussi pour faire face aux augmentations de prix qui vont arriver quotidiennement ; qui vont s'écraser quotidiennement sur la population.

M. le président, l'opposition dans son ensemble ne va pas hésiter pour défendre la population et descendre dans la rue si nécessaire aussi rapidement que ce sera légalement possible. Il est clair, M. le président, que les ménages continueront à souffrir et à souffrir grandement dans les mois et les semaines à venir. Le gouvernement aura obligatoirement à

prendre des mesures correctives additionnelles et rapidement. Ce qui a été offert jusqu'à présent n'est pas suffisant et la population continuera à avoir faim, continuera à s'appauvrir avec ce budget que le gouvernement a présenté, qui est nettement insuffisant.

Donc, M. le président, je terminerai pour dire qu'il nous faudra absolument un autre mini budget rapidement pour pallier aux insuffisances de la population. *Marke garde*, M. le président, la pression populaire forcera le gouvernement, avant octobre, de venir avec des mesures additionnelles parce qu'aujourd'hui, on a connu le slogan '*ensam tou possib*', après nous sommes venus à '*ensam tou pos vid*', et maintenant c'est '*ensam tou vant vid*'.

Merci, M. le président.

(11.56 a.m.)

The Minister of Industrial Development, SMEs and Cooperatives (Mr S. Bholah): Thank you, Mr Speaker, Sir, for allowing me to take the floor after the soliloquy of some 55 minutes of the Leader of the Opposition.

From where I am sitting, I have observed the Members on the other side of the House and nobody has followed him. Do you know why? Because he has come up with a repetition of arguments used by himself and his colleagues, on the other side of the House, in the recent past. *Et ceci parce qu'il est mal à l'aise avec ce budget. Vu le nombre de mesures en faveur des pauvres, des handicapés, de la classe moyenne, des employés et j'en passe.*

Mr Speaker, Sir,

"The budget is not just a collection of numbers, but an expression of our values and aspirations."

These are the words of Jack Lew, Former United States Secretary of the Treasury. I repeat, Mr Speaker, Sir, "an expression of our values and aspirations".

This present Budget is the embodiment of our vision, which is to reduce inequalities and generate wealth and prosperity, "with the people, for the people". Especially at this specific juncture when external factors have severely challenged our *marge de manoeuvre*.

Governing is about making choices; the right choices! Any decision maker will tell you that, especially when faced with scarcity and complexity. *Ce n'est pas le leader de l'opposition qui nous dira le contraire. Il a été lui-même appelé à présenter le budget à trois reprises dans le passé.* And, Mr Speaker, Sir, you will agree that the socio-economic

indicators keep changing every time a Minister of Finance comes in this venerable Assembly to present the state of the national economy.

Mr Speaker, Sir, allow me to set the tone by painting a picture of the global macroeconomics and the current economic conjuncture, something that the Leader of the Opposition has failed to do. Only last Tuesday, the World Bank slashed its global growth forecast by 1.2 percentage points to a subdued rate of 2.9% for 2022, right from 5.7% estimated for 2021. Growth rates in emerging market and developing economies have similarly been downgraded to 3.5% lately in the Global Economic Prospects publication by the World Bank in June 2022.

Inflation is another topical issue globally. The hon. Leader of the Opposition has been talking about inflation but containing his arguments to Mauritius only. Let me remind him that not later than Friday last, the annual inflation rate in the US reached a 40-year high of 8.6%. We are talking of inflation rates not seen in the largest economy in the world since December 1981. As at April 2022, the UK reported an annual inflation rate of 9%, while that of the Eurozone soared to a record of 8.1% in May 2022. Energy and food prices are on the rise globally due to the protracted conflict between Russia and Ukraine. These are solely on the back of exogenous factors. Let us not pretend that rising consumer prices and consequently, eroding purchasing powers are realities restricted to Mauritius only.

Mr Speaker, Sir, what we do not say, is often more revealing than what we say. And from what the hon. Leader of the Opposition argued in his intervention, I get the feeling that he is refusing to appreciate matters in their right perspective.

Je dois l'admettre, par contre, que même le Leader du MMM a reconnu que le gouvernement a fait des efforts. Mais c'est dommage qu'un autre leader n'a pu que qualifier ce Budget de R 152 milliards « des œufs et des omelettes ». Que c'est triste, M. le président !

Mr Speaker, Sir, in the face of the global economic quagmire, with repercussions worldwide and on our domestic economy, it takes courage and compassion to roll out a colossal amount of Rs15 billion to beef up the disposable income of households. This, in itself, testifies of our commitment to the interest of the country before anything. We have ensured that this Budget rises to the expectations of our citizens without jeopardising our fiscal sustainability. The Budget has been engineered in a way that it casts a net of social protection over the most vulnerable and sets the right framework while providing adequate funding to steer the economy on steady grounds.

I must reiterate that every Government has a duty of fiscal policymaking based on the economic conjuncture but also the responsibility of introducing measures that will provide sustainability. We as a Government, we have clearly balanced our act. Looking at the current public sector debt mix, 76% of our debt is domestic debt, that is, in Mauritian rupee terms. Only 24% is foreign debt. By 2025, the latter is estimated to dwindle to 20% that is, below the benchmark of 25%. The debt servicing ratio as a percentage of GDP is estimated to stand at 2.5% at June 2022, much lower than the limit of 3.5%. A deeper analysis of the debt metrics is far more insightful than merely looking at the public debt to GDP ratio in isolation. Therefore, appreciating the Budget in that specific context provides me with a different perspective, a totally different reading; one of hope, one of resilience and one of compassion.

Mr Speaker, Sir, we believe in consistency, continuity and stability. My reading is that the Budget sets a strong foundation for the future. While placing people at the centre of its focus, it rolls out measures for modern infrastructure, ramps up sustainability, drives and promotes inclusive growth.

The hon. Leader of the Opposition should realise that as a small economy, we have been facing successive major blows within a decade. A trade war, the COVID-19 pandemic, the war between Russia and Ukraine, latent geopolitical tensions; these have led to massive disruptions to the established economic order.

M. le président, je pense que l'honorable leader de l'opposition ne doit pas faire abstraction du fait qu'on se relève lentement mais sûrement d'une situation précaire et qu'il y a eu urgence de consolider notre économie. La responsabilité fiscale demeure une condition *sine qua non*. Des largesses économiques démesurées ne peuvent que mettre en péril notre relance. L'honorable leader de l'opposition devrait savoir que Maurice a déployé le quatrième plus grand forfait d'aide au monde, soit 32% du PIB pour soutenir l'économie et les plus vulnérables durant les deux dernières années.

Let us talk about fuel prices, Mr Speaker, Sir. I am sure that the hon. Leader of the Opposition knows that the price of Brent crude, the global benchmark shot up past \$120 a barrel, its highest level since early March 2022. The sad reality is that "triple digit oil prices" are likely to stick around for some time according to international experts, given the disruptions in the global oil markets.

The rise of crude prices in the international market is neither the doing of this Government nor that of any Government for that matter. It results purely from the dynamics

in the oil markets. Oil producing countries cannot match the global demand due to reductions in output by Russia, one of the biggest global oil producers by nearly 1 million barrel per day, since April this year. This could even reach about 3 million barrels per day in the near future according to the International Energy Agency.

The Organisation of the Petroleum Exporting Countries (OPEC) and its allies are already struggling to keep pace with the current demand. Even core OPEC members such as Saudi Arabia, UAE and Kuwait exported considerably less last month as they have already hit their capacity limits. Such is the state of the oil market!

What were the alternatives, Mr Speaker, Sir? Jeopardise the financial situation of the State Trading Corporation (STC)? Reduce the subsidy on LPG, flour and rice? Is it really what the Leader of the Opposition wants?

Talking about food commodities, Mr Speaker, Sir, Russia and Ukraine together supply –

- 16% of the world's cereals;
- account for 25% of global wheat exports;
- provide 16% of corn exports, and
- 56 % of the exports of sunflower oil.

Restrictions on production and exports of these primary products have cast huge uncertainties on their availability over the short to medium term, thereby leading to food protectionism. In response, we need to build a diversified, resilient and reasonably self-sufficient economy, underpinned by a productive, healthy and inclusive society.

As clearly highlighted during the Budget Speech, spending on the population is not a cost. It is an investment; an investment in human capital, an investment in the wellbeing of a prosperous nation. This is the ultimate aim of the present Budget, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, there has been much talk of our economy foundering just as Sri Lanka. This has been the centre of criticisms levelled against Government for the past months by Members of the Opposition. As I have the floor and the opportunity today, allow me to delve into a deeper analysis of the matter and show to what extent their analysis is flawed and unsubstantiated.

IMF, in its Article IV 2021 Report on Sri Lanka, highlights that the latter is highly vulnerable to external shocks due to the lack of adequate external buffers –

- On the debt mix, an estimated 64% of Sri Lanka's public sector debt is external debt.
- While only 24% of our public sector debt is external debt, implying that most of our debt servicing is done in MUR.
- Over the years, prudent management allowed us to build foreign currency reserves amounting to USD7.1 billion as at May 2022, representing an import cover of 14.5 months.
- Sri Lanka, conversely, has historically been holding only some 3 months' worth of imports in foreign currency.
- The hon. Leader of the Opposition should laud us for proper management.
- Debt sustainability is another issue impacting Sri Lanka. Mauritius introduced timely reforms and repayment of foreign loans, in order to keep the debt ratio at sustainable levels.
- Same cannot be said for Sri Lanka – much to our credit again!
- Tourism earnings were starkly affected by unfortunate bomb attacks in Sri Lanka in 2019 and further compounded by the COVID-19 pandemic. Mauritius also faced the same COVID-19 pandemic with the tourism industry badly impacted.
- But we introduced a series of key measures, such as the Wage Assistance Scheme, and successfully managed the COVID-19 pandemic.
- Additionally, our economy remains anchored on diversified foundations, with the non-tourism sector currently leading the recovery of the economy to pre-pandemic levels.
- Therefore, Mr Speaker, Sir, talk of comparison between Sri Lanka and Mauritius is gibberish.

Questions have been raised on our ability to finance the current Budget.

- It is evident that the economy will benefit from the complete re-opening of our borders, tourists inflows, increased export earnings and the financial services sector contribution, now that clouds have dissipated.
- Our Gross Domestic Product is set to be higher relative to 2021 and 2020 at an estimated Rs498.6 billion for fiscal year 2021/22.

- It is forecasted to rise to Rs576.1 billion in fiscal year 2022/23, that is, it will be Rs77.5 billion or 16% higher year on year.
- In line with the current economic conjuncture, it is logical for any government to reallocate its expenditure composition, reducing capital expenditure and increasing recurrent expenditure, without harming the productive and meaningful longer term initiatives.
- The Government's net borrowing requirements is projected to be around Rs3.2 billion, compared to around Rs18 billion in fiscal year 2021/22.

Mr Speaker, Sir, figures I have quoted are immutable facts. Facts which are not being mentioned by the hon. Leader of the Opposition. Therefore, it is up to the Members of the House and the population at large to assess and judge the pertinence of the figures that I have just put forward.

I will now elaborate on each of the portfolios falling under my Ministry. Mr Speaker, Sir, the manufacturing sector is already recording its pre-pandemic performance, despite complex circumstances. It accounts for 13.3% of Gross Value Addition, 15.1% of total employment and almost 82% of domestic exports.

It is today evolving on strong foundations with a large group of operators, comprising 233 Export Oriented Enterprises (EOEs), 326 Non-Export Oriented Enterprises (that is, large domestic oriented enterprises) and 18,180 SME manufacturing units.

In 2021, the sector posted a growth rate of 10.2% as compared to a contraction of 17.8% in 2020. Manufacturing output increased to Rs129.5 billion in 2021 which is above the pre-COVID-19 performance registered in 2019. In the same vein, domestic exports witnessed a positive growth of 9.0% in 2021 after a drop of 8.1% in 2020.

On its side, the Export Oriented Enterprises (EOE) sector has registered an increase of 14.4% in exports in 2021 following a negative growth of 11.8% in 2020. Let me provide some figures to illustrate this export performance at sectoral levels –

- Export of textiles and clothing grew by 8.7%;
- Fish and fish preparations recorded an increase of 6.7%;
- Export of Medical devices posted an increase of 35.3%;
- Jewellery & precious stones registered a surge of 45.6% in exports, and
- Watches and clocks witnessed an increase of 70.5% in exports.

Mr Speaker, Sir, our strategy to rebalance exports has been producing good results, as evidenced by the figures I have just elaborated. It is worth pointing out that South Africa has become our number one export destination, surpassing traditional markets in Europe and the USA. In fact, our operators are capitalising fully on the SADC Trade Agreement to export on a duty-free basis to South Africa, thereby overshadowing low cost competitors such as China which are subject to duty imposition of 15% on yarn, 22% on fabrics and 30% on finished garments.

We are also building on a well-structured manufacturing base, capable of being proactive and responsive to changing trends which not many African countries can replicate. Furthermore, a near shoring strategy adopted by many South African buyers is also playing in our favour. These buyers now prefer to source from our operators to cut down on logistics costs and delivery time, due to unpredictable conditions prevailing in other major sourcing destinations.

I am confident that the momentum gained on this market is likely to accelerate with the unlocking of new opportunities under the African Continental Free Trade Area (AfCFTA). The budget measure relating to the Regional Feeder Vessels, on which I will elaborate later on, will also contribute in strengthening our foothold in Africa and give an added boost to our Africa Strategy.

Similarly, we have started to make progress on the Asian markets with the coming into effect of the Comprehensive Economic Cooperation and Partnership Agreement (CECPA) with India and the Free Trade Agreement (FTA) with China. Indeed, domestic export of goods to India surged from Rs1.0 billion in 2020 to reach Rs1.7 billion in 2021, representing an increase of some 60%.

In addition, domestic export to China jumped from Rs583 m. in 2020 to Rs938 m. in 2021, depicting a rise of again 61%. We are now exporting products such as refined copper, special sugar, animal feeds, fish oil, cotton yarn and shirts to China. Our export performance in traditional markets such as UK, France, Germany are also encouraging, despite cut-throat competition.

Mr Speaker, Sir, I firmly believe that there is an urgent need for us to push forward our market consolidation and diversification strategy to further enhance our resilience. In this context, I am working in close collaboration with the Economic Development Board for a revamped export promotion strategy. We intend to further strengthen our presence in

traditional markets and explore new emerging markets such as Japan, Australia, New Zealand, Malaysia and Africa.

Mr Speaker, Sir, I am also providing a particular attention to the US market, which represents our third largest export destination. Mauritius has capitalised on the African Growth and Opportunity Act (AGOA) since the last 22 years to penetrate the US market on a duty free and quota free basis. We are all aware that the AGOA is due to expire in 2025. It is now the ripe time for us to start planning alternative actions not to jeopardise export earnings to the tune of Rs4.3 billion.

I wish to inform Members of the House that my Ministry has already started working on a strategy which will guide future policy actions in a post AGOA era. I will soon have a working session with my colleague, the hon. Minister of Foreign Affairs, Regional Integration and International Trade.

I wish to reiterate that Mauritius is reputed as a reliable and preferred sourcing destination, supplying branded and high-quality products to international buyers. And this would not have been achieved without the resilience and the tireless efforts of our operators. As importantly, Mr Speaker, Sir, it is also the result of bold initiatives taken by this Government through accompanying support measures. Had it not been so, many manufacturing enterprises would have closed down, putting the livelihoods of many families at stake. For instance, the Government provided a financial support to the tune of Rs605 m. in Financial Year 2020-2021 and Rs110 m. during the period July 2021-May 2022, to the manufacturing sector under the Wage Assistance Scheme.

On the other hand, the Trade Promotion and Marketing Scheme (TPMS), previously known as the Speed to Market Scheme, was introduced in 2016. It provided a 40% rebate on air freight costs to Europe, to countervail the threats emanating from Brexit. In the wake of COVID-19 pandemic, we increased this rebate to 60% and extended it to include additional markets in Africa, in Japan, Australia, USA, Canada, Middle East and Vietnam. Since the inception of the Scheme up to May 2022, Government has injected Rs861 m. which have benefitted 104 manufacturing companies and 394 agro-businesses. Regarding the Freight Rebate Scheme which provides a refund of 25% on the basic ocean freight cost, it was extended to catalyse exports on the Indian Ocean and African regions.

Since the introduction of the Scheme up to May 2022, an amount of Rs112.2 m. has been disbursed to 94 enterprises. Mr Speaker, Sir, I note with great satisfaction that my

Ministry's proposal has been favourably considered by the hon. Minister of Finance. The Trade Promotion and Marketing Scheme and the Freight Rebate Scheme have been extended for an additional year. In respect of the Export Credit Guarantee Insurance Scheme, some 19 manufacturing enterprises have benefitted from Rs9.9 m. for insurance cover on exports since the inception of the Scheme up to April 2022.

Mr Speaker, Sir, manufacturing enterprises are evolving in a highly volatile environment which is fraught with uncertainties. Fully conscious of this situation, Officers of my Ministry are maintaining close contact with operators to be attuned to the challenges they are facing. I am regularly apprised of these ground realities through reports that are provided to me. I personally keep very close contact with industry operators through meetings and site visits to gauge their difficulties and provide targeted support. Furthermore, I have maintained the principle of sharing information on export performance with our main stakeholders, including apex private sector organisations through regular Press conferences. This exercise goes hand in hand with my policy of maintaining close proximity with the business community.

Mr Speaker, Sir, one of the recurrent concerns raised by the manufacturing enterprises relate to rising freight costs resulting from higher fuel prices and port bottlenecks worldwide, which are undermining their competitiveness. The budgetary measure of 50% reduction in port charges on exports, coupled with the extension of schemes related to market connectivity will certainly address these issues and provide the much-needed breathing space to exporters. I appreciate the fact that the representations made by our manufacturing operators have been fully taken on board. Our export manufacturing sector is highly dependent on reliable and efficient market connectivity for its development process. Transportation by sea is instrumental in the import of raw materials and the export of finished goods to regional markets. This Government came up with this game changing measure of two Regional Feeder Vessels to address the recurrent issue of erratic shipping frequencies and contribute effectively to our Africa-Asia Strategy.

Mr Speaker, Sir, we are aware that labour shortage continues to plague the manufacturing sector. In this context, my Ministry organised in November last a consultative workshop with all stakeholders under the Scheme 'Mapping Manufacturing Skills for the Future' to identify skills gap and future skills needs of this sector. Recommendations made during the workshop are being implemented at the level of respective institutions to ensure that the manufacturing sector is serviced adequately with skilled manpower.

Mr Speaker, Sir, you would certainly concur with me that automation with the adoption of latest technologies associated with Industry 4.0 constitute the only pathway to remedy the over-arching problem of labour shortage which is constraining the development of the manufacturing sector. My Ministry is exploring the possibility of obtaining technical assistance of international organisations to encourage enterprises integrate advanced technology into their business processes and attract a new breed of skilled and talented workforce.

Mr Speaker, Sir, I wish to underscore that the implementation of the Industrial Policy and Strategic Plan for Mauritius (2020-2025) (IPSP) is well underway, with around 53% of the recommendations in the pipeline.

Mr Speaker, Sir, to cite amongst a few, access to finance has always been a major source of concern for manufacturing enterprise, which has been duly flagged out in the IPSP. The Modernisation and Transformation Fund of Rs5 billion provided in last Budget, was one of the main recommendations of the IPSP. This Fund which is managed by the new entity, that is the Industrial Finance Corporation of Mauritius Ltd (IFCM) since February 2022, is set to foster a new financial eco-system in Mauritius by supporting the transformation of enterprises through the adoption of latest technologies. As of now, I am informed that, under the Modernisation and Transformation Fund, projects from 8 enterprises have already been approved for a total amount of Rs210 m.

Mr Speaker, Sir, this Budget has gone the extra mile to enhance the growth potential of the manufacturing sector. The organisation of a “*Semaine de l’industrie locale*”, mentioned in the Budget Speech, will provide us with a unique opportunity to showcase the “*savoir-faire*” of our manufactured products to the population. Such an event will not only enhance the visibility of our locally manufactured products, but it is also well aligned with our import substitution strategy. The event will also depict the level of ongoing development achieved by highly modernised manufacturing enterprises which have adopted state-of-the-art technology. It will also prove to be a magnet for local talents to join the sector.

This Budget also provides for the operationalisation of a “Virtual Exhibition Platform” for locally produced goods. I am confident that such an initiative will prove to be a strategic marketing tool to enable our manufacturers develop business relations digitally and have a wider global market outreach.

Mr Speaker, Sir, to sustain the development of the manufacturing sector, the contribution of support institutions and departments under the purview of the Industrial Development Division is crucial.

The Assay Office as at March 2022 has assayed 265 samples of gold, silver and platinum.

In line with Government's policy to encourage local production of food products, MAURITAS is developing further accreditation schemes.

On its side, Mr Speaker, Sir, the Mauritius Standards Bureau (MSB) has developed 30 new Standards relating to energy efficiency, plastic pipes and fittings and safety of electric appliances for the past financial year.

Over the years, the Fashion and Design Institute (FDI) has been promoting creative and design education. The Institute is currently in the process of internationalising its services and visibility.

In March 2022, the FDI organised its first Fashion Show and an International Design Conference on Sustainable and Innovative Design regrouping international designers in Middle East.

In a bid to promote productivity, the National Productivity and Competitiveness Council (NPCC) has launched several projects relating to capacity building and resilience.

Mr Speaker, Sir, I will now come to the SME division. SMEs remain the most vital force of our economy. They provide 44% of all employment, contribute around 34.9% to the Gross Value Added and 10% of exports. Given the substantial weightage of SMEs in the Mauritian economy, disregarding proactive measures to that sector have resulted in negative ripple effects under denting the state of the national economy.

That's the reason why, Mr Speaker, Sir, attending to the speedy recovery of sectors across the SME spectrum post-COVID-19 has been a strategic focus of my Ministry since the beginning of the pandemic.

It would be fitting to recall that some 14,600 SMEs covering around 90,300 employees have benefitted from the Wage Assistance Scheme from March 2020 to March 2021 for an amount approximating Rs4 billion.

Our response to relaunch - Mr Speaker, Sir, had it not been for this unprecedented *élan de solidarité* from Government, the SME sector would have been foundering. Through

the Wage Assistance Scheme, Government has managed to contain the adverse impact of the pandemic on SMEs. This fact is recognised by a majority of beneficiaries in the SME sector as evidenced by a survey conducted by the research team of SME Mauritius and published in November 2021.

A further sequel of the pandemic has been slower sales resulting in deteriorating cash flows. The effect was more marked among the smaller units that are more vulnerable and which make part of a sizable 80% of all Mauritian SMEs. Lack of finance would have curtailed development plans, affecting SME competitiveness and subduing growth. The disbursement of Rs4.7 billion as loans and equity to some 12,000 SMEs has helped them from falling in further distress.

Mr Speaker, Sir, as I move to the salient statistics and achievements of the SME sector, may I reflect on a decision taken back in 2017? I proposed the closure of the ex SMEDA and its replacement by a private Company, namely, SME Mauritius. We faced unwarranted criticism, me personally, but today I am satisfied that facts and figures uphold the decision I took in 2017.

SME Mauritius operates with only half the workforce of the ex SMEDA, a total of only 54 employees but it strikes me as an agile, service oriented support Institution, focused on its mandate of Consultancy, Advisory and Training. Not only is it delivering effectively on its core objectives and its mandate, but is eager to set higher standards and improve constantly.

Mr Speaker, Sir, despite the logistical difficulties and restrictions, SME Mauritius Ltd has stepped up its outreach and sensitization campaigns. Over the past financial year, more than 50 sensitisation and information meetings have been conducted with diverse segments of the Mauritian public, primarily women and youth to promote entrepreneurship.

Furthermore, in its urge to constantly improve customer experience and support, SME Mauritius has been revamping its premises at Coromandel. As previously planned, the Leather Studio was inaugurated in August last year. The Jewellery 3D printing and CNC studio machinery and peripherals are at an advanced stage of procurement. The fully restored SME Mauritius Office at Rodrigues was inaugurated in April last.

Mr Speaker, Sir, in order to further improve resilience of SMEs in the face of the challenges posed by COVID-19 and its aftermath, SME Mauritius responded with customised schemes to cover more than 35 components relating mostly to functional areas of SMEs.

For Financial Year 2021-2022, 812 SMEs have benefitted directly from these schemes up from 676 for the previous year. These 812 SMEs have a joint turnover of Rs2.3 billion and employ 3,062 people.

In a close mapping of the SME sector distribution by size, 73% of all schemes have gone to Micro SMEs, 19% to Small SMEs and 8% to Medium sized SMEs.

The 4 main sectors of activity that have benefitted from the schemes are Manufacturing with 52%; Services with 23%; 13% for Construction; and 12% for Agro Business and Others, which is again aligned to the national pattern.

In a sustained effort and declared intent to improve the internal capabilities of SMEs and support their adoption of productive Technology, 92% of all schemes provided were on Technology and Innovation and Internal Capability Development schemes while 5% went to support Utility Connections for businesses.

It is noteworthy to underline that over the past two challenging years, 1,488 SMEs have benefitted from the customised Schemes of SME Mauritius. The joint turnover of these beneficiaries is Rs5.1 billion and they jointly employ some 7,000 people.

The total amount approved in favour of SMEs is Rs75 m. of which Rs60 m. have already been disbursed. It is highly comforting and a further heartening sign of inclusiveness that 60% of all beneficiaries are women-owned or women led enterprises.

Mr Speaker, Sir, in order to ensure adequate capacity building and the continuous upgrade of our Entrepreneur digital skills and technological competence, SME Mauritius has expanded its offer of innovated skill and Management courses in its regional business centers of Rose-Belle, Bel Air, Goodlands and Coromandel.

Over the past year, SME Mauritius has provided training to 2,175 Entrepreneurs, of which 1,009 were online courses. 620 benefitted from training in Skills and Crafts, 546 benefitted from training in Management related fields.

It is encouraging to note that more than 30% of the trainees have set up their own business.

Mr Speaker, Sir, the conception, execution and implementation of the SME Employment Scheme has been a resounding success.

While the initial objective of Government was the placement of 1,000 graduates, SME Mauritius has since inception, placed almost 3,000 young people with SMEs. To-date, 663 graduates and 305 diploma and TVET 3 holders remain in place.

The SME Employment Scheme has played a wider economic and social role by creating jobs for our youth island wide and in Rodrigues. The Scheme has also been a way to prevent fully qualified young people remaining idle. Their stipend has conveniently gone towards upkeep costs and towards the repayment of debts which parents have contracted for their children's studies.

The number of residents by district placed under this Scheme is as follows –

- From Pamplemousses: We have placed 131
- Rivière du Rempart: 116
- Flacq: 161
- Plaines Wilhems: 129
- Moka: 90
- Black River: 80
- Grand Port: 94
- Savanne: 104
- Port Louis: 350

In Rodrigues, the number of placements is 139.

Mr Speaker, Sir, our policy for SMEs is crafted around the 10-year Master Plan which we started implementing back in 2017. Five years down the road, new uncertainties and risks, new challenges and realities have emerged. At the same time, new opportunities which could further foster SME growth, development and competitiveness are unfolding. In this context, my Ministry, in collaboration with concerned stakeholders, is carrying out a mid-term review of the 10-year Master Plan for the SME Sector, which would be completed shortly.

The present Budget contains a host of attractive measures that creates the essential conditions to reignite the SME sector. We welcome the proposed amendment to the SME Act increasing the turnover limit defining SMEs to Rs100 m. A new category of Mid-Market Enterprises with a turnover of up to Rs250 m. will also be introduced. This adjustment conveys intent and ambition. It brings the missing middle into the mainstream of our institutional support. This will allow a greater number of operators to avail themselves of

schemes meant for SMEs. As importantly, the redefinition aligns with regional metrics and opens up opportunities for local and regional value chain integration, partnerships, joint ventures and mergers.

Mr Speaker, Sir, for long, lack of finance has been cited as an obstacle inhibiting growth of SMEs. We are fully supportive of the four measures announced to provide SMEs with adequate financial resources to support their growth, namely –

- (1) the provision of Rs5 billion at the DBM;
- (2) the setting up of a Venture Capital Fund of Rs5 billion;
- (3) the extension of the SME interest free loan scheme and the COVID-19 Special Support Scheme up to June 2023, and
- (4) the waiver of tax penalties for SMEs will all contribute to further alleviate the financial burden of SMEs.

Access to international markets remains a challenge for SMEs. With a view to give a boost and encourage exports of locally manufactured products, this budget has made provision for SMEs to benefit from the Freight Rebate Scheme on the South African market. Moreover, the SME International Fairs Refund Scheme will be opened to Freeport operators.

Mr Speaker, Sir, SMEs should be encouraged and empowered to exploit new business opportunities, create new jobs and to stimulate innovation. We are encouraging more SMEs to engage in promising sectors like food and fruit processing. The Development Bank of Mauritius will invest in the development of a fruit processing cluster at Rivière du Rempart with units of up to 100 square metres for some 50 SMEs. Provision of Rs4 m. has also been made for the setting up of a maximum of 4 Mini Fruit Processing Plants for SMEs and Cooperatives. SMEs are also being encouraged to engage in Ornamental Fish Farming, an activity which is gaining prominence.

Furthermore, we believe that SMEs can leverage on Mauritius rich biodiversity which offers considerable scope for the use and development of aromatherapeutic and nutraceutical plants/flowers as well as stevia. In this context, a provision of Rs2 m. has been made for enlistment of consultancy services to carry out a study on the above mentioned sectors.

I move on to the Cooperatives Division, Mr Speaker, Sir. Prior to December 2014, there was no well-defined strategy or appropriate legislative framework for the cooperatives sector. The sector had been left to agonise. I am extremely proud to state that since December

2014, the Government has brought a new dynamism to this sector. No other government has placed cooperatives so high on its agenda. All schemes and projects initiated in favour of cooperatives since the past seven years bear testimony to this fact.

The Co-operatives Act came into operation in May 2017 to provide for the development of sustainable cooperative societies based on equity, good governance and transparency. The National Cooperative College was set up with a proper structure and dedicated budget for training and capacity building projects. The Cooperative Development Unit was reengineered to handhold and guide co-operators. Furthermore, an Audit Unit was created to provide free professional auditing services.

In moving forward beyond the pandemic, Budget 2022-2023 emphasises the importance for cooperatives to be recognised as economic actors that need to benefit from the financial relief packages. Moreover, they need to be considered as critical partners for the longer term in building more resilient communities and strengthening local economy.

Throughout the pandemic, cooperatives have stepped up to support their members and communities. Producer and consumer cooperatives have kept supply chains of essential foods and goods moving. Cooperative Credit Unions have put initiatives in place to support members through the provision of loans at low interest rates. Cooperatives have also been the engine of employment for many women who lost their jobs or who needed to boost their household income.

Mr Speaker, Sir, Government's response to food security issue in this Budget comes as a strong signal to boost our local production through cooperatives. Rs3 billion are being allocated to farmers, planters, breeders and fishermen.

For the past year, the different schemes put in place by the Government have helped 194 cooperative societies involved in agricultural production have access to inputs, credit and markets. 333 cooperative societies engaged in livestock activities have contributed directly in local meat and milk production. More than 30 cooperative societies have directly benefitted from the Boost to Local Production Scheme for a budget amounting to Rs5 m.

Mr Speaker, Sir, I appreciate that the Boost to Local Production Scheme budget has been doubled for this Financial Year. As well as exceptional measures such as subsidies on fertilisers, equipment of composting and grants for micro propagation and seed production. This will greatly assist cooperative societies in their diversification projects.

Under the Zero Budget Natural Farming Scheme, cooperative societies will be able to produce natural fertilisers at a much lower cost and contribute towards the production of healthier local foods.

Mr Speaker, Sir, to encourage the breeding of goats, provision of up to Rs200,000 for the purchase of goats and construction of sheds will be offered. Under the Goat Farming Scheme, cooperatives will be provided with the necessary support, improved technical know-how and facilities to boost the local production of meat.

Mr Speaker, Sir, the Budget 2022-2023 has laid emphasis on the transformation of agri-food systems towards green and climate resilient practices. The agricultural industry is being provided with the relevant financial support and the infrastructure to leverage advanced technology. Cooperative societies are being encouraged to adopt mechanisation and to innovate in order to sustain. In this vein, the IFCM will now offer a preferential lease of 2.5% to cooperatives for the purchase of mini tractors. This measure will enable cooperatives to pursue further the mechanisation process and reduce labour costs.

To ensure the resilience of Fishermen Cooperative Societies and to promote sustainable fishing, we welcome the increased grant up to Rs6 m. to acquire semi-industrial fishing vessels. In the same vein, the renovation project of the *Maison des Pêcheurs* at Tamarin will help the accrued development of this sector; works are expected to start shortly.

Mr Speaker, Sir, another scheme which has supported the sustainability journey of cooperatives is the Solar Photovoltaic Scheme. For the past two years, some 25 cooperative societies have been funded to embark in the production of Green Energy. In an urge to further diversify revenue sources, cooperatives will be able to benefit from grant facilities for the purchase of recycling equipment and transportation vehicle under the Waste Recycling Scheme.

To further assist cooperative societies, the Cooperatives Division of my Ministry has already embarked on a re-engineering exercise. 5 Cooperative Business Centres have been set up at Port Louis, Rivière du Rempart, Henrietta, Rose-Belle and St Pierre. These centres act as one-stop shop to co-operators. A Common Facility Centre at St Pierre is also operational. Additional provision has been made to complete all remaining works.

Mr Speaker, Sir, to professionalise the cooperative sector, the National Cooperative College has offered training programmes which have been attended by more than 510 participants during the last financial year. I am pleased to inform the House that the National

Cooperative College will soon introduce degree level courses in collaboration with local and international training institutions.

Beyond the immediate outlook, we must set our eyes on the future. We have come this far as a nation, because we are always thinking about tomorrow; planning and taking actions not just for the present, but also with the longer-term interests of Mauritius and Mauritians at heart. So, we must position ourselves now for the challenges and opportunities of the decade ahead. We are entering a future where conditions are more volatile, the global environment more unpredictable, and change more fast-paced than ever. We can and must adjust, and still excel in this new environment. We have made many sacrifices, stood together, and measured up as one people. I will never forget the contributions of our frontline warriors, how they displayed tremendous courage, valiantly took on personal risks to fight COVID-19, and went above and beyond the call of duty. I will always remember how different groups from the public and private sectors joined forces when we were overwhelmed with our first wave of infection. They worked hand in hand and, against all odds. They remind us that we are stronger when we stand together. I am sure all of us will have our own memories of how the Mauritian spirit shone brilliantly in the darkest hours of the pandemic. While there are significant challenges ahead, I am confident that we can weather these headwinds if we work together – the people, the business community and the Government. This way, we can face the future with confidence with the people, for the people.

As I prepare to leave the floor, Mr Speaker, Sir, may I commend the sterling efforts made by my colleague, the hon. Minister of Finance in bringing appropriate measures which give renewed confidence to the nation! May I also commend the drive, leadership and vision of the hon. Prime Minister in steering the country to new heights!

Thank you for your attention, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Members, I suspend the Sitting for one hour.

At 12.57 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 2.09 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Please be seated! Hon. Uteem!

Mr R. Uteem (Second Member for Port Louis South & Port Louis Central): M. le président, en l'espace de cinq mois le prix de l'essence et du diesel a subi quatre

augmentations successives, soit en décembre de l'année dernière, en février, avril et mai de cette année. Le litre du diesel qui se vendait à R 37.30 se vend aujourd'hui à R 54.55, soit une augmentation de plus de 31%. Quant au litre de l'essence qui se vendait à R 50.70 l'année dernière est passé à R 74.10, soit une augmentation de plus de 46%. En avril de cette année, le prix de la bonbonne de gaz ménager de 12 kg est passé de R 180 à R 240, soit une augmentation de 33,3%. Et en avril dernier, en réponse à une question parlementaire, le ministre de la Santé nous a informés que les prix des 15 médicaments les plus utilisés à Maurice ont connu une hausse annuelle entre 25% à 30 % depuis 2017. 25% à 30 % chaque année. Les prix du lait, des fruits et légumes et autres produits alimentaires ont flambé. Certes, il a eu une hausse considérable dans le prix du fret et sur le marché mondial avec la pandémie du Covid-19 et de la guerre en Ukraine mais, M. le président, les prix avaient déjà pris l'ascenseur même avant la Covid-19, même avant la guerre en Ukraine à cause de la dépréciation de notre roupie.

Le dollar américain qui se vendait à R 31 en décembre 2014 se vend aujourd'hui à R 44, soit une dépréciation de 42%. Vous avez bien entendu, sous le régime de ce gouvernement, notre roupie a perdu presque la moitié de sa valeur. Et comme on paye nos importations en devises, forcément une dépréciation de la roupie augmente considérablement le prix des produits importés. C'est dire que depuis plusieurs mois déjà, M. le président, la population souffre de la cherté de la vie. Face à l'inaction du gouvernement, certains de nos concitoyens sont descendus dans la rue et ont manifesté leur mécontentement. La société civile, les syndicalistes, les économistes, les politiques, tous sont montés au créneau pour solliciter l'intervention du gouvernement.

Au Parlement, le leader de l'opposition et d'autres membres de l'opposition ont fait plusieurs propositions d'une part pour baisser le coût de la vie et d'autre part pour augmenter le pouvoir d'achat surtout pour ceux au bas de l'échelle, les retraités, les handicapés, les veuves et les orphelins. L'attente était grande. Le ministre des Finances a cédé sous la pression populaire et a annoncé dans ce budget plusieurs mesures pour augmenter le pouvoir d'achat d'une frange importante de la population mais ce n'est pas suffisant ; il aurait pu faire plus ; il aurait dû faire plus. Que représente R 1,000 pour les retraités, handicapés, veuves et orphelins qui n'ont pas eu d'augmentation dans leur pension depuis deux ans et demi alors que vous aviez promis dans votre manifeste électoral d'augmenter leur pension à R 13,500 ?

Les retraités de plus de 65 ans percevront une allocation additionnelle de R 1,000 sous la *CSG Retirement Benefit*. Cette mesure touche 169,000 retraités et coûtera environ R 2.2

milliards. Quant à ceux dont le revenu brut ne dépasse pas R 50,000, ils bénéficieront d'une allocation mensuelle de R 1,000 comme *CSG Income Allowance*. Cette mesure touche 350,000 personnes et coûtera R 4.2 milliards. Donc, R 2.2 milliards aux retraités de plus de 65 ans et R 4.2 milliards pour les salariés qui touchent moins de R 50,000, cela nous fait un total de R 6,4 milliards qui sera puisé des Contributions Sociales Généralisées.

Mais, j'insiste, le ministre des Finances aurait pu faire plus, il aurait dû faire plus et je m'excuse, et je m'explique. À la page 484 des *Estimates*, nous avons un tableau récapitulatif des contributions qui ont été prélevées pour la Contribution Sociale Généralisée. Donc, on y voit par exemple à la page 484 donc que pour l'année financière 2020-2021, l'État a récolté environ R 5.3 milliards. Il a dépensé zéro sous. Pour 2021-2022, il a récolté R 8.6 milliards, là aussi, il a dépensé zéro sous et pour l'année prochaine, l'année financière 2022-2023, il compte recevoir R 10.1 milliards. Donc, si on prend les R 5.3 milliards de 2020, on ajoute les R 8.6 milliards de 2021 et maintenant les R 10.1 milliards qu'il va obtenir cette année, le montant cumulé des Contributions Sociale Généralisées depuis son introduction est aujourd'hui à R 24 milliards.

Donc, le gouvernement a déjà récolté R 13.9 milliards et il va récolter encore R 10 milliards. Donc, au total R 24 milliards sous l'item Contribution Sociale Généralisée. C'est de l'argent qui a été payé par les contribuables, les employés du secteur privé, du secteur public et des *self-employed*. Et de ces R 24 milliards, combien est-ce que les mesures budgétaires vont coûter au ministre des Finances ? R 6.4 milliards. Donc, il avait R 24 milliards, il ne dépense que R 6.4 milliards. C'est pourquoi l'opposition ainsi maintient que le ministre des Finances avait une marge de manœuvre suffisante pour augmenter encore plus le paiement, le transfert qu'il a fait à ceux qui ont un revenu brut ne dépassant pas R 50,000.

Ce n'est pas tout, M. le président, si nous allons à la page 503 des *Estimates* sous l'item de *Special Funds* – ces fameux *Special Funds* – on voit que la balance au 30 juin 2022 à la page 503, la balance, on a plusieurs fonds, on a le *National Resilience Fund*, *National Environment and Climate Change Fund*, *Lotto Fund*, *COVID-19 Projects Development Fund*, *COVID-19 Solidarity Fund*, *National COVID-19 Vaccination Programme Fund*. Quand on ajoute tous les montants, on a R 36.2 milliards. C'est le montant accumulé dans les *Special Funds* qui n'a pas encore été dépensé par ce gouvernement. C'est la balance aujourd'hui qu'a le ministre des Finances et après tous les paiements qu'il projette de faire pour cette année financière, il va toujours se retrouver avec un montant de R 6,9 milliards.

Donc, il avait au moins R 6,9 milliards en plus qu'il n'a pas besoin pour cette année financière, pour faire ces dépenses qu'il a budgétées.

Donc, le ministre des Finances avait, selon nous, une marge de manœuvre confortable. Il aurait pu faire mieux. Il aurait pu par exemple puiser de ce fond pour augmenter le pouvoir d'achat, pour augmenter les pensions, pour faire des transferts directs aux plus démunis. Il aurait aussi pu utiliser cet argent pour donner une allocation de chômage, surtout aux jeunes et aux femmes qui, selon *Statistics Mauritius*, éprouvent des difficultés à l'embauche. J'espère surtout qu'il ne partage pas l'avis de mon bon ami, Bobby Hurreeram, qui n'est malheureusement pas là, qui avait critiqué la proposition du MMM figurant dans notre manifeste électoral, de donner une allocation mensuelle de R 5,000 aux chômeurs. Sur un plateau télévisé, il avait fait arguer que si le MMM donnait R 5,000 aux jeunes, ces jeunes allaient utiliser cet argent, je cite, « *pou fim mass* ». Donc, toujours est-il que les chômeurs demeurent, M. le président, les grands absents de ce budget. Pas de transfert pour eux, et on s'étonne que nos jeunes souffrent d'une dépression, nos jeunes veulent immigrer.

Le ministre des Finances aurait pu aussi utiliser les réserves accumulées dans les *Special Funds* pour baisser, pour réduire le prix du carburant. Sur chaque litre d'essence – figurez-vous – R 30 vont dans les caisses du gouvernement en forme de taxes et de prélèvements. Mais, peut-être que le ministre des Finances ne réalise pas ce que représente une augmentation de 46% sur le prix de l'essence et du diesel pour le petit peuple, pour les chauffeurs de taxi, pour les conducteurs de van, pour les pêcheurs, pour les plaisanciers qui utilisent le carburant comme une matière première pour gagner leur vie. Peut-être qu'ils ne réalisent pas parce que je crois comprendre que c'est nous les contribuables qui payons pour ses déplacements en voiture de fonction. Il n'a pas à payer de l'essence lui. Donc, peut-être que pour lui ce n'est pas un gros problème ; une augmentation de 46 % dans le prix de l'essence.

Quant au prix des médicaments, je me réjouis que le ministre des Finances ait accepté la proposition du leader de l'opposition pour réduire la marge des produits pharmaceutiques par un régime de majoration régressif. Mais, nous avons aussi demandé, M. le président, de permettre l'importation parallèle des produits pharmaceutiques de marque. Le leader de l'opposition avait même adressé un *PNQ* en ce sens le 19 avril de cette année. Le ministre du Commerce avait alors annoncé qu'il allait parler avec son collègue, le ministre des Affaires étrangères et rappelons que ce changement de régime était aussi une des recommandations de

le *Competition Commission*. Or, dans le présent budget, pas un mot à ce sujet, pas un mot sur le changement de régime pour permettre l'importation parallèle des produits. Le ministre des Finances aurait-il cédé au lobby de ces grands messieurs de l'industrie pharmaceutique, *with the people or with the big boys of the industry?*

M. le président, je me suis attardé sur ce sujet car certains se sont posé la question de savoir comment le ministre a pu financer ces dépenses alors qu'ils crient à tue-tête qu'il n'y avait pas de marge de manœuvre avec la guerre en Ukraine. Je pense que c'est clair pour tout le monde qu'il y avait la marge nécessaire. Mais, malheureusement, le répit risque d'être de courte durée. Les R 1,000 risquent de s'évaporer très rapidement si rien n'est fait pour contenir le taux d'inflation et la dépréciation de la roupie. Il n'y a aucune mesure, M. le président, dans ce budget pour contenir l'inflation et la dépréciation de la roupie d'une manière significative. Aucune annonce aussi sur le prix d'électricité. Se dirige-t-on vers une augmentation tarifaire ? Selon les *Estimates*, à la page 487, pour l'année 2021-2022, l'année qui vient de s'écouler – le gouvernement a déjà puisé R 3,5 milliards du *Central Electricity Board*.

L'année 2021-2022, l'année qui vient de s'écouler, le gouvernement a déjà puisé R 3,5 milliards du *Central Electricity Board*. Donc, le CEB avait les réserves nécessaires pour absorber une augmentation du coût de l'huile lourde et du charbon sur le cours mondial. Mais le gouvernement, l'année dernière, a pris R 3,5 milliards du *Central Electricity Board*. J'espère que le ministre de l'Énergie et des Services publics nous donnera la garantie qu'il n'y aura pas de majoration dans le prix de l'électricité.

Quant à l'inflation, le ministre des Finances n'a même pas eu le courage de prédire le taux de l'inflation, préférant se référer au chiffre de 8,6% avancé par la Banque de Maurice. Or, ce chiffre de 8,6% est contredit par *Statistics Mauritius*. Dans son rapport publié le 07 juin, le jour même du budget, *Statistics Mauritius* annonçait que le taux d'inflation *year on year*, au mois de mai 2022 était de 10,7%. La tendance est certainement à la hausse, et certains économistes prévoient que le taux d'inflation atteindra les 15% d'ici la fin de l'année.

Mais je comprends le ministre des Finances, les prévisions budgétaires ne sont visiblement pas son fort, et les chiffres qu'il avance font généralement sourciller même les plus optimistes. On se souvient, en outre, que l'année dernière, il avait prévu un taux de croissance de 9% avec une arrivée touristique de 650,000 personnes. On a à peine eu la

moitié du nombre de touristes qu'il avait prévu. Et le taux de croissance ne sera que de 6,9%, bien loin des 9% qu'il avait prévu l'année dernière. En vérité, M. le président, le taux de croissance est bien en dessous de 6,9. La dépréciation de la roupie ayant dopé les revenus du secteur financier, *ICT* et nos exportations. Donc, quand on convertit les recettes que ces secteurs *ICT*, offshore et manufacturier ont obtenu en devises, dollars ou euros, c'est cela qui permet d'augmenter la croissance et d'augmenter le PIB.

Et malheureusement, le ministre des Finances n'a toujours pas retenu sa leçon. Cette année, il prévoit un taux de croissance de 8,5 % en misant sur l'arrivée de 1,4 millions de touristes. Parce que là, il n'y a pas de problème de guerre en Ukraine, il n'y a pas de problème d'augmentation du coût de transport, il n'y a pas de problème pour la liaison aérienne. Il est optimiste ! Il va avoir 1,4 millions de touristes. C'est clair qu'il n'a aucune intention de défendre la roupie parce que toute appréciation de la roupie, ironiquement, se traduirait à un taux de croissance moindre, et par ricochet, à moins de revenus pour l'État. Donc, si la roupie s'apprécie, il y a moins de revenus pour l'État, il y a moins de croissance pour ce gouvernement.

Par contre, M. le président, ce qui est bien réel, c'est que ce gouvernement ne cesse de nous embêter. Contrairement à l'impression qu'il a donnée, on aurait pu croire que le gouvernement est en train de réduire notre dette publique. En réalité, la dette publique augmentera davantage en 2022-2023. Selon les *Estimates*, la dette publique qui est de R 465 milliards passera à R 449 milliards l'année prochaine. Pour rappel, et c'est bon que les membres de l'Assemblée nationale et le public en général se rappellent, qu'en décembre 2014, quand ce gouvernement accède au pouvoir, la dette publique était de R 237,7 milliards. Aujourd'hui, notre dette publique est à R 435 milliards, soit presque R 200 milliards en plus, une augmentation de 83,5% ! 83,5% d'augmentation de notre dette.

Mais cette dette, il a un prix. Tous les ans, nous dépensons des milliards de roupies pour payer les intérêts et rembourser le capital. 435 milliards, si on divise cela par une population de 1.2 million de personnes, cela nous donne en moyenne R 362,500 par personne. C'est-à-dire chaque Mauricien est endetté, aujourd'hui, à hauteur de R 362,500. Chaque enfant qui naît dans notre joli pays, naît avec une dette R 362,000 sur sa tête. Et quand vous réalisez cela, M. le ministre, que valent vos R 1,000 *baby bonus* que vous allez donner aux parents ? Vous endettez ce bébé à hauteur de R 362,000, et vous leur donnez un *baby bonus* de R 1,000 et vous pensez qu'ils doivent vous dire merci et taper la table ?

Le montant de notre dette publique risque d'être encore plus conséquent si vous n'arrivez pas à vendre les biens de l'État pour les R 22 milliards comme prévu dans vos *Estimates*. Au fait, la dette publique aujourd'hui aurait pu être encore plus conséquente si la Banque de Maurice finalement, n'était pas venue à la rescousse du gouvernement une nouvelle fois en achetant les actions d'*Air Mauritius* pour R 13 milliards. Mais ce n'est pas la première fois qu'on entend que l'État va vendre ses biens. Lorsque l'honorable Premier ministre était le ministre des Finances en 2019, il avait déjà dit dans son budget, et je cite –

“We will also dispose of certain non-strategic assets to reduce the level of government debt.”

Depuis 2019, ce gouvernement essaye de vendre la *MauBank*, essaye de vendre la *NIC*. Ils n'y arrivent pas parce que ces biens ne valent pas 22 milliards. Donc, je suis d'accord avec le leader de l'opposition, probablement une nouvelle fois, c'est la Banque de Maurice à travers la MIC, qui va venir à la rescousse de ce gouvernement en payant 22 milliards pour des actifs qu'ils n'en veulent pas.

Mr Speaker, Sir, every year, it is the same routine with this Government. They announce a series of measures and never implement them. Then, the next year or the following year, they come back with the same measure, the same broken record, the same *disk reye*. You will recall, Mr Speaker, Sir, that last year, the hon. Minister of Finance took so much time of the House to read out an extensive list of construction and upgrading projects in high flood prone areas for each of the 20 constituencies. It was more like a geographic class for us.

Well, this year, he has done it again! At paragraph 226, he read out again the list of areas where drains will be constructed in each of the 20 constituencies. And to make it very credible, the amount which has been earmarked for each constituency this year is lower than the amount which was earmarked in last year's budget, so that the public when they hear him speak, they say: oh, he has done a good job. From last year to this year, he has spent a lot of money on drains. So, now, he has less money to spend on drains because the construction works have been done. He has to show to the public that Government means business, right? Working for the people, right?

Now, these works were to be financed out of the COVID-19 Projects Development Fund. When we turn to page 509 of the *Estimates*, we note under the item National Flood Management Programme, *Estimates* 2021/22, Rs3.6 billion. This was the amount which was

supposed to have been spent during this year. This was what was budgeted, this is what we voted. But under Revised Estimates, which gives you an indication, it is still not final but an indication of how much has been spent so far, we found that the amount has been revised from Rs3.6 billion to only Rs800 m. Out of Rs3.6 billion, you spent only Rs800 m., only 22.2%. You have spent only a fifth of what you had targeted, of what you had budgeted and that is what you call working for the people, with the people? We vote the money; you increase public debt because you finance the deficit through borrowing. So, you have borrowed money and then you don't spend. And it is not a joke; we are talking about flood prone areas, areas where people are at risk. And this year, Mr Speaker, Sir, after the heavy rainfall and cyclone, again houses in my Constituency were flooded. Many lost their food, furniture, clothing and personal effects. They had to take refuge in refugee centres. Some of them did not even get the rain allowance because the police simply refused to visit their home and confirm the damage.

Most of these people, Mr Speaker, Sir, are very poor people and they live in precarious houses fitted with iron sheet. They are not living there by choice. They are there because they do not have any house. They have been on the waiting list for social housing, for NHDC houses for years and since last election this Government every year has been telling us the same thing; they are going to build 12,000 houses. Two and a half years later, not a single brick has been laid. We are talking about Mauritius. Mauritius is a small island. Do you really want people to believe that it takes two and a half years to identify construction sites? You have not been able to build a single house out of the 12,000 houses and now you want us to believe that you will complete construction across 50 sites by 2024? Even if you want to, where will you have the manpower to do so? Where will you have the construction companies to do so, to run 50 sites, 12,000 housing units? Well, we will see next year. Probably, you will come back and you will tell us again you will do 12,000 houses in a year's time.

Mr Speaker, Sir, if there is one example of a project which has been in every single budget since 2014, it must be the construction of Rivière des Anguilles Dam which happens to be in the Constituency of the Minister of Finance. Government has been talking about this project for so long that really today no one takes you seriously anymore. Last year, the Minister of Finance announced that Rs9.4 billion will be invested in the construction of Rivière des Anguilles Dam and its water treatment plant. I hope in his summing-up, the hon. Minister will tell us how much money has been spent on that project till date; what stage have

we reached; when will the construction be completed and when will the treatment plant be operational. Because the problem with differing projects is that it inevitably resolves in increased cost, with inflation, with the depreciation of the rupees, all the imported materials. And it is us, the population who will have to pay for your lack of seriousness for not having completed the dam when you were supposed to.

Another recurring fee - and I am glad that the hon. Minister for Agriculture is here - is food security. Every year, a series of measures are announced to encourage local production of onion, potatoes and other vegetables. Every year, there are measures to encourage animal breeding and livestock production. Every year, we are promised the setting up of agro-processing facilities. Last year, the Government even went as far as announcing that 1,000 *arpents* of land would be made available by Landscope to private growers. What happened to those lands? How much of these 1,000 *arpents* is now under cultivation? What crop is being planted on these lands?

Mr Speaker, Sir, we all agree that we should produce more of what we eat and eat more of what we produce. This slogan has been there since the seventies but it serves no purpose coming up with a *slogan creux* if you do not have a clearly defined policy and stick to it. The reality of the situation is that there are today fewer and fewer planters. There is today fewer and fewer land on the cultivation and I am sorry to say but the Government has its shares of responsibility. There was a time where it was very difficult to convert agricultural land to industrial or residential use but since you have come in power in December 2014, what have you done? First, you came up with smart cities, conversion of prime agricultural land, hectares of prime fertile land converted into buildings and concrete. Then, you provided incentives for agricultural land owners to convert their agricultural land into golf courses, hectares of prime agricultural land transformed into grass for leisure activities. Then, through the Economic Development Board, you allowed land owners to undertake Real Estate Project and sell them to foreigners. And now, the Minister of Finance has announced at paragraph 172 of his speech that holders of residence permit will be given the opportunity to acquire a residential property of a minimum of \$350,000 which is roughly Rs15.4 m. Tell me, and I do not know if any of you are a land owner or have families who are land owners, but if you are a land owner and you are given the chance to sell residential property to foreigners, what will you do? Plant onion and get Rs33 per kilo? Plant potato and get Rs38 per kilo? Plant cane and get Rs25 per kilo of sugar or will you develop the land, sell it to foreigners and make millions? But before coming to these schemes, I hope that this

Government has evaluated the impact which certain measures will have on agricultural sector.

Now, the Minister of Finance did not say anything as to where will these houses be located. Will there be any restriction or would holders of residential permit be able to acquire a house anywhere in Mauritius as long as they are paying the solidarity tax and they are paying at least \$350,000? But more shockingly, Mr Speaker, Sir, it is the Prime Minister, who will chair a committee to examine each application on a monthly basis. No, come on, seriously, the Prime Minister will look at each application? Doesn't he have anything better to do than sit and look at application to buy a flat of Rs15,000?

Mr Speaker, Sir, allowing foreigners to buy residential property worth Rs15 m. would inevitably create a price hike in real estate market. Already it is extremely difficult for a new couple to acquire property. With this measure, it will simply be impossible for them to do so. So, I am urging the Government to reconsider this decision. This is surely not for the benefit of Mauritian looking to acquire home. But maybe, the Government is turning to this measure out of despair, out of despair because they cannot attract foreign direct investment except in real estate. But then, they should ask themselves why foreign investors are not investing in Mauritius. Government brags about making progress in ease of business but is unable to attract investors.

Yet, every year, we hear the same rhetoric from the hon. Minister of Finance who says that there are billions of rupees of investment in the pipeline being dealt at the level of EDB and there is a High-Powered Committee chaired by the hon. Prime Minister who is going to facilitate these investments. Where are these investments? Tell us, the billions of rupees of investment which you said in each of your budget that are before EDB. And even last week, you said there is Rs200 billion - not one or two billion - Rs200 billion worth of projects. 8 Metro Express, that is sitting with the EDB, tell us about it, we want to know who are investing, where are they investing but you choose not to mention any project because so far none of the major projects that you have been announcing for the past three years have materialised.

So, this year, we did not hear anything about the biotechnology and pharmaceutical industry, nothing about the investors who were supposed to set up factories to manufacture pharmaceutical products, nothing also about the manufacturing plant for local production of COVID-19 vaccines.

Do you remember you are supposed to be a production of COVID-19 vaccines and other pharmaceutical products and the Government was supposed to provide a seed capital of Rs1 billion. What happened? All bluff? All talk but no project, but it is a matter of concern, Mr Speaker, Sir. Yesterday, I was reading how Rwanda has been attracting investors, and now in Rwanda, they produce mobile phones from start to finish. So, why can Rwanda do it and we cannot; not us? Do we lack the necessary skills and man power? Is our labour force too expensive? Do we have too many social charges? Is the income tax regime deterring expats from moving to Mauritius? Are we not sufficiently well connected? Being part of Africa and member of regional organisations, we should have positioned ourselves as the gateway to Africa.

But other than a fleeting reference to the Government chartering a regional feeder vessel to service Eastern African country, there is absolutely nothing in this Budget. Nothing in this Budget about our African strategy! Not a word! Does this Government believe in Africa? Yet, Africa is a land of promises. Africa has an expansive population, a young dynamic population which is increasingly educated and there is an emerging middle class in many African countries. What are we doing to tap those new markets, those new business opportunities? Do we at least have a strategy to attract tourists from African countries other than South Africa?

I keep repeating myself every year, Mr Speaker, Sir, during Budget time and I keep making a plea to the Government to adopt an African strategy but it always falls on deaf ear. *Désespérant!* Forget about African strategy. The truth is that there is no strategy in this Budget to boast existing sectors and nothing about developing new sectors of the economy. Nothing! And in a way, the Minister of Finance makes his *mea culpa* at Paragraph 43 of his speech when he states –

“To this end, ‘*Maurice Stratégie*’, an economic research and planning bureau to formulate socio-economic policies will be set up.”

So now he is going to set up ‘*Maurice Stratégie*’ to provide planning to formulate socio economic policies. Excuse me but aren’t you supposed to be the Minister of Economic Planning and Development? That is what it says on your title.

What does ‘Economic Planning and Development’ means if it is not to formulate socio economic policies? You are already in charge of a Ministry which is supposed to plan,

to think ahead. What have you been doing? And if we look at the Economic Development Board Act, the very first object of EDB is –

“to provide strong institutional support for strategic economic planning and ensure greater coherence and effectiveness in economic policy formulation.”

EDB is already supposed to be doing what you now want ‘*Maurice Stratégie*’ to be doing. So, why another structure; why another structure to put your political nominees and to incur more expenditure to waste more funds?

Moving to the measures or rather lack of measures for the Financial Services sector, we recently came out of the FATF grey list, out of the blacklist of the European Union and out of the UK list. The Minister of Finance himself acknowledged –

“we need to build on this momentum.”

We need to advertise ourselves as a well regulated jurisdiction. We need to get rid of this negative image that some international media put with us, especially after the publication of the paradise papers. The industry was rating for Government to announce the setting up of a promotion agency with adequate staff and financial resources to undertake marketing initiative just like the tourism sector has its MTPA. There used to be a Financial Services Promotion Agency, but this Government scrapped the Agency and transferred its role to EDB. But it is not working. It is not working and I know the Minister of Financial Services is aware of the call from the industry for a dedicated promotion agency.

Yet, nothing in this Budget about marketing strategy, about how to promote the financial sector. But instead, there is one measure that has been announced at paragraph 137, which is causing a lot of distress, and I read it –

“To continue the overhauling of the financial services sector, the Government will adapt its legislative framework to converge the domestic and the global business regime.”

Now, this is very worrisome. If this is limited to the tax regime, I can understand. If you want to converge, to eliminate ring-fencing, have unicity, one regime for global business and domestic companies as far as taxation is concerned, I do not have problem with that. But if you are going to change the global business regime, the legislative framework, then we have a problem because, since inception, the global business sector has its own set of legislation. It is exempt from several provisions of the Financial Services Act. It is exempt

from several provisions of the Company's Act. Its books and records are confidential; not easily accessible to anyone. So, you know, if ever you are going to change this and make a global business company at par with the domestic company, then at least consult the people from the industry because as at to date, they are very worried about this measure.

Mr Speaker, Sir, very quickly. Nothing to boost the ICT sector; I do not know what the hon. Minister will talk about. Probably, again, he will talk about the Digital Industry Academy, which used to be called ICT Academy, which is there again every year in the Budget and which is still not yet operational. Every time we hear that they are coming up with training. Luckily for us, operators in the ICT sector, provide their own training. But nothing on how to increase connectivity, speed, lower charges, promote services, and now we are told that a 5-year blue print will be devised. So, hopefully, we have to wait for that blue print to know the way forward.

Mr Speaker, Sir, the Budget Speech has a whole chapter on cleaner, greener renewable energy. The Government has undertaken to produce 60% energy from renewable sources by 2030. According to the Minister of Finance, Government will produce an additional 200 megawatts from renewable sources by 2025, in 3 years' time, to increase the share of energy from renewable mix to 40%. We are, of course on this side of the House, very much in favour of moving to renewable energy. But this is a very ambitious timeline; very ambitious because on the same day the Budget was presented, Statistic Mauritius published its statistics on Energy and Water for Year 2021. Around 78.5% of electricity was generated from non-renewable sources, mainly coal and fuel oil while the remaining 21.5% came from renewable sources.

In 2020, the share of renewable energy was 23.9% of the total energy. In 2021, the share has been reduced to 21.5%; reduction. You are talking about taking a commitment that you are going to increase your share of renewable energy and instead of increasing it, you are reducing it. In fact, electricity generated from renewable sources according to Statistic Mauritius decreased by 7% last year. And this is why I said that the figures advanced by the hon. Minister of Finance are very optimistic. The hon. Minister of Finance is expecting Rs20 billion worth of private investment over the next 3 years.

On the other hand, the Roadmap 2030 for electricity sector, which was published last month, provides that to meet renewable energy target of 60% by 2030, an estimated USD1.3 billion is required to be invested. This works out to around Rs59 billion. Rs59 billion, that is

a massive investment! The question is, will investors from the private sector be interested to make such massive investment if CEB will purchase electricity from them at the feed-in tariff announced by the hon. Minister of Finance at R4.20 per KWh.

As far as the decision to remove make of all hybrid and electricity vacuum is concerned, to remove duty from all this, the hon. Leader of the Opposition has dealt with it. It is not going to make a big impact because most electric cars were already on no duty and they were still expensive. But there are serious question marks about battery used by these vehicles which has to be replaced after a while, and more importantly, what will happen to the battery when they are disposed of. I am sure the hon. Minister of Finance must have consulted the Minister of Environment, Solid Waste Management and Climate Change and he will tell us how he is going to dispose toxic wastes represented by these batteries.

In any event, it serves absolutely no purpose of encouraging the use of electric vehicles if they will be powered by energy generated from non-renewable sources as is currently the case. By the way, what happened to National Biomass Framework which was announced in last year's Budget? Not a word in this Budget? Is the Government still interested in generating electricity using biomass? There is no incentive in this Budget given to planters to grow high fibre plants. There is also nothing about converting waste to energy. And, of course, the use of ethanol as a substitute to petrol is completely off the radar. Yet, this Government wants us to believe that it will increase the share of renewable energy in the energy mix to 40% by 2020 and 60% by 2023!

Mr Speaker, Sir, at a time when this Budget makes provision for Rs10.9 billion to the public force, the whole nation is still under a state of shock. Cardinal Piat used the term "horrified," others were disgusted and traumatised. But no word can probably adequately describe the feeling one gets when one sees the graphic images of certain Police officers torturing suspects in Police custody.

Police Officers who were supposed to uphold the law and were caught red-handed breaking the law, and they did it not only once but several times. Dozens of electric tortures have now been secured in Police station, of course, all illegal weapons. Yet, not a word in this Budget condemning this Police brutality.

You had words for Police Officers who seized drugs, and they should be congratulated! But you should also condemn Police who take the law in their hands and torture people. You should not hide the facts. Of course, we agree that there are good, law

abiding Police Officers who are doing a remarkable work. We praise them for that. But this should not hide the fact that certain Police Officers had been torturing suspects, and they have been doing it for years and they got away with it. Suspects have even died in public custody. There have been several PQs on Police brutality over the years. Has any Police Officer ever been convicted and sentenced for torture or manslaughter? Yet, we know in this case that the Police had a copy of the pen drive containing the clip of torture since 2020. What did they do? Cover-up?

Police brutality and torture are a fact. What will the Government do about it? Business as usual? This is what we want to know. There is an Independent Police Complaints Commission. How effective is it? Does the law have to be changed? Does it need to have more powers? Is it properly staffed to conduct enquiries? Does it get all the cooperation it needs when it carries the enquiries? Before the Independent Police Complaints Commission, we had the Police Complaints Division of the National Human Rights Commission. At that time also, there were reported cases of Police brutality and torture. They also inquired in cases of suspect dying in Police custody. Yet, there has never been any conviction secured against any Police officer. Why?

The harsh reality, Mr Speaker, Sir, is that certain Police Officers are using torture and beating up suspects and are getting away with it. We should change the system. This is why, *l'Entente de l'Espoir* and the Leader of the Opposition has called upon the Prime Minister to set up a Commission of Enquiry, not only to hear evidence, and ascertain the extent of torture of people in public or in Police custody, but more importantly, to make recommendations to improve the system, and make sure that the constitutional rights of individuals are observed. Because of the seriousness of the situation, we have asked that the Commission of Enquiry be chaired by a former Chief Justice. It is also urgent, Mr Speaker, Sir, for the Police and Criminal Justice Bill to be debated in Parliament as soon as possible.

In a newsletter of the Office of the Director of Public Prosecutions published last month, the DPP makes a very compelling case for the adoption of the Police and Criminal Justice Bill. He informs us that his office has had extensive discussion with Judge Geoffrey Rivlin, Consultant on the Bill, on assignment from the Commonwealth Secretariat. A first version of the Bill, hon. Members will recall, which was known as Police and Criminal Evidence Bill was introduced and read a first time in this House as far back as 2013.

The Bill will bring at least two major changes. Firstly, it will abolish provisional charges. Secondly, it will provide for the appointment of a custody officer responsible for the safety and proper treatment of a suspect throughout custody. Questioning would be video recorded. There is also a proposal for confessions to be recorded in the presence of a magistrate.

With this Bill, the whole Police culture will change and Police will no longer be able to rely on forced confession to secure conviction. The position, on this side of the House, is all in favour of the introduction of this Bill, and frankly, I was expecting the hon. Minister of Finance, last week, to mention it in his Budget Speech. I was expecting him to enumerate measures that will be taken to reduce the physical torture and death of a person while in Police custody. In other countries, Police Officers are required to wear body camera and film every encounter they have with potential criminals. I know this is only wishful thinking because the reality is that, in Mauritius, even cameras installed in Police Stations suddenly do not work at the time of death of the person in Police custody. But the question we have to ask ourselves is whether there is a real will on the other side of the House to change things?

I have reason to ask the question when I recalled what the hon. Attorney General stated in this very august Assembly on the 25 May 2022, a few days ago, in fact. In answer to a PQ from hon. Lobine, who wanted to know the expected date of introduction of the Police and Criminal Justice Bill, the hon. Attorney General explained that as a consequence of COVID-19 pandemic, the legislative calendar of Government had been seriously disrupted, and stated and I quote –

“There are now competing priorities where other legislations have to come first.”

Other priorities? Yet, the same Attorney General had, in July 2019, in answer to a similar PQ, stated that Government was envisaging the introduction of the said Bill in the House during that session, meaning in 2019, almost three years ago!

Being given that extensive consultations have already been held, being given that the Bill is ready, I make an appeal to the Attorney General to bring the Bill before Parliament as a matter of priority because nothing has higher priority than a Bill to ensure that the fundamental human rights of every citizen of this country is protected.

Thank you.

(3.01 p.m.)

The Attorney General, Minister of Agro-Industry and Food Security (Mr M. Gobin): Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker, Sir, I think it is important to, once again, recall the context in which Budget 2022-2023 is being presented before this House. The context once again, therefore being, the COVID pandemic, successive lockdowns and the conflict between Russia and Ukraine, these two countries being major producers of basic commodities. And it is in this context that food security has taken centre stage.

Hon. Uteem asked earlier what has been the production of food crops. He has mentioned that time and again we announced schemes for the farming community, I would be pleased to inform the House that the statistics for 2021 show that the agricultural sector grew by 9.5% in 2021. And food crop production in open field only increased by 6.8% from 2020 to 2021. And in terms of tonnage, the food crop production in 2020 was 95,029 tonnes, reaching in year 2021 101,537.

That is encouraging and this is the background. And in the context of the geopolitical situation, food security, as I said earlier, has taken centre stage. Now, how do we articulate our food security policy? It will be impossible for me in 30 minutes or 45 minutes to go into each and every sector but I will highlight, I think, the main ones. *Il faut commencer par le commencement* and that is with seeds and fertilisers. Once again, Government has put grants and subsidies to help farmers for seeds and fertilisers and especially, in the context of a surge in the prices of fertilisers. It is important to recall that, in fact, these two countries once again, Russia and Ukraine, are major producers of phosphates, out of which we make fertilisers which we use extensively, particularly in our sugar cane fields.

So, therefore, Government will help transition to locally produced and sustainable inputs and Rs75 m. will be provided to registered planters to cover 50% of their cost of fertilisers. Furthermore, a subsidy of 75% will be provided on the purchase of liquid fertilisers, bio-fertilisers and compost produced by cooperatives. Planters and cooperatives will be eligible to a subsidy of 50% up to a maximum of Rs500,000 for the purchase of equipment for composting. I have to inform the House that as at to date 1,414 planters have obtained such subsidies.

The second point I want to highlight on the food security policy, Mr Speaker, Sir, is that we have to encourage new techniques of agriculture and the strategic objective is to adopt climate resilient agriculture, that is in simple terms sheltered farming and hydroponics.

This Budget provides a booster plan to encourage production of fruits and vegetables by granting 50% up to a maximum of Rs500,000 for the purchase of a sheltered farm for hydroponics and it has been extended this year for the purchase of a second sheltered farm.

I have to inform the House that for the last two years, 59 planters have benefited under the Sheltered Farming Scheme for the construction of greenhouses for a total amount of Rs15.9 m. and that was when the grant was up to Rs250,000. We have, therefore, doubled the ceiling. To further encourage growers to adopt this ecological production method which reduces the use of insecticides and pesticides considerably, VAT exemption is granted on the purchase thereof and the threshold of the grant therefore once again has been increased to Rs500,000. And in this Financial Year, a total sum of Rs50 m. has been provided.

The third point, Mr Speaker, Sir, concerns our sugar sector. Sugar remains a major contributor of foreign exchange in our economy. Earlier, the hon. Leader of the Opposition mentioned that we have to compare our average yield of sugar compared to Tanzania and Swaziland, now called Eswatini. That is correct, our yield is less. But how are we tackling the issue? First of all, we should understand why the yield is less. Of course, we cannot compare soil and climate of two different countries but we have confirmation that cane, as you know, needs to be renewed in your cane field. One cane cannot continuously give you crop cycle over crop cycle. There is a limit. This is why there is a replantation scheme. It is estimated that even in the big corporate sector, for the big corporate planters, almost 40% of the field have not been replanted. So, it is the same *ce qu'on appelle en Créole Baba Canne*. This has to be changed. You need to plant new ones. And this is why you will see in this Budget the Replantation Scheme has been increased from Rs35,000 to Rs50,000 per *arpent*. And importantly, the revolving fund has been set. What will be the revolving fund? DBM will provide concessionary loans with an interest of 2.5%. What will they do with that? It is for replantation. This will lead to better production. We agree that we need to make better production. And there is also a scheme for certification because we earn money; we are paid on sugar – not on cane; it is on sugar. So, the yield has to increase and we are putting the necessary money in that sector.

There has been, Mr Speaker, Sir, a steady increase on the world market for the price of sugar. If we are to compare from 2008, it has increased steadily. For Crop 2021, the ex-Syndicate price was Rs16,000. For Crop 2022, it is set at Rs20,000. And, therefore, this will lead to an increase in revenue, especially in foreign exchange.

And in this Budget, once again, for small planters, the guaranteed price of Rs25,000 has been maintained with 80% crop advance as well as the other advantages of the waiver on insurance premium payable to the SIFB, and other accompanying measures.

And it is important here that I highlight that for the small planters it was a historic measure at that time when the hon. Prime Minister was also the Minister of Finance, where Government had provided the sum of Rs15 m. for the purchase of the first ever cane harvester to be used by small planters. That cane harvester is already in operation and Government has signed a Memorandum of Understanding for the running and maintenance of the harvester with the Mauritius Cooperative Agricultural Federation (MCAF). I am pleased to announce that a second harvester is on its way and it will be put at the disposal of small planters once again under an MoU with the MCAF.

I have heard my colleague, hon. Uteem, earlier asking about the National Biomass Framework. We have made considerable progress on this, Mr Speaker, Sir. The Mauritius Cane Industry Authority (MCIA) was responsible for drafting the National Biomass Framework. The framework has been produced and has been submitted to my Ministry some two or three weeks back. The stage we have now reached is that the National Biomass Framework will be examined by Cabinet and an implementation plan will be rolled out.

Coming to the Ethanol Framework – yes, I am very thankful to hon. Uteem who has mentioned that. Why are we now thinking of Ethanol? Once again, it is because of the consequences of the conflict with surging prices. There was an Ethanol Framework in the past but of course, it is no longer – it has to be adapted, it has to be revived and this is being undertaken for Mauritius.

That was on the sugar sector, Mr Speaker, Sir. One final item I want to highlight is the construction of a modern Sugar Storage Facility at Riche Terre which will store about 150,000 tonnes of bagged sugar from Sugar Estates to be handled and stored prior to either local sale or export. This measure is in line with the World Bank recommendation geared towards reducing transport and logistics costs. Land clearing and survey works have been carried out so far.

And therefore, for the sugar sector, for this year's Budget 2022/2023, Government is therefore maintaining the Rs25,000 per tonne for planters. We will continue to pay the premium of the SIFB in respect of those producing less than 60 tonnes of sugar and we will waive CESS in respect of crop 2022. Yes indeed.

Now, after the seeds and fertilisers, sheltered farming, the sugar sector, the fourth item I want to highlight is livestock and cattle, Mr Speaker, Sir; this again in line with our food security policy. Cattle Reproduction Farm was launched, the House will recall, in December 2019 with 43 heifers. The herd now has grown to 72 heads. The sale price has been reviewed to make it more accessible to breeders and farmers in line with the vision to increase local production together with availability of manure for the Zero-Budget Natural Farming. And Zero-Budget Natural Farming, it is important to highlight, has now found its way in bold terms in our Budget Speech.

Secondly, the Melrose Cattle Reproduction Farm, Mr Speaker, Sir, will be expanded to 300 heads to allow provision of 200 calves annually to breeders. The setting up of the National Livestock Information System during the current Financial Year has allowed registration of some 1,022 farmers and identification of cattle, goat and sheep. As at date, some 3,272 cattle and 187 sheep have been micro-chipped. This exercise is ongoing where an average of 70 animals on micro-chipped every month. This exercise will be extended to Rodrigues during the coming Financial Year.

The registration of farmers and animals has facilitated the certification for farmers to benefit from the Heifer Productivity Incentive Scheme (HPIS) and the Calf Productivity Incentive Scheme (CPIS) and the Incentive for Milk Production Scheme (IMPS) as well. 209 breeders have been certified to benefit from these schemes.

In parallel for livestock and cattle, Mr Speaker, Sir, comes the issue of disease surveillance. Disease surveillance is of crucial importance to develop the livestock sector where animals of economic importance should be preserved. Laboratory equipment such as compact ELISA, microscope and computers have been acquired. The ELISA kits have been obtained from the FAO which is going to provide additional equipment, vaccines and expertise.

Concerning the Livestock Feed Subsidy Scheme, Mr Speaker, Sir, it is important to highlight that the subsidy has been increased this year once again. As the House will recall that last year, the subsidy was increased, was doubled last year from Rs4 to Rs8/kg of

livestock feed and this year, this figure has been brought to Rs10/kg. The livestock community will benefit greatly from this assistance. And the statistics of my Ministry show that on average, 370 breeders apply for the subsidy per month.

On the question of the production of venison, Mr Speaker, Sir, I am pleased to announce that we have agreed on the proposal we have received from venison producers for the setting up of a small slaughterhouse near feedlots on game reserves. And with respect to pig production, it is important to highlight that the contract for rehabilitation and cleaning of Waste Water Treatment System at St Martin-Phase I has been awarded under the National Environment and Climate Change Fund. As mentioned in the Budget Speech, the area known as Bassin Requin will also be undertaken in the near future.

On the fifth point, Mr Speaker, Sir, is the production of honey. We still import 90% of our honey consumption from foreign countries. With a view to reducing our dependency on import, a number of incentives have been provided. For this year, it is important to highlight the target of honey to be produced was 25 tonnes and I am pleased to announce that the production has in fact reached 30 tonnes.

Under the Beekeeping Scheme, therefore, training is being provided to those interested in beekeeping, together with 50% grant to a maximum of Rs20,000 to eligible beekeepers for the purchase of beekeeping equipment and materials. 14 beekeepers have benefited from this Scheme and a total amount of Rs244,682 has been disbursed.

311 persons, including 65 women, were trained in beekeeping in 2020 and 2021. A new model of beehives that resists pests has been developed and distributed to beekeepers including 100 such beehives distributed last week in Rodrigues. The increase in bee colonies will greatly help in pollination and in maintaining the overall health of our ecosystem. The new measure announced in this Budget for the grant of Rs500 per bee queen will further support the sector.

In addition, my Ministry, Mr Speaker, Sir, is moving towards the establishment of additional dedicated bee zones. As at now, 64 beekeepers have been given access to place bee colonies at Petit Sable, La Ferme and Bras d'Eau. Since 2016, the Forestry Service has embarked in the plantation of melliferous plants. Up to now, some 17,000 have been planted and this endeavour will continue.

The Scheme for acquisition of CCTV also will be extended to beekeepers, producers and the introduction of new melliferous plants will enable year round production of honey. Other facilities are being provided by the DBM such as duty concession.

The sixth point I would like to highlight, Mr Speaker, Sir, when we talk of food security, we also, in parallel, have to talk about trade facilitation, namely, the issue of Sanitary and Phytosanitary Certificates. The Sanitary and Phytosanitary (SPS) Information Management Portal, which is an online platform, was launched on 23 August 2021, to facilitate trade operators with all SPS related information that they may require in order to comply with the regulatory obligations in line with the International Plant Protection Convention (IPPC). The online Portal also provides a platform for online application of Phytosanitary Certificates and exporters and the public can submit applications electronically for the export and import of plants and plant products.

As at date, 3,193 online Phytosanitary Certificates including 150 for export of fruits and vegetables have been issued by the National Plant and Protection Office. This is *dans les grandes lignes*, Mr Speaker, Sir, how we articulate the Food Security Policy because we say it again, we are facing unprecedented difficulties, and we do not know when we will see better days. The conflict between Ukraine and Russia does not seem to be ending soon.

Before ending on the agricultural sector, I want to make a *mention spéciale pour Rodrigues*, Mr Speaker, Sir. In Rodrigues, the new FAREI and Small Farmers Welfare Fund antenna office is now a reality. It was inaugurated last week at Citronelle. This will provide direct access to training, information and services to the farmers and breeders of Rodrigues. Rodrigues was recently hit by the Foot and Mouth Disease, and this has caused serious economic challenges for the Rodriguan livestock sector.

I have to highlight that with the help of the Indian Ocean Commission and *l'Agence française de développement*, the Foot and Mouth Disease was contained last year with vaccination of animals, which was conducted both in Rodrigues and in Mauritius to prevent contamination. This has therefore allowed the movement of animals between Rodrigues and Mauritius to resume in February of this year where the Mauritius Meat Authority is still the sole authorised entity to move animals from Rodrigues to Mauritius. It is only after completion of a sero-surveillance exercise that a decision will be taken as to resumption of normal movement, that is, other importers apart from Mauritius Meat Authority. It is also

interesting to highlight that the price paid by the Mauritius Meat Authority has gone up to Rs105 per kg instead of the previous figure of Rs85 per kg.

Furthermore, for Rodrigues, we have agreed with the Agricultural Marketing Board for a floor price of Rs50,000 per tonne for the Rodriguan well known onion called Bellarose (excluding freight), and between Rs36,000 and Rs39,000 per tonne (excluding freight) will be offered for the Francia variety of onion. I am also very pleased to announce that the Ministry of Agriculture, the Agricultural Marketing Board and the Mauritius Shipping Corporation Ltd have agreed on a discounted price for chilled containers on board the Black Rhino to move fresh products from Rodrigues to Mauritius. Furthermore, it has been noted that Rodrigues has the potential to produce around 40 tonnes of garlic annually. This is being explored, and this will further reduce our import bill.

Mr Speaker, Sir, this is just to highlight the amount of funding put in this Budget in our food security strategy. This is not only a question of putting food on the table, but it is also in line with the policy of reducing import, thereby reducing spending on our foreign exchange. Hopefully, we will boost our production. Yes, as I have highlighted earlier, in 2021, we have seen a growth of 9.5%, we expect it to be growing higher still.

Before ending, Mr Speaker, Sir, I want to mention one item which will concern my office at the Attorney General's Office, and that concerns *le fameux problème du Sale* by Levy. This Government is fully conscious of the plight of those who have to face this very painful process of Sale by Levy. As announced in this Budget, the law will be amended, as detailed by my colleague, the Minister of Finance, last Tuesday.

What I want to highlight is that during this reform of the Sale by Levy process, I want to reassure my two colleagues from Rodrigues that the specificities of Rodrigues also will be taken into consideration when amending the law. I mean to say that if a property is situated physically in Rodrigues, there should be special provisions concerning, for instance, the publication and special provisions for the process itself. The way it is being held usually, the House will appreciate, if a publication is done in a local newspaper, which is not even in circulation in Rodrigues, the general public is not aware of the Sale by Levy procedure being held. There has not been many, but still, one is still one too many. So, we will take into consideration the specificities of Rodrigues during the time of the amendment of the Sale by Levy procedure.

Before ending, I want to comment on what we are doing in these difficult times. I want to borrow the words of the hon. Prime Minister –

“C’était le budget le plus difficile de l’histoire de notre pays.”

This is indeed the case when we consider the context in which we are. And since this morning, when I have been listening to the Opposition saying *trop peu, pas assez*, it is as if I have been listening to the same thing year in year out, the same thing over and over again. The less I say about that the better.

We know, in fact, the difficulty in which we are. *C’est vrai, le budget le plus difficile à préparer*. It will be in implementation and the public out there, they know *le sérieux avec lequel nous travaillons dans ce gouvernement*. I am confident, we will implement it, and it is together that we will face these difficult times.

Thank you, Mr Speaker, Sir.

Mr Speaker: Hon. Nazurally!

(3.30 p.m.)

Mr Z. Nazurally (Second Member for Montagne Blanche & GRSE): Thank you very much, Mr Speaker, Sir. Permettez-moi en premier de partager ce que j’ai entendu sur le budget : *li pa move ditou. Zot tou finn gagne ; zenfan, autrement capables, salariés, villages, villes.*

Laissez-moi vous dire que quelques-uns de ces dictons ont été dits par quelques honorables membres à ma gauche de cette Chambre. On a même dit *budget la, laddoo, barfi*. Alors, qu’est-ce qu’il me reste à ajouter si le budget est *laddoo, barfi* ? *Goulabjamoun*, il n’y avait pas !

Néanmoins, permettez-moi, M. le président, d’apporter mon humble contribution au budget. *Allow me to start with the greeting of peace. Men want an ideal life, ideal circumstances. However, God has not created any man ideal. There are trials and tribulations, difficulties and ease, honour and dishonour. There are combinations of factors that go together. To sum it up, the desire of man is to live on.* Est-ce que les circonstances de ce *Budget Estimates* sont réunies pour assouvir les désirs de l’homme ?

Laissez-moi en premier, M. le président, vous montrer quelques photos que j’ai vues sur Internet. Les circonstances actuelles dont je parle, les voici. Les enfants avec des kalachnikovs, avec des AK-47 à travers le monde, des villes détruites, des enfants qui

dorment dans des bunkers avec leurs familles à la belle étoile, des enfants qui partagent un plat, et regardez-moi cet homme qui est en train de mettre la main sur la tête. On est dans des circonstances difficiles. Et voilà plus choquant ; voilà le feu qui est réparti à travers le monde.

(Interruptions)

I will come to that. I will come to that; give me some time. I will come to you as well.

(Interruptions)

Alors Maurice, évidemment, forme parti d'une économie globale où la crise internationale nous touche. Laissez-moi en premier partager *my grief, my support* à tous ces gens à travers le monde qui souffrent et aussi aux personnes qui ont perdu leurs bien-aimées pendant le Covid, et aussi remercier les *frontliners* pour leurs apports inestimables. Dans ce contexte, *we have a budget for 2022-2023*.

Allow me, Mr Speaker, Sir, to analyse the Budget. There have not been many orators who have taken the floor before me. But as a young Member, allow me to share my surprise; how I am baffled sometimes by the fact that on one side, we tend to have only good arguments for the Budget and on one side, it is only bad arguments. Is this Budget only about just good or bad? There is no midway? Is there nothing to argue about? I humbly say there is so much about this Budget that can be talked upon rather than criticising. What gets very surprising, my analysis of why it is such the case, either it is good or bad on one side, is because so many people, so many hon. Members, omit to read. You know, just after the Table of Content, there is a table of Medium Term Macroeconomic Framework, Fiscal Strategy and Debt Management. This big book is meant to be read, so many Members failed to read it. Failing to read it cause them to go on a one-sided debate. And there is no one-sided debate today; it is a debate which has substance to cause Mauritius to move forward.

So, having said that, despite the crisis, the war, we have a budget where the Minister of Finance assesses the risks, the shortcomings, the fluctuation, the unforeseen, the debt, the future and he - I would say humbly - set out a strategy for this country in this dire time. It is clear, nobody is going to deny, he has reduced considerably on big expenditures; it has been reduced.

On the other side, I can also see loans that this country had undertaken, has been rescheduled in terms of capital and interest. This is a cautious approach, knowing where we stand and devising the right strategy to move forward. This is what the Minister, I believe, has done. What I am so much tempted to say, with the Preface to this Budget, is that the

Minister appeared to have come, with clean hands, despite all the critics that have been flowing. Well, bad critics, unsubstantiated ones.

You would see, Mr Speaker, Sir, in the Preface, at page IX, the Minister of Finance talked of adopting a more prudent level, a more prudent approach. Why does he say so? At page XI, he talked of maintaining risks at an acceptable level. This is why, today, I argue he has come with clean hands. Why would he talk of bringing debt risks at acceptable level? He realised in this context, things are difficult, it is not easy to manage. So, he finds a way in this difficult time to manage the situation with what we have, with the income and expenditure. He does of the managing, I would say, quite fine.

I believe it is a budget to lift public confidence - *on a dit laddou, barfi déjà* - to leave a steady economy in a time when post-COVID consumption and spending have decreased globally. It is evidenced also by huge Republic as China, where the country is prosperous, still booming, however, spending, consumption, has decreased. In fact, this Budget, Mr Speaker, Sir, allows expansion of the middle-class group. And if all potential come into play, we can be confident. *Mais il nous faudra adapter.*

Mr Speaker, Sir, allow me to talk of another topic because I would not have time to go more into detail as to the analysis of the Budget itself. Allow me to talk of two controversial matters as well, the increase in the price of cigarettes and alcohol. I have not heard anything until now, probably, I will at a later stage. I believe, at pages 9 and 10 of the Annex to the Budget Speech, it becomes very clear, there are two pages where the price of alcohol and cigarettes have increased. Is it a good thing? I argue it is a good thing. It is a good thing because cigarettes or alcohol are luxurious item, they are not necessities; they cost a whole lot of money. Overall, a reduction in consumption of cigarettes and alcohol would decrease the burden on health care. We do require a decrease of the burden on health care after we have witnessed what the frontliners have gone through.

There are also several measures with regard to researches in the medical field. However, I cannot forget - it does not get out of my mind - the mother in distress who was crying for her baby. I have the permission to take her name; I will just use the first name, Khaleesah was crying because she suffered. I have a copy of the Medical Certificate, which I have been granted permission as well to talk about. She suffered from meningitis, severe brain damage, speech development fits, epileptic. I have, nevertheless, not seen any measure with regard to CBD use in this country. Could the use of CBD be the result of a decrease in

consumption of hard drugs? We all know synthetic has been a killer in this country. It could just be another industry, another source of income. It could so much help in massively reducing crime.

Mr Speaker, Sir, another topic which I believe requires that I pay attention to is road development in this country, the Metro in this country. Are the money invested that have gone down the drain, Mr Speaker, Sir, or are they added value for this country? I argue they are added value. It has not been said, and I doubt it is going to be said, that most recently with the construction of a new road, traffic coming to Port Louis has been reduced considerably. And it is not going to be said as well that a reduction of 1% - allow me to stress on it, emphasise on it - in time for travelling is equal to a growth of 0.25 in GDP of the country. So, with this entire road taken together with the Metro - I have travelled by the Metro, allow me to say it - in fact, the Metro brought me to Port Louis from Rose Hill faster than a car on a busy day. The new road, the flyover and the Metro are essential factors for the economic growth of this country. So, I am fully supportive of the project.

Along the same vein, I also commend the construction of a new road from Melrose to Dubreuil that is ultimately going to decrease the time of travel. How can I not talk about the Terre Rouge-Verdun Link Road? Good project, but it had to be cured by this Government to make it usable. So, for added value, for growth in GDP, there are matters that might not be visible to the bare eyes or to the dishonest debater, but I believe we are on the right path. At a later stage, the same project would have cost so much more money. So, we rather do it now and it is being done by this present Government.

Another topic, Mr Speaker, Sir, I would like to talk upon is - Agriculture. My learned, am saying learned friend from habit of being at Court but hon. Minister Maneesh Gobin, Minister of Agriculture, did clearly set out all the various incentives that are going to be granted to farmers those in the agricultural sector. From page 6, Mr Speaker, Sir, to page 14 - about 8 pages, there are measures, incentives as to how to steer the agricultural sector. Measures ranging from farming, cultivation, fishing, apiculture, so many, it has been said, I am not going to go into details but in this context of dire times, when it's difficult all across the world to put food on the plate, are they not important measures for this country? They are! I argue, they are, in fact, vital measures for this country to achieve the desired result of self-sustenance, to increase productivity and production and there are measures as well not just to increase quantity but also quality.

Il y en a des mesures qui touchent des milliers. To add on top of it, I recently learned about 70% of our food consumption are rice and flour; we do not produce it because of our climate. However, we can produce anything, in surplus because if hard time comes, money might not be able to buy us food but we could exchange. I think it is commendable all the measures taken by the Minister of Agriculture, by the Minister of Finance, by this Government to get the sector moving forward. However, I have a little question; allow me to come to it a little later after discussing on one more topic.

Mr Speaker, Sir, Tourism, Construction, Manufacturing are important sectors. They also reap foreign exchange. But just as agriculture, I feel we also lack in manpower. It sometimes gets so hard to find a labourer these days. What do we do under the circumstances? We have all these measures and the Opposing side comes and says we have the measures all the time and it's not coming into life. What do we do? We have to devise new ways to reinforce our workforce.

Allow me to remind this House, if we did not have foreign workers today, probably we wouldn't have bread on our table. We barely find the young Mauritian wanting to join the bakery. They prefer office job and it's legitimate because the level of education has increased. They want office job, they want white collars job. What do we do? Allow me to state the bold fact. We need to open the door to foreign workers. However, it should be on stringent conditions, on control contract with maybe ration card and strict laws so that they do not escape from their workplace to go and work elsewhere, penalising those who cause them to be brought in this country. It's very important. If we do that, it will also be synonymous to the youngsters of this country having the workforce required for them to set up the small and medium enterprise to become entrepreneurs. This Budget has the platform, allows for the opportunity to take shape. Allow me on the same vein to congratulate my learned *colistier*, Minister Sunil Bholah, who has been doing a formidable job with SME Mauritius. He has already described in depth as to all the measures that have been put into place.

However, allow me to also say - he had award ceremonies for young entrepreneurs who had attended 12 weeks' course and they were mainly women who were empowered, very, very happy that they had the opportunity to leave their home, go in a workshop, attend a course and obtain a certificate. For these young entrepreneurs' women and men, I believe they are going to move forward in life and they will require workforce. I am also sure that my dynamic friend, Minister of Labour, has the desired competence to achieve the objective in terms of manpower.

Allow me to quote a few places and countries where foreign workers are very important for the economy. For example, Dubai, the local population to foreign is 15% local population to 85% of foreigners; about 750,000 people local to 3.5 million foreigners. So, for those who have fear in their heart as to what will happen with foreign workers, we should take it out. We can make it with strict laws and rules. Another country is Singapore, where the foreign workforce is approximately 40%; in London, there is more than 37% non-British born. In Cayman Islands, which is another good place for offshore business, there is about 40% of the workforce who are foreigners. So, altogether, I believe we can still make it despite the difficult times.

I, therefore, very humbly invite the Opposition to encourage the youth, inspire them rather than paint a dark, dull picture of this country. Allow me to applaud the increase in tax deduction proposed for parent whose children are studying abroad as well. It's a very good measure. Allow me also to commend the bold measure of streaming, during the previous Budget, more students towards technical and vocational field. In fact, we do require competence and professionalism in each and different sector.

Mr Speaker, Sir, allow me to also humbly add a few propositions as regards to how our country can reap more Forex. As regards tourism, I believe it is time to open the door for more airlines, have a more sustainable, national air carrier. We can also work in term, from the Ministry of Sport, work towards athletic tourism or environmental tourism for the Ministry of Environment. We can create activities; we can have dedicated trail tourism or even religious tourism. Despite the fact that Mauritius is a secular State, we can have a religious tourism because we are among the very few countries in this world where so many religions coexist peacefully and I hope it continues to stay that way. I also commend the different investments for Residence Scheme, but we need to exercise caution and prudence *pour ne pas pénaliser les citoyens mauriciens, et je trouve que c'est peut-être bien que le PM maintient un contrôle sur ces dossiers. J'y crois en notre Premier ministre jusqu'à preuve du contraire. Je vous demande de le faire aussi. N'écoutez pas les dires sans fondement.*

It has been argued by my friend from the Opposition that we should look more towards the Africa route. I believe at least one good proposition, I think the Government is looking into the Africa route and we should continue looking thereat. I thought of proposing a national cargo vessel; however, I take with satisfaction that the Government has decided to charter two vessels imminently to *pallier au manque, le problème qu'on a avec le* transportation. And also it is going to be very important to brand our Mauritian products. It

has being done, it is being done, and I know the SMEs as well are doing it. However, we need to be more forceful with regard to the Mauritian branding. Finally, as regards proposition, I also believe more foreign students for technical courses must be welcomed in this country in order to bolster the workforce on a determinate work visa at a later stage.

Mr Speaker, Sir, it is also very important, at this stage, I know there is so much that is going to be said about the Police Force, *les vidéos de tortures*. At page 82 of the Budget Estimates, Vote 2-5, I see Rs10.9 m. is provided as total expenditure. *Alors, comment ne pas parler des vidéos de tortures? Qu'est-ce qu'ils vont essayer de clamer? Que le Premier ministre est responsable? Mais non, laissez-moi faire part de notre position. Premièrement, au ML, nous le condamnons avec force. Le gouvernement, par la voix du Premier ministre, l'a condamné haut et fort. Une enquête a été ouverte.* We cannot be held responsible for some bad apple *qui abusent de leurs pouvoirs* just as the previous Government cannot be accused. *Voilà!* I think I am fair.

Les sanctions, je suis sûr, vont être prises. Je demande, peut-être, pour un changement d'attitude dans la force policière, dans la façon dont ils opèrent. Mais cela découle de l'homme et non pas des décideurs. Et je souhaite, qu'ils se ressaisissent surtout ceux qui abusent de leurs pouvoirs. Je veux néanmoins faire toujours confiance aux nombreux policiers mauriciens qui sont honnêtes et responsables.

À la page 78 à 81 du budget, on établit clairement les nouvelles stratégies de la police et je veux vous faire confiance. À ce moment, laissez-moi, M. le président, répondre à mon détracteur. Je me sers de ma page Facebook pour atteindre les nombreux amis qui me suivent. Je suis aussi avocat et j'ai de nombreux amis policiers. Ma page me sert à partager des messages avec eux et au grand public et non pas au Premier ministre. Le Premier ministre nous soutient et partage toujours une entente cruciale avec moi et mon Parti. Il me reste accessible directement. Alors, à bon entendeur, cessez la diffusion des informations non vérifiés.

I will try to go very fast sur ce qu'on avait dit. On est inéligible à vos yeux. Le petit, on n'y comptait plus, on nous disait. Mais à vous, chers détracteurs, ne voyez-vous pas ce qu'on a accompli en moins de huit ans? Qui dit mieux? Ne le disiez-vous pas qu'on aurait banni le *qurbani*? Ne le disiez-vous pas que cette alliance n'allait pas durer? Mais on y est toujours, moi et l'honorable Dr. Rawoo. Nous avons raflé dans les deux circonscriptions rurales menées par l'idée qui avait défié la deuxième République. Et voilà, contre toute

attente, le petit, le jeune ML est là, présent en ce moment historique où les femmes musulmanes se voient rétablir leurs droits. Vous ne l'avez pas fait. On est là, on a participé et on voit le jour. Les mariages musulmans seront reconnus tardivement. Je vous remercie, M. le Premier ministre, M. le ministre des Finances et madame la ministre de la Sécurité sociale.

Surtout, this Budget comes in a context of intensifying hate against minorities, religious extremism prone by some, again bad apples, but these measures clearly demonstrate a respect of the Constitution, freedom of religion.

Laissez-moi ajouter de la matière à l'argument pour ceux ou celles qui trouvent dans cette mesure, des raisons pour polémiquer. Le Code civil reconnaissait déjà le mariage religieux. J'en ai une copie, c'est là, du Code civil, la Constitution, section 11 – *Protection of Freedom of Conscience* nous garantit *Freedom of Religion*. Dans ce contexte, est-ce que ce n'est pas important pour que ce gouvernement reconnaisse les injustices qui ont perduré pendant des décennies ?

But there is one more issue that I would like to discuss. Maybe, at a later stage, the Minister of Finance, Economic Planning and Development can enlighten us on it. *Est-ce que sous le nom de la Constitution - Freedom of Religion*, are we going to allow one man to be responsible for the pension of two women? Is it what the Constitution has provided? Are the Rs10,000 going to be divided into two or three? I did not have a chance to go much more into details, but I hope to get further enlightenment. But, maybe, it is not the best thing to happen. One man, he sustains one woman and this is what he contributes to the budget. We probably have to work out a solution. *Et non pas faire des polémiques définitivement, parce que* it was said by Mahatma Gandhi, *surtout pour les musulmans, c'est un appel du fond de mon cœur*. It was said by Mahatma Gandhi –

“I became more than ever convinced that it was not the sword that won a place for Islam in those days in the scheme of life. It was the rigid simplicity, the utter self-effacement of the Prophet, the scrupulous regard for his pledge, his intense devotion to his friends and followers, his intrepidity, his fearlessness, his absolute trust in God and in his own mission. These and not the sword carried everything before them and surmounted every obstacle.”

So, I invite everybody to accept these measures without indulging in an unwanted argument. Let us be realistic about it.

De toute façon, au ML, on restera le rempart contre les injustices, les abus et on prendra toujours position pour le bien-être du mauricianisme avec le gouvernement. *We have always made the right move at the right time* pour le mauricianisme, surtout quand nos opinions ne sont pas respectées.

M. le président, permettez-moi de brosser un peu le tableau de ma circonscription. Les mesures phares dans ma circonscription sont très bien accueillies, surtout les endroits qui étaient victimes d'inondations. Il y a un *master plan* à Bramsthan, à Clemencia, à Sans-Souci, Montagne Blanche. Au niveau sportif, il y a plusieurs *mini soccer pitch* qui verront le jour à Lesur, Camp de Masque, Clemencia, Bramsthan, Bel Air. Il y aura *water pressure* à Melrose et Beau Champ, des endroits où il y avait un problème avec la fourniture de l'eau. Il me faut aussi mettre sur papier l'aboutissement imminent du *market fair* de Bel Air avec plus de 500 étales. Un multi-complexe à Montagne Blanche, un *Mediclinic* à Bel Air. Les autres travaux de drains, asphaltages, *mini soccer pitch* et projets qui ont déjà abouti. Permettez-moi aussi de féliciter et de remercier le Conseil de district de Flacq et Moka pour les nombreux aboutissements.

Je suis presque à la fin. M. le président, c'est difficile pour moi aujourd'hui d'être assis ici comme membre d'un Parti, membre du gouvernement et peut-être après, me retrouver dans le *Chair* à être *neutral*. C'est vraiment très difficile. Mais je vous supplie tous les membres, je vous en supplie humblement. Il y en a des milliers qui nous regardent. Peut-être, ils cesseront de nous regarder. Alors, alimenter les débats, ne lisez pas tout ce qui a été écrit ici et ailleurs. Réfléchissez, gardez l'attention de nos chers citoyens. Ils nous ont payés pour être là. Ne lisez pas, faites du débat, c'est important. Ce budget n'est pas que du *laddoo*, *barfi*, mais il y en a de la matière pour le progrès et surtout pour le mauricianisme dans toutes ses cultures et sa splendeur. On peut avoir des millions et des billions, mais des fois, un morceau de pain, un verre d'eau nous apportent la joie et la tranquillité. Prônons la paix et l'amour.

Merci.

Mr Speaker: MP Mohamed!

(4.02 p.m.)

Mr S. Mohamed (First Member for Port Louis Maritime & Port Louis East):

Thank you, Mr Speaker, Sir. I must admit I listened to the hon. orator who preceded me with a lot of interest. I will, as I go along in my intervention, address the issues that have been

raised by him. I prefer to park it, if I may, for a few minutes and call upon him for his patience since I am sure he wishes that I address certain of the points raised by him.

However, allow me to address the House, Mr Speaker, Sir, to start out by referring to the background. As the hon. Ministers and the hon. Members who have spoken before me have rightly said, the background and the context of this Budget is of utmost importance. Yes, we are living through historical times and it is the way we react and the way we act in the face of those challenges that will determine whether we are to be congratulated by posterity or whether we are going to be condemned and thrown and sent to the gallows. That is all what it is, if I am to simplify it. It is not a question of Government to use a terminology that is very often used in Creole '*tap lestoma*' or '*ris dra*' upon itself and tries to look good about everything it does, or even the Opposition just constantly criticising. That's neither here nor there. But I think it is important at this stage to remind the Government side that it is indeed the right of the Opposition and the duty of the Opposition to shine the light upon the lacunas in what Government is doing. It is not incompatible with our function. We are duty bound to shed light and to show what this Government is doing wrong. That is the duty of all Opposition. It is clear that some Members of Government are very allergic to criticism when, in fact, it is our responsibility as elected Members of this House. I go even further; it is also the responsibility of backbenchers to draw the attention of Government of where it is going wrong. And if at any stage of its governance, Government is seen to be totally confused with the position that it will hold on any subject, it is the responsibility of all backbenchers, on all sides of the House, to draw the attention of Government to the wrongdoing and lacunas, and to force them, convince them, in a democratic manner, to bring changes.

This introduction that I have tried to make, in fact, follows the remarks of the hon. orator who spoke before me, hon. Nazurally, because it seems that there is somehow, someplace in his words, he is drawing attention to the confusion that Government is in. He is indeed drawing attention to the wrong interpretation of the law of a Minister of this Government and it takes a lot of courage on his part to, at least, speak out and say that there is wrong that is going on in Government. And I note, not in between the lines; he has said it without any doubt and without fear or favour. So, for that, I congratulate him. He is the only one who has had the courage to do so. I see that his colleague next to him has been passing him a few papers. I hope that he also is together in this adventure of being courageous to state out loud what you believe. This is a first in the life-cycle of this Government and I will get into detail in a few minutes, and we will see at the end of the day whether you deserve

congratulations and whether you will be able to stand up to what you have tried to indicate to us.

So, Mr Speaker, Sir, when one starts out by looking at the background, and I have to refer here to important factors, the background, Afrobarometer study. And this is what the hon. Minister of Finance bizarrely makes no reference to in his Budget Speech. He does not tell us that according to the Afrobarometer study, and I read the report dated 24 May 2022 –

“Two-thirds (66%) of Mauritians say the country is going in the wrong direction, representing a 16-percentage-point increase since 2017.”

That is also part of the background. 66% of this country believes that this country is going in the wrong direction. It says that –

“More than six out of 10 Mauritians (63%) consider the current economic situation either “very bad” or “fairly bad,” a 26-percentage-point increase since 2017.”

Now, you cannot, therefore, Mr Speaker, Sir, say that things are getting better. Now, if the Government wants to auto-congratulate themselves because they feel they are doing well, I pause here for a minute to advise them humbly so to, at least, consider what the views of the population are. Do they believe that you are doing things well or do they believe that things are getting worse? That is why, on this side of the House, we have often invited Members of Government to get off their pedestal, to climb down their ivory tower that they seem to be so comfortably perched upon and to be connected with the people. Because when you look at the title that the hon. Minister has chosen for this Budget “With the People, for the People”, there is nothing further from the truth. Nothing further from the truth! It cannot be “With the People, for the People” when the hon. Minister of Finance comes out and ignores the fact that there are statistics out there, surveys out there that says that almost two-thirds of citizens expect that the economic situation will worsen in the next 12 months.

Therefore, Mr Speaker, Sir, I think it is important to be able to concentrate my intervention on issues that deserve to be brought out into the light. It is important for me to be able to explain to the people that the lies that have surrounded the economic argument and figures and facts need to be shown in their true light. The Machiavellian manoeuvres of the Minister of Finance, I do not believe that they are politically honest. They are devoid of any political honesty. That also must be brought to the attention of our people.

Let me start out by what he is offering, and he likes to auto-congratulate himself by saying that this Government and he tries to *encenser le Premier ministre* in both languages

since he is very good at both of them, Molière and Shakespeare. And he *encenser le Premier ministre* by saying to him: it is all thanks to you, Sir, that I have managed to come up with this Budget; without you, there is nothing; without you, no one thinks on this side of the House; without you, there are no ideas; without you, there is no vision; we are nothing without you; you are on your own one-man Government. This is what he says.

Et ce qui me fait encore plus rire, ceux qui lui emboîtent le pas et lui disent à chaque fois en conclusion ou au milieu de leurs discours ou au début qu'il faut encenser notre cher Premier ministre pour s'assurer surement de l'investiture aux prochaines élections. Mais laissons ça de côté pour un moment.

So, when he says that he is giving Rs1,000 to our elderly as from the age of 60 and 65, another Rs1,000, one thing which I would love him to answer, as I believe, in my humble view, a very important question that I believe he should answer is: why is it that he did not give any increase in pension to the elderly in 2020? Why is it? Oh yes, there was no increase! You see, you yourself do not seem to be aware and that is quite worrying, my dear Minister. The Minister of Finance is not even aware that the orphans, the widows, the old age pensioners, back in 2020, were not even given a compensation increase that you have to get at the end of the year. December 2020, no compensation was given to widows! Why? No compensation was given to orphans! Why? Nothing was given to the old age pensioners in 2020! Why? In spite of the fact that it came immediately after the huge promises that were made during the election campaign of 2019!

Let me go further and let me interrupt the thought process of the hon. Minister of Finance for a little second and ask him, Mr Speaker, Sir, to answer the other question. Why is it that nothing was given to orphans in terms of compensation in 2021? Why is it that nothing was given to widows as compensation in 2021? Nothing was given to the old age pensioners in 2021! Why is it, Sir, that nothing was in the offing for those categories of citizens? That today, for the first time, after an absence of two years, here he says that they deserve the Government's help! Did they not deserve your help in 2021? Did they not deserve your attention in 2020? Why were they forgotten? Does any other Minister on the other side of the House have the answer to that? I hope so, because no one has addressed this issue at all. So, if they were forgotten in 2020 and they were forgotten in 2021 and on average they should have obtained at least Rs500 in 2020, they should have obtained Rs500 in 2021, in 2022, the least they should have obtained is more than Rs500.

Mr Speaker, Sir, this Government owes our old age pensioners, widows and orphans, money. They are owed at least Rs500 in terms of increase in those allocations. It is their due; it is their right that this Government has robbed, unless I am given an explanation!

Le moment doit arriver quand l'honorable ministre des Finances doit trouver le courage, avec la facilité qu'il a de s'exprimer en français, de venir dire à nos citoyens, ceux qui ont 60 ans ou ceux qui ont plus de 60 ans, le pourquoi de l'oubli en 2020 ? Pourquoi les avoir oubliés en 2021 ? Pourquoi avoir oublié les orphelins, les veuves en 2020 et 2021 ? Et pourquoi aujourd'hui, à la veille des élections municipales, il vient prétendre que ce gouvernement n'a pas oublié les démunis ? Si ce n'est pas cela une hypocrisie politique de la pire espèce, *I do not know what else I could describe it as.*

I say it again: he is the expert in figures; he deeds, therefore, to calculate and his calculation will show that he owes the widows; he owes the pensioners; he owes the orphans.

Mr Speaker: Move on, move on! You already made your point!

Mr Mohamed: No, no, I have to conclude on another important part. And now that he has put a beautiful *haar* in the neck of the Prime Minister to say that without the Prime Minister, there is nothing, is he in other words saying that the reason they were forgotten was because the Prime Minister authorised them to be forgotten? Is he saying that it is the hon. Prime Minister, Pravind Kumar Jugnauth, *Pradhan Mantri ji*, it is because of him that he forgot those *vulnérables*? Or maybe, maybe the Prime Minister is not to be blamed but it is only him and no one else. He should choose. He should choose, and I think the answer should be clear without any long winded explanation; without getting lost in translation.

Let me go to the other issue of Rs1,000 being given to those who are earning up to Rs50,000. He is taking it from the CSG. The hon. Minister of Finance clearly is a product of France. In France, they started out by using the CSG as though it was only going to be for retirement and then they expanded its application to things which were not originally intended to cover. Therefore, whatever is good in a country, we should try to emulate, but, please, in the name of the Almighty, let us try to stay away from bad practice. And the bad practice in certain jurisdictions are here, clear to show us the right way, and the right way is not what the hon. Minister of Finance is doing because the hon. Minister of Finance is saying: 'I am taking money from CSG' that was originally intended for what? For retirement! But he is going to take that money and give it as allocation and he goes around together with all the Members on the other side of Government with the exception of hon. Nazurally and his hon.

colleague who has just left, because obviously I take it that they do not share what this Government shares. Clearly! He gives the impression with all those other followers that, as though, this Rs1,000 is an increase in salary.

Que ce soit connu à partir de ce moment que ces R 1,000 d'allocation, c'est précisément ce que c'est : une allocation et non pas une augmentation salariale ! L'honorable ministre des Finances vient nous dire, en introduction, la nécessité de donner cette allocation, que le coût de la vie a augmenté. Sur cela, il a raison, mais je lui pose encore une autre question. Il n'était pas nécessaire, M. le ministre, d'attendre le budget pour venir soulager la souffrance du peuple mauricien. Pourquoi avoir attendu le budget ? Je pose la question : est-ce qu'il y avait une nécessité légale d'attendre le budget pour donner une allocation ? Je connais la réponse. Non, il n'y avait pas de nécessité légale. Est-ce qu'il y avait une nécessité administrative d'attendre et de faire attendre la population pour donner les R 1,000 mensuelles ? Non, il n'y avait pas de problème administratif. Le ministre des Finances aurait pu, il y a longtemps, plus de trois ou quatre mois ou même cinq mois, donner cette allocation. Pourquoi alors avoir attendu, si ce n'est simplement de s'acheter une virginité politique, rien d'autre ! Rien d'autre ! La virginité politique clairement ; la crédibilité politique que ce gouvernement n'en a plus, le ministre des Finances se sert de stratagème, se sert de manœuvres que je dirais politiquement frauduleuses pour venir de l'avant pour dire : 'voilà, c'est maintenant que je vais vous donner cet argent'. Mais que la population le sache ; ce n'est pas une augmentation salariale ! Alors je pose la question : pourquoi ne pas avoir accordé dans le mois de juin ou plus tôt, comme je l'ai dit il y a quelques minutes, une augmentation salariale à tous ceux qui touchent moins de R 50,000 ? Si le ministre des Finances reconnaît dans son discours, que ce soit dans la version anglaise ou la version française, qu'il y a effectivement eu une augmentation énorme du coût de la vie, pourquoi alors ne pas donner une augmentation salariale pour *an increase in the basic salary for it to be counted as an increase in remuneration, because this allocation is not to be equated with an increase in salary, Mr Speaker, Sir.*

This is where and why I call it a fraud. It is a fraud because you make people believe that they are obtaining an increase in salary. No! It is a fraud because you give them what they have put aside. This money is not something that is from the Consolidated Fund, it is not from the pockets of Members of Government, it is not from any of their pockets; it is money that workers of this country have contributed in the CSG. Therefore, it is their own money that you are trying to be generous with! How much of a fraud is it *quand quelqu'un essaye de*

se montrer généreux avec l'argent qui appartient à la personne qui l'a mis de côté ? Pas dans le fonds, the Consolidated Fund.

So, then, the question which the hon. Minister of Finance will have to answer: what will happen in December when there have to be talks about annual compensation? What will happen? Is he saying that the cost of living is going to get better? The IMF says things will get bad, economists say things will get bad, OECD says things will get bad, the World Bank says things will get bad! Things are going to get worse. The rates of interest are increasing in the States; the rates of interest are increasing in Europe. The value of our currency will keep on going down, the price of commodities will keep on going up, the price of fuel will not go down. What will happen in December? Will you then ask the private sector whom you seem so willing to protect at each and every angle and corner that you adopt, will you ask those *patrons* then to come and give that Rs1,000 as from January 2023? And, if not, why not? That is the question that the hon. Minister of Finance has to answer: if not, why not?

I say that as from now – I underline it again – we believe that yes, the prices of commodities have skyrocketed; yes, the price of fuel has not been brought down; yes, the price of fertilisers have increased the very next day of his presentation of the Budget, the very next day! So, things are not in control and when I am to speak through you, Mr Speaker, Sir, to the hon. Minister of Finance, I am appealing not to his political acumen. The issue here is not of getting re-elected; the issue is about saving the country. There is a stark difference between wanting to get re-elected and saving the country because if you want to get re-elected, this is the recipe that you have shown us.

Mr Speaker, Sir, let us, like any child listening to me today, any student listening to me today, go to the Budget Speech of the hon. Minister of Finance, go to the English version, go to the French version, go ‘control+find’, find the word productivity. You cannot find it! Can you imagine? A Budget of the Minister of Finance, after almost two years of problems because of COVID, the word productivity is not there? Can you imagine about efficiency, about production in the manufacturing sector when statistics show us that the statistics are so bad? IMF says we are doing badly when it comes to exports; the Minister says we are doing very well. And the Minister says nothing about efficiency?

Hon. Bholah made a speech just now about his Ministry. Did he ever come up and tell us how this Government is going to address the issue of lack of productivity and efficiency? They are only concerned with trying to use money that is not theirs, pretend it is theirs,

pretend that they are the most generous of all, and then, they want to gift themselves a political virginity for an election that they do not want to give, for an election that they are scared to face! This is the be-all and end-all of this Government; lack of vision, lack of strategy, *l'audacité, il ne l'avait pas*.

Let me put the question to the hon. Minister of Finance. If only I get the opportunity of cross examining him one day, this would be the day I would enjoy in my whole career as a politician because he would be an easy witness. One thing I would like to ask him is the following. Basically, I am here speaking about the person who leaves his home, many leave their homes and go to work at 4 or 5 in the morning; fishers, gardeners, *artisans, ouvriers*, those who work part-time. Do you think it is fair that they are victim of a regressive taxation which is called VAT? VAT on fuel that this Government refuses to reduce? Do you know that the inflationary pressure on the rise is contributed to a certain extent by the policy of this Government not to bring down the price of fuel?

Let us imagine the inflationary pressure, the effect of the increase of the price of fuel on this little, simple man or woman going to work, who earns maybe not even more than Rs11,000 a month. Let us imagine that man, that woman, that citizen going to work and the increase of the price of fuel on that person, the effect it has on that person as opposed to one of the Ministers or even myself or even the Members of Parliament here or even you, Mr Speaker, Sir, or even the President or even the Prime Minister or even the Head of a private company, the CEO of one of the listed companies. Do you know the difference? The difference is for those who can afford it, they do not care that it increases because it is most probably not even them paying for the fuel. But for those who cannot afford it, it means the world to them. The fact that you refuse to recognise that this has to be brought down. Why not follow the good example set in India? You always talk about India as being the be-all and end-all of your policy, internal and external, but when it comes to following good practice, you turn a blind eye. In doing so, you turn a blind eye to the suffering of the people, the little men, the women of this country who cannot *joindre les deux bouts*.

I plead to this Government to bring down the price of fuel. And it follows my plea that they should also consider that this Rs1,000, even though it is insufficient, should also be indexed as their salary increase and not an allocation. Because when the men and women go to the bank at the end of the month, he wants to take a loan or an overdraft facility, the bank will tell him: *vous n'avez pas eu d'augmentation salariale monsieur ou madame. Ce que le*

gouvernement prétend est faux. Ce que le gouvernement prétend est mensonge, parce qu'il n'y a pas eu...

(Interruptions)

Mr Mohamed: Yes?

Mr Speaker: Move on, move on.

Mr Mohamed: Move on from where?

Mr Speaker: You are repeating your argument. Madam Clerk, could you please read that part of the Standing Orders not to repeat arguments?

(Interruptions)

Mr Mohamed: I know Standing Orders. Before you read it, I know it better.

Mr Speaker: Okay. Move on, move on.

Mr Mohamed: So, I will follow what you say. I will move on. I will say it in French now. What I am saying is we need to recognise the suffering of the people. And I know that, obviously, Standing Orders, Mr Speaker, Sir, say that I cannot be repetitive. I totally agree with you. But then, again, if I have to repeat myself for people to understand that suffering cannot be ignored, I am sure you will understand. I am sure you will.

Mr Speaker: No, but...

Mr Mohamed: There is no 'but'.

Mr Speaker: You have only 30 minutes left.

Mr Mohamed: I have got 30 minutes left and there is more to say, do not worry.

Anyway, let me now come to another issue, which is corruption. The report of the PAC that is chaired by hon. Uteem and all the Members therein did a fantastic job. I talked about one recently in one of my interventions. The report of the Director of Audit is also a fantastic job. Why is it that - and that is another question for the Minister - this Budget makes no room and no provision for any mechanism whatsoever to identify the wrongs? Not one wrong, many wrongs. The reports make reference to violation of public procurement law. The reports make reference to clear acts of corruption. The reports make reference to clear, purposeful absence of transparency and accountability. Why is it that the hon. Minister of Finance, in the process of preparing this Budget that is, indeed, a historical one, forgets that

there is the urgent need to address those lacunas, those *manquements* referred to clearly and distinctly in those two reports? Why? Why does he try to pretend that those facts do not exist? Why is he ignoring the mess that exists in the Ministry of Health? Why is he ignoring the reports and the fingers of blame pointing at the Ministry of Health and those administering that Ministry, and officers within that Ministry when it comes to procurement? Why does he ignore it? Why does he turn a blind eye to that? Why is it that he refuses to recognise that this Government is losing the fight against corruption but nay is even helping to further the defeat against corruption? This is what this Government is furthering us into. Why is it that he did not even try to address this issue?

My friends who addressed this august Assembly before me, hon. Uteem, talked about the whole issue about torture. Was it so difficult for the Prime Minister - since everything goes through him - to, at least, ask the Minister of Finance, you know, let's put a paragraph there, at least a few lines, to recognise that we need to ensure that violence by certain Police Officers is nothing more than what is localised at we already know. Let us ensure that it is not only the tip of the iceberg. Let us embark upon measures and tools and equipment that will protect not only the Police Officer against false accusations, but the victims, citizens, against abuse by Police Officers. Body cameras! True it is that the Safe City camera itself never worked and it has sections of the films deleted coincidentally or otherwise, God knows! When it comes to finding those who committed murder in the Kistnen case and other cases, all of a sudden, reels and reels of videos and times are just absent. But why is it that the Government cannot even consider that they have to address this issue about torture? What the Minister talked about is a Police Academy! It reminds me of the serial, Police Academy 1, 2 and 3 in the 80s because they are just made with a bunch of jokers. This is what he wants? This is how you address torture? Look at the image we have outside of Mauritius, the international Press talking about torture in our Police Stations. And the international Press will now talk about what? The inability of this Government to recognise that there is a problem, the inability to find solutions or the refusal? Or is it that they are doing it on purpose because they need to ensure that their dominance goes on and the fear in the people goes on, that is why they do not want to have the Police and Criminal Evidence Act. Lamé excuses on the part of the Attorney General. Why is it that we do not have it? Is it because we want to continue with having political victims of the Police? Is that it? Arrest people and then pretend to enquire because *l'ordre sort d'en haut*? This is why?

I am sure the hon. Minister of Finance, Mr Speaker, Sir, will recognise that when Shakespeare says something is rotten in the State of Denmark, I am sure that he can smell the rot in Mauritius right now, and it is on his side of the House. Let me say that; on his side of the House.

Is it fair to ask someone to pay the same price for fuel *à la pompe, qui n'a même pas plus que R 10,000 par mois, il doit aller travailler ; il va payer le même prix que vous les ministres, nous les députés, les PDG des sociétés privées* ? Is that normal? Is it normal that we pay the same price? And I would like him to answer that. Is it fair that we pay the same price for one *bonbonne de gaz*? They love to regurgitate: we put on the subsidy, we put on the subsidy. But you are subsidising the rich as well. You are subsidising the millionaires. You are asking them to pay the same price for *gaz* as the poor. Is this fair? You will say: 'But when you were in Government, you did the same thing.' But when we were in Government, we did not live through the crisis that we are living through now! We have not seen this level of indebtedness that this country is now living through! We have not known it! Therefore, it is urgent for us to be able to think "*en dehors du boîte*" as my hon. friend Lormesh Bundhoo used to say. It is important to think outside the box, come up with measures that are daring and not only for your political survival. The difference between a politician and a leader; choose to be a leader and not a politician.

Mr Speaker, Sir, he says he wants to protect the employees. He says empty *slogan, vide de sens* ou maybe *il ne connaît même pas le sens de ce qu'il dit*. With the people, for the people! I am going to demonstrate now, again, why I believe that he does not say what he believes or maybe he does not understand what he says. With the people? The Director of Audit's Report, pages 344 and 345. Maybe the hon. Minister of Finance *n'est pas vraiment concerné par ce qu'il y a dans le rapport du Directeur de l'Audit - à la note 29.2, Pension Funds - 72 Public Sector Bodies record Deficits totalling Rs33.3 billion*. I quote –

"At paragraph 24.2 of my Audit Report for the Financial Year 2019-20, I pointed out that the financial statements of 63 public sector bodies submitted to the NAO showed that pension funds under their Defined Benefit Pension Plans were running deficits totalling Rs26 billion as at 30 June 2019.

A follow-up exercise was carried out based on financial statements submitted as at 30 June 2020 to my Office. The financial statements of 72 public sector bodies as at 30 June 2020 showed an aggregate deficit of Rs33.3 billion."

The Minister of Finance, Mr Speaker, Sir, says: ‘With the people, for the people’. Were you with the people when you ignored this in 2020? I was not Minister of Finance! It was not hon. Lesjongard! It was not hon. Ganoo! It was, Mr Speaker, Sir, the same, the very, the one and only hon. Dr. Padayachy! He was the only Minister of Finance and he was being congratulated by the hon. Prime Minister. And, then, once again, he regurgitated that ‘Without Pravind Kumar Jugnauth, I am nothing and I cannot think without him; and with him and only him that we can have a Budget.’ Was it the Prime Minister who asked you to ignore these funds, Rs33.3 billion deficit? Whose money is this? The money of the workers! And what is it? Defined benefit pension plans!

Central Water Authority, maybe hon. Ganoo will have to respond. Rs2 billion of deficit in the Pension Fund? Hon. Lesjongard, sorry I do apologise. We will get to you later. Mauritius Revenue Authority - Rs2 billion; Mauritius Broadcasting Corporation, almost a billion; Mauritius Institute of Education, almost a billion; Mauritius Private Secondary Education Authority, Rs6.5 billion almost; Local Authorities, the Minister of Local Government maybe will enlighten us. The Local Authorities have more than Rs4 billion of deficit in the Pension Plan; Rs4 billion of deficit! A total of Rs33.3 billion of deficit!

One simple question I ask once again the hon. Minister of Finance. If you are serious in what you say, that it is all for the people, that it is all with the people, why did you choose to keep this under the rug, brush it under the carpet, and keep it silent and not even address it, not even in your annexes, not even in your speech, not even in the French version, not even in the English version, let alone your interview that you gave on TV, at *L’Express* and all the other media, you kept silent? Why? Who cares? Who cares? Because slogans are more important, Mr Speaker, Sir. With the people, for the people. But I will not say anything about the Budget *déficitaire*. *Je vais rester tranquille parce que si je reste tranquille, ils ne vont pas savoir ; parce que si je parle trop, ils vont poser des questions, et s’ils posent des questions, la vérité va triompher, et si la vérité triomphe, le gouvernement va subir une défaite. N’est-ce pas ?*

(Interruptions)

So, I hope I have *une répartie beaucoup plus intelligente qu’un ‘hum’*. Anyway!

So, Mr Speaker, Sir, let me say, when I listened to the hon. Attorney General, you will notice that the hon. Attorney General, Minister of Agro-Industry never even responded, rebutted the previous orator. He could not even rebut hon. Uteem in what he said. He chose to

be supposedly the one who stays above the fray. He is paid by tax payers' money. He is accountable to this House! When hon. Uteem says what he says, he says it with reason after having studied it, after having come up with a responsible speech. Hon. Uteem was totally entitled to make his remarks. The least the people expect is an Attorney General, Minister of the Republic, of Agro-Industry, to respond to the criticisms. *C'est ça la transparence, c'est ça la démocratie et c'est pour cette raison qu'aujourd'hui, la majorité des jeunes de ce pays ne voit pas d'un bon œil la direction que ce pays a prise. Depuis 2017, les choses ont empiré.*

Well, let me say it to him, when you look at the Budget of the hon. Minister of Finance, once again it is typical of the hon. Minister of Finance. He flip-flops around. He flip-flops with measures. And his flip-flop measure in the field of Agro-Industry is even more totally flopped because, at least when I look at Rwanda that hon. Uteem made reference to, they are moving clearly from the primary sector of employment to the secondary sector of employment and have brought in the tertiary sector of employment and even brought in the fourth sector of employment, which, hon. Balgobin – unfortunately, he is not here – the statistics of this country do not even make reference to the quaternary sector of employment, which covers computing and ICT and Research and Development. This is how backwards we are compared to Rwanda. Shame on this Government, not on any Minister, I do not want to be thrown out.

Mr Speaker, Sir, let me now address the qualms of the hon. Deputy Speaker who made some remarks. I have listened very carefully to the hon. Minister Koonjoo-Shah in a Press Conference that happened during the weekend, and I think it is important to put things in context. I totally agree with the views of my hon. friend Nazurally, who says that the Civil Code already provides for the recognition of a religious marriage. It was always there. And the reason it was there ever back since 1981 is because this is when it was brought in. It was when Sir Seewoosagur Ramgoolam brought it into the Civil Code following a promise that he had made to late Sir Abdool Razack Mohamed at the time of elections for independence. It took the time that it took, but the promise was kept by Sir Seewoosagur Ramgoolam in 1981. It was blown away in 1987 by Sir Anerood Jugnauth. It was blown to smithereens in 1987. I remember hon. Ganoo making speeches, and he, himself, was on the right side of the House when he criticised the wrong move of 1987. But then, in 1991, the MMM was in Government, if memory serves me correctly, and things were brought right. The MMM could make the MSM see straight. Now, we come up with hon. Osman Mahomed, myself and other Members, who put questions many times. In 2014, the law was amended to allow those who

were late to register and to benefit from the mistake and blunder of Sir Anerood Jugnauth, MSM Government, in 1987. The law was amended by way of regulations and then, we come to today, but before we come to today, many times we put questions. When we put questions, the only one who was sympathetic to it from the question of hon. Osman Mahomed was the hon. Minister of Finance presently. But hon. Gayan, hon. Sinatambou, Ministers of the previous MSM Government until 2019, were totally *réfractaires* and said ‘no way, we will refuse to correct the mistake committed in 1987’, and those on the other side, some of them know what I am talking about.

But now, when you look at what hon. Mrs Koonjoo-Shah has said because before we get there, maybe a Minister of the Republic who is not even aware what the law says today is dangerous, in fact. So, that is why the Government is confused because the position that is adopted by hon. Mrs Koonjoo-Shah is as follows, and I read what is reported and what she said. I quote –

« Lorsqu’un homme marié, peu importe de quelle communauté, décède, son épouse percevra une pension de R 9 000. »

Now, she does not deserve a medal there because that is the law. She is doing nothing new. But she goes on to say –

« Si li ena de madam, pa de madam ki pou geyn R 9,000 sakenn. Cette somme sera ensuite divisée entre les deux veuves. Gard sa bien an tet ki azordi gras a sa mezir la nou in al koriz enn linzistis inkrwayab kont sa ban madam la. »

But what she fails to understand is *linzistis* that she makes reference to was *en 1987 par* Sir Anerood Jugnauth, Prime Minister. What she fails to do – maybe she is given a speech to read and she does not even know the facts and the intricacies of it, *les tenants et les aboutissants*. So, she does not know history. The reason why the Muslim Family Council came into being, and it was corrected in 1991, MMM was in power! That is the reason. I always have to say that is the truth.

So, when she now says that *une pension de R 9,000, s’il y a trois femmes qui sont mariées religieusement à un homme, va être divisée en trois*, but she does not know what the law says ! The law says in the Civil Code, in the Civil Status Act which is law today, that all women married religiously or civilly are considered to be married as long as for the religious one, it is registered at the Muslim Family Council. Simple! So, every single person in Mauritius who has a simple notion of what reading the law is about knows what the law is!

There is no issue there! So, what the hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah has done, is take the situation of the law today, which entitles every single woman who is married religiously; if a man is married to four, he has four religious wives, they are all four entitled to a pension of Rs9,000 each. That is the law today, and she seems not even to be aware of it. That is why I am saying that there seems to be a total mess in the Government because hon. Nazurally is totally right when it comes to his interpretation of things. He is a lawyer, he knows. But the hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah, being a Minister, I presume, should have Advisers. I take it that she is not the Minister responsible for the issue, but if what she is saying becomes true, then, there is nothing that is being corrected. In fact, it is being made worse! So, I think, as the English language says, they should stop getting their knickers in a twist and try to come up with a bloody solution when it comes to what the reality of the law is today and not basically say anything that comes from the top of their head simply to cow and bow to extremist right movement that has a problem with equality of the law.

The difference between Sir Seewoosagur Ramgoolam, who in 1981 understood and implemented, as opposed to the mess and the confusion in Government today, is stark. *C'est ça la différence entre le Parti travailliste et le MSM. Le Parti travailliste avait promis à la communauté musulmane, à l'époque des discussions de l'indépendance entre Sir Seewoosagur Ramgoolam et Sir Abdool Razack Mohamed, que this would be fact in our civil law. It was brought in our civil law in 1981 after the death of Sir Abdool Razack Mohamed. But, today, hon. Mrs Koonjoo-Shah wants to take us back even before the time of colonial days. This would not be correcting wrong. It would be bringing us to another époque.*

So, I am convinced, therefore, Mr Speaker, Sir, when I listen to hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah, that her words are dangerous. Her words are devoid of any logic. And for a Minister of the Republic to have said what she has said, it was an insult to our law as it stands today. And that is the danger. I am of the humble view that the Prime Minister should call her to order. It is not a question of going to make certain extreme right movement happy and then, she is going to just try to hatch something that comes out. I do not mean egg and omelette here. I just mean she hatched an idea. It is not the point. *On ne peut pas perpétuellement être sur une boîte de savon.* One has to know, when one is going to open one's mouth, what the law is and not speak nonsense. That is what the responsibility of a Minister is. And the responsibility of a Prime Minister is very simple: to ensure that the continuity of the law, the law is that religious marriages are recognised, full stop! All those widows, they have been disappearing. But do you know how many of them have not been

paid *les arrérages de pensions*? You are saying, as a Government, that you are going to come and correct a wrong? A wrong committed by the MSM itself? But this Government, today, has a Minister who wants to take us to the time of pre-independence!

Courage aux backbenchers qui ont eu le toupet au moins, et l'intelligence de se prononcer contre ce qu'elle a dit. Ce qui est grave, c'est que this Government refuses to recognise that all those widows and their children who have grown up without being paid their dues, there are *arrérages* that are due to them. If I am to listen to the hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah, those women are not equal, they do not have equal rights; those women are not to be recognised!

And let me finish, on the speech that was given in South Africa by Mahatma Gandhi when he was a young lawyer, fighting against British colonialism. At a time when the British colonialists refused to recognise Hindu religious marriages, Muslim religious marriages, he stood up in a gathering and said, 'our women and our sisters cannot be considered as concubines'. We married them religiously and they are to be recognised as our wives. More respect is due to our mothers and our sisters. What the hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah, has done, I hope she is brought to order. And it is nothing else and nothing less than her resignation that would be something that has to be offered, and she has to leave as Minister.

Thank you very much.

Mr Speaker: I suspend the Sitting for 30 minutes.

At 4.58 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 5.40 p.m. with Mr Speaker in the Chair.

Mr Speaker: Please be seated! Hon. Lesjongard!

The Minister of Energy and Public Utilities (Mr G. Lesjongard): Comme il est de coutume, M. le président, permettez-moi de vous remercier, de me donner l'occasion d'intervenir sur *The Appropriation (2022-2023) Bill* qui a été présenté à la Chambre, le mardi 07 juin par mon collègue, le ministre des Finances, l'honorable Dr. Renganaden Padayachy.

Permettez-moi tout d'abord, M. le président, de le féliciter pour les mesures annoncées et saluer son humanisme dans un contexte économique extrêmement contraignant et incertain. C'est un budget, M. le président, d'exception dans un contexte malheureusement exceptionnel sur le plan international.

Pourquoi? Le monde, M. le président, se relevait à peine de la crise du Covid et la guerre en Ukraine est venue compromettre la reprise mondiale. Pire, elle a provoqué une résurgence de l'inflation avec le choc pétrolier et la crise dans l'alimentation.

Aujourd'hui, on parle de risques de stagflation mondiale. Les effets combinés des séquelles de la pandémie et de la guerre risquent fort de plonger l'économie mondiale dans une spirale de prix élevés, un scénario qui nous fait rappeler les années 70. Et c'est dans ce contexte, M. le président, que nous débâtons le budget de cette année-ci. Et au fur et à mesure, M. le président, que nous avançons dans ces débats, nous prenons connaissance des arguments des membres du gouvernement, mais aussi des membres de l'opposition. Nous avons eu jusqu'à maintenant l'occasion d'écouter ce matin le leader de l'opposition, par la suite l'honorable Uteem et juste avant moi l'honorable Shakeel Mohamed. Des arguments que, moi, je qualifierai de légers.

Et, M. le président, dans ce présent budget, je pense que le ministre des Finances a eu le courage de venir de l'avant avec des mesures sans précédent pour la population. Et nous savons, M. le président, que, *out there*, comme certains dans l'opposition aiment dire, la population est consciente des efforts que nous faisons afin de soulager cette situation qui est d'une grande difficulté, M. le président.

Retournons sur le plan mondial parce que nous avons une situation morose mais n'empêche que le ministre des Finances a présenté un budget d'espoir à la population. Un budget de solidarité et depuis trois ans, il doit gérer les finances de l'État qui sont sous une pression, et comme je l'ai dit un peu plus tôt, à cause d'une pandémie suivi de la guerre en Ukraine.

Il faut noter, M. le président, c'est que si on remonte dans le temps, en 2020, l'économie était à l'arrêt, sans revenu dans le secteur touristique et le pays était au bord d'une crise sociale. Le gouvernement, à cette époque-là, était appelé à venir en aide à des centaines de milliers de familles affectées par cette situation et ce qui a été fait, M. le président, à travers le *Wage Assistance Scheme* et le *Self-Employed Assistance Scheme* avec des dépenses de l'ordre de R 27,3 milliards afin de préserver les emplois dans le pays et éviter un crash du secteur hôtelier.

Cette année, M. le président, le ministre des Finances doit répondre aux conséquences de l'invasion de la Russie en Ukraine notamment la perte du pouvoir d'achat avec les risques

de pénurie des denrées alimentaires et une augmentation constante des prix des matières premières.

M. le président, la déclaration de notre Premier ministre quant aux difficultés à préparer ce budget résume le contexte auquel nous faisons face. Et ce budget, comme les précédents budgets sous le *Prime Ministership* de l'honorable Pravind Jugnauth, est un exemple des valeurs socialistes qu'il défend. Et l'opposition parlementaire ou extra-parlementaire ne peut contester le fait que le Premier ministre actuel a toujours été aux côtés de ce peuple, surtout les plus vulnérables de notre société et je le dis haut et fort et ce n'est pas pour encenser le Premier ministre que je dis ça. Il est le seul politicien capable de diriger notre pays en ces temps de crise. Aucun Premier ministre n'a dû affronter autant de défis et il n'y a aucun membre de l'autre côté de la Chambre ou en dehors de ce parlement qui aurait pu répondre aux difficultés du Covid-19 et aux conséquences de la guerre comme l'a fait et continue de le faire l'actuel Premier ministre. Et là je me permets, M. le président, de faire quelques commentaires sur ce qu'avait dit l'honorable Shakeel Mohamed dans son intervention, L'encensement du Premier ministre. Mais c'est un tandem, M. le président. Un tandem, le Premier ministre et le ministre des Finances travaillent en équipe et ça va de soi pour ce gouvernement-là.

Ce n'est pas comme à l'époque du Parti travailliste ou, non pire que ça, quand il y a des mesures populaires c'est le Premier ministre. Quand il y a des mesures impopulaires, c'est le ministre qui apporte ces mesures-là qui sont impopulaires et là, je prends comme référence l'ancien ministre des Finances du Parti travailliste, Rama Sithanen. Jusqu'à maintenant il porte ces fardeaux. Quels sont ces fardeaux-là, M. le président ? L'honorable Shakeel Mohamed se permet de critiquer ce budget en ce qui concerne les mesures sociales, mais à l'époque et lui-même il a situé le contexte. Ce contexte est un contexte sans précédent, M. le président. Lui-même, il définit le contexte et il fait référence aux défis mais, M. le président, dans un passé pas trop lointain, allons remonter dans le temps, il y a eu d'autres budgets, il y a eu d'autres mesures énoncées par le Parti travailliste.

Permettez-moi de citer un budget que toute cette population a toujours en mémoire, budget où on avait aboli les subsides sur le riz et la farine. On avait aboli les subventions sur les frais d'examens du SC et de la HSC. On avait éliminé le *School Feeding Programme* et moi aussi je peux me référer à une phrase populaire à l'époque - *rase dipin dan labous zanfán*.

L'abolition des traditionnelles tripartite annuelle pour la compensation, l'âge de retraite poussé à 65 ans. Et qui avait voté les lois du travail en faveur du patronat où on avait donné cette possibilité au patron de *hire and fire* dans le pays ? Ce n'est pas l'orateur qui a pris la parole avant moi, M. le président ? Et il ose se présenter en tant que défenseur des travailleurs de ce pays ?

Non, M. le président, les travailleurs de ce pays ne vont jamais accepter ça. En plus, M. le président, il y a eu la taxation des intérêts sur l'épargne et les dépôts, taxation des *lump sums*. Et aujourd'hui, quand je les entends faire référence à la taxe, l'abolition de la taxe municipale, ils ont la mémoire courte, M. le président. Qui oublierait le *National Residential Property Tax* plus connu sous le *Navin Ramgoolam Property Tax* à l'époque ? Et il faut le dire, M. le président, sous pression de la force de ce peuple, ils ont dû faire marche arrière sur pas mal de ces mesures. Alors, ne venez pas nous donner des leçons.

M. le président, c'est un budget à visage humain dans une conjoncture économique mondiale compliquée. Je l'ai dit, l'invasion de l'Ukraine affecte quotidiennement des millions de familles de par le monde. Premièrement, les difficultés pour l'approvisionnement en denrées alimentaires affectent les marchés mondiaux, et ce qui est plus important, c'est que les risques de famine sont réels dans certains pays, particulièrement sur le continent africain. L'Organisation des Nations Unies, M. le président, a tiré la sonnette d'alarme, non seulement sur la hausse des prix mais surtout sur l'accès aux denrées alimentaires.

Permettez-moi de citer le Directeur exécutif du Programme Alimentaire Mondial (PAM) –

« Le prix des aliments est notre problème numéro un en ce moment (...) Mais d'ici 2023, ce pourrait très bien être un problème de disponibilité alimentaire. Lorsqu'un pays comme l'Ukraine, qui produit suffisamment de nourriture pour 400 millions de personnes, est hors du marché, cela crée une volatilité du marché, ce que nous voyons maintenant. Lorsqu'une nation qui est le grenier à blé du monde devient une nation avec les plus longues files d'attente pour acheter du pain, nous savons que nous avons un réel problème ».

L'accès à l'alimentation doit être la priorité, non seulement en termes de prix que nous corrigeons actuellement mais aussi en termes d'approvisionnement. M. le président, je pense que ce présent budget répond à ces deux priorités. Malgré les incertitudes sur le plan international, notre approvisionnement en denrées alimentaires n'a connu aucune rupture ou

perturbation du marché. Alors que dans d'autres pays et je cite l'exemple, les États-Unis, ils ont dû avoir recours à l'importation de lait infantile. En France, certains rayons des supermarchés, M. le président, se vident graduellement à cause des difficultés d'approvisionnement des produits venant de la Russie et de l'Ukraine. Je peux mentionner plusieurs exemples où les populations souffrent de cette guerre en Ukraine. L'Afrique risque de connaître la famine si les engrais et le blé venant de l'Ukraine ne sont plus disponibles.

Et dans une telle conjoncture de crise alimentaire, on doit reconnaître que nous avons un système performant au sein de la STC, surtout quant à l'approvisionnement en gaz ménager, carburant, riz et farine ; surtout à un prix qui reste accessible à la population, et ce, malgré, M. le président, la flambée des prix sur le marché mondial. La bonbonne de gaz de 12 kilos est maintenue à R 240, alors que le prix sans la subvention est de R 680. La STC a bénéficié d'une subvention de R 500 millions du gouvernement pour fournir des produits essentiels tels que l'huile comestible à des prix abordables. Notre politique de subvention, M. le président, il faut le reconnaître, est salutaire pour le peuple.

Le gouvernement, à travers le budget de cette année-ci, fait un effort de solidarité sans précédent avec les différentes mesures énoncées dans ce budget. Aujourd'hui, R 15 milliards sont injectés dans les budgets des familles vulnérables et à revenus moyens afin qu'elles puissent faire face à la hausse du coût de la vie. Des aides financières directes, des hausses de pension et autres prestations sociales, des subsides, des réductions fiscales. Avec ce budget, le ministre des Finances propose un vaste projet de soutien aux personnes en situation de précarité et celles des classes moyennes.

Et j'énumère, M. le président, sur une série de mesures –

- 300,000 pensionnés vont bénéficier d'une hausse de R 1000 dans leurs pensions. De plus, celles âgées de 65 ans vont percevoir R 1000 supplémentaire sous le *CSG Retirement Benefit*, ce qui fait qu'elles vont percevoir une pension de R 11,000 par mois.
- Les pensionnés qui ont à leur charge des enfants à l'université toucheront une allocation sociale de R 1700.
- Le *Basic Invalid Pension* et la *Basic Widow's Pension* passe à R 10, 000. La pension pour les veuves sera étendue aux veuves de foi musulmane qui n'étaient pas éligibles jusqu'ici en raison de l'enregistrement tardif du mariage religieux auprès du *Muslim Family Council*. L'honorable Shakeel Mohamed a

fait un exposé sur cette mesure et je pense que mes collègues ministres responsables viendront de l'avant afin d'expliquer cette mesure.

- Un *Direct Income Support* de R 1000 par mois, y compris un 13^{ème} mois, sera versé à 350,000 salariés et travailleurs indépendants qui perçoivent un salaire brut allant jusqu'à R 50,000.
- Et, comme je l'ai dit un peu plus tôt, 110,000 familles vivant dans les villes vont bénéficier de l'abolition de la taxe municipale. Presque R 300 millions supplémentaires retourneront dans leurs budgets.

M. le président, cette mesure a été très bien accueillie par les gens, les habitants des villes et c'était quelque chose qu'on aurait dû faire depuis longtemps. Malheureusement, ceux qui étaient dans cette Chambre savent exactement quelle était la situation il y a quelques années de cela et quels étaient les arguments mis de l'avant à l'époque. Aujourd'hui, ce gouvernement a eu le courage d'abolir cette taxe municipale.

M. le président, ce budget fait aussi un effort considérable en faveur de la classe moyenne et je prends quelques exemples. Ceux qui touchent entre R 25,000 à R 53,846 payeront l'*income tax* à un taux de 10% au lieu de 15%. Ceux qui touchent entre R 53,846 et R 75,000, une taxe de 12,5% sera imposée au lieu de 15%, c'est-à-dire un total de 100,000 personnes auront plus d'argent à leur disposition après le paiement de l'impôt.

M. le président, j'ai évoqué toutes ces mesures qui ont été énoncées dans le budget afin de faire comprendre à la Chambre parce que ça a été dit il y a quelques temps de cela, que nous sommes et nous restons un gouvernement à l'écoute de sa population. Nous comprenons les difficultés que cette population a à faire face en ce moment-ci et nous sommes venus de l'avant avec les mesures qu'il fallait. C'est pourquoi un peu plus tôt, j'avais mis de l'avant l'humanisme de mon collègue, le ministre des Finances.

Permettez-moi maintenant, M. le président, de commenter les mesures budgétaires concernant mon ministère surtout dans le domaine de l'énergie et celui de la fourniture de l'eau.

M. le président, le Budget 2021-2022 avait annoncé la création d'un *Green Energy Industry*. Et ce Budget 2022-23 est dans la continuité des objectifs fixés l'année dernière. Je cite notamment 60% de production d'énergie renouvelable d'ici 2030 dans notre bouquet énergétique et parallèlement le *phasing out* de l'utilisation du charbon comme matière première pour produire l'électricité.

Je voudrais à ce stade, M. le président, de mon intervention souligner trois éléments importants dans cette politique énergétique. En premier, le Covid, la guerre et l'instabilité des prix des matières premières qui sont fatales pour les petites économies comme la nôtre. Le coût de l'énergie, comme souligné par les organisations internationales, pèse lourd pour l'économie et pour les citoyens, que ce soit en termes de carburant ou du prix de l'électricité. Les institutions telles que le *CEB* doivent également accuser le coup. La hausse constante des matières premières, l'huile lourde, le pétrole, le charbon affecte grandement notre coût de production. Et l'avenir est rempli d'incertitudes. Cela doit nous interpeller dans nos prises de décisions. Nous devons produire plus avec les moyens que nous avons à Maurice, à savoir, le soleil, le vent et l'eau.

Deuxième élément important que je retiens, M. le président, pour le secteur énergétique, c'est une meilleure accessibilité aux citoyens et à nos industries pour produire et utiliser l'énergie verte. Accessibilité en terme financier et de permis d'installation accordée par le *CEB*.

Le troisième élément qui, selon moi, aujourd'hui, prend toute son importance dans le secteur énergétique, c'est que l'État doit tirer des leçons du cas de Terragen, en termes de contrat liant le *CEB* aux *IPPs*. L'État doit avoir un meilleur contrôle dans la production d'électricité.

Permettez-moi, M. le président, de faire le point brièvement sur les avancées des projets annoncés dans le Budget 2021-2022, et ensuite de commenter les mesures du présent budget parce que les deux sont liés. M. le président, pour atteindre les 60% d'énergies renouvelables en 2030, on doit accélérer le pas pour l'entrée en opération de la production des énergies renouvelables. Et le *CEB* a déjà pris les dispositions nécessaires au niveau des appels d'offres.

- Le *CEB Renewable Energy Greenfield Scheme* a été lancé en octobre 2021 pour permettre aux organisations parapubliques d'investir dans la production d'énergie renouvelable. À ce jour, 13 entités ont déjà signé une *Letter of Intent* pour un total de 90 MW d'énergie renouvelable. Il est prévu que ces projets aboutissent vers la fin 2023 et permettra de remplacer 135 GWh de production d'électricité à travers les énergies fossiles annuellement.
- Un appel d'offre a été lancé en mars 2022 pour inviter les soumissionnaires à mettre en place des installations hybrides d'énergies renouvelables comprenant

des systèmes de stockage de batterie pour un total de 100 MW. Les projets devraient être mis en service en 2024 et compenseront quelque 300 GWh d'électricité produite à partir d'énergies combustibles fossiles chaque année.

- Un *request for proposal* pour la production d'énergies renouvelables hybrides, de petites unités cette fois-ci, pour un total de 40 MW a été lancé en mars dernier. Ce projet comprend aussi l'installation de systèmes de stockage d'énergie et devrait être mis en service en 2024. Et, pour ce *request for proposal* de ces projets, ils compenseront quelque 140 GWh d'électricité produite à partir de combustibles fossiles chaque année.
- Il faut aussi savoir, M. le président, que deux accords ont été signés avec des promoteurs privés d'électricité pour le développement de deux projets solaires photovoltaïques de 10 MW chacun. La rentrée en opération de ces deux projets est prévue en décembre de cette année-ci et compenseront quelque 35 GWh d'électricité produite à partir de combustibles fossiles chaque année.

Tous ces projets énoncés apporteront un investissement de R 27 milliards des promoteurs privés et aussi des corps paraétatiques.

À la fin de l'implémentation de tous ces projets, nous atteindrons 600 MW d'énergie renouvelable sur le réseau du CEB. Un taux de production, qui comprend aussi la production hydro, la production d'énergie à travers la bagasse et le *landfill gas*. Je dois préciser à la Chambre, M. le président, que ce volume de 600 MW ne prend pas en considération les éventuels projets des industriels.

M. le président, les *smart cities* sont appelés à être auto-suffisant en terme d'énergie. 9 accords ont déjà été signés pour un total de 12.8 MW. Et le CEB compte aussi augmenter sa production d'énergie à travers le *Green Transformation Package* annoncé dans le budget. Les travaux pour l'extension de la ferme solaire de Henrietta sont en cours et ajouteront 8 MW à l'unité existant qui est de 2 MW pour faire un total de 10 MW. Les travaux pour ce projet devront être complétés en février 2023. Et cette ferme compensera quelque 15 GWh d'énergie produite à travers les sources fossiles annuellement.

M. le président, permettez-moi de dire maintenant quelques mots sur les *Small Scale* et les *Medium Scale Distributed Generation Schemes*. Ces *schemes*, M. le président, permettent d'apporter une plus grande compétition dans le secteur énergétique et permettent, ce qui est important, l'émergence d'encore plus de *Small and Medium-sized IPPs*. Pour

permettre une plus grande participation, le *CEB* a investi environ R 490 million pour l'acquisition et l'installation gratuite de quelques 5,000 panneaux solaires d'une capacité totale de 9 MW. Ceux-ci sont destinés aux familles vulnérables pour les aider à réduire leurs factures d'électricité, aux petits commerçants et autres organisations à vocation sociale et religieuse.

Je dois dire, M. le président, que nous avons déjà reçu bon nombres d'applications pour les deux prochaines années. À travers le *Small Scale* et le *Medium Scale Distribution Generation Scheme*, le *CEB* s'est fixé comme objectif d'atteindre une capacité de production d'énergies renouvelables de 43 MW et 53 MW respectivement. Je l'ai déjà dit, ceux qui sont concernés sont –

- les ménages ;
- les familles à faibles revenus ;
- les petites et moyennes entreprises ;
- les ONG et autres organisations religieuses et charitable ;
- les *Smart Cities* ;
- les organismes parapubliques – par exemple, la *DBM*, et nous avons accélérer la mise en chantier de ces projets.

Il faut souligner, M. le président, que la mesure budgétaire, 190 (b) qui fait provision d'un prêt d'un montant maximum de R 250,000 à un taux préférentiel de 2% par an pour financer l'acquisition des panneaux des systèmes photovoltaïques doit être saluée.

Mr Speaker, Sir, let me refer to some remarks that were made by hon. Uteem with regard to renewable energy. He made reference to the energy and water statistics for 2021 released by Statistics Mauritius, where he stated that the share of RE has reduced from 23.9% in 2020 to 21.5% in 2021.

Mr Speaker, Sir, this is not an indication that there has been a decline in RE production between these two years. The share of RE is calculated, Mr Speaker, Sir, as a ratio between the total RE generated and the total energy produced. Now, we are all aware that in 2020, due to the lockdown and closure of borders, there was a reduction in the commercial and industrial activities, especially in the tourism and the manufacturing sectors, which had led to a decrease in the demand for electricity. The total energy generated in 2020 was 2,612 GWh while this figure has picked up in 2021 due to gradual economic recovery to reach

2,722 GWh excluding - I should point that out, Mr Speaker, Sir, - the capacity which is used by the IPPs to run their own installations.

Now, as the denominator in the calculation of the percentage, Mr Speaker, Sir, let me explain: as the denominator, that is, the total energy generated has increased, and there has not been more than a proportional increase in the numerator, that is, RE produced, hence the ratio has decreased. This is the simple explanation, Mr Speaker, Sir.

The CEB, Mr Speaker, Sir, has furthermore streamlined the procedures under the above schemes in order to expedite the application and the connection processes. For a more resilient Renewable Energy sector, Mr Speaker, Sir, there is a need to have a diversity of players first of all and a mix of technologies. CEB and MARENA have been working together to encourage and promote the introduction, testing and deployment of new, innovative and emerging RE technologies on the island.

Following a call for proposals by MARENA under its National Scheme for emerging/innovative RE technologies, 4 projects have been retained –

- (i) this will be for the first time in Mauritius, the production of base load renewable wind energy using a flying kite;
- (ii) production of renewable energy through hydro power plants but using low level lying water courses;
- (iii) the production of energy using innovative wind technology;
- (iv) agri voltaic technology which combines energy and food nexus.

As announced in the last year's budget, MARENA has launched an expression of interest for consultancy services for a feasibility study of ocean RE technologies. Four bids have been received and request for proposals will be launched shortly. What MARENA is doing in the meantime, Mr Speaker, Sir, they have brought amendments to relevant regulations to broaden the scope of economic activities to be conducted in our maritime zones and cater for the implementation of marine renewable energy.

Moreover, Mr Speaker, Sir, at the level of my Ministry, we will conduct a study to explore the potential of green hydrogen in the production of energy. In the same breath, in order to optimise on the use of our water bodies and at the same time reduce evaporation, CEB is setting up a 2 MW floating solar PV at Tamarind Falls Reservoir. The potential of

generating renewable energy from such technology is immense. However, the requirements have to be suited to our local context, taking into consideration the cyclonic conditions.

Mr Speaker, Sir, Government has approved the Renewable Energy Roadmap Review for the Electricity Sector 2030 and same was launched last month. Implementation of the projects under the Roadmap would entail some Rs59 billion as investment which would create some 7,000 new jobs. In the same vein, the avoided carbon emissions are expected to increase from 19 ktCO₂eq (kiloton CO₂ equivalent) to 462 ktCO₂eq in 2030 annually. With the phasing out of coal by 2030, an additional estimated 1400 ktCO₂eq will be avoided.

Mr Speaker, Sir, at the level of the Government, although it is a formidable challenge, we remain positive that we would be able to achieve the set targets and here, I welcome the announcement in the Budget for the Prime Minister to chair a High-Level Committee on Renewable Energy Projects.

This Budget, Mr Speaker, Sir, has laid much emphasis on the greening of the industrial sector and rightly so. According to MEXA, I quote –

“Sustainability is no longer an option but a requirement for the export oriented and local industrial sector.”

The time is opportune as both economic and environmental considerations are aligned for the industrial sector to transition to carbon neutrality. While the target set by the Government is again considered very ambitious, we will work with the industrial sector for the attainment of same. The CEB will continue to support the industrial sector through the implementation of dedicated RE Scheme. To give a special impetus to the implementation of the renewable energy transition framework and thereby supporting the development of the carbon neutral industrial sector, CEB will offer an electricity purchase tariff of Rs4.20 under a special solar RE Scheme for the industries.

This tariff will enable the industries to recover their investment in solar PV facilities within a period of around 7 years. After the 7 years’ payback period, this energy purchase tariff will be digressed to Rs3.48. The CEB proposes to launch this scheme and receive applications during this financial year. The special incentive tariff, based on the gross-metering scheme, will be applicable to industrial customers Solar PV Projects.

And these projects will have to be initiated before the end of this year. Moreover, industries will have to carry out an Energy Efficiency Audit and implement the recommendations. I also, Mr Speaker, Sir, welcome the introduction of a Loan Scheme at

concessional rate to support the investment requirements under this RE Transition Framework.

Permettez-moi, M. le président, maintenant, de commenter une autre mesure exceptionnelle dans le budget de cette année-ci, celle qui concerne les véhicules électriques. L'année dernière, une feuille de route de 10 ans pour l'utilisation des véhicules électriques avait été approuvée par le gouvernement. Et mon ministère avait piloté la mise en chantier de cette feuille de route. Afin de promouvoir l'utilisation des véhicules électriques, le CEB a lancé 2 systèmes de recharge des véhicules électriques pour les utilisateurs domestiques et professionnels.

Il est important aussi de souligner, M. le président, que le système de recharge électrique doit être fait à travers l'énergie renouvelable. Un tarif spécial a été introduit pour les clients domestiques et les *prosumers* pour la recharge des véhicules électriques afin d'encourager la recharge pendant les heures creuses, c'est-à-dire, entre 21hr et 4hr du matin à un taux plus préférentiel de R 4 le Kwh. Pour les entreprises, le CEB a lancé le *CEB Scheme for Corporate Entities' Electric Vehicles Charging*.

Et toujours concernant les véhicules électriques, le CEB a également lancé un appel à intérêt dans le cadre du *CEB Scheme for Service Providers* et ça concerne tous ceux qui veulent offrir un service de recharge de véhicules électriques. Des bornes de recharge publiques permettront aux utilisateurs de véhicules électriques de recharger leurs véhicules à des endroits à travers l'île. Avec cette panoplie de mesures annoncées pour stimuler le secteur de véhicules électriques, M. le président, je suis sûr que ce programme va susciter un plus grand intérêt.

La mesure budgétaire visant à supprimer les droits de douane sur les voitures électriques et hybrides à partir du 1er juillet 2022 donnera certainement un nouvel élan à ce secteur.

M. le président, cela a été évoqué je pense par le leader de l'opposition ce matin et aussi par l'honorable Reza Uteem. Au niveau du ministère, M. le président, nous travaillons à la mise sur pied d'un plan national pour le recyclage des panneaux solaires et les batteries des véhicules électriques. Une étude de faisabilité est en cours pour le développement d'une industrie du recyclage des panneaux solaires et batteries à Maurice.

Avant de conclure sur le domaine de l'énergie et d'aborder le secteur eau, je voudrais faire quelques commentaires qui concernent toute la population. En premier, cela aussi a été

évoqué - la biomasse. Le *National Biomass Framework* est actuellement en préparation. Nous sommes tous conscients que le volume de bagasse utilisé dans la production de l'énergie est en baisse depuis plusieurs années. Je vais donner les chiffres. En 2020, la production d'énergie à travers la bagasse représentait 17,6%. En 2021, ce taux de production a été évalué à presque la moitié, soit 9,2%. L'apport de la bagasse dans la production d'énergie a constamment baissé annuellement. Ce qui a eu comme conséquence une augmentation de l'utilisation du charbon dans la production de l'électricité.

Le charbon, comme annoncé, ne sera plus utilisé à Maurice d'ici 2030. Parallèlement, comme je l'ai mentionné plus tôt dans mon intervention, nous misons sur les énergies renouvelables. Les décisions prises quant à l'utilisation de la biomasse seront prises en préservant les intérêts des planteurs et du pays.

Autre sujet que je voudrais aborder, c'est le cas de Terragen qui nous a interpellé tout récemment. La suspension des opérations le 29 avril dernier de Terragen Ltée, un *Independent Power Producer*, est un cas sans précédent et qui aurait pu avoir des conséquences très graves pour le pays.

Cette centrale bagasse/charbon a arrêté ses opérations en brandissant un cas de force majeure à cause de la guerre en Ukraine et à cause de la hausse du prix du charbon. Terragen réclamait que le CEB fasse les frais de l'augmentation du prix du charbon ; ce qui est inacceptable du fait que le contrat - et ça c'est important - liant le CEB et Terragen ne peut être changé en cours de route. Pour pallier à cette situation sans précédent causée par Terragen, le CEB a augmenté sa capacité de production.

À ce jour, M. le président, je dois souligner qu'il n'y a eu aucune rupture dans la fourniture liée à la suspension des opérations de Terragen. Terragen a demandé au CEB de pouvoir produire de l'électricité pendant la coupe et une médiation comme prévue dans le contrat pourrait débiter dans les jours à venir.

Toutefois, nous devons tirer les leçons de ce cas. L'État ne peut continuer à être dépendant des *independent power producers (IPPs)* et aussi à la hausse du coût du charbon. La transition énergétique vers l'énergie renouvelable est essentielle pour notre économie et aussi pour éviter des cas comme celui de Terragen.

M. le président, vendredi dernier, le Conseil des ministres a approuvé l'entrée en vigueur du *CEB Act*, 17 ans après son adoption. La Chambre se souviendra que des amendements ont été apportés à l'*Electricity Act* et au *CEB Act* en décembre 2020 afin que

l'*Utility Regulatory Authority (URA)* puisse opérer avec les pleins pouvoirs. Depuis le 10 juin, la *URA* est pleinement opérationnel en tant qu'organisme de réglementation et d'octroi de licences. L'article 45 du *CEB Act* prévoit une période transitoire de 3 ans pour que le *CEB* se conforme aux paramètres légaux. Et les règlements appropriés ont été élaborés pour cette période de transition.

M. le président, je tiens à souligner que maintenant que la *URA* est pleinement fonctionnelle, c'est à la *URA* d'examiner toute proposition de la *CEB* visant à une révision des tarifs de l'électricité et elle prendra une décision au moment approprié.

Mr Speaker, Sir, *je vais maintenant aborder le secteur de l'eau*. Mauritius is very vulnerable to the impacts of climate change. These can already be witnessed through the changing weather and rainfall patterns. Allow me, Mr Speaker, Sir, to go over the main actions taken in the water sector over the past years. *Et là, je prends en premier la construction de Rivière des Anguilles Dam*.

M. le président, the construction of the Rivière des Anguilles Dam was announced in last year's Budget Speech as a long outstanding project to cater for future water demand in the region of the south. The tender was also launched last year. However, implementation of this project, which involves a substantial capital investment, had to be deferred in view of more urgent priorities related to our fight against the COVID-19 pandemic and the impact of the Ukrainian war on our economy, and the Government has approached friendly countries for assistance towards the execution of this project.

Mr Speaker, Sir, the CWA has been pursuing its pipe replacement programmes across the island during the past year. But I have to outline, however, that the implementation of capital projects have been impeded this year for several reasons, and let me mention those reasons, Mr Speaker, Sir. There have been delays in shipment due to disruptions in international supply chain systems. Tenders had to be cancelled owing to variations in bid prices in excess of cost estimates caused by substantial increases in materials cost, freight costs and foreign exchange.

Mr Speaker, Sir, we are still and pursuing to address the water situation in "black spots". The reasons why these areas suffer from disruption in water supply are manifold. Detailed in-situ investigation is being carried out and remedial action taken. We had proposed the utilisation on inflatable reservoirs in the dry season but we had to replace those inflatable

reservoirs by water tanks of 30m³ given the technical challenges of storing treated water in those inflatable reservoirs.

The use of containerised pressure filtration plants to optimise on surface run-offs in rivers is being rolled on to more regions. To this date, we have already commissioned 47 such containerised pressure filtration plants across the island and an additional of 9 such pressure filter plants is in the process of being procured.

Mr Speaker, Sir, Government provides a grant of Rs8,000 for households having an income of less than Rs50,000 monthly to enable them to purchase a water tank and a water pump. This scheme is being currently managed by the DBM. Since February of this year, we have embarked on outreach campaigns in water-stressed regions to sensitise inhabitants on the scheme and to take their applications on the spot.

I have to say to the House, Mr Speaker, Sir, that this outreach campaign, so far, carried out in 41 villages of the country, has been very successful. This year, we are expecting to disburse some Rs110 million to beneficiaries by the end of June this year, that is, more than 10% of the allocated budget.

At the level of the CWA, Mr Speaker, Sir, we have also brought reforms over the year. A customer experience service centre has been set up at the CWA to handle customer complaints more effectively and provide an enhanced customer experience. Both the CWA and my Ministry are working on the automation and digitalisation of the water operations through a PPP project.

L'Agence française de développement has financed a consultancy service for the implementation of a telemetry system at the CWA, and the recommendations would be put in place.

We are also working on measures to improve governance at the CWA, and it is still reckoned that there is a need for an indepth reform of the institution.

The assistance of India has been sought to strengthen project management and contract supervision, and the British High Commission has also provided complementary support for improvement of the operational aspects of the sector.

Before I conclude, Mr Speaker, Sir, allow me to make some comments on the sewerage projects. We recognise the need to continue providing better sanitation to the population and protecting the environment. In this Budget, we have allocated some Rs1.28

billion for wastewater projects. Since 2014, some 93,611 households have been connected to the public sewer network.

In the past year, the WMA has invested some Rs525.6 m. on wastewater projects in the following regions: Abbe de la Caille, Camp Rouillard, Dubreuil, Eau Coulée, Flat Guillard at Pointe aux Sables, Grand Baie, Morcellement Goolamally in Terre Rouge, Pailles, Residence Atlee in Curepipe, Rte Bassin at Quatre Bornes and Wooton.

Upon completion of these projects, some 8,500 households would be connected to the public sewer system and will benefit from proper sanitation facilities.

Moreover, Mr Speaker, Sir, procurement exercises are ongoing for sewerage projects at Residence Vallée des Prêtres, Caro Lalo, Bernardin de St Pierre, Bambous near la Ferme Reservoir and Bain des Dames at Cassis. The sewerage project at la Source, Quatre Bornes *et les environs* is expected to start shortly.

There is also, Mr Speaker, Sir, the need to upgrade wastewater treatment plants around certain regions of the island, for example, Baie du Tombeau, St Martin and Montagne Jacquot, and the Wastewater Management Authority has already initiated actions in that direction.

Moreover, Mr Speaker, Sir, the rehabilitation of the new Roche Bois Wastewater Pumping Station and Baie du Tombeau Water Treatment Plant is being implemented under a build, operate and transfer basis with the assistance of the Development Bank of South Africa.

Je vais conclure, M. le président. Ce gouvernement a été à l'écoute des organisations religieuses et socio culturelles quant à leurs soucis financiers pour la facture des eaux usées. Ce budget a annoncé que ces organisations religieuses et socioculturelles n'auront désormais pas à payer des *wastewater charges*.

M. le président, le monde connaît une période de grande difficulté, une pandémie couplée d'une guerre et personne ne peut prédire ce que demain nous réserve.

Les prévisions actuelles dans le monde sur le coût des matières premières, les possibilités de risque de famines doivent nous interpeller, surtout sur notre manière de vivre au quotidien.

M. le président, ce budget, budget présenté par mon collègue, l'honorable Dr. Padayachy, est marqué par ce besoin profond de solidarité. Et tout ce qu'on souhaite, c'est que cette solidarité sera nationale.

Au moment des élections, qui n'est certes pas pour demain, ce peuple décidera du sort de ce gouvernement, mais pas seulement de ce gouvernement mais aussi de cette opposition.

Mais ce que la population retiendra, M. le président, que dans ces moments de grandes difficultés, ce gouvernement a été à l'écoute. Elle retiendra aussi, M. le président, que l'actuel Premier ministre, l'honorable Pravind Jugnauth et son gouvernement ont été à leurs côtés pendant les moments les plus difficiles.

Comme l'a si bien dit mon collègue, le ministre des Finances, avec le peuple, et pour le peuple.

Merci, M. le président.

Mr Speaker: Hon. François

(6.41 p.m.)

Mr F. François (First Member for Rodrigues): Merci. M. le président, Mesdames et Messieurs, les honorables ministres, PPS, députés, chers compatriotes de Rodrigues, d'Agaléga et de Maurice, un gouvernement responsable écoute son peuple et lui apporte son soutien dans la solidarité en faisant des choix de société décisif aujourd'hui et pour demain.

Avant d'aller plus loin dans mon intervention sur l'*Appropriation Bill 2022-2023*, présenté par l'honorable Dr. Padayachy, je voudrais exprimer toute ma solidarité pour la paix et la liberté envers le peuple ukrainien qui est plongé dans la terreur de la guerre face à l'invasion de leur pays.

M. le président, comme si bien énoncé par l'orateur qui m'a précédé, l'honorable Lesjongard, la responsabilité du gouvernement c'est de bien gérer l'argent public par la mise en œuvre des politiques publiques efficaces.

C'est dans une vision de renforcement de la dignité du peuple, surtout les plus vulnérables de notre société, pour réduire les inégalités que le ministre des Finances a donné priorité dans ce présent budget par le moyen de l'intervention de l'État.

Ce budget que je qualifie comme bien rodé dans un contexte difficile, c'est un budget pragmatique qui sert l'intérêt de toute la population dans un esprit de solidarité tout en

assurant la transformation continue de notre économie. Le pays est appelé à s'embarquer dans un nouveau concept de croissance 'pro-pauvre' qui s'articule dans une vision intégrée – l'humain avant tout.

C'est la réponse du ministre des Finances dans sa vision économique et sociale inclusive pour le pays et c'est nouveau. Je suis d'avis que le gouvernement œuvre à un renforcement sociétal par les mesures concernant le coût de la vie et la sécurité alimentaire.

M. le président, nous devons reconnaître que durant les dernières décennies la croissance économique n'a pas été vraiment inclusive. Sur le plan économique, une inclusion signifie que tout un chacun, dans la confiance, doit pouvoir trouver sa place, avoir accès à l'essentiel et un pouvoir d'achat raisonnable et ce dans le but de renforcer notre croissance économique.

J'observe le dysfonctionnement du modèle économique capitaliste traditionnel où la performance économique est plus importante que l'impact social n'a plus la même importance. Avec la pandémie Covid-19, ce modèle *has crashed*, même si on parle d'une reprise économique. Nous devons continuer à réorienter et ré-imaginer notre économie vers les secteurs productifs qui sont vitaux.

Le ministre des Finances avait évoqué précédemment l'économie de la vie pour aller vers l'essentiel, comme postulé par Jacques Attali. Il parle d'un nouveau projet sociétal qui met l'emphasis sur la santé, le logement, l'alimentation, l'eau, l'énergie et l'écologie, l'agriculture, la pêche, la culture, l'environnement, le recyclage, la protection de la biodiversité, la sécurité, l'éducation et l'innovation entre autres.

C'est ce que soutient le paragraphe 233 du discours du budget, je cite –

« Nous n'épargnerons aucun effort pour faire en sorte que tous les Mauriciens aient accès à un système éducatif équitable et qualitatif, à un système de santé résilient, à des logements abordables, à des équipements modernes et à un environnement sûr. »

M. le président, nous subissons actuellement, comme un petit état insulaire et fragile, de l'insécurité alimentaire. Nous sommes tous concernés, par le besoin d'avoir nos repas à partir de notre terre et notre mer nourricières.

« *Nou pou bisin kapav nourri nou pep* ».

L'effort pour garantir notre sécurité alimentaire doit être collectif et individuel et non seulement seul du gouvernement.

J'approuve les mesures annoncées, même s'il nous reste un long chemin à parcourir dans ce sens pour accroître la production locale durable et pour attirer plus de main-d'œuvre qualifiée.

M. le président, nous subissons aussi les contrecoups géopolitiques de la guerre entre la Russie et l'Ukraine aussi bien que la pandémie Covid-19, qui nous révèlent que notre République est largement trop dépendante des autres pays. En 2010, dans mon discours inaugural, je disais que trop de dépendance sur l'extérieur pour son alimentation est très risqué. Aujourd'hui, le ratio de dépendance aux importations est trop élevé.

M. le président, ça fait peur d'entendre que nous dépendons des importations pour plus de 75% de nos besoins alimentaires. À titre d'exemple, notre dépendance sur le miel importé. À Rodrigues, l'OPR voulait aller vers un renforcement de l'économie forestière pour accroître la production du miel dans les milieux forestiers et aussi de réhabiliter les terrains couverts avec des espèces envahissantes par des arbres fruitiers et des plantes mellifères pour accroître la production du miel.

M. le président, ce budget nous engage tous pour développer la résilience et garantir l'autosuffisance alimentaire pour tous pour atteindre l'objectif de l'ODD – zéro faim et aussi la déclaration de Matera sur la sécurité alimentaire, la nutrition et les systèmes alimentaires.

M. le président, au-delà de la production, nous sommes appelés à renforcer l'éducation à la santé du peuple et l'éducation à l'alimentation. Il nous faut nous orienter vers des forêts de fruit à pain, des grandes plantations du manioc et de la patate douce pour notre production de farine.

Il faut renforcer l'éducation nationale pour apprendre à nos enfants comment manger sainement, consommer nos produits du terroir et de la pêche qui économiquement feront l'affaire de nos producteurs et pêcheurs locaux.

Il faut suivre l'exemple de certains petits états insulaires du pacifique qui ont développé la vision et une manière de vivre, où ils n'ont pas besoin de vivre des étagères du supermarché. Ils disent –

« Nous avons nos poissons et d'autres produits marins, nos bananes, nos Taro, nos légumes bio, nos viandes locales, pourquoi aller vers les choses synthétiques des rayons du supermarché, déclare fièrement les habitants d'Atuona dans les pacifiques. »

Un autre combat prioritaire national, c'est la réduction des pertes et le gaspillage alimentaire. Notre résilience alimentaire doit passer par un changement de mentalité.

Il faut absolument augmenter notre volume de production, produire plus, c'est la responsabilité de tout un chacun. Le combat pour la sécurité alimentaire demeure de produire ce que nous consommons et consommons ce que nous produisons. Il faut continuer nos démarches, non seulement accompagner financièrement le secteur, mais de passer à une redéfinition structurelle de ce secteur pour la durabilité.

M. le président, un autre aspect que je voudrais mentionner, c'est l'agro-écologie qui doit devenir le socle de la transformation vers un nouveau système agricole et alimentaire pour notre République.

Ceci dit, j'ai quelques questions –

- (a) Quelle est la superficie des terres agricoles dans notre République ?
- (b) Comment concilier l'exploitation des terres agricoles qui sont entre les mains des grands propriétaires terriens pour éviter des conflits internes sur la question de sécurité et souveraineté alimentaire ?
- (c) Quelle est la stratégie de conversion des terres pour augmenter la production des produits de besoins de base ?
- (d) Ne devons-nous pas revoir notre modèle de production agricole, qui dépend trop des pesticides et engrais chimiques, pour se diriger plus vers la valorisation du fumier et composte comme alternative ?
- (e) On vise combien de tonnage de compostage par an et comment l'atteindre, avec les mesures de subvention de 75 pour cent qui sera accordée pour l'achat d'engrais liquides, de bio fertilisants et de composts produits par les coopératives et aussi la subvention de 50 pour cent jusqu'à un maximum de R 500,000 pour l'achat d'équipements de compostage ?

Certes, les subventions aux secteurs des fruits et légumes, du thé, de l'apiculture, de la sucrerie, de l'élevage et de l'économie bleue, s'inscrivent dans cette perspective de booster notre sécurité alimentaire.

M. le président, quand le ministre des Finances disait au paragraphe 45 de son discours, je cite –

« personne n'aurait imaginé qu'au 21e siècle, le monde appréhenderait des pénuries alimentaires ».

Alors que nous à Rodrigues, cette appréhension depuis 1976 est devenue une sorte d'identité culturelle, de manière de vivre et de dignité pour le peuple de Rodrigues, en dépit du fait que nous avons subi toute sorte de mépris à notre politique pour la sécurité alimentaire. Je me souviens encore les mots –

« *olie li don ou enn travay dan gouvernman li dir ou ale travay later, ek plant ti piman ek nourri zaimo* ».

Regardez aujourd'hui, M. le président, si le ministre des Finances et le ministre de l'Agro-industrie incitent la population aujourd'hui à produire, ce n'est pas une option mais une nécessité et de plus, il faut absolument valoriser nos produits agricoles, élevages et de la pêche locaux afin de mieux faire face à des chocs externes. M. le président, l'agriculture est l'avenir de la République dans cette nouvelle configuration de l'économie de la vie post Covid-19 et des conflits géopolitiques.

M. le président, le secteur de la pêche, c'est presque incroyable mais vrai, que notre République a une zone économique exclusive de 2.3 millions kilomètres carrés, et que nous importons deux tiers de la consommation nationale de poissons. Nous avons la responsabilité de concilier nos besoins en produits de mer et la gestion durables de nos ressources marines. Nous sommes appelés à repenser sur les métiers de la mer pour sa contribution en termes social en tant que créateur d'emplois et en termes économique. Je me souviens encore de mes amis à Rodrigues, des pêcheurs hors lagon à un certain moment parlaient de '*poissons pe mor ek lavieillesse*' dans nos eaux territoriales. Nous devons savoir quelle est la quantité de poissons qu'on pourrait pêcher chaque année dans notre Zone Économique Exclusive. C'est une très bonne initiative du gouvernement concernant l'évaluation de stock de poissons sur le banc de Saya de Malha au coût de R 35 millions. Nous devons aussi nous occuper du problème de la surpêche et de la pêche illégale dans nos zones.

Selon le *UN FAO Illegal, Unreported and Unregulated (IUU) fishing*, une pêche durable non seulement garantit la sécurité alimentaire, mais aussi relève les défis du changement climatique. Chaque kilo de poisson capturé produit entre 1 à 5 kg de carbone alors que la production de la viande rouge, le chiffre se situe entre 50 et 750 kg de carbone par kg de produit.

M. le président, je soutiens ce sursaut de sécurité alimentaire pour notre République à travers les différentes mesures énoncées dans ce budget.

Je salue aussi l'engagement du pays en matière d'énergie renouvelable et durable pour atteindre l'objectif de 60 % en 2030 pour le bien-être de notre pays. Rodrigues aussi renforce son objectif avec l'installation d'une ferme solaire de 1 mégawatt à Grenade par le CEB. Au passage, 13,431 abonnés du CEB bénéficient des subventions sur leurs tarifs mensuels.

M. le président, dans la transition vers les véhicules électriques, je souhaite que le ministère du Transport, en collaboration avec les opérateurs à Rodrigues, introduise des bus électriques sur une base pilote surtout avec le *Bus Modernisation Scheme* qui ne s'appliquera qu'aux bus électriques. Ce *scheme* par contre doit être maintenu sur les bus conventionnels à Rodrigues.

M. le président, il me convient de souligner toute l'importance de la mesure qui vise à améliorer la trésorerie et la compétitivité des entreprises locales de construction. Les contrats publics inférieurs à 20 millions de roupies seront réservés aux petits entrepreneurs. C'est une très bonne nouvelle !

M. le président, je plaide pour l'augmentation de la flotte des véhicules de la police à Rodrigues. Je formule le vœu qu'au moins un des nouveaux véhicules blindés légers de transport de troupes qui seront acquis va être envoyé à Rodrigues pour mieux gérer les situations de catastrophe. La formation continue de nos policiers est une nécessité pour assurer le bon exercice de leur mission.

M. le président, le gouvernement s'engage par des actions concrètes de soutien à nos jeunes pour leur permettre de construire leur avenir. La politique gouvernementale répond aux objectifs de soutenir notre jeunesse à travers les différentes mesures énoncées. Je laisserai le soin à l'honorable Léopold d'en parler sur ce sujet. Un jeune chercheur d'emploi aura le droit de bénéficier d'une prime à l'emploi mensuelle de R 15,000 pour la première année d'emploi – pour 10,000 jeunes entre 18 et 35 ans. *Bon, pas bon sa ? Mari bon!* Je dois mentionner ici qu'au niveau de Rodrigues, l'OPR a mis l'emphasis et met l'emphasis sur une jeunesse active et engagée dans son manifeste électoral 2022-2027.

M. le président, j'accueille favorablement la vente par des propriétés par le biais du *Sale by Levy* qui sera dorénavant effectuée uniquement par le biais d'un processus de soumission scellée et qui vise à protéger la victime. Suite à plusieurs requêtes de ma part ici

dans cette Chambre, je suis heureux que *l'Attorney General* apporte les solutions nécessaires avec les formalités nouvelles qui seront mises en application à Rodrigues.

M. le président, tous les aînés de Rodrigues que j'ai rencontrés la semaine dernière, m'ont demandé d'adresser leurs salutations fraternelles et sincères au Premier ministre, Pravind Jugnauth et le ministre des Finances, et je cite –

« *Dir Pravind merci pour so latansion pou bann gran dimounn et continie fer so bon travay pour lepep lor tras Sir Aneerood. Dir li nou contan nou 1000 rroupi enplis.* »

M. le président, les inondations constituent un risque naturel pour la République. La *NDU* et la *Land Drainage Authority*, sous la direction du ministre Hurreeram et les *PPSs*, ont la mission de répondre aux objectifs de gestion des inondations. Le gouvernement central dans sa stratégie nationale de gestion des risques d'inondation, de prévention, d'adaptation et de réduire les risques, se donne les moyens à la hauteur de R 3.8 milliards dans la prochaine année fiscale pour poursuivre le *National Flood Management Programme*. Toutefois, il est important d'insister sur un élément prioritaire, celui de protéger et d'augmenter la sécurité de la population avant tout.

Je suis heureux que les projets de drain à Rodrigues, sous ma direction comme *PPS* notamment à Port Mathurin Phase 2 et Baie Malgache, ont été déjà complétés et sont fonctionnels. Le rehaussement des radiers à Port Sud-Est et Anse Ally a été complété à 94 % et 91% respectivement, un montant de R 132 millions est prévu dans ce présent budget. Je souligne la nécessité de répondre aux nombreux besoins de la population de Rodrigues et de la nécessité de continuer le bon travail. Je tiens à féliciter les travailleurs à Rodrigues qui façonnent le paysage de Rodrigues de par leur savoir-faire professionnel.

C'est avec fierté que je confirme que nous poursuivons dix autres projets prioritaires, qui sont déjà en stage d'appel d'offres pour *consultancy services for design and supervision*, notamment à –

- (a) Port-Mathurin Phase 3, y compris les travaux de drain de Pte Canon à Fond La Dignes pour protéger les habitants de Fond La Digue dont certains habitants ont même subis des glissements de terrain. En passant, est-ce que les R 400 millions prévue pour les réhabilitations de glissements de terrain concernent aussi Rodrigues?
- (b) le rehaussement des radiers à –

- i. Mourouck dont un des traversés est en état d'effondrement ;
- ii. Pistaches par rapport au Collège de Pistache ;
- iii. Baie Topaze sur la route centrale et en amont pour protéger et désenclaver les familles à l'intérieur du village ;
- iv. Grande Baie, Baie Diamant, Anse Pantia, Baie Du Nord, Rivière Cocos sur la route centrale, et finalement

(c) Projet de drains à Anse Aux Anglais, Quatre Vents, Dans Darisse et Accasia.

M. le président, il est bon de noter que le ministre Hurreeram, sa délégation y compris la *Land Drainage Authority*, et moi-même, nous avons effectué des visites récemment dans tous ces sites à Rodrigues.

Je voudrais aussi au nom de Rodrigues, les communautés villageoises, les villageois de Grande Baie Rodrigues et en mon nom personnel, remercier le PM et le gouvernement Indien pour le financement additionnel pour les petits projets de développement à Rodrigues au coût de R 19 millions sous le *Indian Grant Assistance for Small Development Projects* dont le Premier ministre a lui-même présidé une rencontre sur l'accord de principe de ce projet.

Je suis heureux de constater que mes trois propositions faites en tant que PPS pour Rodrigues ont été retenues et seront implémentées par la Commission du Développement Communautaire à Rodrigues et de l'environnement sous la direction de mon ami, l'adjoint au Chef Commissaire, M. Franceau Grandcourt, notamment sous l'item –

- a. Préparation aux catastrophes - réhabilitation et réparation des centres communautaires et des centres de refuges au coût de - R 8 millions ;
- b. Énergies renouvelables – l'installation de 100 lumières publiques solaires tout au long des routes autour de l'île au coût de R 3 millions, et
- c. développement communautaire – l'installation d'une ferme solaire photovoltaïque communautaire à Grand Baie, Rodrigues au coût de R 8 millions.

M. le président, j'accueille favorablement les R 100 millions sous le *COVID-19 Projects Development Fund* pour la construction des routes à Rodrigues. Par contre, je suis peiné de voir l'annulation injustifiée par le nouveau gouvernement régional de trois projets de

routes : le *ring road* à l'hôpital de Crève-Cœur, la route de Cyganges et Pavé La Bonté, déjà lancés sous le gouvernement régional OPR sortant.

M. le président, je tiens de nouveau à exprimer ma gratitude envers le gouvernement central qui continue de soutenir le développement de Rodrigues malgré le contexte économique difficile. Ce budget pour un montant de R 6.638 milliards pour Rodrigues, dont

—

- (i) R 3.765 milliards pour l'Assemblée régionale ;
- (ii) R 1.025 milliard pour le budget de développement qui n'a pas augmenté en comparaison à l'année dernière ;
- (iii) R 297 million des autres ministères et organisations, pour la police et la NEF ;
- (iv) R 340 millions des Fonds du Covid-19 - *Projects Development Fund* et le *National Resilience Fund* ;
- (v) R 504 millions des dépenses centralisées au ministère des Finances, et
- (vi) R 597 millions des corps paraétatiques et autres, ont été prévus pour Rodrigues.

Il est à noter que le Chef Commissaire de Rodrigues actuel a présenté son discours du budget de l'Assemblée régionale de Rodrigues avec les mesures et actions.

M. le président, le 4 mars 2021, l'honorable ministre des Finances avait procédé à la pose de la première pierre pour le *Technopark* de Baladirou à Rodrigues en la présence du Chef Commissaire d'alors, Louis Serge Clair, GCSK. Je dois souligner que l'objectif du projet vise à promouvoir la culture d'entreprise dans le secteur de l'informatique à Rodrigues grâce à la mise en place d'une plateforme pour le développement d'entreprises basée sur la technologie et la création d'emplois rémunérateurs pour la jeune génération Rodriguaise. Et au passage, une Assise de la recherche et de l'innovation sera organisé en fin de juillet à Rodrigues par le ministère des TIC sous la direction de l'honorable Balgobin, l'Assemblée régionale et le *MRIC*.

Après une provision de R 170 millions pour l'année financière de 2021-2022, ce présent budget prévoit une somme de R 125 millions pour l'achèvement du Parc Technologique à Baladirou au début de l'année 2023. Ce sera un projet historique et le premier bâtiment intelligent emblématique pour Rodrigues.

M. le président, je note la continuité du projet de *track-road* pour soulager la population de Rodrigues qui n'ont pas un accès. Un budget de R 100 millions est prévu dans ce budget. Il est important de souligner que l'industrie de la construction sera au ralenti quand même à Rodrigues par mauvais calcul politique. Les travailleurs et surtout les petits entrepreneurs du secteur de la construction seront confrontés à des défis importants dans les mois à venir. On parle de la possibilité des licenciements, de l'interruption des travaux et chômage économique technique de nos maçons, nos murailleurs, nos camionneurs, et certains seront contraints de venir *rod lavi dan Moris*.

Ce sont les résultats du principe de non-continuité des projets et d'une réduction conséquente des revenus pour moins de projets en cours, en comparaison avec ce que prévoyait l'OPR dans la continuité et aussi ceux inclus dans son manifeste électorale : Un Nouvel Horizon - Vers une Transformation Économique et Sociale.

Comme je l'ai mentionné l'annulation des projets de routes à Crève-Cœur, Pavé La Bonté, Cyganges et pire encore, le projet de logement abordable : *enn fami enn toit*, alors que la formule de l'OPR était de donner les clés en main aux familles vulnérables et garantit par l'État pour un emprunt contributive *d'empowerment*. 600 maisons ont été construites par des entrepreneurs locaux par l'OPR. Aujourd'hui, c'est la formule *donn matériaux par tranches ek debrouy twa* aux familles vulnérables au lieu *donn zot lakle dan lamain*.

M. le président, l'OPR, considéré comme le champion de l'environnement à Rodrigues, avait initié de très beaux projets –

- un centre de récupération des matériaux à Roche Bon Dieu ;
- le désengagement des lits de rivière ;
- un système intégré de gestion et de tri des déchets, et
- une usine de traitement des eaux usées à Grenade.

Dans ce budget, je note la provision de R 60 millions pour la mise en œuvre de ces projets environnementaux. Comme je l'ai dit, concernant l'Energie Renouvelable, une ferme solaire de 1 MW sera mise en service à Grenade à Rodrigues pour réduire la dépendance aux combustibles fossiles et réduire les gaz à effet de serre.

M. le président, oui, je suis d'accord que l'approvisionnement en eau reste une priorité élevée pour le développement de Rodrigues. Mais la distribution de l'eau à Rodrigues est de mal en pis aujourd'hui. Certains villages ont reçu de l'eau qu'une seule fois depuis les élections de février dernier, nous sommes à mi-juin. La population attend de voir l'opération

du *Rodrigues Public Utilities Corporation Ltd* et la gestion de R 1 milliard prévue à travers le *MIC*, initié par OPR pour assurer une gestion efficace des stations de dessalement et augmenter leur capacité de production.

Mais un montant de R 36 millions est prévu pour la construction et la modernisation des réservoirs, des barrages et des forages.

M. le président, faciliter les familles de Rodrigues dans l'acquisition des bassins pour le stockage d'eau domestique reste une priorité. Le *Rain Harvesting Scheme* sera renouvelé pour tous les ménages éligibles. J'espère que la fourniture de pompe à eau aux ménages sera aussi étendue aux familles vulnérables à Rodrigues ayant des difficultés de par le positionnement de leurs maisons vu la topographie de Rodrigues.

Je note la continuité et le prolongement de la subvention sur le forfait spéciale vacances à Rodrigues et la subvention sur les billets d'avion jusqu'en septembre 2023 au bénéfice de notre industrie touristique, très affectée par la pandémie Covid-19.

M. le président, le coût de la vie à Rodrigues est plus élevé à titre de comparaison qu'à Maurice. Dans une même République, la population de Rodrigues doit trouver des moyens additionnels pour payer le coût du fret entre Maurice et Rodrigues. Je salue quand même la continuité du rabais de 20% sur le coût du fret entre Maurice et Rodrigues annoncée l'année dernière. Mais je plaide pour un ajustement à un meilleur taux pour soulager la population de Rodrigues face à l'augmentation du coût de la vie à Rodrigues. Je crois que c'est encore faisable.

M. le président, nos produits agricoles et de l'élevage sont réputés en termes de qualité et de goût. Je plaide pour que Rodrigues continue à augmenter son taux de production ; il est très important d'augmenter la production à Rodrigues. Et que l'État Mauricien garanti un quota préférentiel sur Rodrigues dans le secteur de l'élevage et agricoles dans une stratégie de soutien à notre économie locale. Je note avec satisfaction les différentes mesures annoncées par l'honorable Ministre Gobin toujours en partenariat avec la Commission de l'agriculture dans l'intérêt de Rodrigues et l'esprit de l'autonomie sur les prix garanti d'achat d'oignons Bella Rose à R 50,000 la tonne, d'ails, R 20 millions pour l'opération d'un abattoir entre autres. Je me souviens d'un *PPP* pour l'opération de cet abattoir.

À Rodrigues, les 1,504 pêcheurs toucheront les R 5,000 pour l'achat des matériaux pour la fabrication des casiers à poissons. Ils auront aussi l'augmentation de l'allocation du

mauvais temps qui passe de R 475 à R 575 par jour et de l'aide pour l'acquisition des bateaux semi industriels à la hauteur de R 6 millions par les coopératives de pêche.

M. le président, l'OPR avait bien compris que les pêcheurs ne peuvent pas assumer à eux seuls l'ensemble des changements nécessaires pour préserver et assurer la santé et la biodiversité de nos lagons, de notre océan et ses ressources. On a créé un des plus grands parcs marins de la République, le *South East Marine Protected Area (SEMPA)* sous le règlement de 2011, couvrant environ 43 km² de zone marine protégée qui s'inscrivent dans la vision de faire de la pêche durable une réalité à Rodrigues. D'ailleurs, j'ai rencontré Olivier Bancoult la semaine dernière, qui est allé s'inspirer de ce modèle à Rodrigues en vue de la Conférence des Nations unies sur les Océans 2022 : Sauver l'océan, protéger notre avenir, à Lisbonne, Portugal du 27 juin au 01 juillet, dans son combat pour Chagos.

J'apprécie que tous les régimes d'aide aux secteurs agricole, la pêche, celui de l'élevage à Maurice seront étendus à Rodrigues concernant toutes les mesures annoncées et applicables. De ce fait, je vais renforcer le bureau du CAB à Rodrigues en particulier avec le concours de l'Assemblée régionale, la Banque de Développement, un partenaire clé du développement de Rodrigues, l'EDB, le FAREI comme annoncé par le ministre Gobin pour vulgariser et faciliter les explications et l'accès de ces facilités nationales à la population de Rodrigues.

M. le président, le projet de construction d'une nouvelle piste d'atterrissage de 2100 mètres de long et 45 mètres de large était estimé d'environ R 4 milliards qui devait être construite à Plaine Corail à Rodrigues pour accueillir des avions Néo-Types A 320/321 et qui devrait être financée par l'Agence française de développement (AFD). Ma question : est-ce que le ministre des Finances peut nous éclairer, si ce grand projet initié par l'OPR reste encore d'actualité vu que rien n'a été mentionné dans ce présent budget ?

Je saisis de cette opportunité pour informer la Chambre que la relocation de 15 familles, 4 postes de pêcheurs, 1 hangar de moteur des habitants du village de Sainte Marie, Pointe Corail, et du village de Bangelique ont été presque complétés et les 11 non-résidents exerçant des activités agricoles à proximité de l'aéroport aussi ont été complétés.

M. le président, avec un sentiment de révolte, j'aimerais parler sur la drogue. Je note un accroissement inquiétant du trafic de la drogue à Rodrigues ces derniers temps. Je constate que Rodrigues n'a pas échappé aux dangers et méfaits des drogues, qui vraiment prennent une dimension sans précédent à Rodrigues quand je regarde les statistiques de la police. Tout

récemment, l'ADSU de Rodrigues, à qui je saisis de cette occasion pour leur féliciter pour le travail remarquable qu'ils ont réalisé dans le combat contre la drogue à Rodrigues, ils ont saisi de l'héroïne à Rodrigues.

Je condamne sévèrement ces actes criminels envers la société rodriguaise. Je m'adresse à ces barons de la drogue : ne prenez pas notre gentillesse, notre patience, notre tolérance comme une faiblesse. Ne venez pas salir et pourrir notre société surtout notre jeunesse Rodriguaise avec vos pourritures, *zot pena zot place dan Rodrigues*, notre magnifique pays. Ne faites pas de notre paradis Rodrigues une île pourrie.

En passant, j'ai bien écouté la révélation du commissaire de la Jeunesse et des sports à Rodrigues, M. Ravina en live sur *Facebook*, qui a déclaré détenir des informations sur la drogue à Rodrigues. J'invite le commissaire à les dénoncer formellement.

M. le président, je suis d'avis qu'il faut renforcer par tous les moyens possibles les services de la police, les services des douanes à Rodrigues pour protéger la société Rodriguaise contre ces trafiquants et malfaiteurs. Les soutiens aux ONG restent prioritaires par rapport à l'éducation préventive et la prise en charge des toxicomanes ou personnes vulnérables dans la solidarité. Je fais un appel pour que ce combat demeure la responsabilité commune et partagée de tout un chacun, il faut déclarer la guerre totale contre le trafic de la drogue à Rodrigues et il faut démanteler et stopper leurs actions.

M. le président, sur le volet politique, pour la première fois, les résultats des élections régionales ont été prononcés le même jour du scrutin. Je pense que nous devons maintenant accentuer notre réflexion sur le vote électronique pour des résultats plus rapides. Je voudrais, sans trop m'attarder, évoquer certaines inquiétudes de gouvernance des affaires de Rodrigues sans pour autant vouloir faire de la politique politicienne.

M. le président, il y a certes un nouveau gouvernement régional, mais j'ai le sentiment que mon île Rodrigues traverse encore une fois une période bouleversante de son histoire comme en 2006, 2010. En 2010, j'avais souligné dans mon discours inaugural que je cite –

« ... nous sommes témoins d'une politique dictatoriale, de démantèlement et de non-respect de la fonction publique par une politique de répression, de terreur, de frayeur, d'intimidation et d'harcèlement. »

De plus, je peux vous le dire, les vers sont dans les fruits.

Rodrigues est à nouveau en face à un cri de renaissance, de reconquête, de ressuscitation sociétale pour ramener de la stabilité dans le pays à travers un redressement certes avec quelques nouvelles leçons pour le faire avancer. *Zafair pa bon ditou à Rodrigues*. C'est la désillusion dans le pays, face aux rêves vendus, pour améliorer le bien-être de la population et apporter plus de développement, en commençant par les pêcheurs, les familles pauvres ou vulnérables, les travailleurs des chantiers comme j'ai mentionné auparavant, les *ti-contracteurs*, les fonctionnaires, entre autres.

M. le président, Rodrigues ne peut pas être gouverné dans l'instabilité et le désordre. L'OPR avait bien prévenu la population des dangers qui les guettent. Eh bien, voilà les tristes réalités. Ce n'est plus un secret pour personne à Rodrigues, le peuple en général ne croit plus aux intentions martelées pendant la campagne électorale pour le changement. Le pays est divisé sur la base de certaines idéologies politiques qui ne fait pas honneur aux valeurs de notre île Rodrigues autonome.

De plus, le désarroi, le silence assourdissant et la complicité de ce parti national, qui a bafoué ce grand principe républicain de respect électoral envers Rodrigues, aujourd'hui se trouve au bord d'un divorce forcé et prononcé. Je le répète et je sais de quoi je parle; cette alliance gouvernementale se tient que *lor enn brin difil, pou nek tann pak*.

M. le président, au passage je porte le message de l'incompréhension dans la fonction publique à Rodrigues. Je suis leur porte-parole et la voix de ces fonctionnaires. Qui ne se souvient pas du fiasco et de l'amateurisme de la récente campagne promotionnelle touristique à Maurice et celle de la Réunion ? Sans précédent et du jamais vu à Rodrigues.

Que voit-on en général, sans faire de la politique politicaille, mais par rapport à la bonne gouvernance ?

- a. une dégradation de l'éthique de la fonction publique et de la mauvaise gouvernance, des journalistes qui ont accès à des réunions officielles en présence des fonctionnaires pour ensuite diffuser la réunion en live sur *Facebook* ;
- b. quelle image et non-respect avec les squatters illégaux, illégitimes dans certains bureaux, oui des individus qui squattent des bureaux publiques dans des commissions sans aucune autorisation officielle, et on me signale qu'ils ont même accès à des dossiers ;

- c. la discrimination inacceptable et politisation à outrance concernant les services de l'État et quelqu'une m'a rapporté « *reunion inn fini fer, inn dir ki bann OPR ek zot generation pa pou gagn travail dan sa pay la, tou pou bizin kit pay alle* » ;
- d. des attaques sans fondements sur le bureau du *Prosecutor* et de la Police et le non-respect des principes de la séparation de pouvoirs dans notre démocratie. D'ailleurs, je rassure ces officiers, comme le Premier ministre l'a dit, la Police a son soutien et celui du gouvernement pour leur bon travail et mon soutien d'ailleurs aussi malgré que certaines brebis galeuses ne font pas honneur à leurs uniformes et le service.

M. le président, tout en respectant le fonctionnement démocratique à Rodrigues, je fais un pressant appel de bon sens de l'autorité régionale. Il faut absolument redresser Rodrigues avant qu'il ne soit trop tard.

M. le président, je sens l'appel presque sacerdotal et je me donnerai la lourde responsabilité qui s'impose pour réconcilier ce peuple de Rodrigues par un processus de fraternité social et politique. La nouvelle génération de politiciens de Rodrigues, comme nous demande le Pape François, doit réhabiliter la politique qui est une vocation très noble, une des formes les plus précieuses de la charité, parce qu'elle cherche le bien commun et non son bien personnel ou individualiste. L'avenir, la force et l'unité de notre île Rodrigues autonome résident dans le savoir vivre et de l'unité de son peuple. Je serai un garant de cette démarche patriotique pour bâtir une meilleure île Rodrigues de demain.

M. le président, avant de conclure sur le volet de Rodrigues, avec votre permission, je voudrais, au sein de cette auguste Assemblée, rendre un hommage à Serge Clair, ancien ministre et Chef Commissaire de Rodrigues pour sa retraite politique.

Seule la ténacité, la détermination, le sacrifice et la ferme volonté d'un grand homme politique Rodriguais, au côté du peuple de Rodrigues, parfois incompris, a permis à faire reconnaître Rodrigues et son combat pour que Rodrigues accède au statut d'île autonome au sein de la République Mauricienne avec fierté et dans la solidarité. Le père de l'autonomie de Rodrigues, qui a su donner une place de choix à nos valeurs humaines, culturelles et identitaires.

Je crois que c'est avec un sens du devoir accompli pour lui qu'il prend sa retraite. D'ailleurs, j'en suis très reconnaissant, car moi-même d'être ici comme un pur produit de

l'OPR est le fruit de l'école et de la volonté politique de Serge Clair. À Rodrigues depuis 1976, Serge Clair, inspiré de sa foi chrétienne, a éduqué le peuple avec ses visions : '*Nou kapav ; pas kont lor manze ki sorti deor me kont lor manze ki sorti dan nou later, guet Rodrig dan 10, 15, 20, 25, 50 ans.*'

Aujourd'hui après ses 46 ans d'engagement politique au côté du peuple de Rodrigues et de son développement, 20 ans passés dans cette auguste Assemblée, M. le président, c'est avec une grande fierté et du devoir accompli que Serge Clair a pris sa retraite politique mais toujours présent pour nous accompagner et guider.

Je connais très bien son admiration et respect pour ses amis parlementaire qu'il a côtoyés ici comme ministre et député et aussi comme chef commissaire, en particulier, le Premier ministre, Pravind Jugnauth, et le défunt Sir Anerood Jugnauth du MSM, sa reconnaissance pour Paul Bérenger, leader du MMM et Navin Ramgoolam, leader du PTR, par rapport à leurs engagements pour Rodrigues. Il n'arrête pas de me le rappeler à chaque fois qu'on se voit pour discuter sur la chose politique.

Je voudrais, ici, de son vivant, dans cette Chambre, lui dire un grand merci et bravo à Serge Clair. Rodrigues *kontan ou et nou pou touzour kontan ou*. Rodrigues restera très reconnaissant envers vous et votre engagement. Bonne retraite politique à vous au côté de votre épouse Danielle et vos enfants. Vous pouvez compter sur nous pour l'avenir de Rodrigues et ses enfants de demain et *nou pou revini*.

M. le président, pour conclure, au nom de Rodrigues, je tiens à remercier et féliciter le ministre des Finances, l'honorable Dr. Padayachy, et tout son équipe au niveau des Finances aussi bien que la population en général pour ce présent budget : « Avec le Peuple, Pour le Peuple ». Continuons à aller de l'avant ensemble vers une approche inclusive, qui est l'approche même de la vision quinquennale de ce gouvernement sous la direction du Premier ministre, Pravind Jugnauth.

M. le président, je vous remercie pour votre écoute et votre aimable attention.

(7.24 p.m.)

Mrs A. Navarre-Marie (Fourth Member for GRNW & Port Louis West): Merci, M. le président. Il y a deux ans, la Covid-19 a submergé notre société et cela a révélé d'une part l'incompétence de ce gouvernement, l'appétit gargantuesque et des largesses de ceux au pouvoir et l'opacité de nos institutions, et d'autre part, les inégalités, les injustices et la misère de la population.

La Covid-19 a révélé le caractère criant des inégalités à Maurice. Quoiqu'elle ne peut être considérée comme chose du passé mais une réalité urgente de notre présent et sans aucun doute de notre avenir, il importe de ne pas tout mettre sur son dos. Le gouvernement a pêché par incompétence et en a profité pour plumer davantage la population. Y a-t-il un avenir post Covid-19 pour ce pays avec ce gouvernement ?

M. le président, le pays a besoin d'une reprise durable et d'une réforme économique durable. Le pays a besoin d'un développement inclusif qui se traduit par l'équité et l'égalité des chances. Cette reprise exige que le gouvernement reconnaisse que les structures et les politiques qui sont pratiquées sont injustes et ont à bien des égards conduit à une situation économique et sociale catastrophique.

À travers le monde, les gouvernements adoptent des mesures pour soutenir leur population et s'attaquent à la racine du problème. On ne guérit pas le cancer avec du panadol. *We cannot allow ourselves to resume what was, we must reimagine what can be.* Le gouvernement a raté une occasion de réinventer nos systèmes sociaux et économiques et de mettre l'équité et la transparence au cœur des préoccupations.

Le panier de la ménagère coûte cher, très, très cher. Il faut aujourd'hui déboursier plus pour faire ses courses. Les Mauriciens peinent à remplir leur *tant bazar*. Au supermarché, on n'achète que le bas de gamme. Des familles ne mangent qu'un repas par jour. Savez-vous, M. le président, que le carnet de *ration* a refait surface parce qu'au supermarché, on ne peut acheter qu'au kilo alors qu'à la boutique du coin on peut acheter à la livre ; parce qu'au supermarché, on ne peut acheter à crédit alors que le boutiquier du coin peut vendre à crédit ?

La pauvreté est telle que la pension des personnes âgées représente aujourd'hui une roue de secours pour bien des familles. Beaucoup se fient à la pension de leurs aînés pour essayer de finir le mois ou à payer des dettes. Alors que les familles peinent à joindre les deux bouts, la ministre de l'Égalité du genre ne trouve rien de mieux que de proposer des promotions pour des séjours à l'hôtel. C'est de l'indécence, M. le président.

La hausse des prix des carburants, la poussée inflationniste et les augmentations brutales du coût de la vie exercent et continueront d'exercer une pression sur les ménages si le gouvernement s'obstine à refuser de baisser le prix de l'essence et du diesel, élément déclencheur des augmentations des prix.

R 1,000, c'est donné un œuf pour un bœuf car R 1,000 est vite englouti avec l'achat de deux sachets de lait. Le gouvernement a les moyens de donner plus. Mon jeune collègue parlementaire, l'honorable Uteem, en a donné les chiffres et en a donné les preuves.

Les mesures énoncées dans le budget ne sont pas en mesure de soulager la population dont le pouvoir d'achat se rétrécit comme une peau de chagrin, ni de soulager la souffrance des gens qui perdent leur emplois, ni de récompenser nos professionnels de la santé surchargés de travaux mais sous-payés, ni d'aider les petites entreprises contraintes de fermer boutique.

M. le président, l'équité au cœur des préoccupations. Cela s'applique particulièrement à notre système éducatif. L'éducation doit être réinventée. Notre secteur éducatif requiert une refonte systémique, une réorientation complète et une transformation totale. Le système est tel qu'il ne répond plus aux attentes et aux besoins du pays. Je ne cesserai de faire le plaidoyer pour une assise de l'éducation regroupant tous les partenaires éducatifs. Le ministre se targue de son augmentation de 1 milliards dans le secteur. Mais cette somme va être engloutie dans les dépenses courantes et non pas à un *re-engineering* de ce secteur.

La Covid-19 a démontré les faiblesses criantes de notre système éducatif. L'apprentissage en ligne a créé des inégalités et des enfants ont malheureusement décroché car ils n'ont pas eu accès aux technologies ou les compétences pour suivre les cours en ligne. Des enfants qui sont censés être dans les salles de classe se retrouvent dans la rue, sur les bords des plages et des rivières. Le fossé se creuse dangereusement entre les enfants riches et les enfants pauvres. Cette situation, M. le président, est une bombe à retardement. Le pays s'assoit sur une poudrière. Il est urgent de recenser le nombre d'enfants qui ont décroché, ceux qui ont du retard à rattraper et les repêcher tant qu'il est encore temps. Dans le cas contraire, ce sera une génération perdue. *A lost generation*.

M. le président, le problème du logement est aigu. Même des personnes qui ont un emploi n'arrivent pas à trouver une maison. Allez faire un tour un dimanche après-midi dans certaines régions de la capitale. Vous serez étonnés de voir le nombre de personnes qui travaillent en jour de semaine mais qui sont contraintes de dormir sous des cartons sur le sol dans nos rues. Il y a même des personnes âgées ! Comme l'année dernière et l'année précédente, le ministre annonce la construction de 12,000 logements sociaux, je cite le paragraphe 50 du Budget 2021-2022 –

« L'année dernière nous avons pris l'engagement d'investir dans 12,000 logements sociaux. »

Cette année, au paragraphe 279, je cite –

« Nous avons pris l'engagement de fournir un logement décent à 12,000 familles. »

Et il est contraint d'admettre au paragraphe 280 que la construction n'a même pas commencé. Alors que le ministre annonce le début des travaux dans deux mois, c'est-à-dire en août 2022, l'année dernière, le ministre annonce au paragraphe 52, la fin des travaux de 1,285 logements sociaux à Mare Tabac, Dagotière, Mare d'Albert et Gros Cailloux, et le début de construction de 2,025 logements sociaux supplémentaires à Wooton, Cascavelle, Baie du Tombeau, La Valette, Plein Bois, Argy, Mon Goût, Bassin et Petit Bel Air en 2021-2022. Il vient avouer aujourd'hui que les travaux vont débiter dans deux mois seulement. Nouvelle annonce de livraison de 485 unités de logements à Wooton et Mare d'Albert et la construction de 1,273 unité de logements à Mon Goût, Malherbe et La Valette. Encore une fois, des effets d'annonce. Pendant ce temps, la population a été et continue d'être bernée, comme dirait l'autre, *met ene lordre dans zot menti*.

Tout cela, c'est pour créer l'illusion que le projet de construction de logements est dynamique alors qu'il n'en est rien. La construction n'a même pas débuté selon l'aveu du ministre. Ce gouvernement vend du rêve à la population alors que le pays doit être construit sur du concret. Même chose pour le *Land Drainage Programme*, plusieurs régions sont cités mais pas grand chose a été accomplie à ce jour.

M. le président, je vais maintenant aborder le sujet femme et enfant. Des enfants sont placés dans des *shelters* pour des raisons que l'on sait. Certains de ces enfants sont placés dans des familles d'accueil, et ils ont une allocation mensuelle de R 8,000. Ils sont ce que j'appellerai les oubliés de ce budget. Cette année, il n'y a eu aucune considération pour ces enfants. Malgré le coût de la vie, ils ne bénéficieront pas, ne serait-ce qu'un minimum d'ajustement dans leurs allocations.

Et au 8 juin cette année, les allocations de mai et d'avril n'avaient pas encore été payées aux familles. J'avais soulevé la question de *tardy declaration*, j'avais soulevé la question des enfants accueillis dans des familles ou dans les *shelters* et qui ne sont pas déclarés à l'État civil. Mon jeune collègue parlementaire, l'honorable Uteem, et moi-même avons déjà soulevés ce problème au Parlement. Les procédures administratives sont lourdes.

Des fois, la police déclare ne pouvoir retracer le ou les parents pour les procédures, ce qui est inimaginable pour un petit pays comme le nôtre.

Entre-temps, M. le président, ce sont les enfants qui sont pénalisés. Ils n'ont pas accès aux services car au nom de la loi, ils n'existent pas. On ne peut pas pénaliser les enfants pour des fautes qu'ils n'ont pas commises. Il faut trouver une solution pour les faire déclarer et instituer un *fast track* au bureau du Premier ministre. Si les parents ne nous donnent pas signe de vie après un moment donné, pourquoi ne pas permettre leur déclaration par ceux qui les ont pris en charge ?

M. le président, l'année dernière, le discours du budget avait annoncé des amendements à la *Protection from Domestic Violence Act*. Mais jusqu'ici, rien. Pendant ce temps, les femmes continuent à perdre la vie sous les coups de leurs bourreaux, des actes de femicide continuent allègrement. Alors que les femmes sont victimes de violence conjugale, alors que des enfants sous l'emprise de la drogue ou de l'alcool tuent leurs parents, les vols ou les viols, des suspects sous la garde policière font l'objet de torture sadique de la part de ceux qui sont censés de protéger le public.

Ce matin, alors que le leader de l'opposition évoquait les tortures et humiliations subies par des humains aux mains de la police, certains *back benchers* ont rigolé. Si seulement ils pouvaient pendant un seul moment imaginer qu'un des leurs soit victime, ils ne ricaneraient pas. Mais je ne leur souhaite pas ces humiliations.

Le pays va mal, M. le président, et même très mal. En annonçant des mesures budgétaires pour la police, le ministre remue le couteau dans la plaie. Il aurait été plus approprié d'annoncer des mesures contre des brebis galeuses de la police tout en reconnaissant que l'on ne peut pas mettre tous les policiers dans le même panier.

La violence dans nos écoles, même nos jeunes écoliers et étudiants ne sont pas épargnés par la violence en milieu scolaire. Dans un établissement scolaire, un collégien est agressé par un autre. Une adolescente est ruée de coups en pleine rue. Blessés à l'école, deux enfants subissent l'ablation de leurs testicules. Le pays va mal. Nous vivons un malaise social, un mal-être généralisé.

M. le président, dès novembre 2012, le *National Economic and Social Council* avait publié un rapport intitulé *Indiscipline and Violence at Schools* avec des recommandations très précise. Ne pourrait-on pas nous en inspirer et mettre de l'argent nécessaire pour la mise en

œuvre de ces recommandations ? Je ne voudrais pas jouer aux prophètes de malheur, mais cette situation est inquiétante pas seulement à l'avenir mais aujourd'hui déjà.

M. le président, sous le chapitre de l'égalité du genre, un prêt de R 100,000, *interest free* a été annoncé dans le dernier budget destiné à soutenir l'entrepreneuriat des femmes par la Banque de Développement. La même chose pour le *Covid-19 Special Support Scheme* à hauteur de 1 million de roupies. Combien de femmes entrepreneurs en ont bénéficié ?

Est-ce que le projet a été suffisamment galvanisé ? Combien d'entre elles ont d'autre part été contraintes de fermer boutiques ? Les mêmes mesures avaient été annoncées pour les pêcheurs. Encore une fois, les mêmes interrogations. Est-ce que les mesures ont été suffisamment galvanisées auprès d'eux ? Quelles en sont les retombées ? L'année dernière, M. le président, le ministre avait même annoncé un programme d'Amnesty au Paragraphe 169, et je cite –

« Pour les pêcheurs qui ont des difficultés à rembourser des prêts en souffrance depuis longtemps. »

Je me pose les mêmes questions : combien de pêcheurs en ont bénéficié ? Est-ce qu'il y a eu une campagne d'information ? Mais cela n'est même pas nécessaire, M. le président, car les données sont déjà disponibles à la banque. Il suffisait de rayer ces dettes.

Selon mes informations, les veuves continueraient à rembourser ces dettes. C'est difficile pour elles car elles continuent à tirer le diable par la queue. Cette année dans son discours le ministre annonce sous le chapitre économie bleu et pêche, une augmentation de 50% sur la subvention pour l'acquisition des navires de pêche semi-industriels par les coopératives enregistrées. Serait-ce encore une fois pour créer un effet d'annonce ? Cette mesure, M. le président, avait déjà existé auparavant. Dans son dernier rapport, le PAC déplore que sur quatre bénéficiaires de l'aide financière, seul deux avaient acquis un bateau pleinement opérationnel. Aucune société coopérative des pêcheurs n'a bénéficié du programme après 2017-2018.

Le PAC constate l'absence d'une stratégie de communication appropriée, de sorte que seuls quelques pêcheurs étaient au courant du programme et que seul sept coopératives de pêche sur 100 ont manifesté un quelconque intérêt pour le programme.

M. le président, un des *concerns* de la communauté des pêcheurs est le fait que certains officiers véreux - je dis bien certains - se servent gratuitement des meilleures prises après que les pêcheurs aient passé plusieurs heures en mer au risque de sa vie.

Il y a des *log books* mais les entrées se font à la main et il a été constaté qu'il existe plusieurs anomalies dans ces *log books* et le PAC l'a déploré dans son dernier rapport. C'est pourquoi il avait été conseillé de faire l'acquisition des équipements appropriés pour le *electronic reporting*. Il serait souhaitable que les procédures pour l'acquisition des appareils électroniques se fassent dans le meilleur délai pour assurer la transparence sur ces prises.

M. le président, le discours du budget, comme l'année dernière, consiste à essayer de créer un *feel good factor* à la population. Comme l'année dernière, les noms de plusieurs régions de chacune des 20 circonscriptions ont été cités. En fait, c'est jeté de la poudre aux yeux. C'est une grande fumisterie, et comme l'année dernière, les projets mentionnés seront loin d'être réalisés et la population n'est pas dupe. Le problème d'inondation reste entier, le problème de logement, le problème de la distribution d'eau 24/7, la précarité de l'emploi parmi nos jeunes, le chômage, le coût de la vie, les enfants qui perdent leurs repères, le problème de la drogue dure ou synthétique, la violence conjugale, les institutions budgétivores qui bouffent des millions et des millions de roupies mais qui sont toutes sauf efficaces et transparentes. Des institutions qui sont à la solde du pouvoir, la population en a assez. Alors que la discrimination est devenue plus visible et plus criante, le peuple se lève pour appeler au changement. Ils se rassemblent pour contester la misère, le *dominer* et la discrimination. Parlant des incidents qui ont secoué le pays le 22 avril, le Cardinal Maurice Piat dit ceci dans son homélie du 1^{er} mai, et je cite –

« La population est découragée, angoissée et même en colère devant les augmentations de prix brutales. Les gens sont tracassés dans leur tripe, il faut comprendre ce qu'il y a derrière ces désordres et ces cris. »

Mais, M. le président, ce gouvernement est incapable de comprendre ce qu'il y a derrière ces désordres et ces cris. Ce gouvernement a échoué et est incapable de prendre des mesures pour réduire les écarts entre les riches et les pauvres et éviter les tensions sociales et le budget qui nous est présenté le démontre amplement. Le gouvernement continue dans son incompétence et il serait temps de retourner le pouvoir au peuple.

Je vous remercie.

Mr Speaker: Hon. Members, I will now suspend for one hour.

At 7.49 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 9.01 p.m. with the Deputy Speaker in the Chair.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Please be seated.

Hon. Minister Balgobin.

The Minister of Information Technology, Communication and Innovation (Mr D. Balgobin): M. le président, face aux grands défis de notre temps, pensons à notre population dont l'avenir est le véritable enjeu de nos débats aujourd'hui.

Ce budget vise principalement, grâce à des mesures sociales, à préserver le pouvoir d'achat contre les effets de l'inflation, encourager et assurer notre sécurité alimentaire, créer plus d'emplois et de la prospérité pour les mauriciens. Il s'agit d'un budget axé sur le peuple, pour le peuple ! Ce sont des mesures exceptionnelles en ce moment de transformation mondiale vers une économie encore plus solide et prospère.

Je dis bravo à mon cher collègue et Grand Argentier, l'honorable Dr. Padayachy, pour avoir abattu cette immense tâche sous la férule de l'honorable Premier ministre, Pravind Kumar Jugnauth. Il a su mobiliser les ressources nécessaires pour soutenir et soulager l'ensemble de nos citoyens, malgré toutes les difficultés que nous traversons.

Ce budget donne force à l'engagement que l'honorable Premier ministre formulait au début de notre mandat ; celui d'investir dans l'humain ! Ceci dit, attelons-nous au travail pour construire l'île Maurice de demain et réaliser notre objectif économique.

Ce gouvernement, dirigé par un Premier ministre déterminé et bien inspiré, est aujourd'hui plus fort que jamais. Notre mission est historique, car elle est sans précédent, face à une pandémie qui perdure et la guerre russo-ukrainienne qui a déstabilisé l'ordre mondial.

M. le président, comme l'a si bien dit Nelson Mandela lors de son discours d'investiture le 10 mai 1994 –

“We know it well, that none of us, acting alone can achieve success.”

Et devant chaque difficulté, au lieu de baisser les bras, nous sommes revenus à l'essentiel et nous y puiserons une énergie plus grande, vigoureuse et puissante. Comme une équipe soudée, nous ne laisserons pas un seul instant tous ces aléas nous décourager. Loin de là ! Nous sommes dévoués en tant qu'élus et travaillons toujours dans l'intérêt de chaque citoyen de notre République.

Mais, M. le président, de l'autre côté de la Chambre, les autres élus ne l'entendent pas de cette oreille. Tels des pessimistes qui ne réalisent pas l'urgence de la situation et les

moyens que nous avons dû déployer durant ces deux dernières années. Ils n'ont malheureusement pas mieux à faire que de la récupération politique, des fois même sur les malheurs des autres ! Certains, et ce sont les mêmes, avec leurs discours habituels et lassants, pendant plus d'une décennie, diront encore une fois –

« un budget *fizette, confetti*, rechauffé, du bluff, entre autres. »

Comme disait Voltaire, M. le président –

« On parle toujours mal quand on a rien à dire » !

C'est dommage, car leurs arguments sans fondements démontrent une opposition atrocement affaiblie, qui, contrairement à ce qu'elle veut faire croire, n'a pas d'entente, ni d'espoir et encore moins d'avenir !

Ce budget, M. le président, fait la part belle à toutes les classes confondues et démontre notre proximité permanente avec nos citoyens. Nous sommes et serons toujours un gouvernement à l'écoute, responsable et qui agit.

M. le président, j'ai suivi certains débats budgétaires dans quelques pays, par exemple la Nouvelle Zélande, en passant par Singapour ou encore la Guyane et la Jamaïque, entre autres. Tous les gouvernements ainsi que les parties de l'opposition, dans tous ces pays-là, reconnaissent que la réalité planétaire causée par la pandémie, ou pour certains, également la montée des prix des commodités liée à la guerre en Ukraine mais il me semble que Maurice est le seul pays au monde où nous avons une opposition qui nie cette réalité, ou fait semblant de ne rien comprendre et ne fait que de la politique politicien. Ils sont coupés de la réalité, M. le président.

Un peu plus tôt, l'honorable Uteem, qui n'est pas là ; d'ailleurs l'opposition en entier, dans l'ensemble est absent presque. L'honorable Uteem lors de son intervention a déploré le fait...

An hon Member: On est là. On est là.

The Deputy Speaker: Je vous vois. Allez y continuez, continuez !

Mr Balgobin: Que trois membres de l'opposition sont présents, M. le président, la population nous regarde. Trois et demie, voilà.

Alors je disais, M. le président, un peu plus tôt, l'honorable Uteem, lors de son intervention, a déploré le fait que le gouvernement n'a rien fait pour baisser les prix des produits pétroliers. C'est justement ce que je viens de vous dire. Ils sont coupés de la réalité.

Or, laissez-moi citer les prix actuels dans divers pays. M. le président –

- (a) Hong Kong - prix de diesel - R 120.57 ;
- (b) l'Angleterre - R 102.20 ;
- (c) l'Allemagne - R 94.14 ;
- (d) la France - R 95.92 ;
- (e) l'Afrique du Sud - R 71.66 ;
- (f) Les Seychelles – R 80.61 ;
- (g) Mayotte – R 76.42 ;
- (h) Singapore – R 93.01, et
- (i) À Maurice – nous sommes à R 54.55.

Et là, il vient de nous dire que nous ne faisons rien. Surement ils vont venir nous dire que dans ces pays-là, le pouvoir d'achat est beaucoup plus élevé que celui de Maurice mais ils omettent délibérément de mentionner les milliards dédiés aux subsides sur les divers produits de bases pour la population. L'État providence trouve tout son sens avec ce gouvernement.

M. le président, les membres de l'opposition ont certainement d'autres préoccupations comme choisir qui sera leur partenaire politique, qui sera leur Premier ministre, leurs habituels *on and off*, *alimer teigne*, leur *cassé ranzé* interminables. Tantôt, ils ont de l'espoir et tantôt, ils sont eux-mêmes en désespoir. Pauvre Nando Bodha dans tout cela ! Il se demande surement, M. le président, “*Dans ki kaless cassé mon al rentré !*”.

M. le président, ce gouvernement est élu démocratiquement sur la base d'un programme bien défini. Et je le précise, démocratiquement, parce que toutes leurs pétitions électorales, à ce jour, ont été un fiasco total! La cour a même qualifié certaines de leurs pétitions comme frivoles, vexatoires ou encore même sans aucune base raisonnable.

Ce programme, M. le président, est notre guide et même dans ce contexte international difficile, ce gouvernement a réalisé les mesures phares que nous avons promises dans notre manifeste électoral 2019-2024 –

- Le rapport *PRB* a déjà été appliqué.
- Les manuels scolaires sont déjà gratuits en Grade 9.
- La pension de vieillesse a triplé en quelques années.

- Le salaire minimal a atteint les R 11,075 aujourd'hui. Ce gouvernement est le premier à venir établir un salaire minimum. On n'oubliera pas que sous le gouvernement d'alors, certaines mères et pères de famille touchaient uniquement R 1,500. Et aujourd'hui l'honorable Shakeel Mohamed vient nous dire que nous ne faisons pas assez. Vous étiez le ministre du Travail, honorable Mohamed ! Le peuple jugera, M. le président.
- Abolition de la taxe municipale, et j'y reviendrai au cours de mon discours.
- La création de 10, 000 emplois dans la fonction publique.
- L'aide pour les soins à l'étranger qui passe à un million de roupies.
- La construction de logements sociaux est sans précédent et les 12,000 maisons promises seront belles et bien livrées et complétées avant la fin de ce mandat.

La liste est longue, M. le président !

Ce gouvernement a démontré par nos actions que notre manifeste n'était pas rempli de phrases creuses mais des intentions fermes que nous avons réalisées. Et ce budget vient encore une fois prouver notre sérieux. Il a été non seulement plébiscité par le peuple mais aussi accueilli favorablement par la communauté des affaires dans son ensemble.

M. le président, avec votre permission, laissez-moi vous citer quelques exemples –

- Business Mauritius: « Le Budget répond à l'ensemble aux priorités identifiées. »
- La Chambre de Commerce et d'Industrie de Maurice : « Nous accueillons favorablement les mesures de ciblage pour les plus vulnérables. »
- La MEXA: « C'est un bilan positif, aligné à nos attentes et nos stratégies. »
- Ernst and Young: « Un budget bon père de famille. »
- L'Association des Hôteliers et Restaurateurs de l'Ile Maurice (AHRIM): « Nous accueillons positivement l'annonce d'un plan d'action pour consolider l'avenir du tourisme. »
- L'Outsourcing and Telecommunications Association of Mauritius (OTAM) : « Il est intéressant de noter la mise sur pieds d'un *Digital Industries Academy* pour la formation des jeunes. »
- Deloitte: « Ce budget, tout en visant la transformation de l'économie, tente également de répondre à la préoccupation immédiate de la population. »

Voilà, M. le président, la communauté des affaires. Toutes ces opinions sont des opinions indépendantes et pas les nôtres, donc pas partisans, M. le président.

Mr Deputy Speaker, Sir, reckoning the challenges facing our country, this Government has worked out a Budget which propounds the remedial measures to effectively deal with them in the short and medium term, including immediate relief to the population.

These measures include –

- Rs3 billion for food security, grants for planters, fishermen, breeders;
- Rs15 billion for social measures;
- Rs5 billion to support SMEs;
- Rs1 billion to be invested in water distribution projects;
- We are also investing in the modernisation of our health system;
- Recruitment of more than 8,000 public officers,
- Rs3.8 billion to continue to pursue the National Flood Management Programme. There is a flashflood of measures, Mr Deputy Speaker, Sir, *qui a noyé l'opposition comme le disait très bien mon ami, l'honorable Ganoo.*

This Government has at heart the aspirations of its citizens and has left no stone unturned to meet their demands and beyond expectations; one of them being the increase in pension benefits. We recognise and value the immense contribution of our seniors. History will recall that there is only one Prime Minister who has taken bold measures to enhance their welfare, that is, hon. Pravind Kumar Jugnauth.

Today, we have an Opposition who is saying that the rise is not enough, the rise is not sufficient? But let me remind them *justement*, when they were in power, what did they say? “*Napa ti ena kass pou mont pension.*” This is what they said. Tears roll down our elderly when they remember the Rs3,622 that they were getting, back in 2014. Stop making a show! We have just seen one episode a bit earlier! People of this country understand your gimmicks!

Mr Deputy Speaker, Sir, a little bit earlier, we heard hon. Shakeel Mohamed saying one thing: that each one of us here, on this side of the House, we only thank our Prime Minister, and we only take his name. As if, we do not think! It is only the Prime Minister who thinks and we just listen! He said this a bit earlier on. But, Mr Deputy Speaker, Sir, he tends to forget. Let us have a look at Hansard for the Budget debates of 2013-2014. Hon. Mohamed was Minister of Labour, and I have it here, Mr Deputy Speaker, Sir. You know how many

times in his speech he mentioned hon. Dr. Navin Ramgoolam? How many times in his speech he mentioned the hon. Prime Minister? I will tell you! 29 times, he said hon. Prime Minister! 6 times, he mentioned –

“(...) hon. Dr. Navinchandra Ramgoolam (...),

Under the leadership of hon. Dr. Ramgoolam (...),

I commend our hon. Prime Minister (...),

I thank our hon. Prime Minister (...).”

Again, in the next paragraph, “under the leadership of our hon. Prime Minister.”

That is only in one Budget debate, Mr Deputy Speaker, Sir! 2013-2014! Because next year, in 2014, *li ti pe rod tiket li osi!* You do not come and say this!

But when we, on this side of the House, we are commending a serious Prime Minister, we are saying that he is a hard worker, we do not say it just for the sake of saying it! It is because we mean it! That is why we say it.

For reference, Mr Deputy Speaker, Sir, Debate No. 31 of 22 November 2013 for his record, because he works only for half an hour a day and then, he leaves.

Mr Maudhoo: He suffers from memory loss!

The Deputy Speaker: No comments!

Mr Balgobin: And he is saying the contrary for us! *Mais il doit se regarder dans le miroir, M. le président.*

Following the Budget presentation, as usual, I met many inhabitants of my constituency. But there is one person whom I met in particular, Mr Deputy Speaker, Sir. I met *tonton* Ramen who is 102 years old and lives at Poste de Flacq. I am sure my colleague hon. Maudhoo will agree with me. Do you know what he told me? 102 years old! He told me that he thanks God that the MSM is in power and that hon. Pravind Jugnauth is our Prime Minister in such difficult times. He says so because at the time of this pandemic, he said many of us would have died of hunger. And this is a typical example of the feelings of many Senior Mauritians listening to us. We did it in 2015 and we are continuing to do so. This is called a caring Government; this is called a responsible Prime Minister; a responsible Minister of Finance. A Government that has the concerns of its citizens to its heart! *Enn vrai gouverneman lepep!*

Same for the Disability Allowance where 10,000 vulnerable people will benefit from this measure. Members on the other side of the House saw these people suffering and did nothing. You saw their tears but you ignored them. Thanks to this Government, these people will finally smile.

Fortunately, this weakened Opposition *inn tas lor poto* in 2014 and 2019. Else, the population *ti pou tas lor poto aköz zot zordi*.

Mr Deputy Speaker, Sir, the abolition of the Municipal Tax is a historic and unprecedented measure which will directly impact hundreds of thousands of citizens. The Opposition's response on hearing the abolition of the Municipal Tax was truly unpatriotic. They dared to cast this measure as an electoral one.

Let us take a trip across history, back in 2006.

(Interruptions)

Mr Ganoo: Down memory lane!

Mr Balgobin: Down memory lane as my very learned friend, hon. Ganoo is saying. In 2006, the last attempt the Government tried to abolish the Municipal Tax. Instead of abolishing the tax, what did they do at that time? They have imposed a new tax across the island by combining the Municipal Tax and Rural Tax into the National Residential Property Tax or as everybody knows it, the Navin Ramgoolam Property Tax (NRPT).

This *coup de massue* would have forced everyone to pay a tax on every square meter of a roof owned. From this past 2005-2010 Government, Mr Deputy Speaker, Sir, it is good to know that there are only three hon. Members who are present in the Opposition today, namely hon. Duval, hon. Dr. Boolell and hon. Mohamed. During the Budget debates of 2006-2007, they could not even utter a single word to defend the NRPT because they did not have the moral stand to support such an unwarranted measure. The then Prime Minister and the then Minister of Finance, the duo Navin and Rama were so obsessed to hammer the inhabitants of the rural areas that they came back again in the Budget 2007-2008 with a lighter version of the NRPT or let me now frame it as Navin-Rama Property Tax.

Again, in the Budget debates 2007-2008, not a single word these three Members uttered in their speech out of shame because they knew that they could not face their constituents when they go out of the Parliament. Because hon. Mohamed was MP of Constituency No. 13, Rivières des Anguilles/Souillac and hon. Dr. Boolell was an elected

Member of the Constituency No. 11, Vieux Grand-Port/Rose-Belle. They could not go to meet those people in the rural areas; this is probably why they had to run away from these Constituencies, Mr Deputy Speaker, Sir.

On the contrary, this Government had the courage to put at par citizens of urban and rural areas by abolishing the Municipal Tax and improving services to citizens all across. Even their supporters of rural areas and urban areas are congratulating this Government for such a bold measure.

Mr Deputy Speaker, Sir, I came across very interesting statements from hon. Dr. Boolell – who is not here unfortunately today – in his 2007 budgetary debates and let me quote the Hansard, page 708, he says –

“It is not a question of who has the best economic guru, Mr Deputy Speaker, Sir. But we know that we can rely upon our Deputy Prime Minister and Minister of Finance, Economic Development. We may call this policy Sithanenomic”.

This is what he said.

“We may call this policy Sithanenomics.”

I am quoting word to word from Hansard, page 708.

Sithanenomics was then presented as an elixir at that time but turned out to be an utter failure, not only for the then Government but also rejected three times in his own constituency. People know how to distinguish between spin doctors and genuine economic gurus. I will not play with words here, Mr Deputy Speaker, Sir, I will only say one thing that this Government knows only one type of economics: the Economics of our people of this country. We understand the pain of our people, we hear their voices and we produced a Budget to address their concerns.

And, Mr Deputy Speaker, Sir, I listened to the Press Conference of the Leader of the Labour Party on the Budget. What did he say? I have it here. He said – Dr. Navin Ramgoolam: “*Le Budget 2022-2023 est tout simplement un mirage*”. In fact, the only mirage is his dream to become Prime Minister again in this country, Mr Deputy Speaker, Sir.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me to come on the philosophy of my Ministry. The ICT sector has been a very resilient economic sector as demonstrated by its robust growth even over the pandemic period. It has been growing at a rate around 5% and 6.5% and has been constantly offering job opportunities to our youth. Today, the sector employs more than

30,000 people. Huge efforts have been made by the Government through my Ministry and we will continue to support this sector and consolidate the local ICT ecosystem.

Earlier this afternoon, hon. Uteem stated that nothing is being done to boost the ICT sector and no mention is made on how to increase connectivity speed and lower charges. Allow me to inform the House that with regard to prices of broadband internet, Mauritius is among those countries where the price is well below the world average.

Further, with the coming into operation of the METISS cable and yet another submarine cable in 2023, the price of broadband internet will definitely become more competitive. Concerning internet speed, the hon. Member seems not to be aware that the country is already fully fibered since 2017 and is presently already availing itself of 5G technology. This will no doubt boost further the ICT sector. Technology is moving fast and so are we, towards a smarter Mauritius! This digital transformation implies the redesign of the tools and methods used in the machinery of Government and the public sector at large. And my Ministry, Mr Deputy Speaker, Sir, is up to the challenge.

To satisfy the manpower needs of the sector, the tertiary sector will work in close collaboration with the industry in designing relevant IT courses and the delivery thereof in sufficient quantity. Given the resilience and the growth of the sector, and fortunately so, the need for yet more qualified talents is continuously felt. Some IT firms do resort to provide specific specialised courses to their personnel as in any country and the Government will supplement these types of training through the provision of courses by the Digital Industries Academy which is expected to train more than 1000 professionals in the forthcoming year, starting next month.

In this era of accelerated digitalisation, it has become more than imperative to re-imagine the institutional setup of my Ministry which dates back to the early 90's. As I announced last year, the Central Informatics Bureau, the IT Security Unit, the Central Information Systems Division and the Government Online Centre will be re-structured under a new unit that will meet the demand for a more effective and efficient public delivery.

In this context, a team of consultants of the e-Governance Academy of Estonia has recently completed an assessment of the existing institutional setup of my Ministry and has made recommendations for the setting up of a Mauritius Digital Transformation Office which will be the lead organisation in the implementation of Government digital projects. I can assure the House that this initiative is well on track.

Furthermore, as announced in the Budget 2020, restructuring of the National Computer Board (NCB) is under way in line with recommendations made by a consultant. The objective is to make the NCB become the lead organisation responsible for the transformation of Mauritius into a world class digital economy by fostering required skills and making technology widely accessible to all. The legal framework of NCB will have to be completely reviewed given the new orientation of the organisation and eventually, a new legislation will be presented in Parliament.

In the same line, since the proclamation of the Mauritius Research and Innovation Council Act 2019, the focus of MRIC has shifted away from academic research towards applied research and innovation relevant to our realities. The business model of the Mauritius Post is also being reviewed by a consultant and recommendations from the latter are expected by end of this month itself for a new cohesive strategy geared towards making the company more profitable whilst enhancing public service delivery.

Mr Deputy Speaker, Sir, my Ministry has now set up the Mauritius Emerging Technologies Council (METC) after coming in force of the Mauritius Emerging Technologies Council Act 2021 in August last year. This institution has as main responsibility to scrutinise our business environment and propose recommendations to push new and emerging tech in our industry. The METC plans to organise an international workshop on Artificial Intelligence in the next quarter to encourage the adoption of emerging tech in the country.

Furthermore, following the adoption of the Cybersecurity and Cybercrime Act 2021, the Computer Emergency Response Team (CERT-MU) is now operational under my Ministry. This crucial department serves as the national agency for coordinating cybersecurity responses activities and promoting cybersecurity at the national level. With all these efforts, Mr Deputy Speaker, Sir, Mauritius is ranked first in Africa and 17th in the world on the Global Cybersecurity Index 2020 of the International Telecommunication Union (ITU).

Mr Deputy Speaker, Sir, in line with the digitalisation of Government Services to better satisfy the needs of all citizens and businesses, my Ministry is currently completing numerous projects. A new Government INtranet System (GINS) is now being able to serve more than 500 sites of Government, having high-speed connectivity to the Government

Online Centre (GOC). I am pleased to inform that these sites will include deployment of High-Speed Connectivity in 160 secondary schools across Mauritius and Rodrigues.

Mr Deputy Speaker, Sir, who would have imagined that today, any citizen could be able to download their Birth Certificate online? We made it happen! Through the digital safe - not safe - *coffre*, we all know that when we talk about safe, everybody thinks of *coffre*, it is a digital safe – every citizen will have access to electronic documents: birth certificates, marriage certificates, digital pass, certificate of electricity supply, etc. The Certificate of Character (*Moralité*) and Digital Driving License will be soon available through the MoKloud Platform. To capture the vaccination data, the Ministry developed in-house Covax System. Today, 97% of the population, more than 900,000 people can download their digital pass online on BeSafeMoris and MoKloud platform.

Mr Deputy Speaker, Sir, due to time constraint I will try to go fast. In line with the strategy to transform public service, my Ministry is in the process to implement an Intelligent Virtual Assistant, commonly known as an AI Chatbot solution, which will be integrated to the national portal of the websites of Ministries and Departments.

Another flagship project together with my very good friend hon. Alan Ganoo, we are launching very soon a Smart Parking Project. Mr Deputy Speaker, Sir, it will enable drivers to buy their e-Parking coupons online instead of the usual paper coupons in order to be able to make more online.

Mr Deputy Speaker, Sir, let me, before I conclude, go very briefly with your permission, on my Constituency. There is so much to say on the Ministry, so much to say on the projects that even 45 minutes would not be enough.

M. le président, aux côtés de mes deux collègues, l'honorable Sudheer Maudhoo et l'honorable Vikash Nuckcheddy, nous sommes engagés auprès de nos mandants de la circonscription numéro 9 Flacq/Bon Accueil et nous sommes en communication constante avec eux. Nous avons travaillé sans relâche durant l'année écoulée, de concert avec le Conseil de district de Flacq, entre autres, sur les projets d'infrastructures publics et il y a tellement à dire, M. le président. Nous sommes fiers d'ailleurs que notre circonscription abritera très prochainement le tout premier hôpital qui sera également un hôpital universitaire pour nos jeunes, les aspirants médecins.

Nous avons un conseil de district flambant neuf, dernier cri, moderne. Si on prend que ce soit un nouveau marché à Bon Accueil, des mini *soccer pitch* à Latapis, Camp Ithier,

l'Aventure, *health track* à Camp Garreau, Flacq, extension du Conseil de village de Lallmatie, complexe sportif à Mare La Chaux, terrain de foot à Camp Marcelin, projet de drain à débarcadère de Poste de Flacq et rénovation du terrain de football à Mare d'Australia.

M. le président, la liste est longue. Même les villages qui n'ont jamais connu de développements comme Nehru Nagar, ils auront une gym moderne, comme à Shanti Nagar, ils auront un jardin d'enfants. Il y avait le roi de l'Est. Aujourd'hui, M. le président, le roi n'a pas de royaume ! Jamais ces petits villages n'ont connu des développements que nous faisons aujourd'hui, M. le président.

Mr Deputy Speaker, Sir, with your permission, I know I have gone beyond my time. But to conclude, this Budget, set out by my very good friend, hon. Minister of Finance, delivers a stronger economy and better living conditions for our people. It shows that this Government led, and we say it *avec fierté*, by the hon. Prime Minister has always been concerned with the well-being of his countrymen.

It was indeed a huge challenge for the Minister of Finance. Within the inevitable post-pandemic limits of any Budget, hon. Dr. Padayachy has made provisions to give continuous support to the population. Most importantly, we are delivering our promises to our people, even in these unforeseen economic circumstances.

And with this Budget, this Government is looking forward. It sets the path for a future that will be full of change, full of new challenges, and above all, full of new opportunities for a stronger Mauritius! This Budget has indeed dawned a new era in the lives of our people!

I thank you, Mr Deputy Speaker, Sir.

The Deputy Speaker: Thank you! Hon. Dr. Rawoo, please!

(9.44 p.m.)

Dr. I. Rawoo (Third Member for Rivière des Anguilles & Souillac): Mr Deputy Speaker, Sir, hon. Members, it is with a great sense of humility for me to deliver my third Budget debate speech of this mandate in this august Assembly to address you on the national Budget represented by this Government for the period 2022-2023.

Avant de commencer, M. le président, je voudrais vous remercier pour faire respecter le calme et le maintien de l'ordre au cours des débats dans cette auguste Assemblée.

Mr Deputy Speaker, Sir, we are currently living in exceptional times, where exceptional bold measures need to be taken to restore economic growth and investors'

confidence, with the participation of the whole nation for the benefit of all people of our beloved country as well as Rodrigues and Agaléga.

My first words - yes, my first words - must be a tribute both to our Prime Minister, hon. Pravind Kumar Jugnauth, and to my colleague, my brother, in Constituency No. 13, the Minister of Finance, Economic Planning and Development, hon. Dr. Renganaden Padayachy, and last but not least, to the whole staff at the different Ministries who have been working very hard to come up with an exceptional Budget in these exceptional circumstances.

Mr Deputy Speaker, Sir, I wish also to commend the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development, Dr. Renganaden Padayachy, for coming up with historic measures to support the population. Indeed, he has once again shown that he is made of a different metal. Hon. Dr. Padayachy is among the calibre of politicians who acts upon the convictions and beliefs. The measures unveiled in the Budget, last Tuesday, *With The People, For The People*, not only reflects his philosophy but also translates the vision of a fairer and equal society.

It should be reminded here in this august Assembly that hon. Dr. Padayachy, as an economist, has made extensive research on poverty in Mauritius. Now, as Minister of Finance, Economic Planning and Development, he is implementing policies according with his beliefs that correspond with the Government's objectives and strategies, fighting against inequalities and growth for greater good. How could it be otherwise when his thesis itself was entitled: *'Mesures de la pauvreté à l'île Maurice.'* Throughout his career, he continued to promote an economic model which is inclusive. At the Mauritius Chamber of Commerce and Industry, as Chief Economist, he fervently advocated for a more inclusive growth and demonstrated through econometric modelling that reducing inequalities has a positive impact on our economic growth.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget demonstrates the consistency of hon. Dr. Padayachy. Throughout thick or thin, he has shown an unflinching commitment towards the most vulnerable and the downtrodden of our society. It is therefore no surprise that just last week, on the eve of the presentation of the Budget 2022-2023, the African Leadership Magazine elected hon. Dr. Padayachy as the African Minister of Finance of the year 2022. As a patriot, we can only be proud of the achievement of a *fils du sol*.

M. le président, cela fait mal. Oui, cela fait mal au sein de l'opposition ! En écoutant certains membres de l'autre côté de la Chambre, je constate que le budget présenté a fait des

dégâts considérables à l'opposition. *Sa bidze la koumadir siklonn inn pas lor zot with a flash flood of measures.*

Mr Deputy Speaker, Sir, our country will have to reinvent itself in order to achieve sustainable growth in a post-COVID world. The Budget's title itself is one of the blossoming hope: 'With The People, For The People.' As Mauritius slowly but surely emerges from the global pandemic, we all have witnessed rising commodity prices and erosion in purchasing power. But the Budget 2022-2023 got our priorities right, and it is the best Budget presented in the current circumstances.

Indeed, economic fundamentals are showing a marked improvement in 2022 with GDP, exports of goods and services, investment rate, foreign direct investment and tourist arrival on increase, whilst unemployment, public sector and Government debt are on a downward trend.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget aims to set the foundation for a resurgence of the economy to pre-pandemic level whilst continuing to show solidarity to the people of Mauritius to mitigate the effects of the increase in cost of living as a result of supply chain disruption, the war in Ukraine and the recent lockdowns in China.

M. le président, ce budget repose sur trois piliers –

- (1) renforcer la croissance économique et faire preuve de résilience face aux chocs futurs ;
- (2) accélérer la transition vers un modèle de développement durable et inclusif, et surtout le plus important,
- (3) d'investir dans les gens, investir sur chaque Mauricien, investir en nous.

M. le président, ce budget a ajusté positivement le pouvoir d'achat de la nation suite à l'invasion russo-ukrainienne, les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et les récents confinements en Chine. Le ministre des Finances a également fait des annonces encourageantes pour stimuler les productions nationales afin de répondre à toute crise alimentaire et d'augmenter les exportations de Maurice vers les marchés régionaux et internationaux.

M. le président, le budget 2022-2023 vise à soulager les entreprises et les particuliers du double effet de la pandémie de Covid-19 et la guerre en cours entre la Russie et l'Ukraine. Le gouvernement a cherché à trouver des solutions en prenant des mesures pour y faire face

sous différents angles comme suite. Des mesures pour accroître l'autonomie grâce à des nombreuses incitations aux secteurs agricoles, un investissement prévu de R 3 milliards dépensé en infrastructures, subventions, financement et incitations similaires. Incitations aux éleveurs et à l'élevage en mettant l'accent sur l'innovation et la transformation des aliments. Incitations au secteur manufacturier pour encourager la croissance de l'offre intérieure et des exportations. Augmentation des dépenses de *marketing* pour promouvoir davantage le tourisme. Maintenir le *statu quo* en fiscalité des entreprises. Mesures fiscales personnelles pour restaurer le pouvoir d'achat. Maintien des subventions sur divers produits alimentaires et ménagers et contrôle de prix si nécessaire. Soutien direct en espèce aux groupes vulnérables. Mesures pour encourager le développement durable et économiser l'énergie.

M. le président, ce budget a aussi fourni plusieurs initiatives intéressantes dans une perspective de durabilité de l'environnement pour lutter contre le changement climatique et réduire la dépendance au charbon dans la production d'électricité. Conformément à l'engagement pour 2030, le gouvernement met en place, dans ce présent budget, un *green transformation package*. Pour accélérer la transition vers les véhicules électriques et réduire les importations des combustibles fossiles ainsi que la suppression des droits sur les véhicules hybrides et électriques, le gouvernement accélère la mise en œuvre des projets d'énergie renouvelable pour atteindre ces objectifs. Il s'agit en effet d'une initiative très louable couplée à la proposition d'intensifier l'utilisation de l'énergie solaire en plus l'incitation supplémentaire pour le petit producteur d'électricité.

Mr Deputy Speaker, Sir, the hon. Minister of Finance made a strong statement at the end of his speech last Tuesday, that this Budget is not about cost to the country but rather investment backed into the Mauritian people. Measures announced illustrate the Government's intention in rebalancing social scales and prioritising the welfare and economic prosperity of its population. As we now step away from the global pandemic and open our doors to foreigners, the Government also shows a commitment in incentivising the tourism industry, local businesses, export, manufacturing sector, the ocean economy and foreign direct investment.

Mr Deputy Speaker, Sir, this is not a Budget of social reform but rather one of social rebalancing. In this respect, bold measures have been taken as follows: *prime à l'emploi* of Rs15,000 for 10,000 youths between 18 to 35 years of age; public sector recruitment of more than 8,300 people; increase all basic pensions by Rs1,000 and Rs1,000 monthly allowance to those having a gross income of up to Rs50,000, impacting 350,000 employees; provision of

Rs500 m. for recruitment of 2,000 employees at Mauri-Facilities Ltd for cleaning services; DBM financing Rs5 billion to 12,000 SMEs and mid-market enterprise; MIC venture capital fund of Rs5 billion for SMEs and mid-market enterprise; support business as they invest in training and skilling of 3,000 youths, men and women through an increased monthly stipend of Rs8,000 under the National Apprenticeship and National Skill Development Programmes; Rs10,000 for Graduate Training for Employment Scheme; MITD examination fees waived for all students; encourage women to return to job by doubling the period for placement to two years.

Mr Deputy Speaker, Sir, the fiscal measures taken in Budget 2022-2023 are positively geared towards protecting the purchasing power of the people except for the usual tax increase on alcohol and cigarettes, other taxes either remained unchanged or even decreased. The Salient Tax measures are as hereunder -

- (i) Progressive taxation has been extended to individual earning up to Rs975,000 in a fiscal year;
- (ii) As from July 2022, an individual earning up to Rs700,000 will be taxed at 10% and those earning Rs700,000 to Rs975,000 will be taxed at 12.5%;
- (iii) The allowable deduction exemption on the following items has been increased, in respect of a dependent child pursuing tertiary studies from Rs225,000 to Rs500,000;
- (iv) Medical insurance allowance increased by Rs5,000;
- (v) Contribution to Personal Pension Scheme increases to Rs20,000;
- (vi) Donation to charitable institutions increases by Rs20,000;
- (vii) Additional deduction on the amount incurred to purchase manufactured products from a small enterprise by a large manufacturer increased by 25%;
- (viii) An income tax holiday of 8 years has been extended to newly incorporated freeport operators, making an investment of at least Rs50 m. subject to prescribed condition.

M. le président, conformément à l'objectif de maintenir le statut de juridiction favorable aux entreprises et centres financiers international de choix, notre gouvernement poursuit ses efforts pour améliorer et simplifier la réglementation régissant la conduite des affaires à Maurice. Les mesures suivantes seront mises en place -

- (i) désormais, aucun coût ne s'appliquera pour démarrer une entreprise et constituer une société nationale à Maurice et la Banque de Maurice veillera à ce qu'un compte bancaire puisse être ouvert en une semaine;
- (ii) pour accélérer la délivrance de permis de travail, un comité de permis de travail, présidé par le Premier ministre, sera mis en place;
- (iii) les entrepreneurs et les étudiants qui terminent leurs études pourront bénéficier d'un visa premium;
- (iii) il y aura bientôt une introduction d'un projet de loi, de réforme de la réglementation commerciale pour faciliter les affaires.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Government has stayed away from introduction of new or drastic measures to any of its sectors and has instead proposed incentives and regulations with a hope to bring further stability to an economy that has been at the very least vulnerable over the past couple of years. Being consistent through its job creation, continued support to struggling sectors such as hospitality and tourism, encouraging rising industries such as the ICT, manufacturing and export, local agriculture, sustainable farming, renewable energy, the Government has not strayed from its target under the Budget 2021-2022. Instead, it has shown its resolution to bring those to term and deliver on promise made rather than creating new ones. Overall, the hon. Minister of Finance has demonstrated that with substance over form, the long game can be won and investment in its people is a right boost that our economy currently requires.

M. le président, j'ai une pensée particulière pour toutes les personnes qui ont lutté pour le droit de pension de veuve pendant plus de 25 ans maintenant.

Après la lutte sans relâche pendant des années et les nombreuses demandes adressées à des nombreux gouvernements précédants, l'histoire retiendra que c'est ce gouvernement qui a reconnu les veuves qui se sont mariées en vertu du *Muslim Personal Law* et que cette pension leur sera désormais payable.

Certaines personnes ont mal interprété cette mesure. Ce gouvernement est venu corriger une injustice. Elle s'applique à toutes les femmes de la République et pas uniquement à une seule communauté. M. le président, j'ai reçu de nombreux appels des femmes veuves et des chefs religieux qui m'ont personnellement dit de transmettre ce message au gouvernement et au Premier ministre en particulière –

- *Allahu akbar* - God is greatest;
- *Alhamdulillah* which means praise to God. It is one victory over a long battle, and
- *Jazaak Allah* which means may God reward you with goodness.

Et ils vont rencontrer le Premier ministre pour lui remercier personnellement et c'est ce gouvernement qui marquera l'histoire.

M. le président, moi aussi je tiens à remercier de tout cœur le Premier ministre qui est toujours à l'écoute face à des injustices sociales.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget will surely provide relief by concretely investing in people, most notably by encouraging employment of youth, making essential products accessible improving lives of elderly as well as people with disabilities, making housing more accessible and introducing other social aids.

Avant de conclure, M. le président, permettez-moi de saluer la sagesse du Leader de Mouvement Libérateur, l'honorable Ivan Leslie Collendavelloo pour sa contribution continue sur différents sujets et aspects importants dans le gouvernement. Il ne faut pas oublier la double et grande victoire haut la main de l'honorable Ivan le 01 février lors du *recount* de la pétition électorale, démontrant son élection légitime par l'électorat et qu'on arrête de parler d'élection truquée.

Je le salue aussi pour sa grandeur d'âme à laisser la place aux jeunes tel que moi comme adjoint leader du Parti et tel que vous, M. le président, comme Secrétaire général du Mouvement Libérateur. Cela démontre la confiance que l'honorable Ivan place en nous, les jeunes, dans la politique active du Mouvement Libérateur avec des responsabilités au sein de l'alliance gouvernementale.

Mr Deputy Speaker, Sir, let me now conclude with these thoughts –

- Our nation needs to be united in these unprecedented difficult moments.
- We, Mauritians, we need to stand as one and fight this challenge together.
- Our Government has confidence in its people and knows the capabilities of us, Mauritians.
- To reinvent ourselves and prove to the world even if we are a tiny drop in the ocean, we can show the world we are an example to follow despite having limited natural resources.

- Our main resource is us; we, the people of Mauritius, fighting this challenge together in unity.
- No one will help us if we do not help ourselves.
- In spite of pessimistic prediction and apocalyptic narratives from some, rest assured history has proven that humanity always has a way of striving for a better future.
- Let us set aside our differences and work together.

At the end, one day the future generations will always remember us through our united determination to save and rebuild our country despite all odds against us.

M. le président, soyons unis ensemble, le gouvernement du peuple, par le peuple pour le peuple. Merci.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Ms Anquetil, please!

(10.07 p.m.)

Ms S. Anquetil (Fourth Member for Vacoas & Floréal): Je vous remercie, M. le président. Je voudrais commencer mon intervention par une citation d'un des plus grands écrivains français, un homme sensible à la misère humaine, Victor Hugo qui avait dit –

« Je suis de ceux qui pensent et qui affirment qu'on peut détruire la misère »

Ces mots ont été prononcés par Victor Hugo à l'Assemblée Nationale française. C'était le 09 juillet 1849 alors qu'il était député. Cette citation provoque une réflexion. Est-ce que les mesures annoncées dans le Budget 2022-2023 vont détruire la misère dont nous faisons face actuellement ? En tant que députée, je reçois des appels téléphoniques des habitants de ma circonscription et du public en général qui m'expliquent qu'ils n'arrivent plus à s'en sortir.

M. le président, mesdames, messieurs, ministres et députées, chers collègues, c'est une triste réalité que de nombreux mauriciens et mauriciennes n'arrivent pas à joindre les deux bouts pour faire vivre leur famille. De nombreuses mères désespérées et impuissantes n'arrivent plus à nourrir correctement leur enfants affamés pendant que la ministre de l'Égalité des genres fait la promotion des hôtels. Est-ce que les projets en béton et les voitures hybrides vont remplir nos ventres vides ? En effet, avec un coût de la vie élevé, se nourrir est devenu un nouveau défi de tous les jours. La cascade d'augmentation brutale des prix de première nécessité, l'explosion des prix du carburant et l'accumulation des dettes ont poussé

de nombreuses familles qui connaissent déjà une situation financière très difficile dans une souffrance insupportable.

M. le président, c'est une évidence que ce budget est complètement illusoire, décalé, déséquilibré, irraisonné et irréfléchi par rapport à la gravité de la crise économique sociale et sanitaire qui ébranle le pays depuis un certain moment. Notre République est lourdement endettée, l'économie mauricienne s'enfonce dangereusement dans la misère. L'avenir fait peur. Nous dirigeons nous vers un appauvrissement généralisé à travers le pays ?

Alors que depuis 2014 notre roupie a connu une dépréciation vertigineuse, aujourd'hui un dollar américain vaut R 45. Le budget ne dit rien sur la politique monétaire pour rehausser la roupie mauricienne par rapport à l'inflation. Avec la dévaluation de la roupie et l'inflation, les poches des consommateurs mauriciens sont plus vides que jamais. Le pouvoir d'achat est le sujet qui tourmente le plus les mauriciens et mauriciennes. La question de la cherté de la vie est au centre des préoccupations quotidiennes. Le constat est sans appel. Ce budget manque de vision quant à la manière de mettre fin à l'inégalité croissante et au recul économique de la classe moyenne qui connaît une dégradation de son niveau de vie ces dernières années.

Pour ce budget, le ministre des Finances dispose de 40 milliards de roupies provenant des *Special Funds*, mais il accorde une petite augmentation de R 1,000 aux seniors et employés. Des milliers de familles craignent surtout pour l'avenir de leurs enfants et petits-enfants.

Pour apaiser la colère et la tension au sein d'une population exaspérée, le ministre des Finances a été forcé à prendre des mesures. Mais ces mesures annoncées, seront-elles suffisantes pour relancer l'investissement et l'économie ?

L'opposition dans son ensemble dénonce une vision sans ambition pour l'avenir. Nous regrettons que la vie économique dans son ensemble tel que l'emploi ne soit pas inscrit clairement comme une des priorités du budget 2022-2023.

M. le président, j'ai écouté avec beaucoup d'attention le ministre des Finances sur les mesures concernant le ministère de l'Égalité des genres, du développement de l'enfant et du bien-être de la famille. C'est à se demander si la ministre responsable est allée négocier avec son collègue des Finances. Elle n'a vraisemblablement pas les compétences et le leadership nécessaires pour affronter les importants défis, notamment qu'attendent ce ministère, malheureusement au détriment des femmes et des enfants. C'est un aveu d'incompétence de

leadership. La ministre a échoué lamentablement ! Le constat est sans appel : c'est un camouflet pour plus de 50 % de la population mauricienne !

En même temps, M. le président, je ne suis pas surprise car elle ne fait rien au sein de son ministère. Elle a été démasquée dans les rapports de l'audit et du *Public Accounts Committee* qui sont déplorables et accablants. Son escapade de deux jours à Dubaï au coût de R 323, 000 aux contribuables restera longtemps dans les annales politiques du pays.

Concernant le volet femme, d'emblée, je dirais que nous, au Parti travailliste, nous avons toujours été en faveur des mesures qui protègent et soulagent les femmes et la famille dans son ensemble. Cependant, dans ce budget, aucun effort pour promouvoir la représentation des femmes au plus haut niveau dans le secteur public et privé. Aussi, pas de mesures pour les femmes au foyer qui représentent un capital humain important pour l'économie mauricienne.

M. le président, le gouvernement avait pris l'engagement d'amender et de durcir la loi afin de mieux protéger les victimes de violences. Trois ans après, les amendements se font toujours attendre. C'est comme un grand sentiment de trahison envers les victimes. Malgré nos appels pressants pour agir sans délai, le problème reste entier alors que nous sommes dans l'urgence. Ce n'est définitivement pas la priorité des priorités de ce gouvernement.

J'ai pris note de la construction d'un nouvel abri pour les femmes victimes de violence domestique qui comprendra aussi une crèche et une école pré-primaire. La question qui se pose : combien de temps prendra la concrétisation de ce projet ? Ou est-ce que cela restera un effet d'annonce tout comme l'Assise de l'Entrepreneuriat féminin qui a été un effet d'annonce ces deux dernières années ?

Pour autant que je me souviene - je dis bien pour autant que je me souviene - il me semble que le terrain de ce nouvel abri situé à Rivière du Poste a été acquis sous le régime Travailliste plusieurs années de cela pour un Centre des Femmes. M. le président, pour un projet d'une telle envergure, est-ce qu'une étude de faisabilité a été faite pour voir si ce lieu est approprié sachant qu'un centre pour victimes de violence fonctionne différemment ?

Pour les PME, il y a quelques enveloppes intéressantes, mais pas de mesures réelles pour rattraper le retard économique pris par les femmes après la Covid. Non plus des mesures spécifiques pour l'entrepreneuriat féminin, alors que les femmes contribuent à faire tourner l'économie mauricienne. M. le président, vous n'imaginez pas la galère de nos femmes

entrepreneurs ! Allez vérifier le nombre de femmes entrepreneurs qui ont dû abandonner ou repousser leurs projets car leurs emprunts n'ont pas été approuvés.

L'item 269 nous indique qu'une cinquantaine de femmes bénéficieront d'un tutorat. Très bien ! Pourquoi restreindre cela à 50 femmes entrepreneurs ? Comment seront identifiées ces 50 femmes ? Cette proposition a été bien maquillée. J'attends la ministre de pied ferme et j'espère qu'il s'agira des femmes méritantes et non pas des petits copains ou *bann fami*.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order!

Ms Anquetil: Nous espérons que les mentors seront des personnes qualifiées et non plus sujet au népotisme.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order!

Ms Anquetil: Nous veillerons de près.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order! May I just draw the attention of all Members to one thing? You have all got a Standing Order. Debates are not meant to be read! I see everybody reading. Make an effort!

Ms Anquetil: L'item 271: trois centres communautaires seront réorganisés en *Community Wellness Centres*. M. le président, depuis plus d'un an, le Centre des Femmes de Floréal reconverti en *Community Wellness Centre* est resté fermé. Mes mandants attendent toujours. L'excuse serait, paraît-il, due aux restrictions sanitaires. Alors que les salles de sport et les gymnases sont autorisés depuis le 01 juillet 2021 avec un maximum de 50 personnes, alors que les bus sont autorisés à prendre 60 passagers, expliquez-moi, M. le président, pourquoi tel n'est pas le cas pour un *Community Wellness Centre* ? Quelle est la logique ? Je ne comprends pas ces contradictions ! Les dames ont pour habitude de se rendre dans ces centres pour s'épanouir principalement. Il y a déjà beaucoup de problèmes dans notre pays, la cherté de la vie stresse les gens. C'est l'heure d'ouvrir ces centres tout en gardant une certaine restriction !

M. le président, est-ce une bonne idée de convertir les *Community Centres* qui sont de petites superficies en *Community Wellness Centres* ? Les bâtiments ne sont pas adaptés. Quand ces projets verront le jour ? Déjà celui de Floréal tarde à ouvrir.

J'aborde tout de suite le volet enfant. Franchement vous dire, M. le président, je ne sais pas par où commencer tellement il y a des choses à dire sur ce sujet. Je vais essayer de me restreindre sur les principaux thèmes.

L'année dernière, lors des débats, j'avais proposé dans des situations de délaissements parentaux de privilégier l'adoption. Car l'adoption est considérée comme un dispositif de protection de l'enfance. J'accueille favorablement l'introduction du *National Adoption Bill* et j'espère qu'il ne connaîtra pas le même sort que le *Gender Equality Bill* et les amendements à la *Domestic Violence Act*. La ministre annonce puis recule ; est-ce encore un autre effet d'annonce ? Elle est très forte pour les effets d'annonce !

L'item 265 à la page 46 – Un abri relais supplémentaire à Notre-Dame. J'ai juste envie de rire mais enfin, passons, je me retiens. Un abri relais supplémentaire à Notre-Dame est désormais opérationnel. Il est bon de rappeler à la Chambre que cet abri a été inauguré en octobre 2021, ensuite l'abri est resté fermé. C'est suite à ma question parlementaire pour la séance du 14 mai 2022 que le ministère s'est empressé d'ouvrir l'abri. Sept mois après l'inauguration ! C'est ce qu'on appelle, M. le président, le culte de l'incompétence.

Alors que les rapports de l'audit et du *Public Accounts Committee* confirment la gestion désastreuse dans les abris pour enfants, on s'attendait, M. le président, à une grande réforme avec de nouvelles politiques pour les *shelters* surtout après le séminaire organisé par le bureau de l'*Ombudsperson for children* sur les abris. Mais rien ! Rien ! Les enfants placés devront patienter.

L'article 267, page 46 – Un *one-off cash grant* de R 500,000 pour la modernisation des crèches. M. le président, les derniers rapports de l'audit et du *Public Accounts Committee* sur les crèches sont choquants. Sur 368 crèches en activité au 30 juin 2021, seules 150 sont enregistrées. 141 n'ont pas pu être enregistrées faute de certificats d'incendie, faute de *health clearance* et absence de *Building and Land Permit*. Et 77 crèches n'ont pas été enregistrées en raison de la non-conformité aux normes requises en matière d'infrastructures.

Une observation du rapport m'interpelle. Écoutez bien –

“Government will be informed on the number of Child Day Care Centres which are operating without Fire Certificate and for a decision as to whether or not the CDCCs should continue to operate”.

Alors que la Section 3 de la *Institution for the Welfare and Protection of Children’s Regulation 2000* est claire –

“no institution shall operate unless it has been registered under these regulations”.

M. le président, dans son discours sur les débats budgétaires 2020-2021, la ministre avait reconnu des grosses irrégularités dans de nombreuses crèches mais rien n’a été fait pour y remédier. Impressionnant, on ne peut pas faire pire, et dire qu’il s’agit du ministère qui a la responsabilité de protéger les enfants. La ministre ferait mieux d’aller balayer devant sa porte ! Avant de moderniser les crèches, il vaudrait mieux d’abord les régulariser comme le stipule la loi.

M. le président, concernant la question de couches pour bébé, la façon dont cette mesure a été présentée, les gens ont l’impression qu’elle profitera à toutes les familles mais ce n’est pas vrai. Seules les familles inscrites sur le registre de la SRM sont concernées et cela aussi seulement pour une période d’un an. On suppose qu’au bout d’un an les bébés cesseront de porter des couches.

Les 10 jours de congé de maladie pour s’occuper d’un enfant malade ; il ne s’agit pas d’un ajout aux droits déjà existants au congé de maladie, ils seront déduits des congés de maladie du parent.

M. le président, en ce qui concerne le volet égalité du genre, le constat est sans appel: total flop! Aucune importance n’a été accordée au genre. Rien, rien sur la politique et la stratégie concernant l’égalité du genre. Cela démontre que le gouvernement et surtout la ministre responsable ne comprennent rien à rien sur ce concept. Aucun autre ministère non plus n’a de politique du genre au sein de leur ministère respectif. Rien de concret pour adresser les écarts entre leur secteur respectif. Alors que dans le passé, les responsables tels que les Secrétares Permanents ont été formés sur la politique du *Gender Mainstreaming* ; aujourd’hui, cela ne se fait plus.

Je note que depuis le lancement du *National Gender Policy* le 8 mars dernier par le Premier ministre, on n’entend plus rien. Le *National Steering Committee on Gender* mise en place en 2010 sous le gouvernement du Dr. Navin Ramgoolam, par la ministre d’alors, Madame Sheila Bappoo, est sur la pente descendante.

Écoutez bien, sur le *Gender Equality Bill*, le message du Premier ministre le 08 mars dernier en dit long ; il a pris une position différente et parle de loi complexe. Or, depuis trois ans, sa ministre promet de venir de l'avant avec ce projet ; elle a voulu mettre la charrue avant les bœufs.

M. le président, c'est une évidence que ce budget n'est pas sensible aux familles ; je m'explique. Nous rêvons toutes et tous d'une société idéale qui ne laisse personne de côté. La famille est la cellule de base de notre société. Avec le vieillissement rapide de la population et l'allongement de l'espérance de vie, le recul du mariage, la progression de l'union libre, la hausse des divorces et une forte baisse du taux de natalité, la situation démographique est préoccupante. À ce rythme, l'avenir démographique de l'île Maurice n'est plus assuré. Il est urgent de favoriser la natalité ; le problème est très sérieux.

M. le président, il ne s'agit pas d'un simple calcul mathématique ou des mesures magiques. Sachant que la naissance d'un enfant engendre pour les familles des coûts et que l'écart s'accroît avec le nombre de familles ; dans cette conjoncture, le gouvernement ne prévoit rien comme politique familiale moderne pour donner envie de faire plus d'enfants. Quel plan d'accompagnement pour encourager et soutenir les familles à avoir plus d'enfants ? C'est en contradiction avec le slogan : Avec le peuple et pour le peuple.

Item 469, page 78 – Un *baby bonus* de R 1,000 sera versé aux parents de chaque nouveau-né à partir du 1^{er} juillet 2022. C'est une belle mesure mais elle reste insuffisante. Il ne s'agit en aucun cas d'une innovation car le ministre des Finances a copié l'idée du manifeste électoral du Parti travailliste !

(Interruptions)

Au Parti travailliste, nous sommes allés même plus loin en proposant un *Baby Bond* ...

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order!

(Interruptions)

Order! Order! Order! It has to be recorded!

An hon. Member: Noir sur blanc !

Ms Anquetil: C'est noir sur blanc ! Au Parti travailliste, nous sommes même allés plus loin en proposant un *Baby Bond* sur le compte de chaque nouveau-né au couple ayant un revenu mensuel de moins de R 50,000 jusqu'à, écoutez bien, ses 18 ans.

(Interruptions)

Non, pa konn kopye!

The Deputy Speaker: Order!

Ms Anquetil: Je voudrais ici faire quelques propositions, M. le président, comme –

- (i) légiférer la loi pour prolonger les congés de maternité et les congés parentaux, introduire le *flexi time* ;
- (ii) revoir les services de garde, d'abord il n'y en a pas assez et puis on le sait très bien que le trois quarts des crèches, dont la plupart opèrent sans permis, sont souvent de piètre qualité et coutent très cher, et aussi
- (iii) soutenir les mères de famille pour que leur carrière ne soit pas affectée par le fait qu'elles ont des enfants. Il est hors de question de parler du retour des femmes au foyer.

Sur le volet *Seniors*, M. le président, d'emblée, je dirais qu'en 2019 pour scorer des votes, le gouvernement avait promis une pension de R 13,500 mais il a triché car il a finalement accordé seulement R 9,000...

The Deputy Speaker: Order!

Ms Anquetil: ... sans aucune compensation ces deux dernières années. Quand on fait le compte, nos *Seniors* ont un manque à gagner d'environ R 750. Aujourd'hui, venir augmenter la pension à la hauteur de R 1,000, en quoi cela va aider avec la cascade d'augmentation des prix dans les supermarchés, au marché, dans les pharmacies. C'est fini cette politique de mensonge et de trahison envers nos *Seniors*. Ils ont des dépenses mensuelles additionnelles de R 3,000-4,000. Cette somme de R 1,000 reste insuffisante. Ceux qui dépendent uniquement sur leur pension resteront sur leur faim.

Aucune mention sur la politique concernant le vieillissement de la population. On parle de 25%. Les *Seniors* représentent 25% de notre population. Pas d'activités, pas de loisirs pour eux depuis deux ans. La solitude chez les *Seniors* est néfaste et peut entraîner la démence et l'Alzheimer entre autres. Les centres récréatifs de Pointe aux Sables, Belle Mare,

Pointe aux Piments ne sont plus à leur disposition car ils ont été réorganisés comme centre de Covid-19. Le nouveau centre de Riambel est fermé depuis deux ans.

Concernant les personnes en situation de handicap, on est d'accord pour la série de mesures proposées pour aider celles et ceux en condition de handicap, mais le plus surprenant, pas un mot sur le *Disability Bill*. Maurice a ratifié la Convention des Nations unies relatives aux droits des personnes handicapées et donc Maurice est dans l'obligation internationale d'intégrer ces dispositions dans notre cadre juridique. Cependant, cela ne peut se faire que par la promulgation d'un projet de loi sur le handicap qui a été annoncé à plusieurs reprises mais qui reste un mirage, « Anne ma sœur, Anne, ne vois-tu rien venir ? »

M. le président, je voudrais dire quelques mots sur l'agro-industrie. Je ne peux ignorer un sujet aussi important que l'agro-industrie, non seulement pour les planteurs de ma circonscription mais aussi ceux du niveau national. C'est la responsabilité du gouvernement de s'assurer de l'autosuffisance alimentaire de la population, mais que propose-t-il à la communauté les planteurs ?

L'item 47 à la page 6, aujourd'hui, nous dépendons des importations pour plus de 75 % de nos besoins alimentaires. Il ne suffit pas, M. le président, d'accorder uniquement des subventions. En se faisant le ministre fait du *fire fighting*. Le ministre doit nous dire quelle est la stratégie de son ministère pour réduire nos importations à court terme, à moyen terme et à long terme. Aussi, le ministre doit nous dire quelle est sa stratégie pour diminuer la compétition entre l'importation et la production locale.

À l'item 50 (d), les planteurs que j'ai rencontrés m'ont informé qu'il y a une erreur de frappe, les prix des oignons et de la pomme de terre ont été interchangés. C'est R 38,000 par tonne pour les oignons et R 33,000 par tonne pour les pommes de terre car le coût de production de l'oignon est plus élevé que celui de la pomme de terre. Le ministre pourrait-il aligner le prix de l'oignon et de la pomme de terre à R 38,000 par tonne ? Concernant les fertilisants, il n'y aurait-il pas moyen d'importer les matières premières pour produire les fertilisants localement ? Nous notons aucune provision par contre pour un plan d'assurance en faveur des planteurs de culture hydroponique alors que l'investissement est conséquent.

Comment placer un ministère de l'agro-industrie en avant et parler de la sécurité alimentaire quand on a un ministre à temps partiel ? Cela démontre clairement que le Premier ministre n'est pas intéressé lui-même avec les planteurs et la sécurité alimentaire.

M. le président, je faillirai à ma tâche si je n'interviens pas sur les amendements prévus à la *Mauritius Broadcasting Corporation (Collection of License Fees) Act*. Dans notre manifeste électoral, le Parti travailliste avait proposé d'abolir l'imposition de la redevance TV de R 150 et de la rendre optionnelle. Le gouvernement français lors du Conseil des ministres le 11 mai 2022, il y a à peine quelques jours, a pris la décision de supprimer la contribution à l'audiovisuel public de manière pérenne dès cette année. Ici, vous ne regardez pas la *MBC*, qu'importe, vous devez payer. C'est abusif. Encore si la télévision nationale était ouverte et indépendante. Une télévision nationale qui censure un chef religieux, Son Excellence, le Cardinal Maurice Piat sans son consentement, sans avoir même eu la décence d'écouter les arguments des représentants de l'église et sans présenter ses excuses. J'attends toujours la réponse écrite à la question parlementaire B/14 adressée au Premier ministre pour la séance du 29 mars. Une télévision nationale qui autorise un député du gouvernement d'interférer dans ses affaires au point de faire partir une employée, Madame Manisha Jooty, qui n'a pas commis de faute professionnelle mais parce qu'elle n'accepte pas de recevoir des instructions d'un député du gouvernement. Je note que le principal intéressé est absent de la Chambre.

Avant de conclure, je voudrais dire quelques mots sur ma circonscription. L'année dernière, nous avons voté un budget pour la construction des drains à La Marie, Malakoff, Camp Belin, Seebaluck Lane à Glen Park. À ce jour, un an après, pas même les premiers coups de pioche. Il paraît qu'il y aurait de gros problèmes dans l'implémentation des projets. En attendant, les habitants souffrent et vivent dans la peur des prochaines inondations avec la saison des pluies qui approche. Nous déplorons aussi qu'aucune mesure n'ait toujours pas été prise par le PPS, l'honorable Gilbert Bablee, on se souvient encore de son Manhattan, etc., concernant la décongestion de la route entre la croisée de Diolle et celle de Glen Park.

M. le président, pour conclure. Est-ce que ces mesures vont soutenir le pouvoir d'achat des mauriciens et des mauriciennes ? La réponse est un grand non. Comme disait Mahatma Gandhi –

“A Nation's greatness is measured by how it treats its weakest members.”

Mon rôle et mes responsabilités en tant que membre de cette auguste Assemblée consiste à servir mes mandants et mon pays. Je vais continuer à défendre les personnes les plus démunies avec une attention particulière pour les femmes en détresse, pour les enfants vulnérables, pour les *Seniors*, pour les personnes en situation de handicap.

Je fais un appel pressant au Premier ministre, j'ai rencontré plusieurs femmes après le discours du budget, elles sont toutes unanimes, la ministre de l'Égalité des Genres ne travaille pas dans l'intérêt des femmes, des enfants et des familles mauriciennes.

(Interruptions)

Alors, qu'elle n'arrive même pas à gérer son propre ministère, elle s'est permis d'entrer dans la polémique alors qu'elle ignore la loi. En plus, elle était assise à côté du ministre de la Justice lors de sa conférence de presse. Tout simplement lamentable !

M. le président, son remplacement à ce ministère aurait été une bénédiction pour les femmes et les enfants du pays. L'heure est arrivée pour elle de rendre son tablier. Il y a des femmes, des *backbenchers* dans les rangs de la majorité qui sont habilitées à prendre de nouvelles responsabilités. Cette ministre, c'est uniquement dans la grossièreté et la vulgarité qu'elle excelle avec brio.

Je vous remercie, M. le président.

The Deputy Speaker: Thank you very much.

An hon. Member: *Soornack en colère !*

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order! Order! Hon. Minister, Mrs Koonjoo-Shah, please!

(10.42 p.m.)

The Minister of Gender Equality and Family Welfare (Mrs K. Koonjoo-Shah):

Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir. Allow me to congratulate and thank the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development as well as his entire team for the preparation and presentation of this Budget in a particularly volatile context where the global economy is being shaken by headwinds from multiple quarters.

I shall indulge the person who intervened, the hon. Member who intervened right before me. Hon. Ms Anquetil reflected earlier during her intervention that she does not understand. I think, Mr Deputy Speaker, Sir, the answer lies in her own statement. She clearly does not understand anything, and contrary to what I can very gently term as the cranio-rectally inverted comments of that hon. Member, hon. Ms Anquetil stipulated or purported earlier that I spent three days in Dubai, when I actually only spent two days. I went there on work purposes and I came back with results. *Alors que ena ti ale sommet Lafrik* and did not

actually want to come back! I should remind her. She found some other; *pas kone ki inn gagne laba, me bon*, it might have been a blessing for all of us! It would have amounted to good riddance to bad rubbish.

So, Mr Deputy Speaker, Sir, I do not even think it requires rebutting or refuting because like I said, she admitted herself, the hon. Member, earlier on, that she does not understand anything. We will leave it to that. The less I say about it, the better for her actually.

I recall earlier on hon. Shakeel Mohamed, who clearly considers himself to be the only person under the sun to be able to interpret or understand an act of law. But what his theatrics earlier on demonstrated, Mr Deputy Speaker, Sir, is that he is using his legal knowledge to actually mislead the population. We know, the House knows, the population knows that spouting half-baked truths is his usual *modus operandi*. Unfortunately for him, and I shall point out how, it has led him nowhere except achieving yet another level of ridicule.

Allow me, Mr Deputy Speaker, Sir, to quote at page 73 of the Budget Speech, paragraph 457, it is stipulated, and I quote –

“We are extending the basic widow pension to Muslim widows through tardy registration of religious marriage before the Muslim Family Council.”

What did the hon. Member go on to say to the House and to allude to the population, that in 1991, it was only under the leadership of the MMM that this was attempted to be corrected. What hon. Shakeel Mohamed conveniently, and I must say, deliberately omitted to say is that the Muslim Family Council was set up in 1991 and the Prime Minister then was the late Sir Anerood Jugnauth.

So, let us make no mistake about this. I would invite him to stop ambulating himself as a communal little demon and refrain from casting doubts.

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order! Order! Order! Wait! Wait! Wait!

Mr Mohamed: Withdraw!

Mrs Koonjoo-Shah: I withdraw!

Mr Mohamed: I ask her to withdraw.

The Deputy Speaker: Order!

Mrs Koonjoo-Shah: I did withdraw!

Mr Mohamed: On a point of order.

An hon. Member: You do not have the floor!

Mrs Koonjoo-Shah: I withdraw!

The Deputy Speaker: Order!

Mr Mohamed: This is a point of order, and I ask her to...

Mrs Koonjoo-Shah: I withdraw!

An hon. Member: *Inn fini tire!*

Mr Mohamed: Withdraw yourself!

The Deputy Speaker: Order!

Mrs Koonjoo-Shah: Who are you to tell me to withdraw myself?

The Deputy Speaker: Order!

(Interruptions)

Mr Mohamed: You will start knowing now!

The Deputy Speaker: Order! Order! I understand it has been withdrawn; the “c” and “d”, “demon” or whatever. It is withdrawn.

Mrs Koonjoo-Shah: It is! Thank you.

The Deputy Speaker: Sure!

Mr Mohamed: Thank you!

The Deputy Speaker: I hope you understand that I am the one who regulates the Chamber. And I do it quite well, I think. Allow me to do it. When there is going to be something, I do not need anybody to direct me towards what I have to do.

Please, continue!

Mr Mohamed: Thank you!

Mrs Koonjoo-Shah: Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir for maintaining your position as the Chair of this august Assembly.

Mr Deputy Speaker, Sir, with the uncertainties lying behind the Ukraine and Russia war, our economic risks have risen sharply, and our policy trade-offs have become even more challenging, like canvassed earlier on by the hon. Members on this side of the House. This has created disruptions in the smooth running of all sectors and daily livelihoods, and it has had a detrimental effect on the cost of living of the entire world's population.

This, Mr Deputy Speaker, Sir, is a direct result of the effect of a war between two huge producer countries of essential commodities. An effect that we have witnessed has slashed across the global supply chain landscape with an alarming speed.

But this Government's spirit has not been dampened by these difficulties. And it is really daring of the Government to come up with such a citizen-centric Budget, or should I say it more aptly, a Budget for the most vulnerable ones.

Mr Deputy Speaker, Sir, we must acknowledge that the measures in this Budget would not have been possible, had they not received the support of the Prime Minister, to whom I wish to hereby express my gratitude to have decided on paying a particular attention to those who are at the bottom rungs of the ladder and who have, unfortunately, been hit harder than anybody else.

Today, concerning the management of the pandemic, we are cited as an example throughout the world, and most importantly, we are praised by competent authorities in the way we dealt with the unprecedented sanitary catastrophe.

We are, Mr Deputy Speaker, Sir, the only African country to have started vaccination of our citizens as from their fifth birthday. These, Mr Deputy Speaker, Sir, are exceptional milestones in the tenure of the prime ministership of hon. Pravind Kumar Jugnauth. Unprecedented situations we agree, but we bring exceptional results too. Mr Deputy Speaker, Sir, perhaps we could have done better and faster had this Opposition been collaborative during times of national crisis.

As we have kick-started these budgetary debates today, it is an opportune time to remember the unfortunate but customary *démagogies* of the Members of the other side of the House, and allow me, Mr Deputy Speaker, Sir, to refresh the memories of both the House and the population concerning these *démagogies*. When the Government decided to close our borders to protect the health of our citizens, some self-proclaimed patriots branded such a decision as a spectre of doomsday for our people. This did not, however, deter our Prime

Minister from taking what could possibly amount to the hardest and boldest decision as a statesman, that of shutting down our borders to safeguard public health.

The population will also remember the never-ending soap opera series. *On dirait un interminable feuilleton!* I am here referring to when we secured vaccines for our population, thanks to the gargantuan effort of the Government and its good diplomatic relations, *sa ousi lopozişion pan trouv bon!* They went on discouraging the public from getting vaccinated, using baseless arguments about the quality of the vaccine, and when that did not work, these same *grand patriotes de l'autre de côté de la Chambre*, they tried unsuccessfully, *de créer une polémique*, Mr Deputy Speaker, Sir, over the consent forms.

I say unsuccessfully because all their *coup bas*, - like we witnessed lately in the intervention of hon. Mohamed and hon. Ms Anquetil - their below the belt attacks, their *politique de bas étage*, their desperate attempts at instilling fear in the population, *ine ale rod problem kan nu deza ena preoccupation*. Their manoeuvres, Mr Deputy Speaker, Sir, did not convince the majority of our people. I repeat the word 'unsuccessful' because nothing has worked for them so far. It did not work because we have an intelligent population. A population that can demarcate right from wrong, a population that recognises the right leadership that the country needs, that of hon. Pravind Kumar Jugnauth.

M. le président, en 2019, la population mauricienne a choisi de placer sa confiance en notre Premier ministre et cette même population continue de le faire aujourd'hui encore alors que nous faisons face à des situations économiques et sanitaires mondiales exceptionnelles.

This Budget, Mr Deputy Speaker, Sir, is for the population, for our people, nothing more and nothing less. But the population and us, Members on this side of the House, we are prepared once again to patiently sit down and listen, obviously in the spirit of parliamentary democracy and with our usual *soupçon* of indulgence, we will listen to the same rhetoric, *la même rengaine, augmentation pa assez, budget pas bon, budget confetti, election triker, budget resoffer*. The same rhetoric, Mr Deputy Speaker, Sir, and perhaps here, my colleague, the hon. Minister of Health could choose to investigate this '*nanier pas bon* syndrome' and should there be a vaccine on the market for this syndrome, on this side of the House, we undertake to fast-track the procurement of such vaccines and we undertake to administer them to you, those in need, free of charge, *gratuit!*

Mr Deputy Speaker, Sir, when the world was on its knees, when our population, our economy, our welfare was in a precarious position, how did this Opposition help in any way?

Allow me to try and enumerate *leur grands actes patriotiques. Fer tam tam devan la cour, devant parlement ; fer la marche gauche droite, bane la marche san destination; go slow pour protester prix l'essence ; incitation à des actes irresponsables*, Mr Deputy Speaker, Sir. All of these backfired lamentably upon them, and *ti zis rest pu ecoute zot dir ki Pravind Jugnauth li mem ine deriere la guer Ukraine ek la Russie*.

But luckily, Mr Deputy Speaker, Sir, except for a handful few, the majority of our people are very well informed of what is happening in the world and understand that the economic situation is not limited to our country only as some are desperately trying to *fer croire*. At this junction, Mr Deputy Speaker, Sir, it is important to recall the introductory remarks of the hon. Minister of Finance, Dr. Padayachy, to this current Budget, I quote –

- This Government has introduced the Wage Assistance Scheme and the Self Employed Assistance Scheme which benefitted 542,000 workers and Self Employed to preserve employment representing Rs27.3 billion.
- This Government has paid the pension at Rs9,000 to some 302,000 beneficiaries to preserve the purchasing power of the elderly and the vulnerable.
- This Government has subsidised essential products to the tune of Rs5.2 billion.
- This Government has increased the minimum wage from Rs10,200 to Rs11,075.
- This Government has paid salary compensation to employees of SMEs.
- This Government has provided a moratorium on the repayment of capital of loans.
- This Government has paid allocated billions to support businesses. Our response package has enabled us to avoid massive lay-off of 100 thousand people and avoiding economic bankruptcy and social chaos.

Mr Deputy Speaker, Sir, let us just imagine more than 300,000 of our working class people losing their jobs and if only we can spare one minute to imagine the amplitude of that crisis, and the damaging effect it would have had on our people and our country, it is only then that we can appreciate what this Government under the leadership of our Prime Minister has achieved. The Prime Minister, Mr Deputy Speaker, Sir, has once again beautifully demonstrated his mettle.

And we are going to remember *de l'autre côté, nous avons le grand donneur de leçons*, Dr. Sithanen, who was on radio recently. Dr. Sithanen, Mr Deputy Speaker, Sir, I mean this is

the person who shall go down in history; he is always going to be remembered. We remember him for what?

- *Li ti rass dipain dan la bouche bane zenfan vulnerab.*
- The introduction of additional stimulus package *pou ti copains*.
- The NRPT - the National Residential Property Tax. Allow me to correct my colleague, hon. Balgobin on this, it is not remembered as Sithanen Property Tax, it is remembered as NRPT Navin Ramgoolam Property Tax at that time.
- Les taux d'impôts uniforme à 15%.

Mais quelle injustice, M. le président! Dr. Rama Sithanen is the last person to comment on this heavily-social budget and allow me to put this on record, Mr Deputy Speaker, Sir, *Rama Sithanen n'arrivera jamais à la cheville du Dr. Padayachy en ce qui concerne la gestion de notre économie.*

Mr Deputy Speaker, Sir, we care for our people in vulnerable situations. We do not say it, we do not come here and do theatrics, we mean it and it is accompanied by solid actions. That is what our Prime Minister, our Minister of Finance and this Government stand for.

Mr Deputy Speaker, Sir, the MSM-led Governments have always either inherited tough times or sailed through rough tides; be it under the leadership of late Sir Anerood Jugnauth or the leadership of hon. Pravind Kumar Jugnauth. The adversities faced by our Prime Minister consecutively during the pandemic and the war have been unprecedented and have given our people another opportunity to witness his leadership at its best. We need strong leadership, bold initiatives, solidarity, and most importantly, a sense of patriotism during harsh times that our country and our nation are currently going through. I quote –

“With the people, For the People”

This is the philosophy that drives this Budget. Anyone who suffers the most will obtain some relief in this Budget. No one should be and no one has been left behind, Mr Deputy Speaker, Sir.

This Government has introduced a panoply of measures that touches and reduces the burden of every single Mauritian of our Republic by ensuring that –

- essential products are and remain accessible to the population;
- different significant avenues of job opportunities are explored;

- access to decent housing remains a priority, I remember somebody referring to the number of social housing that has been achieved by this Government, I think they should try and look into their own track record before talking about the achievement of this Government during such difficult economic times;
- there is also the abolition of the Municipal Tax and concerning this tax, Mr Deputy Speaker, Sir, allow me to refute some of the frivolous arguments of the Opposition. Abolition of this tax was part of our electoral manifesto in 2019 and we are very proud that it is being executed in this Budget. I remind the House that there are some 110,000 households who will benefit from this unprecedented measure.

Mr Deputy Speaker, Sir, while the social aspects of the current Budget are undeniably the right ones, we should also understand that in this Budget, the Government has paid particular attention to two key sectors of our national strategy for sustainable development namely, the Agricultural sector to ensure our food security and the Circular Economy to make maximum use of our natural resources while adding value to wastes.

The person, the hon. Member who spoke before me, again, aptly demonstrating that she does not understand anything, was requesting explanations from the hon. Minister of Food Security and Agriculture about the measures; how he is going to enhance the production, processing, conservation of our local agricultural produce. I mean, clearly, she has not been paying any attention to the Budget Speech of the hon. Minister of Agro-Industry and Food Security. Mr Deputy Speaker, Sir, in view of ensuring our food security the Government has introduced a series of measures to enhance our production and I have no doubt that my colleague, hon. Maneesh Gobin, is the right person to lead this critical national priority.

Enormous emphasis has also been laid on the development of our Green Economy which is yet another priority which this Government is giving attention to.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me to additionally express my delight for my constituents of Constituency No. 7 that the request of the three elected members, myself, hon. Maneesh Gobin, hon. Rajanah Dhaliah, have been positively taken into consideration. The 2022-2023 Budget provides for the construction of a Mediclinic at Rivière du Rempart. To better face flash floods, the Constituency will benefit from some Rs293 m. under the National

Flood Management Programme. A new incinerator will be made available and additionally, some SMEs will benefit from a fruit ripening cluster at Rivière du Rempart.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me at this junction to also elaborate on how the measures and budgetary allocation contained in this Budget Speech will bring value to the various policy interventions of my Ministry. Mr Deputy Speaker, Sir, without the role and contribution of women, the nation would not have reached where it is today. Members of this House will recall that the hon. Prime Minister launched the National Gender Policy 2022-2030 in the context of the International Women's Day on 08 of March this year and the hon. Member who spoke before me, the Fourth Member, made reference that nothing has been done since the launching of this policy. Mr Deputy Speaker, Sir, either she is *complètement à côté de la plaque comme d'habitude* and does not understand what it undertakes to implement a policy, a National Paper or she has just not been following the progress made with the technical working groups and the National Steering Committee for Gender Mainstreaming.

The National Gender Policy 2022-2030, Mr Deputy Speaker, Sir, provides a framework for collective actions amongst all key stakeholders and it goes without saying that gender would undoubtedly cut across all the policies and programmes of various Ministries and stakeholders. I look forward to fruitful engagements with the gender focal points, at the level of the National Steering Committee on Gender Mainstreaming which I personally chair, and I extend my appreciation to the Minister of Finance and by extension to the Prime Minister for allocating under the Resilience Fund the following provisions –

- Sustainable Women Entrepreneurship;
- Women Empowerment Support,
- Revamping of our Community Centres into Family and Community Welfare Centres.

Three of which are already underway, hon. Ms S. Anquetil will be happy to note, that of Gokoola, St-Aubin and St-Pierre.

Mr Deputy Speaker, Sir, today there is a consensus from various supporters that this Budget has been conceived whilst bearing in mind the reality of the ground. Mr Deputy Speaker, Sir, again, one of the Members who spoke before me made allusion of our ageing population, and I would like to highlight that this Budget has made provision to the tune of Rs50 m. for the creation of four, not one, but four fertility clinics to be set up at the level of regional hospitals. This example is a clear testimony that the Minister of Finance has been

farsighted in addressing the issue of fertility treatments because if it not addressed on time, it is likely to impact significantly on our population dynamics in the long run. So, saying or purporting that nothing is being done to address our women who face difficulties in conceiving or the ageing population and demographics are not being addressed, is clearly misleading the population and the House.

Mr Deputy Speaker, Sir, Women's Economic Empowerment remains one of the key pillars of any, not just ours, of any sustainable development. While acknowledging that progress is being made, we also recognise that there is room for improvement as regards the economic empowerment of our women. Mr Deputy Speaker, Sir, it is high time that the National Women Entrepreneur Council be recognised as the entity that brings together well established as well as aspiring women entrepreneurs who operate in the micro, the small and medium enterprises. It is precisely within this backdrop that my Ministry, with the support of the UNDP (United Nations Development Programme), is working on a "National Strategy for Women Entrepreneurship Development in Mauritius" and with the aim of guiding my Ministry on the legislative, institutional, policy dimensions that would be responsive to women's strategic needs, aspirations, thereby enlarging the scope of Women Entrepreneurship Development in our Republic.

Mr Deputy Speaker, Sir, one of the Members of the other side of the House criticised that why we are targeting only 50 potential women entrepreneurs for training programme. At least we are starting and we are heading in the right direction. God knows what has been happening in the 10, 14, 15 years that the other side was in power. *Aster kin rapel ena madames entrepreneurs dans sa pays-la*. The effective implementation of this measure, Mr Deputy Speaker, Sir, will go a long way in not only empowering women economically but will *de facto* contribute to enhancing their livelihoods and those of their families. I take this opportunity considering all the arguments being thrown haphazardly out of desperation from the other side. I take this opportunity, Mr Deputy Speaker, Sir, to re-iterate my Ministry's determination to keep moving on the journey on which it has embarked since I took over the portfolio of Gender Equality and Family Welfare in 2019.

Mr Deputy Speaker, Sir, coming to our children, again, a particular Member purported that nothing has been done for them. Coming to our children, this Government being a great proponent of the rights, of the development, of the protection, of the welfare, the Budget has given colossal attention in improving these very rights and allow me to very humbly remind the House and the population and express my satisfaction that 2022 has

marked a great turn in our legislative landscape with the introduction and proclamation of three historical pieces of legislation in favor of our children.

Mr Deputy Speaker, Sir, the additional Relay Centre at Notre-Dame which, as explained in various answers to various PQs, had some issues, is now fully operational. Residents who are aged between 16 and 18 are going to benefit from a Skills Development Programme to enhance their employability. There are benefits of a Child Care Services which are obviously not limited to children's development but also extend to good quality affordable child care to have a positive impact on our women's economic inclusion and national productivity.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Government has maintained the one-off cash grant of Rs500,000 for upgrading of infrastructure of our existing Child Day Care Centres in order to make them more conducive for the safety and the care of our children.

Mr Deputy Speaker, Sir, as announced at paragraph 268 of the Budget Speech, my Ministry will shortly introduce an Adoption Bill in the National Assembly to regulate both foreign and local adoption and give an opportunity to all children to grow up in a family environment.

When it comes to domestic violence, Mr Deputy Speaker, Sir, it is a social scourge, we have acknowledged it and it needs to be completely uprooted from our society. Might I, very humbly, again remind the House and the population that the commitment to eliminate the scourge comes from the highest level of governance with the hon. Prime Minister himself chairing the High-Level Committee on the Elimination of Gender-Based Violence. Before somebody from the other side of the House questions where is the progress, we have already started implementing the recommendations of the National Strategy and Action Plan to eliminate gender-based violence.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me to highlight that at paragraph 270 in the Budget Speech, my Ministry is about to set up the model shelter for women victims of domestic violence; we, the MSM-led Government, will be implementing that. It is going to be situated at Rivière du Poste and it is again in line with the recommendation of the National Strategy and Action Plan to combat domestic violence. I hereby applaud my hon. colleague, the Minister of Finance, Economic Planning and Development for this measure.

To conclude, Mr Deputy Speaker, Sir, the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development has presented a social, an inclusive Budget which addresses the

current socio-economic challenges. The Government led by hon. Pravind Jugnauth has not only lived up to the expectations of the population but has actually exceeded those expectations.

It is a Budget *rempli d'humanisme*, a Budget that fleshes out the contours of a roadmap to recovery with particular emphasis on what is our greatest asset, our most valuable treasure, and that is our people. This Budget is for them, for the people.

I will end with a few words which I took the liberty of pinching from my hon. colleague, *l'honorable* Maneesh Gobin, and I quote –

“Tough times do not last, tough people do.”

We are tough and we shall last.

With these words, Mr Deputy Speaker, Sir, I again congratulate the hon. Prime Minister and the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development, Dr. Padayachy, for masterminding and executing this audacious and well-timed Budget 2022-2023.

Long live the Republic of Mauritius! I thank you all for your attention.

The Deputy Speaker: Thank you very much. We will break for 30 minutes.

At 11.16 p.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 12.04 a.m. with Mr Deputy Speaker in the Chair.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Please be seated. Hon. Minister Hurdoyal!

The Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms (Mr T. Hurdoyal): Mr Deputy Speaker, Sir, I wish at the very outset to express my thanks and appreciation to the hon. Prime Minister, who since he came at the helm of this Government, has always a soft corner for the most vulnerable groups of our society and the workers. All the Budgets of this Government have been prepared under his able leadership along this philosophy and his vision for a more inclusive society.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me here itself to make it very clear that I am not praising the hon. Prime Minister in the hope of being eligible to stand as candidate or *pou gagn ticket* for the next elections, as hon. Shakeel Mohamed said earlier during the day in his intervention. What a joke made by the hon. Member! But I will not blame him. Maybe this is

how it might work elsewhere! But it is definitely not how it works in this Government where we are assessed by our competencies, and the efforts we put in our duty as elected Members of this National Assembly.

I, just like the other Members of this side of the House, as my colleague. hon. Deepak Balgobin mentioned earlier in his intervention, we praised the hon. Prime Minister for his hard work, his ability, his vision to take this country to greater heights, his strong determination and willingness to improve the lives and standard of living of each and every individual living in this country, especially the most vulnerable. The bold and unprecedented measures taken under such difficult economic circumstances speak for themselves.

I will have the opportunity to elaborate more during my speech. So, I wish to make it very clear to the hon. Member that we do not praise this Prime Minister so that we can stand as candidate for the next elections. We praise this Prime Minister because he has proved that he deserves all the praises, Mr Deputy Speaker, Sir.

Mr Deputy Speaker, Sir, next, I would like to congratulate my colleague, the hon. Minister of Finance, Economic Planning and Development for presenting the third Budget of this Government. This Budget aims primarily at restoring the purchasing power of all Mauritians and consolidating the Welfare State.

In spite of the international economic turmoil, geopolitical changes and global health challenges, my colleague, the hon. Dr. Padayachy, has succeeded in this Budget to meet the expectations of the different segments of the society. The workers, SMEs, the elderly, the youth, and more importantly, the vulnerable groups have been given due consideration. He has skillfully crafted a Budget that contains a series of measures to consolidate social justice, redynamise the Agro-industry, alleviate the hardships of the poor, and promote the wellbeing of the Mauritians.

Mr Deputy Speaker, Sir, I wish to remind the House that last year's Budget focused on Recovery, Revival and Resilience. Now that the economy is recovering, we have come forward with a Budget For The People, With The People.

Mr Deputy Speaker, Sir, allow me to briefly highlight the salient features of this Budget. First, we proposed a series of measures, amongst others, payment of a monthly income allowance of Rs1,000 to all employees drawing less than Rs50,000, and an increase in Basic Retirement Pension by a minimum of Rs1,000 to restore the purchasing power of the

population. These measures will benefit more than 650,000 persons directly, Mr Deputy Speaker, Sir.

Second, we have abolished municipal tax to create an equitable treatment between rural and urban residents. 110,000 households will benefit from this measure.

Third, we have increased subsidies for cooking gas, rice and flour and introduced price control on several basic commodities. An amount of Rs500 m. has been allocated to the State Trading Corporation for importation and sale of essential products at a subsidised rate. These measures also, Mr Deputy Speaker, Sir, will greatly alleviate the burden of the poorest section of our population and mitigate rising prices of basic commodities.

Fourth, we are introducing regressive pricing for pharmaceutical products to contain price increases.

Fifth, we are consolidating the Welfare State through further increase in social benefits for the elderly, children, widows and people with disabilities and increasing the financial assistance for overseas medical treatment. In fact, Mr Deputy Speaker, Sir, the Budget provides Rs45.4 billion for social transfers compared to Rs37.7 billion in 2021-2022 Budget.

M. le président, plus socialiste que ça, on meurt.

Sixth, we have introduced several incentives in the agro sector to encourage planters to produce local products for local consumption to reduce our dependence on imports and achieve a higher level of self-sufficiency, particularly at a time when the war in Ukraine is disrupting world food supply and creating food shortages.

M. le président, ce budget est allé au-delà des attentes de la population et apporte un soulagement aux démunis et la classe moyenne qui faisait face à une érosion de leur pouvoir d'achat. L'histoire retiendra que ce gouvernement a pu faire ce qu'aucun gouvernement n'a fait pour les groupes vulnérables de notre société. Permettez-moi ici, M. le président, de citer Antoine de Saint-Exupéry. Je cite –

« Pour ce qui est de l'avenir, il ne s'agit pas de le prévoir, mais de le rendre possible. »

C'est ce qu'on fait, en tant que gouvernement responsable, à travers ce budget, M. le président.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Government will go down in history as a Government which has not spared any means and efforts to protect and safeguard the rights of the workers

and the vulnerable groups. This Government dared since 2014 to come up with innovative and bold measures that no previous Governments, the so-called socialist Government, had the courage to come forward.

Since 2014, we have increased basic pensions for the elderly, widows, orphans and disabled persons and introduced unprecedented measures such as the minimum wage, the negative income tax, the Portable Retirement Gratuity Scheme, the Wage Assistance and Self-Employed Assistance Scheme in which Government injected not less than Rs27 billion and saved more than 100,000 jobs.

In this Budget, we have announced a series of measures to alleviate the suffering of the poor and help them face the world food price inflation which is beyond the control of this Government.

M. le président, cette panoplie de mesures prise depuis 2014 démontre clairement la volonté de ce gouvernement de promouvoir le bien-être et l'épanouissement de nos compatriotes au bas de l'échelle et les plus démunis de notre société.

Mr Deputy Speaker, Sir, as a caring and responsible Government, we have done our best within our means to provide maximum support and protection to the vulnerable groups. We shall continue to do so, Mr Deputy Speaker, Sir, because we firmly believe that people should be at the centre of development.

Mr Deputy Speaker, Sir, the 2022-2023 Budget is widely recognised as a forward-looking one which provides the means for realising our vision for a society where unity, equality, solidarity as well as social harmony remain entrenched as core values in our socio-economic fabrics.

The policy measures outlined in the 2022-2023 Budget do not only cater for economic recovery but also at creating an inclusive society. In fact, every Mauritian agrees that in the present context, the Minister of Finance, Economic Planning and Development had no other option than to come up with a Budget that would mitigate the adverse impacts of the COVID-19 pandemic, the Ukraine-Russia war and climate change, stimulate investment and unleash the creative potential of critical sectors whilst protecting the weaker sections of our society. In short, Mr Deputy Speaker, Sir, it is as rightly advocated by the hon. Prime Minister –

“bidze 2022-2023 c’est ene continuation de philosophie ki nou fine toujours ena...le bien-etre de tout la population.”

Mr Deputy Speaker, Sir, it is the first time that even some of the Members of the Opposition recognise that the Budget is a socialist one and Government has gone the extra mile to support the vulnerable groups and middle class. All Trade Unions, Consumer Associations and Senior Citizen Associations widely acknowledge that this Budget will greatly improve the living conditions of the vulnerable groups and middle class. Let me quote what hon. Paul Bérenger said about this Budget and which was reported in ‘*Le Defi*’ newspaper of Wednesday 08 June 2022. I quote –

“Il y a eu certains efforts, mais ce n’est pas suffisant...”

This is a clear indication that the 2022-2023 Budget has gone beyond the expectations of everybody and taken the Members of the Opposition by surprise.

Mr Deputy Speaker, Sir, we have to reckon with the fact that this Budget has been crafted against the backdrop of uncertainties. The economic impacts emanating from Russia’s invasion of Ukraine are far reaching and adversely affecting prices of commodities and compromising world peace.

All economic fundamentals are being questioned and even IMF and the World Bank are constantly reviewing the global growth projections. Mauritius, being a remote country from all its main export markets and tourism markets, is likely to bear the brunt of external shocks.

Hats off to my colleague, the hon. Dr. Padayachy, who, in spite of this difficult international context, succeeded in producing a Budget which protects the vulnerable groups and middle class and addressed the concerns of the population at large.

Mr Deputy Speaker, Sir, before dwelling on my Ministry, I would like to touch on one particular aspect which is very dear to me, that is the youth of this country. The youth is our most valuable asset for the future of this country. They have the potential and intellectual capabilities, which if properly harnessed and guided, could bring the country to new heights of development.

Youth development and empowerment has always been our topmost priority. In all Budgets, this Government has introduced special measures, incentives and schemes to enable them to develop their creative talents, their innate skills and provide them with opportunities to develop their own business and contribute to the socio-economic development of Mauritius. Mr Deputy Speaker, Sir, it is the vision of this Government to create a nation of entrepreneur and we are providing all the facilities and now it is up to our youth to grasp the

opportunities to shape their own destiny and become their own boss. Mr Deputy Speaker, Sir, I am one of the many vivid example. Let me quote Roy Bennett, Author of The Light in the Heart. I quote –

“Believe in yourself. You are braver than you think, more talented than you know, and capable of more than you imagine.”

Mr Deputy Speaker Sir, I would also like to express my gratitude to the hon. Prime Minister and the hon. Minister of Finance for the consideration given to my constituency in this 2022/2023 Budget.

In the Budget 2021/2022, provisions were made for the implementation of several infrastructural and development projects in different regions of my constituency. Here, I would like to report to the House that the implementation of all the projects are already on and are progressing.

My constituents and myself have been amazed that in this Budget also, Constituency No.10 has not been left behind and provisions have been made for new projects to, amongst others, improve the drainage system and mitigate flood risks, replacement of pipes for better water supply and develop infrastructural projects. Mr Deputy Speaker, Sir, on behalf of my constituents, I wish to express my gratitude to my colleague, the Minister of Finance, Economic Planning and Development for this gesture.

Mr Deputy Speaker, Sir, it is undeniable that the Budget 2022/2023 has created a feel good factor among the people of this country. The population recognises the efforts made by this Government to extend additional support to all segments of the population.

Mr Deputy Speaker, Sir, I shall now refer to my Ministry. My Ministry comprises four important Divisions, namely, the Human Resource Management Division, the Human Resource Development Division, Occupational Safety and Health Division and the Public Sector Business Transformation Bureau.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Human Resource Management Division of my Ministry has a key role in ensuring that Ministries and Departments are properly manned with appropriate human resources to implement Government policies, programmes and projects, providing quality service to the public. This Division is also responsible for the prescription of scheme of service for all grades which are the basis for recruitment in the public sector. During this financial year, my Ministry has prescribed 101 schemes of service.

Recently, my Ministry has set up a Consultative Committee to facilitate the consultation process between Line Ministries and Federations/Trade Unions and fast-track the prescription of the Schemes of Service. Over and above, the Human Resource Management Division provides guidelines to Ministries and Departments regarding conditions of employment in the Public Service and in the implementation of recommendations of the PRB Report. It also assists Ministries/Departments in the settlement of labour disputes.

During this financial year, around 3,400 cases relating to conditions of service have been processed. The Employment Relations Unit which operates under the aegis of that division holds regular meetings with Federations of Trade Unions to sort out issues and reach consensus on disputes and discuss HR matters that are of concern to them.

In the course of this financial year, 16 meetings were held with Federations and Trade Unions to address more than 150 representations and identify solutions to the satisfaction of all parties.

Mr Deputy Speaker, Sir, last year, provision was made for the filling of around 9,400 vacancies and by the end of this financial year, around 60% of these vacancies will be filled, which represent a marked improvement compared to Financial Year 2020-2021 when only 30% of vacancies were filled. This Budget has provided for the filling of 8,353 vacancies in the Public Service to ensure that the Ministries and Departments have the adequate capacity to deliver according to their mandate. My Ministry will, in collaboration with the different Commissions, set up a mechanism to fast-track the recruitment process.

Mr Deputy Speaker, Sir, training and development are critical for a modern and vibrant Public Service. To this end, PRB Report 2021 has, once more, stressed on training and development as an essential element of the overall human resource management in the public sector to sustain employees' continual growth and nurture a culture of performance. The PRB has even gone further in its 2021 Report recommending the designation of a Training Manager for the implementation of training programmes and to carry out periodic training needs assessment and to look after skill upgrading, capacity building and enhancement of competencies of all public officers to enable them to perform their duties efficiently and effectively.

Last year, in spite of restrictions on mass gathering, around 10,000 public officers of different grades were provided work-oriented training by the Civil Service College to keep

them abreast of new techniques, technologies and skills. Around 8,300 public officers completed training in line with the requirements of Occupational Safety and Health Act by the Occupational Safety and Health Division of my Ministry and some 1,700 public officers have been trained through bilateral support of donor countries under the Technical Assistance Programme of my Ministry.

In total, around 20,000 public officers were provided training during this financial year. This largely exceeded the set-out target of 15,000 that I announced last year.

Mr Deputy Speaker, Sir, I wish to emphasise that in our training programme, employees in the Workmen Group which are the first point of contact with the public are provided with relevant training to prepare them to interact properly with the public and provide a quality service with courtesy. Over the past two years, some 2,000 employees in the Workmen Group have been trained.

Mr Deputy Speaker, Sir, Safety and Health of Public Officers is the top priority of my Ministry. The Safety and Health Division of my Ministry has the responsibility to ascertain that safety and health norms are being complied with to minimise risk of accidents at workplaces and ensure that the work environment is safe.

In this context, a dedicated Safety and Health Officer of my Ministry has been attached to every Ministry and Department on a full time or part-time basis and during this financial year, more than 7,500 safety audits, 500 new risk assessments and 550 fire drills have been carried out in different Ministries and Departments.

Mr Deputy Speaker, Sir, my Ministry has also introduced an Occupational Safety and Health Management System to provide a framework for public organisations to systematically control its safety and health risks, reduce the potential risks for incidents and facilitate compliance with international safety and health norms. This system is currently being implemented in 19 Ministries and Departments covering 77 worksites in the Public Service. It is expected that once this system is implemented, it will help to bring cultural change in a planned and systematic manner and foster positive health and safety culture.

My Ministry has developed a Framework Agreement to facilitate procurement of fire safety items by Line Ministries to enable them to comply with mandatory fire safety requirements and obtain their fire certificates. I am pleased to inform the House that Dr. A. G. Jeetoo Hospital has already developed its fire evacuation plan in collaboration with the

Mauritius Fire and Rescue Service, and this is now being extended to all other regional hospitals.

During this financial year, my Ministry has also developed a protocol for the management of injury and illness at the workplace, to serve as guideline to accounting officers on how to manage work-related injuries and illness within Ministries and Departments. My Ministry annually organises an event to mark the World Day for Safety and Health at Work and to sensitise all Ministries and Departments on the importance of the safety and health at work. This year, we organised one week of activities at the level of Ministries and Departments to raise awareness among the public officers on safety and health at work. This culminated with the holding of a multisectoral workshop.

Mr Deputy Speaker, Sir, the COVID-19 pandemic has given rise to a new normal where innovative technologies will be one of the drivers of the new economy. It is, therefore, imperative for the public service to embrace the cutting-edge technologies to enhance quality of service delivery. The Public Sector Business Transformation Bureau, which operates under the aegis of my Ministry, is actively engaged in the implementation of several projects that have a transformative impact on public service delivery and geared towards the improvement of quality of service. Every Ministry and major Government Department has a Transformation Implementation Committee that oversees, monitors and evaluates the development and implementation of its Business Transformation Initiatives.

As at June 2022, 342 Business Transformation Initiatives were being implemented across the public service, out of which 85 have already been completed, and 238 are still under implementation. The Bureau was assigned the responsibility to monitor the implementation of five key performance indicators adopted by Government in respect of training, good governance, fire safety compliance, prescription of scheme of service and e-HR to accelerate the process of transformation across the Public Service and promote integrity. The implementation of these KPIs are closely being followed up by the Bureau with all Ministries and Departments.

The Bureau is currently developing a SMART Process Manual to provide guidelines to Ministries and Departments on how to streamline processes and ensure an efficient and effective use of resources. Once this manual will be ready, all Ministries and Departments will be required to embark on the conduct of Business Process Re-engineering exercises with

a view to eliminating wastages, reducing inefficiency and improving quality of service delivery.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Bureau will continue to play a pivotal role in engaging Ministries and Departments in the adoption of innovative and emerging technologies in a bid to improve service delivery.

Mr Deputy Speaker, Sir, it is the vision of this Government to transform the public service into an efficient, innovative and creative agency, which is an active driver in the nation building process, with officers with a new mind-set that focuses on national targets rather than on routine administrative jobs only. In this context, my Ministry is currently implementing several projects and schemes that aim at promoting excellence in public service delivery, facilitating adoption of new technologies and upgrading the skills of the public officers.

Last year, I announced to the House that my Ministry will construct a state-of-the art infrastructure at le Réduit Triangle to provide the Civil Service College, Mauritius with a modern facility to enable it to offer to all public officers with 40 to 60 hours of meaningful work-related training opportunities annually, as recommended in the PRB Report 2013. I am happy to report to the House that construction has already started and work is in progress. The construction is expected to be completed before the end of next year. This infrastructure will enable the college to operate as a training institution in line with its vision to become a regional centre of excellence for training.

Mr Deputy Speaker, Sir, my Ministry is presently implementing a cost-effective and flexible Human Resource Management System (e-HR) for the Public Service using open-source technology. The scope of the project focuses on the development of core HR functionalities being used at the level of Ministries and Departments, and covers the following components –

- i. Employee Sourcing;
- ii. Employee Benefits;
- iii. Leave Management System;
- iv. Training, Discipline and Self Service.

Phase 1 of the project which consisted of the implementation of the Leave Management System on a pilot basis, at my Ministry and the Ministry of Information

Technology, Communication and Innovation has been successfully completed. The Leave Management System is fully operational in the two Ministries, and now public officers of these Ministries can apply for their leaves online and obtain approval thereof through SMS and email. Moreover, the officers can check their leave balances.

The Phase 2 of the project is currently being implemented in 11 Ministries covering 22 organisations, representing 25% of public officers. The phase is expected to be completed by end of this financial year.

Phase 3 which will cover the remaining 67 organisations would be completed by end of Financial Year 2022-2023.

The e-HR platform will interface with other government IT systems relating to public officers. For example, the e-payslip developed by the CISD can be accessed by public officers on the e-HR platform. Similarly, the Accountant General's Office is developing an online passage benefit system which will be linked to the e-HR system and be available on the e-HR platform. The e-HR system will enhance efficiency and effectiveness in use of human resources, assist Management in succession planning and generate report for policy decisions. Public officers can obtain information about their leaves, passage benefits, schemes of service and personal HR data through the click of a button.

Mr Deputy Speaker, Sir, as announced in the Budget Speech 2020-2021, my Ministry has introduced a new Sandbox Framework to promote the adoption of emerging technologies in Ministries and Departments. As at date, 34 project proposals have been received via the online Sandbox portal, out of which 13 projects from 8 Ministries/Departments had been retained based on their transformative impact on service delivery. My Ministry has embarked on the implementation of a Collaborative Platform and Document Management System for the Scheme of Service Unit and is providing technical support for the implementation of a Vehicle Management System.

In this Budget, provision to the tune of Rs2 m. has been made to finance projects under the Sandbox Framework.

Mr Deputy Speaker, Sir, Government business and Public Service delivery were adversely affected by the COVID-19 pandemic particularly during the nationwide lockdowns in March 2020 and March 2021. So far, not even a single Ministry/Department has a business continuity plan to ensure a continuous service delivery with minimum interruption in times of crisis.

During this financial year, the Civil Service College, with the financial assistance of the United Nations Development Programme, is assisting 13 Ministries to formulate their Business Continuity Plans. In the next financial year, provision has been made by the Civil Service College to continue to coach other Ministries and Departments on the preparation of their Business Continuity Plans.

Mr Deputy Speaker, Sir, such a Plan will ensure that in times of crisis and calamities, there is continuity in Government business and the citizens are not deprived of Government services.

Mr Deputy Speaker, Sir, eDMS is a key driver of public sector transformation and ensuring business continuity. In this context, the UNDP has agreed to provide technical and financial assistance for the implementation of the eDMS on a pilot basis at my Ministry.

The procurement exercise for this project is currently being carried out by the UNDP and tender will be awarded shortly. The project will be implemented by end of this year. On the basis of outcome of the project, Government will consider the possibility of implementing the project across the Public Service.

Mr Deputy Speaker, Sir, my Ministry pursued the implementation of the Enhancement of Work Environment Programme (EWEP) for Financial Year 2021-2022 and has provided financial support for projects relating to protection of public officers against COVID-19 infections. As at date, 1,200 projects have been funded under this programme.

Mr Deputy Speaker, Sir, experience has shown that organisations which embrace innovative ideas and international best practices are more resilient to external environmental factors and are able to perform better.

In this context, my Ministry has since 2006 introduced the Public Service Excellence Award, which provides public institutions with an effective tool to improve the quality of service delivery and create new ways of doing Government business to facilitate socio-economic development and increase wealth for the betterment of the nation. This Award is now becoming an annual feature that serves as a motivational tool for the continuous improvement of our service delivery. The Award is running in its 14th year and has, so far, attracted 552 public organisations.

Mr Deputy Speaker, Sir, my Ministry has the responsibility to ensure that the recommendations contained in the PRB Report 2021 are duly implemented in the public sector. In this context, a Standing Committee has been set up at the level of my Ministry to

oversee the effective implementation of PRB recommendations and guide Line Ministries on the proper interpretation of recommendations in the event they are facing difficulties. So far, 70% of actions recommended in the PRB Report 2021 have already been implemented.

Following the publication of the 2021 PRB Report, my Ministry received 216 representations on errors and omissions which have been transmitted to the PRB for consideration in its addendum report.

Mr Deputy Speaker, Sir, over the past two years, the Public Officers' Welfare Council could not organise major welfare activities for the benefit of public officers due to sanitary restrictions and limitation on mass gathering. The Council did organise certain online activities such as art and essay competitions and as from the next financial year, the Council will resume all its activities.

I wish to thank my colleague, the hon. Dr. Padayachy, for increasing the grant of the Public Officers' Welfare Council from Rs3.5 m. to Rs5 m. This will allow the Council to recruit its own staff and build up capacity within the organisation.

Mr Deputy Speaker, Sir, with a view to promoting a healthy workforce and providing an avenue for Public Officers to maintain a good work-life balance, my Ministry, in collaboration with the Public Officers' Welfare Council, has set up a modern fitness centre that caters for Public Officers of different ages and fitness levels under the supervision of trained and qualified instructors. It is equipped with the latest high-tech fitness accessories, high-end cardio machines and other heavy-duty exercise equipment. It is the first time that a Government has set up such a facility for the benefit of public officers. This initiative bears testimony to the importance that this Government attaches to the welfare of Public Officers.

M. le président, le Budget 2022-2023 est un budget socialiste qui correspond parfaitement aux attentes de, non seulement les plus vulnérables, mais également de tous les segments de la population. C'est un budget qui répond aux besoins des différents secteurs économiques. Les mesures proposées dans ce budget sont allées au-delà des espérances de toutes les parties prenantes.

C'est un budget qui vise à combattre la pauvreté, à créer plus d'emplois pour les jeunes et les femmes, stimuler davantage les investissements, soutenir les Petites et Moyennes Entreprises et réduire notre dépendance aux importations alimentaires.

Above all, Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget is demonstrating to the world that solidarity matters. Solidarity is critical for social peace and cohesion and that this Government means business and is walking the talk.

Mr Deputy Speaker, Sir, let me quote what the former President of the United States of America, Barack Obama said, I quote –

“A budget is more than a series of numbers on a page; it is an embodiment of our values.”

This is what we have done in this Budget, Mr Deputy Speaker, Sir.

I thank you for your attention.

The Deputy Speaker: Thank you! Hon. Osman Mahomed!

(12.49 a.m.)

Mr Osman Mahomed (First Member for Port Louis South & Port Louis Central): Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir. Listening to the Minister of Public Service, Administrative and Institutional Reforms reminds me of the visit of late Lee Kuan Yew, former Prime Minister of Singapore. When he visited Mauritius, a journalist asked him a question: how does he explain the success of Singapore? And he replied: ‘The recipe is very simple. In every Ministry in Singapore, the person that I put at the head of the Ministry, I make sure that he or she is the most competent person in that Ministry.’ And he did not stop there, he said: ‘And the Minister that I choose to put in that Ministry, I make sure that he is more competent than the persons that I have put in charge in that Ministry.’ This is the simple recipe that Singapore has used and it is food for thought for the Minister of Public Service.

Mr Deputy Speaker, Sir, I thank you for giving me the opportunity to intervene on the presentation of the Budget Exercise 2022-2023, titled ‘The Only True and Sustainable Prosperity is shared Prosperity’, an unusually long speech of nearly two hours from the hon. Minister of Finance. If you compare it by local standards and more so, if you compare it with international standards, for example, in the UK this year, the Chancellor of the Exchequer, Rishi Sunak delivered the spring statement of 2022, the equivalent of the Budget Speech in just 28 minutes, giving only the guiding principles. He did not consider it necessary to list down all the little drains and potholes projects to be implemented in every remote village in the United Kingdom.

Mr Deputy Speaker, Sir, the Budget contains a dog's dinner of measures: the good, the bad and the very ugly. If you read the headlines of the newspapers, you will definitely come to the conclusion that this is a popular budget, presenting giveaways to everyone in sight. But anyone who has just an ordinary level in economics must be concerned at the virtual absence of any fiscal responsibility or long-term thought for a country in dire debt. It is another of this Government's Christmas tree budget. The Minister of Finance and his *éminence grise* consulted with everyone, then, he just gave them all what they asked for, putting the country into deeper debt. Full of pretty presents but based on utterly false promises about growth and tourist revenues. You have to go back to the 1980s to find a growth rate of 8% or more. And we never had 1.4 million tourists even in the best of times. What we have here is nothing but a false prospectus. If you were the Director of a Commercial Company with this prospectus, under Commercial Law, he would deserve not a long thumping ovation from his friends but he will be in big trouble.

One might have expected to find in this voluminous package some forward thinking but the whole collection of electoral bribes masquerading as goodies for the people lacks in a serious planning. Throughout his overlong diatribe, there was scarcely a word about serious long-term planning. Perhaps he has just forgotten he holds the brief as Minister responsible for Economic Planning and Development. He has given away so much that when the national coffers will be empty, we will be up to our necks in debt repayment. Did he mention that? No. And it is not his money that he is giving away. It is the money not just of current tax payers today but that of our children and our children's children. What is the long-term planning? The long-term prospects for this country are before us in a great abyss of debt; even after plundering the carefully secured reserves of the Bank of Mauritius. As a matter of fact, I have said it before, this malaise of lack of planning in the country started with the first Minister of Finance of the MSM in 2015, Vishnu Lutchmeenaraidoo who got rid of the programme-based budgeting that the Labour Party-led Government had initiated in 2005 and which was functioning very well by 2014. But what to do? There has been so much harm done to the essential institutions since 2014 and the demise of the planning is just one act of the ugly acts of this regime.

Mr Deputy Speaker, Sir, as an elected Member in the capital city of Port Louis, I have observed the reaction of the Minister of Local Government just after the reading of the Budget Speech. I think he was the first one to leave his seat and to cross over to congratulate the Minister of Finance. He went and shook his hands, I saw. I believe the abolition of

Municipal taxes has to do with this bout of excitement. An electoral promise which is being implemented with a delay of two and a half years, as the House will recall, that it was in the electoral manifesto of both the MSM and the Labour Party-led alliance.

Mr Deputy Speaker, Sir, in congratulating the Minister of Finance, I hope that the Minister of Local Government, excited as he was on Budget Day, has been able to convince the Minister of Finance to compensate the financial short fall so as not to lead to falling level of service being provided by the Municipal Councils. We shall be very watchful over this in the interest of the citizens as you will recall how since 2019 to date, Members of the Opposition have constantly been bringing to the House during Parliamentary Questions and Adjournment time so many problems concerning faulty street lights, household wastes not being collected on time, the dangerous state of many streets, inundation from flooding and rampant neglect of other public amenities.

As a reminder, the last time the Municipal Council of Port Louis distributed waste bins to the citizen of Port Louis, Mr Deputy Speaker, Sir, was during the days of the Labour Party. The same Government that spearheaded a programme for *Maurice Ile Durable* and yet the Budget Speech at paragraphs 213 to 216 talk about the cleaning and cleaning of Mauritius through a National Environment Cleaning Agency that has been set up under the Prime Minister's Office to develop our national cleaning strategy and that a sum of Rs1 billion is being allocated. Please do the simple thing first and distribute bins to the citizen to start with and then we talk about the big strategies later.

The second planning issue is that of the rise in pension of Rs1,000 to Rs2,000 which is overdue because our pensioners have not had a compensation since 2020 and meanwhile the cost of living has increased by so much but what is worrisome about this is that it is being taken prematurely from the CSG. This comes with two repercussions. Firstly, the CSG might have to be increased in the future and secondly, when the pension payment will eventually reach Rs13,500, our children and grandchildren will have to shoulder these very heavy burden. For some years now, the IMF has declared our pension's policy unsustainable. Their warnings have fallen on deaf ears, and step by step, we find this Government dishing out goodies when the cupboard is bare and just taking the hugely accumulating tonne of public debt down the road, hanging an increasing burden of debt round the necks of every citizen whilst creating the illusion that we are riding the crest of prosperity. A false illusion, a false prospectus.

I shall now move to some specific sectors, the multi-billion dollar rupees ones which I have been following here in Parliament and the first one is social housing. Mr Deputy Speaker, Sir, I watched the MBC News of last Friday, more specifically on *la cérémonie de remise des clés* of housing units at Mare Tabac. Our shock with what I heard and saw on TV and that is the hon. Obeegadoo who is not here, in the presence of the Indian High Commissioner, delivering a most political speech. He went on to mention figures of the number of housing units built by the Labour Party over the mandates 2005 to 2010 and to 2010 to 2014, at a time of rejoice when families have come to take possession of their housing keys at long last. And as a matter of fact, the MBC, out of the speech of hon. Obeegadoo, made a PowerPoint presentation which was broadcast on TV. Here it is; I took a photo of this.

« Ancien Gouvernement 2006 à 2010, premier mandat, 1,900 maisons construites. 2011 à 2014, deuxième mandat, 550 maisons construites. »

People come to take their keys and you are doing this kind of speech in front of the Ambassador of India. But since we are at it, let me ask through you, Mr Deputy Speaker, Sir, why did the hon. Obeegadoo start with 2005? Why not before? And social housing – is it limited to units delivered by the NHDC only? The answer is no. The Assembly and indeed the people, especially the senior citizens, will recall that it was the Labour Party led by Sir Seewoosagur Ramgoolam that started with the construction of social housing units in Mauritius through the Central Housing Authority after cyclone Carol, being given that after the passage of that cyclone, many families lost their homes.

By the way, Mr Deputy Speaker, Sir, since we are talking about the MBC and Sir Seewoosagur Ramgoolam, did you noticed how the MBC has reverted back to calling SSR Botanical Garden as Jardin de Pamplemousses and SSR International Airport as *l'aéroport de Plaisance*? Airbrushing the Father of our nation out of the picture. A technique commonly placed under Marshall Stalin of the USSR. Anyway, coming back to social housing. You know how many families benefitted of the CHA Housing units, Mr Deputy Speaker, Sir? 19,500 families at a time when much less families were living in Mauritius. So, those days, 19,500 families must have represented at least 10% of the household in those early days and the greatest democratization to home ownership, Mr Deputy Speaker, Sir, does not stop here. During the course of time, the CHA Housing units were sold to the families for a low price and in 2005 under the Prime Ministership of Dr. Navin Ramgoolam, the State Land onto which these same housing units were and other leases granted for social housing, including

NHDC complexes, were sold to the families at Rs2,000 per lot; a plot of land at Rs2,000, Mr Deputy Speaker, Sir, following an amendment that was brought to the State Land Act. I was at the Ministry of Housing at the material time and I know it very well.

As a matter of fact, the sale of the plots in the region of Port Louis - hon. Obeegadoo is not here - since the MSM has come to power, and I even put a Parliamentary Question on this, on the State land in my constituency, has ceased. Sale of State Land in Port Louis has ceased notwithstanding the fact that people's dossiers are at the Notary's Office. I failed to understand why and I hope, someday, he will provide us with an explanation.

Furthermore, I can understand in *Pas Géométriques*, there was a decision. But in Port Louis, hon. Ganoo, you know the dossier well. Why in Port Louis people's dossiers are stuck at the Notary's Office for years now and they do not get their contracts?

Furthermore, in comparing the figures from 2005-2014 and 2014 onwards, I hope the hon. Minister of Housing and Land Use Planning has factored in the fact that the Labour Party-led Government has, before the general elections of 2014, I was there for some time at the NHDC as Managing Director, initiated the process for housing at Petit Bel Air, Melrose, Khoyratty, Notre Dame, Bassin, Nehru Nagar in Flacq, Chebel, Camp de Masque, Henrietta, Goodlands, St Julien D'Hotman, Madame Azor, Souillac and Mon-Goût. And that these sites had actually reached different stages in the implementation process, and they were either at a stage where the contracts for construction were already awarded, some were at evaluation of bids stage, for some, their contracts for soil investigation were already awarded, and some even had reached the first step of financial clearances being sought at the Ministry of Finance.

That was the progress at the end of 2014. These housing units that were initiated by the Labour Party-led Government were continued, and then like my colleague is saying, they *coupe riban* afterwards and they put it as their *bilan*. This is what it is all about.

On a different note, Mr Deputy Speaker, Sir, but still in the domain of social housing, did you know that the grant of 10,000 units for casting of roof slabs is also part of the Social Housing Programme? I do recall when I was MD of the NHDC, a cumulative total of around 60,000 of household units had already benefitted from this grant at the material time.

Furthermore - the figure must be more now - but I must emphasise that the last time the grant amount was revised to Rs100,000 was during the Budget exercise of 2018. Since then, the official Construction Price Index of Statistics Mauritius has increased by 26% from

March 2018 to March 2022, but I personally think that this is a higher figure. Construction has increased by much more. So, the Rs100,000 grant today is not sufficient and I was hoping the hon. Minister of Housing and Land Use Planning would have succeeded in lobbying to raise this amount as is currently expected by the population. Rs100,000 in 2018, for construction today, you cannot compare this amount. It is too low.

Let me now move with some further issues on social housing. The first one has to do with the now overzealous programme for 12,000 units touted once upon a time to cost Rs12 billion. How much is the estimated cost today when we all know that it costs at least Rs2 m. to build an apartment of 3 rooms, without the provisions of passenger lifts. The Budget Speech is silent on this.

The project value, according to me, for 12,000 housing units must be at least Rs24 billion. By the way, I would advise limiting the number of floors for the flat blocks to a maximum of 4 so as to avoid the need for the provision of lifts in the social housing units because *le bon fonctionnement des syndicats a été un casse-tête perpétuel et les ascenseurs resteront en panne pendant longtemps.*

Secondly, Mr Deputy Speaker, Sir, the implementation of this project that was first along two years ago, during Budget exercise 2021, is becoming more and more like *la Rivière des Anguilles* Dam. Every year, you hear about it but you do not see it. *Gagn son me pa gagnn zimaz.*

Rs4 billion was the forecasted expenditure in the last financial year but it was revised to Rs100 m., under performance indeed. But where did that Rs100 m. go? To build housing units? The answer is no. The Rs100 m. has been used to fund the lavish expenditure of the New Social Living Development. The Special Purpose Vehicle that has been set up to implement this project since its creation in 2019. To start with, there has been recruitment of the boys and girls with very fat pay packages and expensive offices and luxurious cars, a Chairman, one group CEO, 2 Chief Operations Officers, 5 Directors, one General Manager for project department, one Group Project Manager to name but a few.

The NSLD is now occupying very luxurious offices at NPF building of Rose Hill at Rs42 per metre square, and at the Cyber City for even higher, and for no genuine reasons, it is progressively leaving the office at Royal Complex in Rose Hill costing a mere Rs25 per metre square.

The NHDC has been based at the Royal Complex for 23 years now. Never had a complaint on behalf of the public as well as clients or staff that the place is not appropriate. One thing about this company, the NSLD, Mr Deputy Speaker, Sir, and the people managing it with their spendthrift attitude, they are spending money of the tax payers as if there is no tomorrow. But then, it seems to be a common feature of this Government hell-bent on stocking inflation, increasing the poverty of the poorest while swirling around in gas-guzzling limousines and working in deluxe offices, the country cannot afford.

Talking about throwing money down the drain, let me update the House of an outstanding issue that I had raised in Parliamentary Question of 07 December 2021, when I mentioned in the House that there was a strange happening which I never encountered as Managing Director of the NHDC. This is the case of a dispute which went for arbitration between NHDC and Super Construction Ltd. In the meantime, the latter, Super Construction Ltd, has won the arbitration, and the NHDC is now compelled to pay Rs41 m. in compensation when it was the first one to strike with a report to the Police it had filed for wrongdoings by the contractor bearing OB number 6817/2021, which I had even given to the hon. Minister in Parliament. And he told me if you have something to say, to go to the ICAC.

That was his attitude! If you think this stops here, you are wrong, Mr Deputy Speaker, Sir. Super Construction Ltd has filed another case against the NHDC for Rs103 m. and due to the amateurish set-up at the NHDC and the NSLD - I see that the hon. Minister of Housing and Land Use Planning is back - with a most incompetent Chairman and CEO, I am afraid they can lose this case as well.

Le domaine du logement social est un bateau sans gouvernail, M. le président. Let me now move to public infrastructure, Mr Deputy Speaker, Sir. I was reading what Mr Jean Claude de L'Estrac wrote in *L'Express* of 15 May 2022. I quote –

« (...) J'ai été ahuri d'entendre un ministre de la République, pour répondre aux opposants de la construction d'une route dans une région écologiquement sensible, arguer que les « habitants des circonscriptions No. 5 à 12 » avaient bien droit, eux aussi, à leur autoroute. Bientôt un mur peut-être. Il existe déjà dans les têtes. »

I subsequently went and looked for which hon. Minister he was referring to. I was dumbfounded to note that it was the hon. Hurreeram during a Press conference at MSM Headquarters following a Parliamentary Question I had asked about the M4 Highway; the same highway that starts in Forbach and which ends in Plaine Magnien passing through the

Valley de Ferney. Now, what did the hon. Minister really mean? Or was it just another slip of the tongue like the *œuf and omelette* blunder? I wonder.

Mr Deputy Speaker, Sir, I subsequently explained the rationale of asking the question. First of all, I try to understand the rationale. What has Constituencies No. 5 and 8 got to do with the M4 highway which starts in Forbach right down to Plaine Magnien? So, his meaning was something else. But then, that's it! You know there is a famous Sanskrit saying and it stands as follows –

“Vinash kale viprit buddhi.”

You understand?

The Deputy Speaker: Translate!

Mr Osman Mahomed: Made famous in Mauritius by the hon. Dr. Arvin Boolell.

The Deputy Speaker: Translate!

Mr Osman Mahomed: *Kan lafin koste, lespri savirer !* Anyway! Regarding the construction of the link roads, bypasses and flyovers to the tune of billions to the Road Decongestion Programme, I also believe that it is good to have equity in the distribution of infrastructure across the country unlike what hon. Hurreeram is saying and that construction creates more economic activity. But, Mr Deputy Speaker, Sir, I note there is a discrepancy in the discourses at this moment. The hon. Minister of Infrastructure himself, in a Press conference on Saturday last, has stated that we need to build more roads because there are more vehicles now in Mauritius. A fundamental question is: will expanding highways and building more roads actually make traffic better or worse? Mr Deputy Speaker, Sir, at a time when the Government is investing massively in the Metro Express Project, there is nothing in the Budget that encourages people to leave their cars at home and to travel by the metro which has lost more than Rs500 m. from what I understand.

Second factor to consider in terms of road repairs cost, pollution and congestion. Thirdly, I here highlight the theory of induced demand. Building more roads and adding more lanes give the appearance of speeding up traffic. But by encouraging sprawl, it spreads out stores, houses and jobs, providing more reasons to drive more, thus, expanding many people's commutes. It also adds more capacity which is almost immediately filled up with more cars.

Research by Kent Hymel of California State University of Northridge found that adding one per cent more road capacity produces the exact same increase in the amount of vehicle miles travelled. There is only another report from Transportation for America titled ‘The Congestion Con’. It is all a lie, attesting to that. I would strongly recommend the Minister of Public Infrastructure to read it.

And then, one should not forget that building more roads is environmentally destructive not only for the M4 as it passes to the Vallée de Ferney but anywhere. And road projects, if not planned properly, can cause more flooding, which brings me to the domain of construction of drain by NDU through COVID-19 Project Fund. Rs36 billion was earmarked for spending last year but only Rs800 m. was actually spent.

And then, there is this Drains Infrastructure Construction Ltd which actually has as mandate the fast tracking of implementation of the National Debt Management Programme which funds to the tune of Rs10.4 billion according to a Cabinet decision of 22 October 2021. It sounds good even if you cannot afford it, the false illusion of prosperity. I want to emphasise here today in this House that following an article of *L’Express* of 10 May 2022, and in which I had intervened, entitled *Le premier contrat pour Rs 79 millions alloué sans transparence*, the Officer-in-Charge of the Drains Infrastructure Construction Ltd, Mr Hurrydeo Bholah was sacked. The question is why was Mr Hurrydeo Bholah immediately sacked? Who is the Officer-in-Charge of that Department today? And who is the Chairman of that Department? There is something very weird with this company, Mr Deputy Speaker, Sir.

The House will recall that the hon. Minister of Public Infrastructure, during Parliamentary Question B/1012 earlier this year, was unable to reply to my additional question regarding the *modus operandi* of this company. He said: “we”, meaning his Ministry, “have received a decision from Cabinet to incorporate. That is being worked upon *et en temps et lieu on va répondre*.” Meanwhile, paragraph 168 of last week’s Budget states that an Inter-Ministerial Committee chaired by the Prime Minister will oversee the streamlining of licences and permits in the construction sector. So, this could be the reason why he was unable to reply. Because decisions are being taken elsewhere and he was just at the receiving end to implement. In regard to transparency and contract allocation by this company, I have set another Parliamentary Question for the next Sitting.

I would now move to environment and sustainable development domain, Mr Deputy Speaker, Sir. I was shocked to hear from paragraph 27 of the Minister of Finance’s speech

that we rely on imports for more than 75% of our food requirements. This is much more than what it was in 2014, when you factor in that the number of tourists has considerably reduced in the country today. I have listened to the hon. Minister of Agro-Industry in a Press conference last Saturday that we will never reach hundred percent because we will always import rice and wheat. Fair enough! But who is asking for hundred percent? For seven years, the MSM has been in power, food import has increased substantially. Yet, another evidence-based failure! The House will recall that during the Labour Party years, there was locally produced rice in Mauritius by Vita Rice. Rice with ultra-low glycaemic index and the country was planning to reduce its dependency on rice imports by 25%. So much for this Government's long-term stewardship!

Mr Deputy Speaker, Sir, at paragraph 172, regarding Holders of Residence Permits, will be given the opportunity to buy property of a minimum of USD 350 000 outside the existing schemes upon paying 10 percent contribution to the National Solidarity Fund, makes me think of at least two drawbacks with this. Firstly, landowners, the big ones, will be further encouraged to go for property development rather than food security. Secondly, local homebuyers will be priced out of the market. This situation reminds me of former US President, Harry Truman, about him always wanted to have a one-handed economist because his economists were always telling him that on the one hand there is this and on the other hand there is that, and that the consequence of this is that he had only one mandate as US President.

I now rapidly move to renewable energy. I was listening earlier to the Minister of Public Utilities, hon. Lesjongard, in respect of the production of renewable energy by bagasse. He said that the Biomass Framework is under preparation. I think he is not aware; a few hours earlier, the Minister of Agro-Industry, hon. Maneesh Gobin, stated that the Biomass Framework has been produced and has been submitted to his office some 2 to 3 weeks back. So, I wish to quote the hon. Mrs Navarre-Marie –

“Zot bisin met enn lord dan zot menti.”

Has it been produced, the Biomass Framework? Because the hon. Lesjongard said it is being produced, it is being prepared. So, anyway!

Paragraph 202 states that Metro Express Ltd will implement photovoltaic farms to cater for its electricity needs at Richelieu and Ebène. Now, I have always believed that Metro Express should produce its own electricity. During the days of hon. Ganoo's predecessor, Mr

Bodha, the House will recall I had put a question, PQ B/492, on 03 July 2018. I had asked him whether, in regard to the Metro Express Project, he will state *inter alia* if the generation of electricity from photovoltaic sources from roof of the stations or trams is being envisaged and, if not, why not?

Four years, Mr Deputy Speaker, Sir, this is how long it took the Government to come up with a budgetary measure on this. And God knows how long it will take to implement this. And where are the long-term plans for similar schemes for the roofs of schools, hospitals and other government buildings? Not to mention the long waiting list of those who want to have some solar generated electricity on their own roofs. We need some joined up Government today to build on the wealth of sunshine for tomorrow.

Regarding the measures to insight the purchase of electric vehicles, Mr Deputy Speaker, Sir, I hope that it will come with measures to entice people to charge their cars through renewable sources or at off-peak hours – because if they have to use the grid, otherwise CEB will be in trouble managing the big demand which is the real problem today. The percentage of renewable energy instead of increasing is actually decreasing from 22.3% in 2020 to 19.83% in 2021. And yet, the Minister of energy says that he is very confident. Now, no mention has been made in the Budget for public officers to go for electric vehicles.

And it is a real pity that the Budget Speech does not say anything about the treatment of dispensed to the people who are on synthetic drugs. In 2014, when Labour Party left office, Mr Deputy Speaker, Sir, you know how many cases of synthetic drug patients were admitted to the Brown Sequard Hospital? This is the figures of the MBC: only five in 2013. In 2019, MBC figures: 1,099. How much is it today? Is it 2,000? Is it 3,000? Is it 4,000? We do not know and yet, the Minister of Finance has taken the trouble to mention, like I said initially, all the drains he will be constructing but not a single word for treatment of people who are on synthetic drugs. This is most scandalous and since we are talking about the youth, Mr Deputy Speaker, Sir, let me mention something that concerns my Constituency.

About the historical football pitch at Champs de Mars called Stade Bhai Rajack, the ex-YMCA Stadium – a football ground that has seen emerging some of the best footballers of Mauritius. The pitch is being converted to horse stables making Champs de Mars lose its green cache. And not to mention the foul smell that is going to be generated from there, knowing that there are secondary schools and even primary schools nearby and the wedding halls Gymkhana and Taher Bagh – hon. Dr. Husnoo knows the place well – and will also be a

serious nuisance to thousands of people who go there for their leisure and also for their regular exercises. No one knows what the real plan that People Turf PLC has for this plot of land is. And I wonder whether the Municipal Council of Port Louis, whether the Ministry of Housing and Lands or the Ministry of Environment has granted EIA licence on this. So, as the Minister of Local Government, I make a request to hon. Dr. Husnood to look into this because no one knows what is being built there at the end of the day; we know horse stables are being built but what else, we do not know.

To conclude, Mr Deputy Speaker, Sir, I wish to add that the aim of any responsible budget is to give a fiscal economic planning and development path to the country for the future. Over several budgets now, we see that this is missing, and this has led to the underperformance of Mauritius, which has been aggravated by the COVID-19 pandemic and the Ukraine-Russia war. All stakeholders were looking for a sense of direction and we have had a catalogue of electoral bribes disguised as social measures. The younger generations are once again left behind by this Government and are still in the dark as to what the future holds for them. Their future is to pick up the bills for this Government fiscal incompetence. This false prospectus is a crime that will sadly not put its perpetrators in prison but the whole country in the chains of rising inflation and the abyss of continuing massive debt. For all the goodies people think they have been handed out, the stark reality is the whole country is condemned by this Budget to face a bad and ugly future. There has been no creation of new economic pillars to generate wealth for the country and the population. The ugliest part of this criminal budget is that we all face the dire consequences of financial incompetence under the shadow of a great illusion that we are being enriched. I thank you for your attention at these early hours of the morning.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Dr. Ramdhany, please!

(1.28 a.m.)

Dr. A. Ramdhany (First Member for Grand’Baie & Poudre d’Or): Mr Deputy Speaker, Sir, I thank you for the opportunity to address the House on what I would qualify as a mastermind of the hon. Minister of Finance under the able leadership of the hon. Prime Minister.

Mr Deputy Speaker, Sir, the world is facing testing times following the COVID-19, the war between Ukraine and Russia and the lack of visibility as a result. This Government is working tirelessly to ensure that there is continuity in development, protection and well-being

of its people and ensuring the economic recovery through diligent measures. This Budget, Mr Deputy Speaker, Sir, as explained by the hon. Prime Minister, was a very complex exercise given the current context worldwide.

Mr Deputy Speaker, Sir, yesterday morning, I listened to the Leader of the Opposition who debated on the Appropriation Bill and stated that he being the Minister of Finance and his Leader, they worked for the people. But let me show to you a Press in a famous newspaper title: *Budget 2012: Les syndicalistes trouvent que Xavier-Luc Duval favorise le secteur privé*. Let me quote some persons –

« Mr Toolsiraj Benydin, dirigeant de la NTUC déplore ce qu’il appelle un « manque de considération pour les travailleurs. Nous sommes déçus. Nous nous attendions à plus de mesures pour les employés, une politique de création d’emplois. Par exemple, nous ne savons toujours pas quel est le seuil du salaire minimal », affirme-t-il.

Mr Radhakrishna Sadien, président de la GSA affirme que «c’est le privé qui obtient la large part dans le budget. Concernant la formation des fonctionnaires, je pense que le gouvernement doit garder le contrôle et ne pas la privatiser », soutient-il.

And then, at the end –

La Confédération des Travailleurs du secteur privé (CTSP) qui a suivi le budget de siège à Rose-Hill est également d’avis que le ministre Duval se range du côté du secteur privé. Jane Ragoo, la présidente de ce syndicat avance que « Xavier-Luc Duval n’a fait que confirmer qu’il était un agent du secteur privé. »

Moi je dis, l’honorable Mahomed, here you are criticising the hon. Minister Hurdoyal. Let me tell you, with the limited intelligence of your Leader and the Minister of Finance, the people threw you out in 2014 and you are still in karo kann.

And secondly, Mr Deputy Speaker, Sir, let me also quote the Leader of the Opposition; he is telling that: *‘l’alliance de désespoir is a quick fix solution’*.

Let me quote from Hansard from his colleague, hon. Bhagwan – he is not here.

The Deputy Speaker: Address me, address me.

Dr. Ramdhany: Mr Deputy Speaker, Sir, the exemption of duties on shampoo, déodorant, démaquillant, vernis à ongle, will not change the life of people. There is not even water, so let us not discuss on that. The working class was very deceived. This is the type of

Budget that the Leader of the Opposition was doing. Now he is criticising this Government for the good job that the Prime Minister and the Minister of Finance are doing.

Let me again cite what hon. Mahomed, he just cited Lee Kuan Yew as recipe to my colleague hon. Hurdoyal. Let me remind hon. Osman Mahomed that hon. Hurdoyal has the best political recipe. Just ask your Leader who sent him in *karo kann* during the last elections. His recipe is social work, love for the people, helping the people day and night.

Mr Hurdoyal: *Dir li revini!*

Dr. Ramdhany: He started at grass root level as Village Councillor and Chairman of the District Council in so many occasions, continuously working hard for the people of Constituency No. 10. I form part of it as PPS over there. I will get the chance to reply to hon. Mahomed again.

Let me come back, Mr Deputy Speaker, Sir. I must admit that many of us were admirably surprised to see the bold measures announced by the hon. Minister of Finance in his Budget and as rightly termed: With The People, For The People.

Mr Deputy Speaker, Sir, my address to the House will be threefold, namely –

- A budget for everyone;
- my Constituencies as PPS (No. 6 and 10), and
- tantrums of Opposition Members.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget caters for every segment of the Mauritian population. The hon. Minister of Finance has been very meticulous in his approach, and ensured that through this Budget no one was left behind.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Budget is a Budget for continuity, and it clearly shows the will and the ability of this Government under the leadership of the hon. Prime Minister to double our efforts to ensure a successful economic recovery despite a lack of clarity in the international scene.

Mr Deputy Speaker, Sir, I wish to place on record that I am proud to be part of this Government, which has shown time and again, it is working for its people and we walk the talk.

Mr Deputy Speaker, Sir, this Government as a caring Government, through the hon. Minister of Finance has taken bold measures to name just a few –

1. increase in pensions, CSG Retirement Benefit, Income Allowance, Housing Schemes;
2. reduction in Income Tax;
3. maintaining gas cylinder price and bread price;

Talking about cylinder price, as per hon. Ms Anquetil, if you ask a question in Parliament, it literally means that you have done the work. So, I will ask one question myself: where were you when the gas cylinder was Rs240? Not on the street, but in the Parliament *tap latab*.

4. abolition of Municipal Tax;
5. extension of the basic widow pension to the Muslim widows;
6. increasing the daily Bad Weather Allowance for fishers from Rs475 to Rs575;
7. incentives to planters to boost local production of fruits and vegetables, and
8. a *Prime à l'emploi*.

Mr Deputy Speaker, Sir, 350,000 individuals will obtain a monthly income allowance, 300,000 individuals will see an increase in their pensions, 189,000 youths will receive a Pass'Sport Culture, 169,000 retirees will get a CSG Retirement Benefit, 110,000 households will no longer pay the Municipal Tax on their residence, 100,000 income taxpayers will have more money in their pocket, 18,000 households will benefit from an increased support under social aid and the SRM, 13,000 families will receive a baby bonus, 10,000 individuals will now earn a CSG Disability Allowance and 10,000 youths and women will be eligible to a *Prime à l'Emploi*. We are sensitive to the plight of our people!

Mr Deputy Speaker, Sir, this is why, under the guidance of our Leader and the Prime Minister, this Government has gone the extra mile to provide relief to our people from all segments of population. Further, the Budget provides incentives to SMEs and businesses in general to sustain their drive to be back in business after the successive lockdowns.

I have been around and met people of different walks of society in my constituency over the past few days. I am pleased to state, in this House, that there is a feel-good factor among the people. This Budget and its compassionate dimensions have sensibly restored the purchasing power of households with an increase in their disposable income either directly through the increase in pensions and wages or through weighted measures in taxation policy.

One of the extra-parliamentary voices has rightly stated that this is a Budget that has created wins for all amidst uncertainties in the price of fuel, and instability in supply and price of commodities.

Mr Deputy Speaker, Sir, I will now turn to what this Government has achieved at the level of my constituencies. In my constituency, we will have projects in 2022-2023 under Indian Grant Assistance for Implementation of High Impact Community Development Projects. I hereby express my gratitude and that of my constituents to the Indian High Commission and the Government of India.

In this year's Budget, the hon. Minister of Finance earmarked an amount of Rs3.8 billion in the next fiscal year to continue the National Flood Management Programme, out of which Rs69 m. is earmarked at Vale, Petit Raffray and Poudre d'Or Village, and Rs179 m. at Bramsthan, Sans Souci Road, Montagne Blanche, and Clemencia. And my colleagues and yourself, Mr Deputy Speaker, Sir, and hon. Bholah are aware of how many projects are being implemented in Constituency No. 10.

I will come to Constituency No. 6, Fond du Sac. Despite testing times, we did not remove regional development from our agenda which remained amongst our priorities. I am pleased to report to the House that the major drain project at Fond du Sac is nearly completed. Our constituents in Fond du Sac will also benefit from a market fair in 2022-2023. An agreement is on the way for the release of four *arpents* of land from Compagnie Mont Choisy Ltée in view of this project. The Pamplémousses District Council will implement the market fair project. One billion rupees will be invested in water distribution projects, including replacement of pipes in Fond du Sac.

Mr Deputy Speaker, Sir, Grand Baie, the people of Mauritius know very well how important the sea and the beaches are to one of the pillars of our economy, which is the tourism industry. Constituency No. 6 forms an integral part of it. We must not forget about the importance of looking after the well-being of our nature. In this context, the Beach Management Plan (Phase 1) at the public beach of Mont Choisy in my constituency was inaugurated on 09 April 2022 and now in this Budget, provision has also been made for implementation of Beach Management Plan at Grand Baie.

Many infrastructural advances are being implemented such as –

1. Renovation of the local health centre, *dispensaire*, at Grand Baie is near completion and will be soon available for public.

2. In order to make traffic more fluid in Grand Baie, more particularly in Sunset Boulevard, a lay-by for buses has already started. An envelope of more than Rs5 m. has been allocated by the Government to start this project for the safety of users of the road whereby the current bus stop is very busy.
3. Furthermore, some Rs1.1 billion will be provided for the implementation of sewerage infrastructure projects in various regions, including Grand Baie.
4. Distribution of bins has already started in the context of the celebration of Environment Day at Grand Baie.
5. Drain project such as Mosque Road, Grand Baie will start shortly; new consultancy is already working at Camp Carol, Grand Baie by the NDU and this is because of our hon. Minister Bobby Hurreeram, who is working diligently on these projects.
6. Beach Authority will be restructuring the beach at Pointe aux Cannonier.
7. Implementation of mini soccer pitch at Sottise through Indian Grant.
8. Resurfacing of several roads at Grand Baie, Pointe Aux Cannonier and Pérebyère has already been undertaken by the NDU.

For Poudre d'Or Village, the fruitful collaboration of the NDU and other stakeholders ensured the completion of the Terminus near Poudre d'Or Hospital which was long overdue thanks to hon. Minister Ganoo and my colleague, Avinash Teeluck.

Drain solutions at Cité EDC and Bois d'Oiseaux, Poudre d'Or Village are in the making and the National Development Unit will implement projects in these localities in a very short term. Renovation of religious places like Arya Sabha has already been completed. With regard to resurfacing of roads, we have completed all the projects earmarked in Fiscal Year 2021-2022.

Moreover, Mr Deputy Speaker, Sir, at the Vale Village, provisions have been made for a New Community Health Centre.

My running mate for Constituency No. 6, the hon. Minister of Arts and Cultural Heritage will be particularly pleased to note that Rs20 m. has been earmarked for the setting up of a National Arts Centre, including a recording studio at Réunion Maurel, Petit Raffray. And the inhabitants of Petit Raffray will soon get their bins.

Mr Deputy Speaker, Sir, in Goodlands Village, I am pleased to note that provisions have been made for the construction of a mini-soccer pitch at St Antoine, Goodlands by the NDU.

Let me enumerate some other upcoming infrastructural advancement –

1. Construction of Multipurpose Hall will soon be started by local authorities in collaboration with NDU.
2. Levelling and turfing of Belin football ground at Goodlands is welcomed by the youth of the region.
3. New market fair at Goodlands.
4. Renovation of Belmont Cemetery.
5. In addition, the CWA is installing water tanks in localities with water supply issues, and I am pleased to note three tanks have been placed on a plot of State land released by the NDU. This, Mr Deputy Speaker, Sir, will provide relief to localities such as Melle Jeanne and Triangle at Goodlands.

I wish to place on record my sincere thanks to the hon. Prime Minister and other colleague Ministers for listening to our representations and helping in improving the life of our constituents.

Mr Deputy Speaker, Sir, for Grand Gaube and Melville, the people of Goodlands, Grand Gaube and other localities will benefit from the intra-locality connectivity following the completion of Kallee Road which is a link road from Melville to Goodlands, especially when the new market fair at Goodlands will become operational in the near future.

An envelope of Rs7 m. has been allocated to the National Development Unit (NDU) for the redevelopment of the Grand Gaube crematorium, which has long been neglected. The work has already started this week and will last a month. The inhabitants of the neighbouring villages such as Roche Terre, Melville and Calodyne also use this crematorium for the cremation of their deceased and it will comprise of structures including shelters, walls, garbage cans, among others, will be reviewed and water tanks will be installed. Resurfacing of road such as Arya Mandir Road has already been completed.

For Roche Terre Village, provision has been made in this Budget for Football Ground and Multipurpose Hall at Roche Terre Village, reprofiling of the main road which is an ongoing project, and renovation of mandir, Ram Krishna Mandir.

Upcoming projects of Local Health Centre which will be funded by the Indian Grant at Cap Malheureux. Reprofiting of the dangerous curve at Pavillon, Cap Malheureux with drains and pavement will soon be implemented.

Mr Deputy Speaker, Sir, the voice of the people is the voice of God. The electorate has spoken in November 2019 and chose this Government based on its electoral manifesto. The recent incidents that we witnessed are not *par hasard*. There has been since November 2019 a continuous effort by some Members of the Opposition to incite the population, to create a false narrative around the organisation of elections, motion of no confidence and social unrest and so on.

Mr Deputy Speaker, Sir, with the COVID-19, economies are struggling worldwide but Mauritius has been recognised as one of the few countries where the Government has supported its people. There is a series of bold measures which have been taken under the leadership of the hon. Prime Minister namely, the Wage Assistance Scheme, Self-Employed Assistance Scheme, Minimum Wage, Negative Income Tax, Old Age Pension, Portable Retirement Gratuity Fund, subsidies on various items, just to name a few.

Mr Deputy Speaker, Sir, some Members of the Opposition are trying to surf on this Government's bold decisions claiming that it's the result of their pressure and, then, a few minutes later criticising the Budget. They should decide once and for all which is which. There are no two ways about it. Mr Deputy Speaker, Sir, little do these Members of the Opposition know that the Mauritian Population is intelligent enough to decipher who is pretending to work and who is actually working for the betterment of this nation.

The attitude of the Opposition confirms their antipatriotic intention and hidden political agenda to try to destabilise the Government for personal gains. The bold measures taken by this Government is ensuring that our economy is getting back on track despite the agenda of the Opposition Members who are in electoral campaign in permanence.

Mr Deputy Speaker, Sir, a former Prime Minister who fooled the population by his slogan "*mo pou sanz zot lavi dan 100 zour*" and we all know whose life he really changed, Lady N. S.

(Interruptions)

And, now, he is giving lessons to this Government on pensions! Let me tell him that it is this Government which increased the pension to Rs5,000 in 2014 and Rs9,000 in 2019 and now gradually increasing even more.

Since the start, I am listening to the Opposition orators, particularly of the Labour Party. They are using Gandhi philosophies and Sanskrit. My learned friend, the hon. Member said one thing to my colleague, supposedly to Bobby Hurreeram: ‘*Vinash kale viprit buddhi.*’ But let me tell you this is for your Leader; this applies to your Leader not to a young hon. Member, who is working for the country. And I have not finished. Hearing all the lies of hon. Shakeel Mohamed...

(Interruptions)

The Deputy Speaker: Order! Hon. Mohamed!

(Interruptions)

An hon. Member: *Pas bizin ankoler!*

The Deputy Speaker: Order!

(Interruptions)

Mr Mohamed: *Ki tonn dir la?*

The Deputy Speaker: Hon. Mohamed! Hon. Mohamed!

(Interruptions)

Let's have a break!

At 1.53 a.m., the Sitting was suspended.

On resuming at 1.59 a.m., with the Deputy Speaker in the Chair.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Please be seated. And hon. Mohamed, hon. Hurreeram, I am in a mood to sending people home now. So, please get on with the debate. It's a last warning to both of you. Both of you! Please continue.

Dr. Ramdhany: Yes, again, good morning, Mr Deputy Speaker, Sir. I will finish because I could not complete my sentence. A former Prime Minister who fooled the population by his slogan –

“mo pou sanz zot lavi dan 100 zour”

And then we all know whose life he really changed, Lady N. S. and now he is giving lesson to this Government on pension. It is this Government which increased the pension to Rs5,000 in 2014 and Rs9,000 in 2019 and now gradually increasing even more.

Mr Deputy Speaker, Sir, let us not forget that the then alliance of Labour Party and MMM qualified this decision as demagogy. Was this decision demagogy or the reflection of the Leader of Labour Party which was qualified in 2014 as *Katori*? This is a point to ponder on. They are the last persons who have the moral right to come and give us lesson to this Government.

Mr Deputy Speaker, Sir, let me conclude by saying that this responsible Government, under the leadership of the hon. Prime Minister, will continue to be a Government for the people despite difficult times globally.

Thank you, Mr Deputy Speaker, Sir.

The Deputy Speaker: Thank you very much. Hon. Ms Joanne Tour!

(2.01 a.m.)

Ms J. Tour (Third Member for Port Louis North & Montagne Longue): M. le président, tout d'abord je n'ai aucun doute quant à la compétence de mon collègue et ami le ministre Hurdoyal et je trouve honteux de venir faire des commentaires sur l'intelligence des membres de cette Assemblée nationale.

M. le président, avec le peuple, pour le peuple. Certains esprits chagrins n'ont rien trouvé de mieux à faire que d'ironiser sur le thème de ce Budget 2022 mais laissons ces esprits chagrins et frustrés à leur bas calcul politicien car avec ce nouveau budget, nous pouvons une nouvelle fois constater avec un sentiment de fierté et de satisfaction, l'engagement sérieux de ce gouvernement qui s'écrit –

« L'humain surtout, l'humain avant tout »

Et cela malgré un contexte économique extrêmement difficile. C'est le troisième exercice budgétaire auquel je participe en tant que parlementaire dans cette auguste Assemblée et je n'ai pas besoin de vous expliquer dans quel contexte difficile les précédents budgets ainsi que ce nouveau budget 2022-2023 ont été présentés à la population car nous savons tous à ce stade quels sont les défis auxquels nous avons eus à faire face durant ces dernières années. Quand je dis nous, je parle du gouvernement et de la population mauricienne. Et une chose est sûre, M. le président, alors que nous entamons la troisième année de notre mandat au service de la population, c'est que ce gouvernement est resté constant dans son approche et dans ses actions vers une société plus inclusive où chaque mauricien trouve son compte. Ce budget en est une nouvelle preuve supplémentaire. Avant

de continuer mon intervention, M. le président, permettez-moi de féliciter le ministre des Finances, l'honorable Renganaden Padayachy, guidé par le Premier ministre, l'honorable Pravind Kumar Jugnauth, d'être venu de l'avant avec un budget où chaque tranche de la population se retrouve et surtout d'avoir présenté un budget avec autant de considérations pour les plus vulnérables.

M. le président, j'ai également une pensée spéciale pour tous ceux qui ont contribué à cet exercice budgétaire. Nous ne devons pas oublier toute l'équipe qui a travaillé en *back stage* pendant de longues semaines pour faire de ce budget une réalité. Ce n'est jamais une tâche facile et le personnel du ministère des Finances a su traduire la philosophie de ce gouvernement, c'est-à-dire, placer les citoyens au cœur de toutes ses décisions. Nous devons également remercier tous les *stakeholders* de la société civile et du monde économique qui ont donné de leur temps, de leur technicité et de leur expertise dans cet objectif commun. Oui, il a fallu du flair et de la perspicacité afin d'aboutir à un tel budget. L'histoire retiendra, M. le président, et le peuple mauricien se souviendra qu'en période de crise où la vie de chacun d'entre nous a basculé, comment le Premier ministre et ce gouvernement ont montré de la compassion et une grande solidarité à notre égard. Moi-même, je tiens, en tant que femme, maman, citoyenne et en tant que députée représentant la Circonscription No. 4, à témoigner mon appréciation et ma gratitude pour ce budget 2022.

M. le président, avec la guerre russo-ukrainienne, la situation pandémique qui perdure dans le monde, les grandes nations et même notre île Maurice ont tous eu à faire face à l'inflation. Les peuples ont vu leur pouvoir d'achat se diminuer. Et même si nous avons eu à faire face à des critiques pour ne pas avoir réduit le prix de l'essence, notre choix était clair, il était impératif et urgent de présenter des mesures répondant aux besoins et aux attentes des citoyens mauriciens et surtout de ceux qui sont les plus frontalement affectés par la hausse des prix. Sans l'aide du gouvernement, ces ménages mauriciens qui n'ont pas les moyens de subvenir aux besoins essentiels de leur famille seraient tout simplement dans l'impossibilité de joindre les deux bouts.

Ce budget 2022 du ministre Padayachy est courageux car il est un véritable bouclier contre la misère. C'est ainsi qu'avec le peuple et pour le peuple que le ministre des Finances propose de maintenir les subsides sur les produits essentiels comme le gaz ménager, le riz et le pain maison. Une somme de 1,4 milliards est allouée pour une subvention de R 591.25 sur un sac de 25kg de farine au boulanger. Ainsi, les boulangers continueront donc à payer le sac de 25kg de farine à R 108.75 au lieu de R 700. C'est courageux de la part de notre

gouvernement et c'est surtout inédit, car aucun gouvernement auparavant n'avait pris autant à cœur la situation des citoyens mauriciens et certainement pas l'opposition qui aujourd'hui se permet d'ironiser sur ce budget pour le peuple et avec le peuple.

M. le président, la nation mauricienne se souvient encore aujourd'hui que c'est le gouvernement travailliste qui, sous le prétexte qui n'est pas toujours de concilier les impératifs économiques avec les exigences sociales, avait choisi d'abolir la distribution des pains dans nos écoles primaires, sans aucune considération pour les *ti dimounn*. Le ministre des Finances d'alors avait pris cette mesure cruelle et sans pitié, sans se soucier du fait que les enfants des familles défavorisées allaient en souffrir car nombreux étaient ces enfants qui dépendaient de la distribution de ces pains pour manger. Comment nos enfants peuvent-ils se concentrer en classe avec le ventre vide ? Il n'avait pas compris alors ou plutôt faisait semblant de ne pas comprendre que de nombreuses personnes comptaient beaucoup non seulement sur la distribution de pain mais aussi sur la subvention sur les produits alimentaires de base ; une façon bien cruelle et cynique d'écraser plus les pauvres et de leur nier toute égalité des chances. Sans pitié, M. le président, et aujourd'hui, c'est l'honorable Anquetil qui vient parler de détruire la misère.

M. le président, le peuple mauricien se souviendra qu'au contraire le gouvernement de Pravind Jugnauth a su déployer les moyens nécessaires pour maintenir le pain maison à R 2.60 afin que chaque famille mauricienne puisse se procurer son pain quotidien et cela même si nous faisons face à une situation sans précédent. De ce côté de la Chambre, nous déployons des mesures sociales, appropriées afin de continuer à soutenir le pouvoir d'achat de la population.

M. le président, même si nous sommes toujours en période de crise et que nous subissons encore les méfaits de la pandémie, le gouvernement poursuit malgré les impératifs économiques son programme gouvernemental à vocation sociale et inclusive. Ce budget préconise la taxe municipale sur les résidences familiales urbaines. Cet engagement avait été pris en 2019 afin de régler l'inégalité entre les résidents urbains et ruraux. Ainsi, ce sont environ 110,000 familles qui résident dans des villes qui économiseront de l'argent n'ayant plus à payer la taxe municipale à partir du 01 juillet 2022. Par contre, M. le président, la population se rappelle bien alors que de 2005 à 2010, le paysage économique était encore plus favorable qu'il ne l'est aujourd'hui, le gouvernement d'alors n'avait pas hésité d'introduire la *National Residential Property Tax*, taxant ainsi les propriétaires des maisons avec des revenus modestes. Encore une mesure sans cœur et impitoyable envers les plus

modestes de nos concitoyens. Et vous remarquerez bien que ce sont les mêmes qui ont introduit ces mesures injustes à l'époque qui aujourd'hui ricanent de notre budget social et inclusif.

M. le président, comme il faut toujours un prétexte pour justifier l'injustifiable, le prétexte trouvé à l'époque pour supprimer les subventions sur les frais d'examens du *School Certificate* et du *Higher School Certificate* avait été une légère hausse des tarifs du *Cambridge International Examination* en 2007. Voilà la raison trouvée par le ministre des Finances d'alors pour mieux endetter les parents et leur faire payer les frais d'examens. Alors que nous, aujourd'hui, malgré le fait que nous subissons la pression inflationniste, nous avons un ministre des Finances qui a un grand mérite pour ce sens d'abnégation quand avec ce budget il a su faire provision afin de soutenir le programme de développement et de l'éducation. Si nous voulons, M. le président, d'une société plus juste et égalitaire, et c'est ce que ce gouvernement veut, il est impératif que chaque enfant mauricien ait droit à une éducation de qualité afin d'atteindre son plein potentiel. Il est de notre devoir en tant que gouvernement juste et responsable de donner à chaque enfant mauricien la chance d'aller à l'école indépendamment de son statut social.

M. le président, l'effort de ce gouvernement afin de maintenir l'éducation primaire, secondaire et tertiaire gratuite est une initiative forte louable. Un cachet de R 18.3 milliards à cet effet est un investissement judicieux. Nos jeunes sont l'avenir de l'île Maurice et nous travaillerons pour que ces derniers soient des acteurs du monde de demain. La pauvreté ou le manque de moyens ne devrait pas être une barrière à l'éducation.

Si nos enfants ont du potentiel, ils peuvent aspirer à un degré ou même à une maîtrise aujourd'hui, quand les études supérieures restent accessibles grâce à notre plan de soutien. La clé de la réussite, c'est l'éducation. En tant que gouvernement responsable, nous sommes conscients que nous voulons que nos enfants puissent donner le meilleur d'eux-mêmes. Pour cela, il est important qu'ils puissent évoluer dans un environnement propice, et que les établissements scolaires soient équipés et maintenus correctement.

L'initiative d'attribuer un cachet important à 53 écoles gérées par des ONG incluant le Service Diocésain de l'Éducation Catholique sous forme de subventions pour la maintenance et la réparation des bâtiments ainsi que pour l'achat d'équipements éducatifs est une démarche, M. le président, qui démontre non seulement l'engouement de ce gouvernement d'assurer une éducation holistique à tous, mais aussi sa volonté de collaborer

avec toutes les institutions éducatives dans un élan de fédérer tous autour d'une cause aussi noble et importante que l'éducation pour le peuple mauricien.

Et toujours dans un souci de promouvoir davantage l'éducation, le ministre des Finances a aussi prévu des fonds pour la construction d'une école primaire, de nouvelles salles de classe, d'aménagements sportifs, administratifs et scientifiques dans certaines institutions afin que les élèves de la République fréquentent des établissements propres, aménagés comme il faut et bien équipés.

Sous le même chapitre, M. le président, permettez-moi de remercier la ministre de l'Éducation pour les travaux de réaménagement récemment complétés à l'école Mohabeer Foogooa à Montagne Longue et les travaux qui débiteront bientôt dans les écoles de Crève-Cœur, de Vallée des Prêtes et de Marcel Cabon à Cité la Cure.

M. le président, pour clore le chapitre de l'éducation, les mesures proposées dans ce budget n'ont pas laissé pour compte les plus vulnérables de notre société, car comme dit l'adage, « on juge la grandeur d'une nation par la façon dont les plus faibles sont traités. » L'honorable Ms Anquetil ne me dira pas le contraire. Sensibles aux conditions et aux besoins des écoles se trouvant dans des régions défavorisées, une subvention unique de R 50, 000 sera alloué à quelques 125 écoles pré-primaires s'y trouvant afin de soutenir davantage l'éducation de nos tous petits. Il est crucial de donner un bon départ pédagogique aux jeunes surtout ceux qui viennent des quartiers défavorisés.

M. le président, j'ai là une pensée spéciale pour deux écoles SEN, notamment *Association of Disability Services Providers* qui se trouve à Montagne Longue dans ma circonscription, et Autisme Maurice, fondée par Madame Géraldine Aliphon, qui nous a malheureusement quittés, qui habitait dans ma circonscription à Crève-Cœur. Je me réjouis des mesures de subventions étendues par le gouvernement à la hauteur de R 155 millions à ces écoles *special needs education*, car étant proche de ces deux institutions que je viens de mentionner, je suis consciente de leur quotidien et du travail formidable qu'ils font pour ces enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux, des difficultés d'apprentissage et des enfants en situation de handicap.

M. le président, notre plan de soutien aux personnes en situation de handicap ne s'est pas arrêté aux écoles SEN. Outre les multiples mesures préconisées pour ce segment de la population, ce qui retient le plus notre attention, c'est cette injustice rectifiée par ce gouvernement pour les personnes souffrant d'une invalidité de moins de 60 % et qui n'étaient

pas éligible de la *Basic Invalid Pension*, et même si ces personnes étaient dans l'incapacité de travailler pour gagner leurs vies, pour subvenir aux besoins essentiels de leurs familles. Il y avait parmi eux des mères et des pères de famille qui jusqu'ici menaient une vie normale, mais suite à un accident de travail ou de la route ou une maladie quelconque, ont vu leur vie se transformer en se retrouvant en situation de handicap.

Aujourd'hui, ce gouvernement, sensible à la souffrance de ces familles, a été à l'écoute et a répondu à leurs besoins. Nous avons eu le courage et l'audace de faire sauter le verrou pour les personnes dont l'invalidité est comprise entre 40 et 59%, ainsi, une *CSG Disability Allowance* a été introduite et ce sont environ 10,000 personnes qui pourront pousser un ouf de soulagement. Seul un ministre des Finances ayant la volonté politique pourrait accomplir cela.

M. le président, ce budget a été rédigé de façon méthodique avec des mesures systématiques pour chaque secteur afin de répondre aux exigences de la situation actuelle. Ainsi donc, ce budget vise à –

- 1) renforcer notre croissance économique et notre résilience face aux chocs éventuels. Les effets combinés de la crise sanitaire et de la guerre en Ukraine ont fait ressortir de façon éclatante notre besoin d'être autosuffisant et plus autonome ;
- 2) poursuivre notre parcours vers un développement durable et inclusif. Avec les effets accélérés du réchauffement climatique, il nous faut revoir notre façon de produire, de consommer et d'agir. Sinon, quel monde laisserons-nous à nos enfants et quels enfants laisserons-nous au monde ? Investir dans notre population afin qu'ensemble nous écrivons l'histoire de notre République.

M. le président, je suis tentée de vanter les multiples vertus de ce budget, même si certains de l'autre côté de la Chambre ont du mal à comprendre l'impact de ces mesures stratégiques et innovantes dans cet exercice budgétaire. Mais comme le temps me fera défaut, je me contenterai de m'exprimer sur trois chapitres auxquels j'accorde un intérêt particulier. J'apporterai donc ma contribution sur les mesures –

- 1) pour le développement et la promotion de la jeunesse et du sport ;
- 2) sur la transition vers des véhicules électriques,
- 3) sur le programme national de gestion des inondations.

M. le président, étant moi-même un athlète et venant d'une famille sportive, où mon père était lui-même champion de l'île Maurice des 400 m, des 800 m et a détenu le record des relais 4x400 m pendant les années 80, il a consacré une bonne partie de sa carrière au service du sport comme coach national de demi-fond à Maurice et comme professeur d'éducation physique. Très tôt, je me suis imprégnée de valeurs et des vertus du sport.

Le sport, c'est comme l'école. Il contribue à faire des citoyens épanouis, autonomes et éclairés de demain. Nous avons fait face à une crise sanitaire inédite où ces deux dernières années été rudes économiquement et humainement. Cela a remis en question la capacité de nos athlètes ne pouvoir s'entraîner, de participer à des compétitions ou de se réunir. Il est important pour un athlète de rester en compétition et de toujours essayer d'améliorer sa performance. Pour cela, il faut donner à nos athlètes des opportunités de participer davantage à des compétitions. Ainsi, nous donnerons un soutien à nos athlètes pour qu'ils participent à divers événements de haut niveau afin de les encourager à viser plus haut.

La semaine dernière, Maurice a fièrement accueilli 450 athlètes d'élite et délégués de 54 pays pour le 22ème *African Senior Athletic Championship* au Côte d'Or National Sports Complex. Et pendant qu'on est en train de faire tout cela, M. le président, la population a dû prendre bonne note de toutes les critiques que ce gouvernement a eu à faire face quant à l'investissement pour la construction d'un complexe sportif de Côte d'Or. Et c'est dans ce même complexe sportif que nous avons témoigné de belles performances où nos athlètes Mauriciens ont fait la fierté de notre quadricolore, et dont même la BBC en a fait mention. Je félicite le ministre des Sports pour son dévouement pour nos jeunes et nos athlètes.

Vous savez, M. le président, comment l'opposition appelle le complexe de Côte d'Or ? Un éléphant blanc ! Cela me fait penser au Cybercity d'Ebène, qu'ils avaient aussi surnommé l'éléphant blanc et aujourd'hui, emploie presque 40, 000 jeunes. M. le président, si c'est ça d'être un éléphant blanc, créer des emplois pour nos jeunes et accueillir des prestations internationales de haut niveau où nous voyons briller nos athlètes, et bien, je fais un appel au Premier ministre, donnez-nous plus d'éléphant blanc de ce genre !

Ce gouvernement a été à l'écoute et il est conscient que le sport est au cœur même de la vie sociale, c'est pourquoi on a déployé les efforts pour assurer la continuité du sport en prévoyant R 50 millions pour la préparation des athlètes et l'organisation des jeux de la Commission de la Jeunesse et des Sports de l'Océan Indien. En décembre de cette année, R 30 millions pour la préparation de nos athlètes aux Jeux des îles de l'océan Indien en 2023 et

aux Jeux Olympiques de 2024 et une subvention spéciale de R 15,000 à nos athlètes professionnels de haut niveau pour l'achat d'équipements. De plus, M. le président, R 50 millions seront alloués aux fédérations sportives pour permettre aux athlètes de se préparer aux jeux de haut niveau.

M. le président, je souhaiterais voir une meilleure collaboration entre les fédérations sportives et le ministère des Sports. Et là, je pense plus particulièrement au club de judo qui se trouve dans ma circonscription et qui attend toujours d'être affilié à la Fédération mauricienne de judo. Nos judokas de Sainte-Croix, de Cité la Cure, de Vallée des Prêtres ont du talent. Ce sont de vrais passionnés, ils attendent d'être reconnus à leur juste valeur pour eux aussi participer aux compétitions et d'avoir leurs licences d'athlètes et de bénéficier des facilités offertes par la Fédération. Je suis persuadée que le ministre des Sports ne restera pas insensible à mon appel et qu'il interviendra pour accompagner et guider nos judokas dans cette démarche.

Je fais aussi un appel au ministre des Sports quand je pense qu'il faut plus de femmes à la tête des fédérations sportives peut-être qu'il pourrait promouvoir cette proposition auprès des fédérations et encourager plus de femmes à se lancer.

M. le président, le sport est un enjeu de santé publique surtout à une époque où la sédentarité fait des ravages. C'est un enjeu d'épanouissement pour nos jeunes. C'est un espace privilégié pour l'apprentissage de la citoyenneté, de la tolérance mais aussi des règles qui nous permettent de mieux vivre ensemble, mais c'est surtout la clé même de notre résilience mauricienne. Avec le peuple et pour le peuple restons uni pour la continuité du sport à Maurice.

M. le président, il y a quelques temps de cela, j'avais présenté un *Private Members Motion* sur l'utilisation des véhicules électriques comme suit –

« *The Government shall continue its effort to encourage the use of electric vehicles in Mauritius.* »

Je suis ravie de constater que ce budget a fait provision pour toute une série de mesures afin d'accélérer la transition vers les véhicules électriques. Nous avons tous été impactés par la hausse des prix du carburant et si d'une part ces mesures visent à réduire notre dépendance aux importations des produits pétroliers, c'est aussi une vision précise de notre contribution à la transition énergétique et écologique. Nous avons placé les véhicules

verts et le transport vert au cœur de la stratégie de la décarbonisation du secteur du transport de notre île.

Cette démarche éco-responsable ne s'arrête pas en si bon chemin puisque ce budget, M. le président, propose d'introduire une taxe négative à la hauteur de 10 % avec un seuil maximal montant jusqu'à R 200,000 pour tout achat d'un véhicule électrique neuf par un particulier.

M. le président, quant aux mesures pour la gestion des inondations, si, c'est d'une importance capitale pour nous tous, d'ailleurs, dans ma circonscription, il y a plusieurs endroits qui sont affectés par les inondations. Lors du Budget 2021-2022, une somme de R 11,7 milliards avaient été allouée pour ma circonscription pour la construction des drains et il y a eu plusieurs projets mis en chantier qui ont déjà fait leurs preuves. Le projet de R 140 millions complétait à 80 % à Morcellement La Vallée à Sainte-Croix est déjà efficace. Si les habitants de ce morcellement ont beaucoup souffert ou certains sont encore traumatisés par des inondations auxquelles ils ont eu à faire face auparavant, aujourd'hui, c'est une chose du passé. Pendant les dernières pluies, les drains ont fonctionné et les maisons n'ont pas été inondées. Idem, M. le président, pour Cité Roma à Riche Terre où avec seulement la première phase complétée du projet nous avons eu une nette amélioration et nous rassurons les habitants de Cité Roma que la deuxième phase du projet arrive très bientôt.

M. le président, les habitants de Sainte-Croix, Vallée des Prêtres, Terre Rouge, Cité Roma, Morcellement Goolamally et Morcellement Raffray peuvent être rassurés quand un budget de R 157 millions sera alloué pour continuer notre programme de gestion des inondations dans la circonscription.

M. le président, permettez-moi là de dénoncer l'hypocrisie de certains membres de l'opposition, car ils ont fait plusieurs critiques sur le montant alloué dans le Budget 2021-2022 pour la construction des drains afin de régler les problèmes d'inondations. Mais, M. le président, quand un endroit subit des inondations, ce sont les premiers à se rendre sur place non pas pour aider mais pour blâmer le gouvernement, pour juger et semer la zizanie et créer du contenu pour leur réseaux sociaux.

Je prends, par exemple, les récentes inondations survenues en mars dernier à Vallée des Prêtres, à Morcellement Ramlagun dans ma circonscription. Un membre de l'opposition s'est vite rendu sur place pour faire de jolis petits TikTok alors que mes collègues et moi de la circonscription nous étions à pied d'œuvre pour envoyer les secours et chercher de l'aide.

Mais après cela, M. le président, ce membre de l'opposition, qu'a-t-il fait d'autre ? Seulement instrumentaliser le malheur des autres, quoi d'autre.

Nous, les députés de la circonscription, nous sommes allés sur place pour témoigner de notre solidarité. Nous avons donné notre support et avons organisé plusieurs réunions de travail afin de résoudre promptement ce problème. Le Premier ministre lui-même est venu sur place pour faire un constat de la situation, sympathiser avec les habitants et les rassurés de son support.

M. le président, nous avons déjà eu plusieurs rencontres avec les habitants et nous avons déjà identifié le problème et à l'heure où je vous parle, la première phase du projet a déjà débuté depuis le 27 avril et sera complétée à la fin de juin. Comme quoi, M. le président, ce ne sont que les tonneaux vides qui font le plus de bruit. De ce côté de la Chambre, nous serons toujours aux côtés de nos citoyens pour assurer leur bien-être et avec eux trouver des solutions à leurs problèmes.

M. le président, notre rôle en tant que députés, c'est de défendre les intérêts de nos mandants au Parlement et aussi d'être leurs porte-parole. Et puisque ce budget, M. le président, s'écrit 'Avec le Peuple et Pour le Peuple', quoi de plus légitime que de leur donner l'opportunité de s'exprimer sur ce budget.

À l'entame de la dernière partie de mon intervention, j'accorderai donc cette partie de mon discours à quelques-uns de mes mandants en prêtant ma voix à Irina Tanvi Dookhee, âgée de 14 ans, de Les Mariannes. Je vous rassure, M. le président, j'ai eu la permission de ses parents aux préalables, et je cite –

« The budget 2022 gives us lots of hope for a 2030 Go Green Mauritius which was the vision of late Sir Anerood Jugnauth where we will solely rely on renewable energy for sustainability. Each and every child of the SEN school who receive a hot lunch and free transport to school irrespective of his social or financial background. This is a great measure as some children cannot afford a proper and well-balanced meal. Full stomach makes a happy heart. Stay blessed our Prime Minister for this measure. »

Voici, en ses propres mots, ce que pense Irina de ce budget.

Maintenant, c'est au tour d'Hansley Éléonore en deuxième année d'université à Maurice, habitant de la Cité La Cure qui pense lui que –

« My brothers and myself always felt safe despite the fact that we were poor. I can equate the end of month budget and the long term vision of my parents with this current budgetary exercise for the Financial Year 2022-2023.

Those of the past three years and the Government Programme. It is a long-term vision for our country. It is about preparing each and every son and daughter of our motherland to be able to play a full role in a fair society. »

M. le président, il y a aussi Shubham de Lecornu Sainte-Croix who is of opinion that ‘the world has severely been impacted by COVID-19 in the last two years and our paradise island was not saved. Nevertheless, as time goes by the emerging crisis, the Government understands the plight of the population and despite the difficult times, an expected expansionary budget was presented to our nation. As an artist being in the audiovisual field, it will be much appreciated if more support was given to local artists in the film sector. Our nation has not and will not forget the great leader, Sir Anerood Jugnauth, in our political history. It is indeed much appreciated that in honour of the incredible achievement of the latter, this Budget highlights the introduction of a SAJ National Scholarship Scheme.’

*Et finalement, M. le président, Madame Raksha Ramluckhun de Montagne Longue, a primary school educator de la langue créole: ‘this Budget made provision for the education sector up to an amount of Rs18.3 billion. It is with great satisfaction that many parents welcome the measure of providing hot meals in all SEN schools. This is a very encouraging measure that will eventually help to make education accessible to a greater number of students with special needs. Secondly, the increase in grant to NGOs and SEDEC running SEN schools provide the opportunity to increase social activities for the benefit of the population. However, it will be more appreciated if more support is given to all schools indistinctively at all levels to cater for mental health of all students. With the recent changes in education sector due to the pandemic, many students are struggling with emotional turmoil that did not exist in the past. A healthy mental state of students brings better result.’ *Quoi que disent nos détracteurs, M. le président, la population a accueilli favorablement ce budget.**

To conclude, Mr Deputy Speaker, Sir, the message and the vision conveyed in this year’s National Budget 2022-2023 is very clear - a message of resilience, empathy and solidarity. A budget with the people, for the people which has the primary objective to protect the social fabric of our country and investment in our citizen while at the same time pave the way towards a sustainable and a more resilient self-sufficient future. We are well aware that it

is not all over and the road to full recovery is indeed a long one, and we do not have the luxury yet to flatter ourselves. However, under the guidance of the Prime Minister, this Government has shown resilience by crafting and implementing carefully thought out measures and policies which had up to now prevailed against all odds. Despite the naysayers' opinions, we are on the right track to recovery.

I thank you for your attention, Mr Deputy Speaker, Sir.

The Deputy Speaker: Thank you. Hon. Minister, please!

Mr Callichurn: Mr Deputy Speaker, Sir, I move that the debate be now adjourned.

Mr Maudhoo seconded.

Question put and agreed to.

Debate adjourned accordingly.

ADJOURNMENT

The Deputy Prime Minister: Mr Deputy Speaker, Sir, I move for the adjournment of the House to today, Tuesday 14 June 2022, at 10.30 a.m.

The Vice-Prime Minister, Minister of Education, Tertiary Education, Science and Technology (Mrs L. D. Dookun-Luchoomun) seconded.

Question put and agreed to.

The Deputy Speaker: And nobody has adjournment matters! Have a safe trip back home!

At 2.38 a.m., the Assembly, was, on its rising, adjourned to Tuesday 14 June 2022 at 10.30 a.m.